Parti Socialiste
Comité directeur
7 et 8 octobre 1989

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Henri Emmanuelli 3
Pierre Mauroy 8
Gérard Lindeperg 21
Gérard Le Gall 27
Hubert Bicep 31
Paul Quilès 33
Hubert Bicep 33
Charles Hernu 33
Louis Mexandeau 36
Le président (Claude Estier) 38
Laurent Fabius 39
Patrice Finel 43
Olivier Stirn 46
Jean-Marc Ayrault 48
Jean-Luc Mélenchon 52
Lionel Jospin 57
Catherine Trautmann 61
Louis Mermaz 66
Pierre Guidoni 70
Le président (Claude Estier) 75
Gérard Fuchs 75
Michel Charzat 79
Jean Le Garrec 84
Claude Bartolone 88
Yvette Roudy 90
Nicole Bricq 94
Daniel Vaillant 95
Pierre Mauroy 95
Yvette Roudy 95
Henri Emmanuelli 97
Michel Debout 99
Yvon Deschamps 101
Michel Pezet 101
Philippe San Marco 107
Pierre Mauroy 107
Philippe San Marco 108
Jean Poperen 112

Fondation Jean-Jaurès

Henri Emmanuelli 118
Daniel Vaillant 122
Pierre Mauroy 123
Jean Poperen 130
Pierre Mauroy 131
Pierre Guidoni 132
Laurent Fabius 133
Lionel Jospin 135
Gérard Lindeperg 137
Marie-Noëlle Lienemann 137
Jean-Luc Mélenchon 139
Yves Vidal 140
Henri Emmanuelli 140
Pierre Mauroy 141

Séance du samedi 7 octobre 1989 (matinée)

La séance est ouverte sous la Présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
J'ouvre la séance du Comité directeur.
Nous avons aujourd'hui et demain un Comité directeur un peu particulier pour lequel le Bureau exécutif vous fait les propositions suivantes : le Comité directeur entendrait ce matin le rapport d'activité d'Henri Emmanuelli, suivi de l'intervention du Premier secrétaire Pierre Mauroy, et immédiatement après nous ouvrirons le débat général, qui pourrait se poursuivre jusqu'à 13 heures.
Cet après-midi, entre 14 heures 30 et 17 heures, c'est la formule un peu nouvelle que nous avons déjà essayé dans le passé, qui sera appliquée aujourd'hui, nous siégerons en Commission. Quatre Commissions ont été prévues, une concerne la situation sociale, l'autre les problèmes économiques et le budget, la troisième les relations internationales et la quatrième la vie interne du Parti.
Je demande à tous les camarades, membres du Comité directeur, s'ils ne l'ont déjà fait entre temps, de bien vouloir s'inscrire dans l'une de ces Commissions. Nous avons besoin de savoir combien il y a de camarades dans chaque Commission de manière à affecter les locaux nécessaires pour que ces Commissions se tiennent dans de bonnes conditions. Les salles se trouveront à l'Assemblée Nationale, mais elles n'ont pas toutes la même dimension, et en fonction du nombre d'inscrits dans chaque Commission nous les affecterons. Donc n'oubliez pas avant la fin de la matinée de vous inscrire sur les listes qui sont à l'entrée pour chacune des Commissions.
Les Commissions siégeraient jusque vers 17 heures après quoi nous reprendrons le débat ici pour la présentation des contributions. Comme vous le savez, la présentation des contributions n'est pas obligatoire, mais je pense que les signataires des contributions générales voudront tous les présenter. En tout cas, c'est ainsi que les choses m'apparaissent

Contribution Jean-Jaurès

Dans ces conditions nous procéderons en ayant recensé le nombre des contributions, qui souhaitent être présentées - c'est la seule manière possible - par tirage au sort pour savoir dans quel ordre elles seront présentées.
Ceci se fera en fin d'après-midi à partir de 17 heures. Demain matin, dimanche, nous entendrons les rapports des Commissions, la suite du débat général s'il y a lieu et l'enregistrement - c'est un acte administratif de l'ensemble des contributions, celles qui auront été présentées et les contributions thématiques qui sont d'ailleurs parvenues en nombre important au secrétariat du Parti.
Voilà donc la façon dont vous est proposée la tenue de ce Comité directeur.
Y a-t-il des observations ?
Il n'y en a pas, l'ordre du jour ainsi précisé est adopté.
Michel Debout ?

Michel Debout - Simplement, est-ce que la Commission du travail se réunit ce soir ?
Il était question qu'elle se réunisse.

Le président - Qu'appelles-tu Commission du travail?... Oui, bien entendu.

Michel Debout - Elle se réunit ce soir alors ?

Le président - Elle se réunira, et comme le dit Daniel Vaillant, en sous-commission de la Commission de la vie interne du Parti.
Pas d'autres observations ?
L'ordre du jour est adopté.
Je donne la parole à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli
Avec ta permission, je précise à Michel Debout que la Commission se réunira effectivement comme c'était prévu.
Chers camarades, vous trouverez comme à l'ordinaire un rapport exhaustif de l'activité des différents secteurs du Parti dans les documents remis depuis notre réunion du 2 juillet.
Je me bornerai, pour ma part, à évoquer trois éléments. Le premier concerne le scrutin sénatorial qui a été le septième scrutin, comme vous le savez, que nous avons dû assumer depuis mai 1988. Il a marqué une légère progression de notre Parti, qui a été marquée par le problème des Bouches du Rhône, par la perte d'un siège en Dordogne. Je pense que d'autres reviendront là-dessus.
Je ne souhaite pas commenter les résultats, je voudrai dire simplement que notre Parti ressent profondément l'inadéquation et l'archaïsme de certains modes de scrutin, qui constituent pour les partis de droite une rente de situation et qui, je crois, est difficilement conciliable avec une pratique transparente de la démocratie, non pas d'ailleurs parce que le centre s'est trouvé laminé au profit d'une droite plus marquée, ce qui, je le dis au passage, laisse songeur sur l'écart qui paraît exister entre ce que nous disent les sondages à propos de l'ouverture

Fondation Jean-Jaurès

au centre et ce que nous disent les urnes, lorsqu'elles se manifestent, mais parce que la Gauche, comme vous le savez, est durement pénalisée.
Il est clair, pour tout le monde ici, que le mode de désignation des sénateurs, comme celui des conseillers généraux, et les deux choses sont fortement liées, il n'a échappé à personne ce qu'avait été le poids des exécutifs départementaux dans ce scrutin sénatorial, il est clair pour tout le monde ici que ces deux modes de scrutin doivent être réformés.
Claude Estier, président du groupe Socialiste au Sénat, l'a dit dès le lendemain de ces élections. Je pense que nous le pensons tous. Et nous ne pouvons de ce point de vue que nous réjouir de ce que le gouvernement ait décidé de mettre ce problème à l'étude.
Nous savons que la matière n'est pas facile, mais je crois que le moment est venu de se mettre au travail, ce qui signifiera d'ailleurs que nous parvenions à nous mettre d'accord nous-mêmes, ce qui ne sera peut-être pas le plus simple.
Le second élément que je voulais évoquer rapidement est d'une autre nature, il s'agit delà catastrophe survenue en Guadeloupe, comme vous le savez notre Parti, sur la demande de Pierre Mauroy, a immédiatement mis en place un dispositif de solidarité qui concernait à la fois les militants, les sympathisants, et les collectivités locales dirigées par nos camarades, bien entendu.
Je vous demande d'être très attentifs et de manifester à cette occasion votre solidarité avec la Guadeloupe qui, comme vous le savez, a été cruellement touchée. Il ne serait pas inutile d'ailleurs que notre Comité directeur adresse un message de solidarité à la population guadeloupéenne et à ses élus, et que nous nous engagions à soutenir chacun à notre place l'action diligente et efficace qu'a entreprise notre camarade Le Pensec.
Je sais par expérience que passée l'émotion du moment, les réalités budgétaires ont la dent dure, je ne nie pas un instant la détermination et l'efficacité de Louis Le Pensec, mais je pense très sincèrement qu'il ne sera que satisfait si nous nous engageons, lors de notre prochain Comité directeur à reparler de la Guadeloupe. Cela ne pourra que l'aider.
Le troisième point, chers camarades, est encore d'une nature tout à fait différente, il s'agit de la mise en œuvre d'un service télématique qui, je crois, a connu un succès exceptionnel.
Je vous l'avais annoncé l'an passé, je serai donc très rapide. Je vois que Quilès sourit, effectivement les lignes Transpack fonctionnent à "plein tube" et je voudrais simplement attirer votre attention sur le fait qu'en un an avec la mise en place de "Vendredi", et de deux services télématiques, et d'ici la fin de l'année la connexion de toutes les fédérations par micro-informatique avec le siège, nous aurons réalisé un ensemble de communication moderne dont il nous restera dans l'avenir à exploiter les synergies et qu'il nous faudra également animer, notamment en ce qui concerne le service télématique, vous le savez, passés les premiers temps, les modes retombent.
J'attire votre attention, et vous demande de le faire auprès des militants, sur l'un des services de ce dispositif qui est le directe qui a lieu tous les mardis soirs, de 18 heures à 20 heures.

Collection Jean Jaurès

Pierre Mauroy a déjà assumé cela, Michel Rocard aussi, Lionel Jospin, vont suivre Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz, Laurent Fabius, Jack Lang, s'il veut bien accepter de venir, bref tous les dirigeants du Parti, des membres du gouvernement. Je vous dis simplement qu'il y a à peu près 1000 connexions par soirée, ce qui est là aussi tout à fait exceptionnel.
Voilà donc, mes chers camarades, les faits saillants sur le plan de l'activité du Parti.
Sur un plan plus général, la rentrée 1989, nous pouvons tous convenir qu'elle ne s'est pas trop mal passée sur le plan scolaire, et qu'elle est dominée par une émergence relativement forte des problèmes sociaux, par la discussion sur le budget 1990, qui est en fait le premier budget de ce gouvernement, et par l'évolution de la situation dans les pays de l'est.
Comme vient de le dire Claude Estier, ces trois sujets qui émergent de l'actualité feront l'objet dans la journée de travaux en Commissions, et je ne m'étendrai donc pas sur le fond, je me bornerai à quelques observations sur les conditions dans lesquelles le débat lié à ces questions nous est posé.
Je constate, en effet, chers camarades, je voudrais le dire très franchement que ces questions ou plus précisément leur prise en compte dans notre Parti, font ressurgir à chaque fois, mais ce n'est sans doute pas la dernière, la question de la marge d'autonomie de notre Parti.
Sur le plan social, par exemple, nous n'avons cessé depuis un an d'attirer l'attention et de dire notre préoccupation quant à l'existence, voire l'aggravation, d'un écart important entre les revenus salariaux et les revenus non-salariaux. Nous n'avons cessé de dire qu'il s'agissait de la problématique fondamentale, celle qui est au cœur de notre identité.
Nous n'avons cessé de dire qu'il s'agissait d'un problème général, qu'il était sans doute souhaitable dans ces conditions de le traiter globalement ; je me souviens tout particulièrement d'un Comité directeur qui a eu lieu l'an passé à la même époque, où cette question avait été évoquée par beaucoup de monde.
Que se passe t-il dans la réalité ?
Lorsque nous le disons avec retenue, nous ne sommes pas entendus de l'opinion et le Parti est soupçonné - lorsqu'il n'est pas accusé - de ne rien faire.
Lorsque nous le disons à haute voix, nous sommes accusés de vouloir gêner le gouvernement.
Et si nous le disons avec insistance, là nous sommes carrément suspectés d'être au mieux complices, parfois même instigateurs de mouvements sociaux et tout aussi carrément accusés de vouloir déstabiliser le gouvernement.
Il suffit de lire la presse abondante et d'écouter les éditoriaux nombreux.
C'est la même chose, mes chers camarades, pour le budget, où à lire certains commentateurs, on voudrait nous enfermer dans un schéma qui est à peu près celui-ci : ou bien il existe une politique alternative et il faut, en la soutenant, condamner sans ambiguïté celle qui nous est proposée, ou bien il n'existe pas de politique alternative, et alors il faudrait se taire, sauf à chercher de mauvaises querelles pour se donner les moyens d'exister.
Je crois, mes chers camarades, et je ne pense pas être le seul, que si nous ne

voulons pas être totalement confondus avec d'autres - de ce point de vue là, un sondage paru dans la semaine nous a beaucoup "interpellés", comme on dit aujourd'hui - et perdre notre identité, nous devons refuser de nous laisser enfermer dans le carcan de ce type de raisonnement, et qu'en conséquence nous avons eu raison de prendre position non seulement sur le conflit Peugeot, en dénonçant les méthodes de gestion archaïques, qui sont à l'opposé de tout ce pour quoi nous militons, mais aussi en souhaitant, et je n'en dirai pas plus parce que je crois que la situation est délicate, que les conflits de la fonction publique aboutissent par la négociation, négociation qui a repris, comme vous le savez, qui, je pense, a connu quelques difficultés cette nuit, mais sans doute se poursuivra.

Je dis cela, mes chers camarades, parce qu'au moment où les partis de Droite redécouvrent la dimension sociale avec une candeur qui pourrait peut-être nous faire sourire, mais que nous ne devons pas prendre à la légère, il serait tout de même paradoxal que le Parti Socialiste soit condamné, lui, à une sorte de devoir de réserve ou d'astreinte du silence.

La dimension sociale, c'est le terrain sur lequel les Socialistes sont attendus, et nous ne devons pas craindre de dire à haute voix, me semble-t-il, ce que nous pensons, même si nous savons bien entendu que tout n'est pas possible à tout moment

En toute hypothèse, je suis convaincu, et là non plus je ne crois pas être le seul, que nous ne serons pas jugés sur le moyen terme exclusivement sur la gestion. Oui, nous devons bien gérer, mais si dans les années à venir, qui nous sont comptées, nous ne parvenons pas à répondre à l'aspiration des électeurs à plus de justice sociale, ceux qui nous font confiance n'auraient plus de raison spécifique de nous choisir plutôt que d'autres, et à vrai dire nous serions sans doute les premiers à douter de nous-mêmes.

Quant au budget, chers camarades, je ne pense pas que la question soit aussi simple. Nous savons tous que sous les rubriques, il y a les détails et que ces détails ne sont pas minces. Je ne peux pas par exemple, pour ma part, me contenter d'entendre dire que les Français consomment trop...

Bref, ce que je veux dire, c'est que sous les grands équilibres il y a les petits, et que les grands équilibres sont souvent bâtis et construits sur beaucoup de déséquilibres, et ce sont justement ceux-là, me semble-t-il, qui nous intéressent, je dirai même qui sont notre raison d'exister.

Nous avons donc à nous en préoccuper et nous sommes, semble-t-il, habilités à amender le budget sans pour autant être condamnés à présenter une politique alternative que pour ma part, d'ailleurs, je le dis tout net, je n'imagine pas.

Oui, il faut arbitrer entre l'investissement, la consommation et l'épargne.

Mais à l'intérieur de ces grands choix qui sont incontournables, il faut, je crois, distinguer la place respective de chaque catégorie, qu'il s'agisse de l'effort à fournir ou des fruits à partager. Dans le vaste paysage des revenus, chers camarades, il y a beaucoup de demeures au standing très différent, et les moyennes ne peuvent pas non plus rendre compte de la réalité parce qu'elles sont seulement faites pour éliminer les écarts.

Fondation Jean Jaurès

Nous savons que tout cela n'est pas facile, mais par exemple comme y a fait allusion Louis Mermaz, aligner le taux des plus-values à ce qu'il est aux Etats-Unis, c'est à dire 20%, au lieu de 7% chez nous, ne nous fera pas assimiler, me semble-t-il, le libéralisme dans le pire des cas.
Je crois d'ailleurs que le gouvernement l'a parfaitement compris et je suis persuadé que la discussion budgétaire en fera la démonstration lorsqu'auront lieu les discussions sur les amendements que le groupe est chargé de déposer en accord avec le Parti.
Chers camarades, je ne voudrais pas être mal compris. Pour moi il ne fait aucun doute que le Parti doit être solidaire du gouvernement, dans la mesure où celui-ci met en œuvre la politique proposée par le Président de la République et choisie par la majorité de nos concitoyens. Mais cela ne signifie pas que dans certaines occasions le gouvernement n'ait pas tout à gagner en prêtant davantage attention aux souhaits et aux demandes du Parti. La logique d'opinion est une chose, la logique électorale en est une autre.
Vous le savez, vous le constatez parfois le lundi matin, les sondages et les épures ne font pas toujours bon ménage.
Bref, mes chers camarades, je suis persuadé que le Parti doit avoir une marge d'autonomie et qu'il nous appartient de l'exercer, ce dont, j'espère, vous ne vous priverez pas au cours de cette journée, si nous voulons que le prochain rendez-vous avec le pays, qui n'est pas notre Congrès, mais qui est celui des élections législatives de 1993, soit à la hauteur des succès d'aujourd'hui.
Je conclurai en disant qu'à aucun moment, me semble-t-il, le morcellement de la Droite ne saurait nous dispenser de garder le Socialisme entier. A être par trop confondus avec d'autres, nous risquerions aussi, ne l'oublions pas, de faire les frais de cette confusion ou peut-être de l'indifférence qu'elle pourrait engendrer.
Voilà, mes chers camarades, quelques considérations sur le contexte et non pas sur le fond, qui, j'espère, ne vous auront pas trop ennuyés.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, il y a une délégation de la CFDT-FO qui est à la porte de la rue et qui souhaite, je crois, rencontrer une délégation. Alors je pense qu'il serait bien qu'autour de Le Garrec, trois ou quatre camarades veuillent bien constituer une délégation pour les rencontrer, de manière à ce que les choses se passent de la meilleure façon possible. Quels sont les camarades qui souhaitent en faire partie ?

Dans la salle - Charasse !

Le président - Soyons sérieux ! A ma connaissance, il n'est pas membre du Comité directeur.
Je note vos noms : Durand, Germon, Cambadélis.
Je demande à ces camarades de se joindre à Le Garrec pour recevoir cette délégation.

Fondation Jean-Jaurès

Marcel Debarge - Moi je pense que si le Secrétaire national chargé du secteur public était dans cette délégation, ce serait logique, parce que la représentation de la direction du Parti serait là assurée en tant que telle. Cela ne sous-estime pas les camarades qui sont là et qui vont faire partie de la discussion, mais je pense que le Secrétaire national du secteur concerné devrait être dans la délégation.
(Applaudissements)

Le président - Michel Charzat, est-tu d'accord ?

Michel Charzat - Je croyais effectivement que c'était de ma compétence, mais puisque tu as parlé de Le Garrec...

Le président - C'est de votre compétence commune.
Je donne maintenant la parole au Premier secrétaire, Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy
Camarades, nous voici réunis en Comité directeur pour faire le point sur ce qui s'est passé depuis notre dernière réunion, pour exprimer également notre solidarité à ceux qui ont rencontré des difficultés, je veux parler de la solidarité du Parti Socialiste envers nos camarades antillais qui sont dans cette salle, en particulier aux Guadeloupéennes et aux Guadeloupéens, et aux Socialistes de Guadeloupe.
Je dois dire que le Parti tout entier d'ailleurs a fait montre d'une manifestation de solidarité très rapide puisqu'il n'a fallu que quelques heures pour que près de cinquante villes dirigées par des Socialistes se manifestent si bien que chaque ville guadeloupéenne touchée par le sinistre sera jumelée avec une ville dirigée par un Socialiste. C'est pour moi une manifestation de solidarité active.
Je veux exprimer notre sympathie à tous ceux qui sont dans la difficulté.
Avec ce Comité directeur - on s'en, apercevra, on s'en est peut-être déjà aperçu un peu - du 7 octobre, on est rentré dans la phase institutionnelle de préparation du Congrès de Rennes, l'étape des contributions.
Le débat est dans la nature même de notre Parti. Il est une chance si nous savons le conduire. Je l'ai voulu ainsi comme Premier secrétaire, en m'adressant directement, dès juin dernier, à l'ensemble des militants ; ils m'ont largement répondu et nous rendons compte, semaine après semaine, de cette correspondance dans "Vendredi".
Je veux dès maintenant remercier toutes celles et ceux qui ont accepté de réfléchir, de proposer, de critiquer en soulignant surtout l'identité du Parti Socialiste et le refus - parce que c'est éclatant à travers toute cette correspondance - d'un parti d'en haut qui débattrait, chercherait des signatures comme si on ne croyait pas suffisamment à la force de ses idées, et d'un parti d'en bas qui subirait et qui n'aurait qu'à dire oui ou non.
Je crois que les choses ne se passeront pas exactement ainsi au niveau des sections et des fédérations.

Contribution Jean-Jaurès

Je pense, que, connaissant bien votre Parti, notre Parti, vous le savez aussi bien que moi.
Le débat s'appuie sur la diversité qui doit préserver notre capacité de rassemblement. Il en est ainsi depuis l'acte fondateur d'Epinay, suivi des assises du Socialisme, suivi de toutes ces périodes que nous connaissons maintenant avec le Premier septennat de François Mitterrand et le second.
Le débat doit toujours garder le souci de notre unité et si je comprends l'ardeur que l'on peut mettre pour défendre ces idées, je ne comprendrai jamais, et je le dirai au Parti, l'action de ces débineurs professionnels qui rencontrent à longueur de journée les Socialistes pour dire leurs vacheries sur leurs autres copains du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Cela suffit !
Je pense que l'actualité du Parti et notre débat méritent mieux que les petits communiqués que l'on trouve dans tous les journaux là où c'est finalement insignifiant et que nous devons alimenter davantage les articles de fond.
Chacun a compris j'espère. Je pense qu'il n'y a pas d'ironie à faire sur un sujet aussi grave.
Le Parti Socialiste, vous le savez, réussit quand il est rassemblé et comment prétendre influer sur l'avenir, si on n'est pas capable de débattre, et de trouver entre nous les dénominateurs communes qui sont bien plus nombreux que ce que nous en pensons nous-mêmes.
Le monde bouge à l'est, bougera-t-il aussi fort demain que nous le précisent certains ?
Sakharov, avait, il y a trois ans, authentifié aux yeux du monde, la perestroïka. Il lançait, il y a quelques jours, un cri d'alarme, dans une interview au journal "Le Monde". Je l'ai, pour ma part, reçu comme un appel à la lucidité d'abord.
Le bris de l'économie soviétique ne débouchera pas inévitablement sur l'effondrement du modèle idéologique. C'est un Communisme, certes régénéré, que souhaite instaurer la nouvelle direction soviétique mais ce projet contribuera à alimenter ce formidable débat idéologique qui nous a opposés, Socialistes et Communistes, et que nous avons gagné dans l'histoire, qui pourrait demain nous rapprocher avec le temps, façonnant ainsi le 21ème siècle tout entier. Mais il y a nécessité pour affronter au niveau du monde ce que sont, et ce que posent les Socialistes par rapport au Communisme, nécessité d'être sur notre débat d'idées, nécessité d'approfondir notre propre idéologie, nécessité d'approfondir notre propre doctrine.
Appel à la vigilance, appel à la solidarité, ensuite bien sûr.
Le thème d'une nouvelle coopération avec l'est soit sous la forme d'un plan européen, soit par des initiatives bilatérales, devrait nous solliciter. J'imagine que nous pourrions le dire à l'issue de la réunion de la Commission prévue cet après-midi, et dans le communiqué que nous adopterons demain. Appel à la vigilance : l'affrontement est-ouest, depuis 40 ans, a contribué à rejeter les conflits sous-jacents à la périphérie. Aujourd'hui, ces conflits peuvent renaître au cœur même de l'Europe.

Fondation Jean Jaurès

Le rapprochement des deux Allemagnes met-il en jeu la construction communautaire ?
Un problème... rude problème ! Ce qui se passe personne ne l'avait prévu. Nous avons vu depuis 40 ans tous les schémas possibles d'une réunification de l'Allemagne. Tout était envisagé et tout pouvait être envisagé. Les analyses les plus contradictoires ont été présentées mais personne n'avait certainement prévu ce qui se passe actuellement avec ces Allemands qui quittent l'Allemagne de l'est pour rejoindre celle de l'ouest. C'est la marche de la liberté...
Les Etats des Balkans aux frontières sont fortement gardées mais l'histoire ne les a pas, à travers le temps, exactement délimitées. Vont-ils recommencer à s'affronter ? Comment le Communisme international aujourd'hui défait, abattu, va-t-il surmonter sa crise existentielle ?
Un peu de science-fiction est entré dans notre horizon politique. C'est l'extraordinaire constatation que l'on peut faire du monde aujourd'hui.
Aux certitudes des deux blocs, des deux superpuissances, il y a maintenant une réalité imprévisible et qu'il faudra façonner. Le long terme s'est rapproché de nous et le Congrès de Rennes est la grande occasion d'exprimer notre analyse commune sur les événements qui apparaissaient encore, il y a quelques années, hors du temps.
Les événements sont tels qu'ils justifieraient une Convention particulière sur les problèmes internationaux Si je ne la propose pas, c'est parce que nous avons un Congrès dans 6 mois, et que la discussion est ouverte... avec nos petits problèmes de pouvoir, abordons ces grandes questions internationales et fixons des orientations, fixons la politique les Socialistes veulent mener, et pas seulement pour la France... on a cette chance de parler pour l'Europe avec d'autres, et je pense vraiment pour le monde.
Compte tenu de ce qui se passe et de la déstabilisation du monde en ce qui concerne en tout cas les idées, il faut le faire.
Il suffit d'aller au cœur de l'Afrique, ou d'aller au cœur de l'Amérique Latine pour bien percevoir ce qu'on attend de nous et en particulier des Socialistes français.
La France n'échappe pas aux contradictions d'une période à la fois passionnante et inquiétante. Les sondages avec le retour de la croissance décrivent chez les Français une satisfaction de mieux vivre... en tout cas à un retour à l'optimisme pour l'avenir.
En vingt ans, tous les sondages, même aux meilleurs moments de croissance traduisaient un pessimisme latent. Aujourd'hui, ce pessimisme fait place à des événements, à l'optimisme. C'est comme cela. Nous n'avons d'ailleurs pas à nous plaindre : l'adhésion à l'action du Président de la République reste forte. Le gouvernement jouit d'une côte de popularité satisfaisante. Et le Parti Socialiste lui-même auquel la Sofres vient de consacrer une enquête tout à fait passionnante jouit d'une image extrêmement positive. Pour un peu, il n'y aurait que le Comité directeur pour constater que tout ne va pas si bien au Parti Socialiste.
Gérard Le Gall vous détaillera les leçons à tirer des chiffres publiés par le

Figaro. Globalement, les Français font confiance davantage au PS qu'à la Droite pour lutter contre le chômage, pour réformer la société mais aussi, et c'est assez nouveau, pour assurer la sécurité de la France, lutter contre l'insécurité et le terrorisme, ou garantir l'unité des Français.
Et cependant la rumeur sociale gronde, des mécontentements s'amplifient, des conflits sociaux paralysent plusieurs secteurs. Des élections cantonales partielles marquent un réel fléchissement. Faut-il s'alarmer ? Sans doute ! S'interroger en tout cas, et aussi poursuivre notre réflexion sur le partage d'une croissance retrouvée qu'il faut aussi consolider.
Le gouvernement se trouve toujours aux prises avec des conflits catégoriels. Dans le cas des prisons, c'est tout à fait logiquement qu'il a dû user de fermeté face à des formes de lutte qui ont pris un tour inacceptable. Je l'ai dit au nom du Parti, sans ambages. Encore convient-il de souligner que la tentative de privatisation du secteur public, du secteur pénitentiaire, tentée par M. Chalandon a créé un réel malaise chez les hommes et les femmes animés de la volonté du service public. Désacraliser une fonction n'est jamais gratuit et les actions convergentes qui sont menées ici ou là contre le secteur public ne seront pas gratuites et auront des conséquences et pas seulement des conséquences sur le plan économique, mais des conséquences considérables sur le plan psychologique.
Il y a des métiers que l'on accepte de faire quand on a le sentiment de servir l'Etat et de servir la société. Il y a des métiers que les hommes et les femmes ne feront pas ou feront mal, s'ils devaient le faire, pour quelque intérêt mercantile, ou même marchand.
Qu'on se le dise et qu'on le sache, et même si cela se fait dans d'autres pays, les Français sont différents des Allemands, différents des Britanniques et sur ce plan là, c'est vrai que nous sommes très différents et pour tout dire, uniques.
La manifestation des agents des impôts relève l'étendue d'un malaise persistant. Le Parti et les parlementaires l'ont tout particulièrement ressenti et nous avons agi en conséquence auprès du gouvernement pour lui exprimer un point de vue si largement partagé que je n'éprouve pas le besoin vraiment de le détailler, sauf pour dire que face à ces petites phrases imbéciles que colportent les uns et les autres pour dire devant le groupe parlementaire "le Premier secrétaire s'est énervé", les parlementaires dans leur grande majorité ont tout à fait approuvé mon intervention en face de ce qui se passe aux impôts, en face de la fonction publique. Nous arrivions à une situation de responsabilité, et nous avions le droit de nous exprimer auprès du Premier Ministre, auprès du gouvernement, comme nous l'avons fait.
J'ai été votre Premier Ministre, je suis maintenant votre Premier secrétaire, je ne m'énerve pas sur des questions comme celles-là, je dis et j'ai dit au groupe parlementaire que l'heure était venue de prendre quelques initiatives pour rétablir le dialogue indispensable, et pour ne pas rester dans la situation dans laquelle nous étions.
On ne peut pas être confronté des jours et des jours Socialistes et gouvernement, et Socialistes dans la rue ; si les Socialistes ne peuvent pas se parler entre eux,

alors avec qui parlerons-nous ?
Je l'ai dit, l'écrasante majorité des parlementaires l'a dit, nous l'avions dit le mardi matin au Premier Ministre : un médiateur pour Peugeot et la nécessité de reprendre le dialogue en ce qui concerne les finances.
Le gouvernement l'a fait et à tous ceux qui colportent leurs petites phrases malveillantes, je dis - je parle en responsabilité mais je le dis devant le Comité directeur - : "Moi, j'exprime ma confiance et ma solidarité de Premier secrétaire au ministre de l'Economie, Pierre Bérégovoy, et à Michel Charasse."
Je sais comment les choses se sont passées. Alors, ne tirez pas trop vite. Tout n'est pas toujours su exactement. Ce sont des problèmes qui sont complexes... L'essentiel, c'est qu'on reprenne le dialogue et qu'on puisse le faire aboutir. Voilà ce qui est important. Le reste est finalement secondaire et au Parti, à mon Parti, je demande d'accorder la priorité à ce qui est essentiel et de laisser ce qui est secondaire.
Le conflit Peugeot doit retenir toute notre attention
Il ne s'agit pas seulement d'un de ces conflits typiques des périodes de sortie de crise. Ce qui est en jeu plus profondément, c'est la qualité du dialogue dans l'entreprise et aussi la place des organisations syndicales au sein de notre société.
En cherchant à casser toute forme d'action syndicale au sein de son groupe, M. Calvet s'est réduit à une impasse et, en définitive, il devra marquer des buts contre son camp, quoi qu'il arrive !
En effet, le syndicalisme et les syndicats ne sont pas seulement indispensables aux salariés, ils deviennent indispensables pour les chefs d'entreprises eux-mêmes, du moins pour ceux, de plus en plus nombreux, qui comprennent et acceptent l'évolution en cours, et on ne pourra pas conduire d'une façon satisfaisante cette évolution en cours si nous sommes les seuls à vouloir évoluer, nous les Socialistes, s'il n'y a pas une évolution du côté des syndicats, sans doute - mais elle viendra, j'en suis persuadé, et elle leur appartient - et s'il n'y a pas une évolution également du côté des chefs d'entreprises.
C'était le sens de notre combat.
Mais faire appliquer la loi ne suffit pas quand cette loi se caractérise par le vide juridique.
A Göteborg, chez Volvo, un médiateur aurait été nommé au bout de quelques heures. Chez Volkswagen, au bout de quelques jours. Ces entreprises ont traversé des conflits, mais leur image de marque n'a pas souffert parce que la négociation a été ouverte immédiatement.
Cette place de droit que nous voyons à la négociation au sein de l'entreprise, seule la loi peut la rétablir, et surtout en France, où le rapport entre chefs d'entreprises et forces syndicales est disproportionné, n'est pas ce qu'il est en Suède ou en Allemagne.
Alors, là comme ailleurs... société d'économie mixte... il faut que l'Etat comble ce vide, il faut qu'il y ait une loi. A nous de la proposer et ce serait une bonne chose que, dans les discussions que nous avons pour préparer notre Congrès, il y ait une loi qui soit en préparation et qui puisse être déposée à l'Assemblée

Nationale et au Sénat. Cela, ce serait du bon travail et ce serait marquer une véritable évolution de nous-mêmes, une évolution également que nous souhaitons sur le plan syndical, et une évolution dans les rapports entre l'Etat, pour une part, les chef s d'entreprises, et finalement les salariés.
Il nous faut sérieusement étudier l'idée d'un recours obligatoire à une procédure de conciliation ou de rapprochement entre les parties lorsqu'on conflit dure au-delà d'un certain temps.
Je me souviens que dans tous les manuels d'économie sociale, il y a des pages, des pages, des pages et des pages consacrées au règlement des conflits individuels, mais lorsqu'on arrive aux conflits collectifs du travail... rien ! La grève, et puis, au bout de la grève, tantôt la victoire, tantôt la défaite... Mais je veux dire une chose : si les ouvriers de chez Peugeot étaient obligés de reprendre leur travail sans avoir rien obtenu, ce ne serait pas seulement leur défaite, ce serait la nôtre, car ce serait insupportable dans une période où un Premier Ministre Socialiste dirige le gouvernement !
(Vifs applaudissements)
Je pense que ces pratiques de négociation qui sont en vigueur en Allemagne ou dans les pays Scandinaves n'ont jamais entaché leur équilibre économique ni la santé de leur monnaie, chacun le sait. C'est par conséquent dans cette voie que nous devons nous orienter.
Mes chers camarades, n'ayant pas signé de contribution - c'est un peu une nouveauté... - je me suis, en quelque sorte, donné le loisir d'écouter ceux qui s'exprimaient, sous forme de colloques, de conférences de presse, et aussi de contributions.
Après des années de libéralisme arrogant et dominant, le balancier est en train de revenir vers nous.
Une large majorité de Français aspire à plus de solidarité et de justice sociale. Nous disons au gouvernement qu'il doit y veiller dans ses choix fiscaux et dans sa politique salariale. Il le fait, d'ailleurs, comme tout gouvernement avec un temps de retard, peut-être, mais il le fait, avec son pacte pour l'emploi, son plan de revalorisation de la catégorie B de la fonction publique, le pacte national de croissance ou les mesures en faveur du logement social. Cela a été dur, mais on y est arrivé...
Il est vrai que nous rencontrons, notamment à l'occasion de l'élaboration du budget 1990, des problèmes de fond que nous ne pouvons pas négliger et qui, en fait, traduisent les difficultés que nous allons rencontrer au cours des années qui viennent, mais qui traduisent aussi la difficulté d'avancer dans la mise en place d'une société d'économie mixte qui veut finalement compenser la force du marché mais aussi les dérèglements du marché.
Ainsi de la fiscalité. Nous ne pouvons pas nous laisser passivement dicter notre réforme fiscale par l'Europe. Le modèle de la Commission européenne reste majoritairement libéral, vous le savez bien. L'encouragement à la baisse sur la fiscalité sur l'épargne (4 milliards dans le budget 1990) ne va pas, chacun le comprend, dans le sens d'une redistribution des richesses. La baisse de la TVA sur les produits de luxe, même s'agissant d'un impôt indirect, a plus de

Fondation Jean-Jaurès

répercussions positives pour les revenus élevés et, par conséquent, contrarie ce qui a toujours été notre doctrine. Qu'il se lève, celui qui, Socialiste, aurait une autre doctrine, à savoir le rôle de redistribution de notre fiscalité !
Et de fait, c'est tout notre système fiscal qu'il faut repenser pour maintenir cette capacité redistributive. On ne se contentera pas de réductions fiscales sans penser aux recettes de substitution, bien sûr. L'Europe nous offre l'avantage d'une nouvelle croissance, elle fournit d'incontestables avantages économiques, mais elle favorise les politiques conservatrices. Qu'on se le dise au moins, et à nous d'agir en conséquence.
Ainsi pour l'entreprise. Depuis 1982, nous avons fondé le retour à la croissance sur une diminution des charges des entreprises, entre autres. Cette politique était nécessaire pour rétablir la compétitivité de notre économie. Le septennat de Giscard d'Estaing avait en effet fait peser le poids de la crise sur les entreprises.
Mais nous avons désormais fortement réduit les charges et rétabli la capacité concurrentielle de notre industrie. Faut-il aller encore plus loin dans cette politique en abaissant l'impôt sur les sociétés ? Question...
N'existe-t-il pas d'autres moyens de relancer l'initiative par un allégement de la fiscalité sur les entreprises nouvelles créées, en favorisant la transmission des entreprises, par une relance de l'aide aux investissements ? Dialogue entre le Parti, le gouvernement et le groupe parlementaire...
Ainsi posés, ces problèmes n'ont pas à nous diviser gravement, mais ils nous interpellent collectivement et nous avons à apporter ensemble des réponses.
Sommes-nous en désaccord sur nos alliances ? Je constate qu'aujourd'hui personne ne réclame l'alliance avec le centre. Je lis "à gauche" dans toutes les contributions, au point même d'en être surpris, un peu... Mais je ne suspecte aucune intention. J'en prends acte avec plaisir et d'autant mieux que lorsque Marcel Debarge et moi-même avons négocié avec le Parti Communiste l'accord municipal qui a permis d'obtenir la meilleure implantation de toute notre histoire municipale, l'ensemble du Parti s'est retrouvé unanime sur nos positions, en dépit des critiques et des dissidences plus nombreuses qu'à l'accoutumée... Ceux qui ont été ces dissidents et qui ont élevé des critiques, je me demande quelle contribution ils vont soutenir et quelle motion ils vont présenter au Congrès?... "A gauche toute", peut-être, ce qui montre tout de même la limite de nos débats et des divergences qu'on voudrait établir ici ou là.
Sommes-nous en désaccord sur la nature du Parti ? Moi, je vous ferai un aveu : j'ai pensé qu'il y avait une divergence sérieuse sur ce plan-là entre les uns et les autres. Personne ne souhaite édifier ce qu'on a appelé, en y mettant un peu d'humour (c'est plus compliqué que cela...) un parti à l'américaine, un parti genre parti démocrate, une organisation réduite au seul enjeu présidentiel. Personne ne propose de lier étroitement notre Parti à l'enjeu d'une élection qui le livrerait au vide en cas d'échec et à la disparition en cas de succès. Eh bien ! Je m'en réjouis.
Sommes-nous en désaccord sur l'Europe? Ici et là, il y a bien des désaccords, mais fondamentalement et pour l'écrasante majorité du Parti, je ne le crois pas. Personne ne propose de remettre en cause la démarche européenne, personne ne

dit non plus que nous avons à accepter telle qu'elle la construction européenne. Et je reprends ici à dessein une expression de Jacques Delors (on n'a pas fait beaucoup de cas de ce que Jacques Delors vous a dit aux journées parlementaires, mais c'était tout de même assez énorme !) qui a estimé lui-même, à Chartres, Monsieur le maire, que nous n'en faisions pas assez pour refuser ce qui n'était pas acceptable ! Vous vous souvenez de cette phrase... et encore, il l'a dit presque même en colère. Cela nous amène, les uns et les autres, à réfléchir et nous devrions encore nous rassembler, avec Jacques Delors d'ailleurs, pour avancer nos propositions. Nous avons, mes camarades, une chance à Rennes de mener un combat utile et un débat positif. Ce peut être un Congrès de construction d'idées et de projets. Le renforcement de la compétitivité de l'économie ne s'appuie pas seulement sur des mesures uniquement macro-économiques, il résulte de plus en plus directement des réformes touchant à l'organisation même de notre société.

Nous avons à proposer des réformes. Le gouvernement les prendra quand il l'estimera utile... Nous ne sommes pas le gouvernement, nous avons à travailler en avance du gouvernement, d'une certaine manière. La mise en chantier de la société d'économie mixte dans toutes ses composantes, la réforme de l'entreprise, la décentralisation, l'adaptation et la revalorisation du secteur public... quelle chance d'avoir un si vaste champ pour le débat ! Et combien ce serait triste de gâcher cette chance par des divisions tout à fait secondaires qui ne résisteront pas même à deux ans du temps qui passe !

La vie interne du Parti.

Depuis l'élection présidentielle de mai 88, nous avons été entièrement mobilisés par des élections à répétition que nous avons toutes gagnées. Moi, j'attends serein les critiques contre la direction du Parti. Je suis votre Premier secrétaire depuis un peu plus d'un an. Je suis absolument solidaire de tout ce qui a été fait précédemment. Certains font des critiques, qu'ils s'adressent à eux-mêmes, ils ont été plus longtemps que moi à la direction du Parti ; qu'ils fassent attention dans leurs critiques. Je me permets de dire que rectifier la ligne politique comme nous l'avons fait ensemble pour la cinquième, avec l'accord du Président, et dans des conditions difficiles, et toute la presse qui était sur nous, les médias, qui souhaitaient une autre politique... que d'avoir mené six scrutins... sept avec l'élection présidentielle, mais cela, c'est le Président de la République qui l'a gagnée, cette élection... six scrutins tous gagnés, mes camarades, plus ou moins, mais tous gagnés ; à chacun de ces scrutins, le territoire a été élargi. Dans quelle période de l'histoire du Parti s'est-on véritablement trouvé dans une situation comme celle qui est la nôtre?

Avoir lancé un journal "Hebdo Vendredi", la renaissance de la revue, bref d'avoir mené ce que nous avons mené ensemble ne justifie absolument pas un certain nombre de critiques que l'on ferait pour le plaisir de se compter.

Nous avons élargi notre territoire, mené une action politique forte pour affiner notre ligne d'orientation, nous avons soutenu le gouvernement, je pense qu'on est tous d'accord, c'est notre gouvernement, nous le soutenons, nous l'aiguillons aussi, mais c'est notre rôle, quelquefois nous le critiquons mais cela, c'est à faire

dans les discussions que nous avons avec le Premier Ministre et les membres du gouvernement, et nous le faisons.
A 6 mois du Congrès de Rennes, nous devons procéder à un examen lucide de l'état de notre Parti et surtout avancer des propositions pour le prochain exercice ou d'application immédiate. Les sujets ne manquent pas et je voudrais les prendre, les uns après les autres, et attirer votre attention sur un certain nombre de points particuliers qu'il nous faut trancher au cours de ce week-end.
La déclaration de principes.
Je prends l'initiative - et je crois qu'elle revient au Premier Secrétaire - d'une table-ronde ouverte aux représentants des spécificités pour relire notre déclarations de principes, la compléter et l'adopter, le cas échéant, puisque nous changerons et puisque nous devons avancer sur ce plan-là, c'est vrai d'ailleurs.
La discussion nous conduira à une proposition commune que je souhaite ou à des reprises dans les motions de janvier. Cela me paraît logique. Nous aurons donc une réunion de Comité directeur début décembre, on en précisera la date tout à l'heure, fin novembre ou début décembre.
Donc, fin novembre, début décembre, je reviens devant vous parce que le Comité directeur a à discuter, suivant nos statuts, pour préparer le débat du Parti sur la déclaration de principes. On est tous d'accord pour les adaptations et si on n'est pas d'accord, chacun reprendra cela dans les motions de janvier ou dans les propositions qu'il fera sur le plan statutaire.
Révision statutaire.
Je dois dire que depuis le Congrès de Lille, la révision en ce qui concerne la déclaration de principes et la révision statutaire est ouverte. Il faut bien la fermer. C'est bien la raison pour laquelle je fais cette proposition de façon à ce que le Congrès de Rennes ne laisse pas ouverte une révision que nous avons ouverte à Lille. Il est temps maintenant de conclure.
Révision statutaire.
Rien n'est plus dommageable, mes camarades - alors là, oui, il y a des choses à dire - que des statuts qui ne sont pas appliqués. Nous avons collectivement et depuis des années, pris l'habitude de ne pas obéir à quelques dispositions statutaires. Le choix, je le pense, puisque la révision est ouverte, est d'abandonner les articles des statuts que nous ne voulons pas appliquer. Cela me paraît logique. Ou si nous les gardons, l'obligation est faite à la prochaine direction issue du Congrès de Rennes, de les appliquer.
En tout les cas, c'est comme cela que je comprends le rôle de la direction.
Exemples: les clés de répartition entre militants et élus ; que de discours ! Des articles, des statuts précis, jamais d'application.
Collectivement, il n'y a pas la moindre critique, c'est tout le Comité directeur... jamais ces problèmes n'ont été posés.
Impossibilité d'être parlementaire et Premier Secrétaire. Oui. Je prends cet exemple-là, mais il y en a d'autres : le quota des femmes, autre exemple. Moi, je vous propose de soumettre au Comité directeur de décembre l'ensemble des propositions statutaires émises dans les contributions, soit pour une motion commune, si c'est possible, soit pour des reprises séparées dans les motions de

janvier, étant entendu que le premier jour de notre Congrès national sera la journée consacrée aux statuts, et qu'effectivement, nous fermerons la parenthèse de la répartition statutaire, en sachant ce que nous voulons et en prenant des décisions.
La Convention de Châtellerault, le 13 mars 88, consacrée au rôle et à la représentation des femmes dans le Parti, a pris d'importantes décisions. Certaines de ces décisions seront applicables dès ce CD et la Commission de vie interne du Parti vous fera des propositions. Ce n'était pas une Convention pour parler de l'action féminine ; c'était une Convention du Parti et les décisions des Conventions sont exécutoires. On peut comprendre qu'on ne les ait pas exécutées compte tenu de ce qu'a été la vie politique, je reviens à ce que je disais tout à l'heure, mais maintenant, il n'y a pas de raison de ne pas mettre en application ce qui a été décidé. Certaines appellent des modifications statutaires et, manifestement, sont contraires à nos statuts. Celles-là, il n'est pas question de les appliquer. Il est question de dire : qu'est-ce que vous voulez ? Ou on applique la Convention de Châtellerault, et dans ce cas-là, on change l'article des statuts, je peux vous faire des propositions précises, ou bien, au contraire, non, on maintient nos statuts, et donc les décisions prises à Châtellerault sont caduques. C'est à la mode. Voilà comment je pose le problème devant le Comité directeur, et comment il se pose. Je ne suis pas de ceux qui considèrent qu'elles sont caduques d'une certaine manière, mais je pose le problème tel qu'il se pose au niveau des statuts et au niveau des décisions que nous avons prises.
La décision a été prise à Châtellerault de créer une association de sympathisants pour accroître notre rayonnement, association de femmes ouverte aux femmes en liaison avec le mouvement associatif pour accroître notre rayonnement. Incompatible avec nos habitudes d'hier et d'aujourd'hui, cette création devrait devenir le premier élément peut-être du grand ensemble à créer, en ajoutant à nos 200 000 militants des dizaines de milliers de sympathisants qui souhaitent nous aider autrement.
Moi, je suis partisan de cette réforme et de cette modernisation, et je suis sûr qu'il est possible au-delà de mots, au côté de nos 200 000 militants, de créer le réseau de 100 000, 200 000 sympathisants, et ensuite, par un travail de plusieurs années, de regrouper l'ensemble pour avoir un parti qui, enfin, puisse crever le seuil où il s'est toujours arrêté depuis sa longue histoire.
Notre hebdomadaire "Vendredi" que nous avons créé en dépit des difficultés pour répondre entre autres à la nécessité de notre élargissement, pourrait devenir l'outil de la modernisation d'un PS à double niveau : celui des militants avec leurs droits et leurs devoirs - et je ne change pas ma conception du Parti sur ce plan là - et celui des sympathisants.
Nous avons déjà, confirmation pourra vous en être donnée, à côté des 200 000 militants qui sont… (illisible)… , 80 000 sympathisants qui reçoivent Vendredi.
Un effort supplémentaire et la mobilisation de tout le Parti pourraient nous faire atteindre 80 000, 100 000, 120 000, de nous fixer des objectifs, et ensuite, à partir de ce fichier de 100 000, 200 000 sympathisants, et faire tout un travail qui nous permettrait de passer de 200 000 à 300 000, 400 000... c'est possible.

Dans la salle - Formation !

Pierre Mauroy - Formation sur tous les plans, mais bien sûr ! En tous les cas c'est possible, et le raisonnement que je suis en train de tenir à partir de l'exemple concret de la proposition de nos militantes, à partir de ce que nous faisons avec Vendredi, vous montre que si on en était tous d'accord, il n'y aurait même pas besoin d'attendre le Congrès pour le mettre en application. Vous êtes habilités pour le décider, au moins pour décider une action en force vers cet élargissement.

Déjà, au Bureau exécutif, quelqu'un a fait la proposition que nous reprenions nos réunions du jeudi. Oui, mais les réunions du jeudi, si on les reprend à Paris, il n'y a aucune raison pour qu'on ne lance pas dans le Parti des réunions du jeudi, pour que sections, fédérations, tout le monde ouvre les portes du Parti pour un dialogue avec les sympathisants vers cet élargissement et cette communauté Socialiste plus rayonnante et plus large.

Vous allez dire : surprenant, quand même, ce Mauroy qui nous parle de cela aujourd'hui. Ceux qui diraient cela tricheraient. Je n'ai jamais cessé de parler ainsi ! Ceux qui ont participé à la fameuse Commission de modernisation du Parti, oui, déjà avant le Congrès d'Epinay, savent les thèses que j'ai alors défendues, et je me permets de dire que l'association que j'ai créée lorsque j'étais Secrétaire national des Jeunesse Socialistes, la fédération Léo Lagrange, la façon dont nous avons mené cette expérience qui est maintenant une réalité, la façon dont nous l'avons conduite, la façon dont les responsables ont toujours été membres du Parti et aux postes de responsabilité du Parti - Geneviève est ici avec nous - tout cela montre assez qu'avant même que le Parti décide cet élargissement nous avions créé la première association"affinitaire" du Parti Socialiste.

Or si nous savions faire ce mouvement vers les sympathisants, y ajouter un certain nombre d'associations, celle vers les jeunes, la culture et le sport, l'autre proposée par nos militantes et par la Convention de Châtellerault en direction des femmes, une troisième, et je pourrais faire des propositions, alors là nous aurions créé le moyen, à partir de notre noyau de militants, auquel seraient appliquées toutes les règles du Parti telles qu'elles sont, de cet élargissement, le moyen du rassemblement, d'une véritable communauté.

J'y crois et je serai heureux de mettre en œuvre dès maintenant, si vous le souhaitez, cette politique qui, j'en suis sûr, réussira, car vous le savez, parmi les 200 000 militants, on est militant, et puis, pendant quelques années, on est sympathisant ; avant, on était davantage militant pour sa vie ; maintenant, on l'est davantage pour des périodes de sa vie, on reste au Parti, mais on voit bien le rythme des sections, on voit bien le renouvellement, on voit bien combien les nouvelles conditions de la vie moderne ont fait qu'on est à la fois déjà dans le Parti militant et sympathisant suivant les périodes, suivant les aléas de la vie et la mobilité de la vie. Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas réussir, partant des sympathisants, à élargir les frontières de notre Parti. Rude tâche.

Fondation Jean Jaurès

Grand travail. Décidons-le.
Donner un nouveau souffle au groupe des experts, qui a repris ses activités fin 88. Où en sommes-nous actuellement ? Claude Allègre vous en fera le bilan. Sept ateliers fonctionnent de manière assidue et efficace. Ils vont publier leurs travaux et organiser un ou deux colloques, il nous le dira demain. Des expériences de régionalisation sont en cours en Ile-de-France et en Languedoc-Roussillon.
Et moi je pense, voyez-vous que la logique, si nous élargissons ainsi le Parti vers ces 300 000, 400 000 militants, sympathisants... et qu'on m'entende bien les droits et les devoirs des militants sont respectés dans ce schéma... les autres ne sont que des sympathisants et si vous estimez cela utile, au 1er janvier, nous pouvons avoir une carte de sympathisant qui pourrait être mise en circulation.
Mais si nous faisons cela, il ne faudra pas seulement des associations affinitaires, il sera nécessaire qu'à tous les niveaux du Parti, il y ait ces groupes d'experts, car il est vrai que les camarades du Parti qui désespèrent un peu par certaines discussions de sections, seront très intéressés par des discussions portant sur leur profession ou sur l'aménagement du territoire ou des discussions de caractère économique qu'ils pourront avoir avec un certain nombre d'amis du Parti ou de camarades du Parti qui sont experts pour leur en parler ou ouvrir le dialogue avec eux.
Nous vous proposerons donc de tenir deux colloques dans les mois qui viennent, mais demain vous aurez la proposition précise pour mieux établir des liaisons de travail et d'échange entre groupe d'expert et Parti.
Rayonnement international : alors là nous sommes sur un sujet auquel nous sommes nombreux à attacher la plus grande importance.
Dans bien des pays du tiers-monde, les Socialistes attendent notre aide et pour le moins souhaitent partager notre réflexion, confronter leurs idéaux aux nôtres. Bref, ils attendent du Parti Socialiste une organisation internationale qu'il nous faudra de longues années pour construire.
Faire ce que les Allemands ont réussi avec la Freitisch... il nous faudra des années mais nous pouvons nous y mettre à partir d'une ou plusieurs associations ou mieux ce que nous pensons - et nous sommes quelques-uns à penser au Bureau exécutif et au Secrétariat national - d'une Convention.
Le Comité directeur d'aujourd'hui devrait prendre des décisions attendues pour créer cette Convention. Mes camarades, vous direz que si je vous parle de ces problèmes internationaux, ce n'est pas pour vous faire plaisir, je n'ai pas de mérite... quand arrive le temps des vacances, on me retrouve toujours au cœur de l'Afrique ou de l'Amérique Latine et le dernier voyage que j'ai pu faire en Amérique Latine, là où Guevara n'est même plus un souvenir, là où on est confronté au développement, là où on attend des propositions du Socialisme, de la liberté et de la responsabilité... et l'université, au mois d'août prochain, ne devra pas seulement être ouverte pour recevoir nos militants de l'hexagone. Il faudra ans doute ouvrir nos universités à l'Europe et aux Socialistes du tiers-monde. Je pense qu'une grande université internationale est absolument indispensable nous en avons d'ailleurs pris la décision.

(Applaudissements)
D'autres décisions relèvent de la discussion en cours. Et je vais terminer par là, et seront tranchées au Congrès de Rennes.
L'une sera au cœur du débat et je sais que j'empiète sur le débat en l'abordant. En effet, autant les autres questions relevaient de mon rôle de Premier secrétaire, autant celle-ci fera l'objet de contributions ou de motions sans doute, mais je vais en parler parce que je pense profondément qu'elle sera difficile encore que nécessaire : c'est celle de l'obligation d'un Comité directeur rénové.
Que se lève celui qui pense que depuis des années, on pourrait même dire depuis Epinay, le Comité directeur a fonctionné dans les meilleures conditions... bon, nous faisons un effort aujourd'hui, vous êtes nombreux... moi je pense, je vous le dis comme militant, et je le verse au débat, que ce Comité directeur doit être modifié dans ce sens qu'il ne doit pas être seulement un Comité directeur avec des représentants de courants, mais un Comité directeur avec les représentants des fédérations et de nos militants.
Qu'il y ait enfin la courroie de transmission que nous n'avons pas su établir jusqu'ici entre le Bureau exécutif, le Comité directeur, les Commissions exécutives fédérales, les fédérations et les sections.
Lorsque nous prenons une délibération, oui nous devons faire leur place à ceux qui représentant les courants et je ne milite pas contre l'abandon de la proportionnelle, ni pour qu'il y ait de larges représentations des courants, je milite pour que le Comité directeur puisse davantage embrayer sur les fédérations et les sections, pour que nous puissions mieux entendre l'avis de nos militants.
Je pense que cela est au cœur de notre discussion. Dans quelles conditions ? Ce n'est pas ici que nous allons en discuter mais nous aurons l'occasion d'y revenir.
Comme vous le voyez, chers camarades, le débat est ouvert. Ce que je crois profondément, c'est que Rennes n'a pas à être décisif au plan des personnes, et tant pis pour vous, et tant pis pour nous, si c'est ainsi que nous préparons le Congrès, et si ce Congrès doit être davantage marqué par les conflits de personnes. Il y a des temps à préparer qui ne sont pas venus, mais par contre Rennes doit être un Congrès décisif en ce qui concerne les idées. C'est à dire une chance formidable pour aller plus loin dans la voie de la pensée Socialiste et une chance formidable pour aller plus loin dans la voie du septennat.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy. Je vais immédiatement ouvrir le débat général. Nous pouvons avoir une heure pour commencer ce débat qui se poursuivra dans la soirée et demain matin.
J'ai déjà reçu des inscriptions, je demande à ceux qui souhaitent intervenir dans le débat général de me le faire savoir.
Je donne la parole pour commencer à Gérard Lindeperg, ensuite à Gérard Le Gall.

Fondation Jean-Jaurès

Gérard Lindeperg

Chers camarades, depuis que nous nous sommes quittés à l'issue du Comité directeur du 1er juillet, notre paysage interne n'est plus tout à fait le même. Les lignes ont bougé et certaines de nos conclusions d'alors doivent être, je crois, réexaminées à la lumière des déclarations d'une fin d'été exceptionnellement riche en rencontres de toutes sortes.

Souvenons-nous, mes camarades, notre Comité directeur de juillet avait légitimement débattu de la politique gouvernementale et, à cette occasion, nous avions pu entendre des propositions d'infléchissement dans plusieurs domaines et s'étaient également manifestées ici ou là certaines volontés d'approfondissement de l'action gouvernementale dans différents secteurs de sa responsabilité.

Mais, et je voudrais insister sur ce point, à aucun moment, le débat n'a porté sur une alternative. Et puis soudain tout semble basculer. Alors qu'au début de l'été, aucun intervenant n'avait remis en cause les grands axes de la politique gouvernementale, la fin du mois d'août voit soudain fleurir y compris dans la bouche de ministres, des formules qui mettent en cause la politique du gouvernement en parlant de déficit social, voire d'absence de politique sociale, certains allant même jusqu'à poser la question de savoir si ce gouvernement est bien de gauche.

On a même vu renaître une formule qui naguère avait justifié la démission d'un ministre et entraîné le dépôt à Bourg-en-Bresse d'une motion qui proclamait l'urgence d'une autre politique.

Il serait sans doute prématuré d'ouvrir à ce Comité directeur un débat approfondi sur nos contributions respectives, le débat de cet après-midi ne constitue qu'une ouverture, la parole doit d'abord être donnée aux militants, puis viendra le Comité directeur de synthèse en janvier. Mais il est indispensable que les conditions de ce débat soient éclaircies et que plusieurs préalables soient levés.

Nous nous sommes parfois payés de mots dans le passé et certains ont souvent cédé au volontarisme verbal. Mais aujourd'hui nous sommes au pouvoir et nous avons l'obligation d'être clairs ; il ne suffit pas de dire : une autre politique est possible, il faut passer de la proclamation à la description, puis en tirer toutes les conséquences en matière de grands équilibres et d'engagements européens.

Dans l'attente de cette description précise, la politique suivie par le gouvernement de Michel Rocard m'apparaît comme la seule possible, car elle réussit à concilier la rigueur de la gestion et le respect des engagements européens avec la solidarité et la transformation de la société à travers l'ouverture de grands chantiers.

Nous pouvons, certes, débattre d'inflexions, de correctifs, nous en avons même le devoir, mais jusqu'à plus ample informé, nous considérons qu'il n'y a pas de politique alternative sérieuse à gauche.

Après quinze mois de gestion, le Parti doit dire clairement que le gouvernement a rempli son contrat, puisque l'essentiel des propositions précises contenues dans la lettre à tous les Français de François Mitterrand est mis en œuvre ; je

Fondation Jean Jaurès

pense par exemple à l'ISF, je pense au RMI, au crédit formation et à certains engagements chiffrés... on dit toujours qu'il ne faut jamais faire d'engagements chiffrés dans les campagnes électorales, parce qu'on ne peut pas les tenir, eh bien, je peux dire que certains ont même été dépassés, je pense, par exemple, à l'Education nationale.

Avec la Droite, les Français n'ont pas été souvent habitués à voir les gouvernements tenir leurs engagements, et je considère pour ma part que les bons sondages dont bénéficient François Mitterrand et Michel Rocard, sont la preuve que les Français préfères les décisions concrètes, respectant les engagements pris au feu d'artifice des promesses non-tenues et des grandes proclamations non-suivies d'effet.

Si l'on en croit les sondages, notre Parti et d'une certaine manière Pierre Mauroy l'a dit tout à l'heure avec ses propres formules, notre Parti donne parfois le sentiment d'être en décalage par rapport à l'opinion, dans la mesure où il est perçu comme davantage porté à souligner les insuffisances et les difficultés rencontrées plutôt qu'à populariser les succès et expliquer les contraintes d'une gestion dans la durée.

Le bon équilibre à rechercher entre le caractère global du soutien et l'aspect ponctuel de la critique n'a pas encore été trouvé et je suis convaincu que les exigences du Parti seraient mieux perçues et plus efficaces si elles étaient équilibrées par un meilleur effort d'explication de la politique gouvernementale.

A ce propos, je veux ouvrir une parenthèse : il nous appartient d'être très vigilants sur la manière dont nous allons conduire notre débat dans les six mois qui viennent. Pendant ces six mois, le monde ne s'arrêtera pas de tourner et le Parti Socialiste ne peut se refermer sur lui-même pendant une période aussi longue.

Des dossiers lourds nous attendent, et l'action du gouvernement aura besoin d'être expliquée, soutenue et de trouver ses prolongements dans les relais naturels du Parti.

Il ne faudrait pas que dans les mois qui viennent, on laisse croire que le Parti est complètement absorbé par ses enjeux internes, il ne faudrait pas laisser croire que les ministres passent plus de temps à battre les estrades dans les fédérations qu'à gérer les affaires du pays. Il ne faudrait pas laisser croire que des tensions internes à notre Parti peuvent peser sur la conduite des affaires et altérer les rapports entre ministres dans l'exercice de leurs responsabilités gouvernementales. Et chacun devra donc faire l'effort qu'il convient.

J'ajouterai, pour terminer sur le gouvernement, que le gouvernement également remplit son contrat politique, dans la mesure où toutes les élections depuis un an ont permis à notre Parti de gagner des sièges supplémentaires.

Pierre Mauroy nous a annoncé une intervention de notre camarade Le Gall analysant les sondages, il est indispensable de les analyser avec soin, et je dirai aussi avec suffisamment de recul, mais par ailleurs et nous l'avons répété depuis beaucoup d'années, les sondages sont une chose, la réalité des bulletins déposés dans l'urne en est une autre.

Cette réalité, quelle est-elle ? Elle a été rappelée par Pierre Mauroy, mais je

Collection Jean Jaurès

voudrais me permettre d'insister. En septembre 1988, les cantonales ont été gagnées, progression en pourcentages, progression en sièges par rapport à 1982.
En mars 1989, municipales, on ne peut faire le décompte des voix Socialistes, en raison des listes d'union, mais le Parti Socialiste progresse nettement en nombre de mairies, retrouvant son niveau record de 1977.
Européennes, le Parti Socialiste progresse de 20,8 à 23,6 par rapport à 1984, et gagne deux sièges.
sénatoriales 1989, le Parti Socialiste a progressé dans 23 départements sur 38 et gagné un siège.
C'est là, je crois, et il faut le dire, un parcours sans précédent sous un gouvernement de la 5ème République. Et j'ajouterai que si la Droite, pour l'instant, demeure atomisée et sans ressort, c'est aussi parce que le gouvernement a su ne pas lui donner l'occasion de se ressouder contre lui.
Bien sûr, il reste des zones d'ombre et des inquiétudes…

Le président - Je vous en prie, asseyez-vous et écoutez l'orateur !
Merci.

Gérard Lindeperg - N'oublions pas que la Gauche demeure minoritaire en voix, que l'extrême droite a consolidé son électorat, que l'abstention a été forte lors des derniers scrutins et que la poussée écologiste doit être prise comme un avertissement très sérieux et tous ces points devront être au centre de nos débats très prochainement.
Bien sûr, et je crois que c'est bien là l'essentiel de notre débat, le problème des inégalités demeure un élément structurel de la société française, et c'est parce qu'il est de nature structurelle que chacun doit bien comprendre qu'il ne peut être réglé à court terme. Mais c'est aussi parce qu'une telle situation est inacceptable pour des Socialistes que le traitement des inégalités doit faire l'objet de toute notre vigilance et être au cœur de nos préoccupations.
La question est donc posée de savoir comment la croissance peut être utilisée au bénéfice d'un plus juste partage réducteur d'inégalités ? Nous voulons donc tous mettre le partage au centre de nos débats, mais, mes camarades, lorsque nous parlons de partage, est-ce que nous parlons de la même chose ?
Pour notre part, nous considérons que toutes les formes d'inégalité doivent être prises en compte. Le partage concerne le revenu certes, mais aussi le savoir, la culture, et le pouvoir.
Le partage aujourd'hui ne saurait se faire au détriment de la préparation de l'avenir, et les revendications des salariés si justifiées soient-elles, ne doivent pas nous faire oublier que la lutte contre le chômage reste la priorité de nos priorités.
Mais avant de parler partage, mes camarades, il faut parler production. Ceux qui imprudemment disent aujourd'hui "la crise est finie" me font penser à ceux qui hier disaient "la prospérité est au coin de la rue, nous sommes au bout du tunnel, ou tous les clignotants sont au vert", ces déclarations euphorisantes sont toujours porteuses de réveils douloureux, elles sont démobilisatrices car elles cassent un

Fondation Jean-Jaurès

effort qui ne peut donner des résultats que s'il est soutenu.
Soyons sérieux, un pays comme le nôtre qui compte encore 2 500 000 chômeurs, malgré le succès des 300 000 emplois créés ces douze derniers mois, et qui achète beaucoup plus de produits industriels qu'il n'en vend, ne peut être considéré comme un pays sorti de la crise. Et la vitesse de la circulation du capital sur la scène internationale fait peser très lourd le poids des opérateurs étrangers ; chacun est bien conscient qu'il suffirait d'une apparence - je dis bien une apparence - de politique laxiste pour mettre en cause la crédibilité de notre monnaie.
Il faut donc, et je crois que c'est là un des préalables très importants de notre Congrès, que nous nous mettions d'accord sur le diagnostique à porter sur l'état de notre économie, avant de débattre du partage de la croissance. C'est un préalable je crois pour que notre Congrès ait un sens.
Il est un troisième préalable qui concerne le rôle du Parti, et la question, cher Henri Emmanuelli, n'est pas de savoir si le Parti Socialiste doit soutenir ou non le gouvernement et s'il est ou non fondé à formuler des critiques, il ne nous reste seulement, je l'ai dit, à trouver le bon équilibre dans notre expression publique, la vraie question est de savoir comment le Parti Socialiste peut articuler son action avec celle du gouvernement, afin de prendre toute sa place dans la transformation de la société française.
Le rôle du Parti Socialiste, et c'est un peu l'impression que j'ai parfois, à certains bureaux exécutifs, ne doit pas être celui du commentateur au quotidien de l'action gouvernementale, il lui appartient d'éclairer la route en faisant des propositions à moyen et long terme, et je dirai aussi que la fonction du Parti Socialiste ne doit pas être celle d'un spectateur, qui se contente d'enregistrer les mesures gouvernementales, il lui appartient de mobiliser ses militants pour faire réussir les réformes inspirées de ses propres propositions.
On ne répétera jamais assez qu'on ne transforme pas la société par la loi par le décret. Par exemple, le gouvernement et le Parlement peuvent décider du revenu minimum, mais l'insertion des bénéficiaires exige une nouvelle conception de l'action sociale qui suppose une plus forte mobilisation des acteurs locaux, travailleurs sociaux certes mais aussi élus, militants, parmi lesquels les Socialistes doivent occuper leur place.
Et on pourrait dire la même chose de l'insertion des immigrés, des personnes âgées dépendantes, et des jeunes en grande difficulté.
C'est pourquoi le Congrès serait bien inspiré en décidant d'organiser une Convention nationale sous le thème "exclure l'exclusion" de façon à organiser la mobilisation de nos militants et de nos élus pour la réussite d'une politique sociale que le gouvernement a le devoir d'initier mais qu'il ne saurait réussir sans relais puissants et décentralisés.
Et ce qui est vrai de l'insertion l'est aussi pour la modernisation du secteur public ou la rénovation du système éducatif. Notre Parti, et c'est sa richesse, compte beaucoup de fonctionnaires, beaucoup d'enseignants, beaucoup de postiers, sachons les mobiliser pour faire entrer dans la réalité des réformes qui correspondent à nos objectifs.

Fondation Jean Jaurès

Toutes les sensibilités de notre Parti veulent re-dynamiser notre outil politique ; depuis quelques mois, on a beaucoup entendu parler de tarifs, de cotisations et de dispositions statutaires, et certes ces aspects sont à prendre en considération, mais, mes camarades, ils restent secondaires, traçons d'abord des perspectives d'actions nationales, demandons aux fédérations de mobiliser les sections, faisons en sorte que chaque section se fixe un calendrier de travail et que les réunions de sections redeviennent des assemblées où l'on ne débat pas dans l'abstrait, mais à partir de l'insertion de chacun dans le mouvement social. Créons d'abord le mouvement, sinon les modifications statutaires, si bien intentionnées soient-elles, resteront sans effet.

Mais si l'on veut s'ouvrir davantage comme cela a été dit tout à l'heure, aux femmes, aux jeunes, aux salariés des entreprises, si l'on veut mieux mobiliser nos adhérents en recruter de nouveaux, il ne faut pas scier la branche sur laquelle nous sommes assis, et j'ai parfois le sentiment que certains parmi nous se complaisent dans une attitude que je n'hésiterai pas à qualifier de masochiste, leur attitude est trop souvent stérile, tant par rapport au Parti que par rapport au gouvernement, et tout se passe comme s'ils avaient la nostalgie du confort de l'opposition, et avaient des difficultés à assumer une responsabilité gouvernementale sur une longue période.

Mes chers camarades, n'oublions pas que quelques mois de facilité pourraient nous coûter plusieurs années de rigueur. Et n'oublions pas non plus que nous avons perdu toutes les élections à partir de 1989, certains parmi nous considèrent que ce Congrès sera un nouveau Epinay, d'autres au contraire - cela a été écrit - ne sera pas décisif. Pour ma part, je serais beaucoup plus circonspect dans mon appréciation d'abord parce que ce n'est jamais avant et rarement sur l'instant mais après et souvent beaucoup d'années plus tard que l'on peut mesurer le poids d'un Congrès car sa portée réelle n'est perceptible qu'à travers une mise en perspective historique qui nécessite un minimum de recul. Et après tout, peut-être que le Congrès de Valence, brocardé sur le moment, jusqu'à la caricature, apparaîtra-t-il comme un Congrès important en dépit du fait qu'il n'a pas donné lieu à l'habituel affrontement de motions. C'est en effet à ce Congrès que notre ligne dualiste de transformation et notre stratégie de compromis social ont été pour la première fois clairement affirmées, en opposition avec la conception de la rupture développée dans tous les Congrès précédents, et ce qui est vrai de la rupture avec le capitalisme l'est aussi pour la rupture avec certaines idéologies, et je dirai même certaines attitudes mentales.

Les choses n'avancent que progressivement par étape, plus ou moins longues, avec parfois des périodes de stagnation et des retours en arrière.

J'observerai que les avancées sont parfois difficiles, lorsque nous nous rapprochons des Congrès, car il est toujours plus tentant d'accompagner les mouvements d'humeur plutôt que de s'appliquer à combattre le simplisme des fausses évidences.

Oui, mes camarades, le rythme du mouvement des idées est très lent, et nous avons pu le vérifier à de nombreuses occasions. Ainsi, pendant près d'un demi-siècle, la culture de la Gauche française a été dominée par la culture véhiculée

par le Parti Communiste, et aujourd'hui encore nous n'avons pas complètement tirer toutes les conséquences de l'effondrement du modèle Communiste qui marque, je crois, de manière définitive la victoire de Blum sur Cachin, la victoire des idées de 1789 sur celles de 1917. Il nous faudra sans doute beaucoup de Congrès pour mieux apprécier toute la fécondité du Socialisme et de la démocratie et mieux assumer toutes les conséquences de la rencontre du Socialisme français avec le pouvoir et la durée.
A défaut de faire du Congrès de Rennes un Congrès de Tours à l'envers, un Epinay bis, faisons en sorte qu'il marque une étape importante dans l'approfondissement de notre tendance et la précision de nos objectifs et faisons en sorte que notre Parti se donne des moyens à la hauteur de ses responsabilités, de ses ambitions et au soir du 18 mars, mieux assuré de notre projet, fort d'une identité mieux précisée, le Parti Socialiste sorte du Congrès plus cohérent, plus uni et plus offensif.
(Applaudissements)

Le président - Avant de donner la parole à Gérard Le Gall, j'ai deux communications à vous faire.
Tout d'abord en ce qui concerne l'inscription dans les Commissions, apparemment plusieurs des membres du Comité directeur ne sont pas encore inscrits dans les Commissions, et pour l'instant ces inscriptions font apparaître un grand déséquilibre entre les différentes Commissions.
Il ne vous étonnera sans doute pas que la Commission la plus recherchée est celle de la vie interne du Parti, pour laquelle il y a 61 inscriptions, la situation sociale n'a attiré que 23 camarades, les problèmes économiques 18, et la situation internationale 9.
Alors, je crois qu'il y a là quand même un déséquilibre, qu'il conviendrait de corriger en tout cas. Je vous demande, pour ceux qui ne l'ont pas encore fait, de vous inscrire dans les Commissions pour qu'à la fin de la séance de ce matin nous puissions affecter les locaux à chaque Commission.
Deuxième communication : une délégation du FLNKS et de trois membres de l'Union calédonienne a demandé à être reçu par la direction du Parti.
Nous la recevrons, Pierre Mauroy et moi-même, à 15 heures au siège du Parti rue de Solferino. Il serait bon que trois ou quatre camarades se joignent à nous pour constituer une délégation afin de recevoir ces camarades de Nouvelle-Calédonie.
Qui souhaite en faire partie ?
Cambacérès, Fuchs...
A 15 heures rue de Solferino.
Les Commissions se réuniront à l'Assemblée Nationale. La Commission la plus nombreuses, qui sera visiblement la Commission de la vie interne du Parti, se réunira Salle Colbert, les autres dans les bureaux 5, 1 et 8. Mais je préciserai l'affectation de chacune à la fin de la séance de ce matin.
Je donne la parole à Gérard Le Gall, puis au Premier secrétaire fédéral de Guadeloupe.

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, j'ai fait une intervention au Bureau exécutif sur l'état de l'opinion et l'état du mouvement social, et les résultats électoraux, et j'ai essayé, pour le Comité directeur, d'en donner quelques axes sous forme synthétique. Contrairement, d'ailleurs, à certaines indications de presse, la communication que j'avais faite au Bureau exécutif n'a pas été acceptée par le Bureau exécutif, c'était une intervention personnelle, mais on verra si au Comité directeur qui est le Parlement du Parti, certains axes, certaines réflexions seront acceptés.

Puisque Gérard Lindeperg m'a invité en quelque sorte à la rigueur sur l'analyse du rapport de forces et sur l'analyse électorale, nous allons essayer de le satisfaire, tout d'abord en exprimant les réelles raisons de satisfaction que nous pouvons avoir, en exprimant quelques motifs légitimes de préoccupations, et en dégageant quelques enseignements généraux de synthèse.

Tout d'abord, les raisons de satisfaction, on les tire principalement de la lecture des multiples sondages qu'il nous est donné de lire dans la période.

En premier lieu, et c'est un fait important, très important, la forte popularité de l'exécutif. Je n'entrerai pas dans les détails pour distinguer la part du Président et celle du Premier Ministre, constatant globalement la force de popularité de l'un et de l'autre, phénomène d'ailleurs assez exceptionnel seize mois après la prise d'exercice du pouvoir - vois-tu, cher Gérard, je sais être rigoureux dans mes observations.

Phénomène donc de popularité de l'exécutif, mais aussi phénomène de popularité du Parti Socialiste. Comme je l'ai dit au Bureau exécutif, nos sympathisants et, pour ma part, je n'en doute pas, nos militants ont une meilleure opinion de la direction du Parti que certains de nos camarades.

Essayons à ce stade - et on le fera peut-être à Rennes - de voir si mes hypothèses de travail sont justes.

La permanence de la bonne image du Parti : chers camarades, dans les tests de capacité de la Sofres, tels qu'on peut les lire dans "Le Figaro", sur 11 thèmes proposés aux Français et où les six familles politiques sont mises en tête 10 fois sur 11, et si l'on agrège le RPR et l'UDF, on s'aperçoit que le Parti Socialiste, face à une reconstitution factice, mais que Giscard appelle de ses vœux, du RPR et de l'UDF, nous serions en tête dans 8 cas sur 11, bref dans notre capacité à résoudre les problèmes, et je n'entrerai pas dans les détails, le PS est fort bien placé.

Soulignons aussi que sur certains thèmes qui relevaient jadis de la seule légitimité de la Droite, comme par exemple la lutte contre le terrorisme ou le maintien de l'ordre, la Gauche se légitimise, et cela, je crois que dans les évolutions idéologiques et dans la perception du Parti, c'est très important.

Rappeler que bon mois mauvais mois, la cote de bonne opinion du Parti oscille entre 56 et 58%, c'est à dire 20 à 30 points de plus que les partis de Droite, ce serait aussi une raison de satisfaction, mais nous ne nous y étendrons pas.

L'appréciation de la situation économique, je crois que c'est au cœur du mouvement social, dans son caractère explicite, dans son caractère latent, qui me

parait encore plus important que son caractère explicite; il y a des conflits que les médias mettent en avant, que notre discours met en avant, mais il y a, si l'on suit bien l'actualité sociale, des conflits latents. Je pense aux infirmières, par exemple, et à divers groupes sociaux qui ont promis de se mettre en marche, si j'ose dire, dans la revendication sur le mouvement social. Peut-être n'arriveront-ils pas à leurs fins, mais il y a là un surgissement, une confirmation de la demande, par rapport à une croissance qui est retrouvée dans les statistiques de l'INSEE, mais qui est perçue surtout par les Français désormais, et les derniers indicateurs d'opinion laissent croire à une sorte d'intériorisation d'une sortie de crise.

Chers amis, je nous invite à la rigueur. Là-dessus, il faut souligner qu'une large fraction de l'opinion, pour ne prendre que la seule opinion, est encore très prudente face à la crise économique et que les bons indicateurs économiques laissent apparaître ici ou là des réflexions quant à la durée dans l'opinion ; donc, l'opinion est assez lucide.

Mais je crois que s'il faut être rigoureux dans l'analyse, il n'est pas nécessaire d'être rigoureux ou trop rigoureux dans la pratique de la rigueur. Alors, c'est là que se situe naturellement le débat politique.

Si les Comités directeurs ont quelque intérêt, c'est à dire si le débat n'y est pas la succession de quelques interventions, mais la confrontation contradictoire vers la synthèse de points de vue, sinon divergents, du moins à nuancer, eh bien, entre Gérard Lindeperg qui vient d'intervenir et moi, sur le sujet qui va venir, nous allons avoir un vrai débat et, je crois, des conclusions sans doute convergentes.

Quelques motifs de préoccupations maintenant. Les sondages du Figaro dont j'ai parlé tout à l'heure montrent que notre électorat est attiré vers le centre. Depuis dix ans, à la même question, la réponse est invariablement la même. Nous avons gagné entre temps 88, nous avons connu toutes les élections de "bon repos", élections majoritaires à deux tours, bref, je crois que la question est bien posée. Seulement, pour nos électeurs, il y a une sorte de centre idéalisé qui n'existe pas sinon sous la plume de commentateurs ou sous le formulé des sondeurs. Alors, je crois qu'il y a quelque chose... Mais précisément, au lieu de s'intéresser à cette question qui est le lot commun du commentaire politique, je dirai qu'il y a une sorte de substitution du centrisme par l'écologie, et l'écologie apparaît chez les électeurs Socialistes et chez nos sympathisants comme un substitut du centrisme que je qualifiais d'idéalisé tout à l'heure vers une sorte de néo-centrisme. Car le fait le plus préoccupant, mes chers camarades, c'est l'installation du fait écologique dans le système politique français. Et je crois que la cristallisation, le fait de cristallisation, il a eu lieu aux municipales, mais, chers camarades, l'acte amoureux vis-à-vis des écologistes se poursuit aux élections européennes, et la cristallisation se poursuit dans les sondages.

Très bonne image du mouvement écologiste ; désormais, le Parti Socialiste est supplanté parce que ce n'est pas un parti, parce que c'est un mouvement : 60% de bonne côte, 77% de bonne opinion à gauche, 57% de bonne opinion à droite, pour les écologistes. Bref, là, nous avons un mouvement qui, s'il se structure,

Collection Jean-Jaurès

s’il se personnalise, encore que je crois qu’il tire vertu de sa non-personnalisation, est très dangereux et très concurrentiel pour nous.
Alors, voilà un fait préoccupant, mes chers camarades, mais sur le problème de l’écologie, je crois que notre pensée est très incomplète, j’ai lu la plupart des contributions, et je crois que c’est d’une certaine manière normal. Ce phénomène est trop soudain dans sa traduction, trop puissant, et d’une certaine manière, je le dis à huis clos, porteur d’avenir du point de vue des écologistes. Je suis de ceux qui ont dit au Bureau exécutif, dès le lendemain des municipales, qu’il fallait faire très attention à ce phénomène.
Je crois que le phénomène écologique est un fait très complexe, il n’est pas réductible à une seule variable, même si le phénomène écologique nous porte à la compétition avec toutes les autres familles politiques dont j’ai parlé tout à l’heure sur le problème de la protection de l’environnement.
Chers camarades, il y a une culture écologique, avec ce que signifie le mot "culture" chez les sociologues ou les anthropologues qui ont dit : c’est une véritable culture, cela ne se réduit pas à quelques variables.
Je crois que ce qu’il faudra essayer de faire - on ne le fera sans doute pas avant Rennes parce que nous ne sommes pas intellectuellement prêts ; c’est un mouvement qui est en marche ; c’est quelque chose qui sort des flancs de notre mode de production et de notre situation économique et sociale - c’est la synthèse intellectuelle et théorique entre le mouvement Socialiste et le mouvement écologique. Le mouvement Socialiste, je crois, a achevé sa synthèse depuis un siècle. Il y a ici ou là quelques petits prurits, mais sur le fond, je crois que la synthèse Socialiste est faite intellectuellement, mais que la synthèse théorique et intellectuelle avec le mouvement écologique n’est pas faite.
Nous sommes à un carrefour du mode de production, qu’on le qualifie de capitalisme ou autre, ou de mode de développement, si l’on veut être "tourainien" et moins théorique, un peu marxiste, mais peu importe, ce n’est pas là l’essentiel. Nous sommes à un tournant du mode de production et les revendications traditionnelles du monde ouvrier et du salariat se télescopent avec ce qu’on a appelé la revendication post-matérialiste, et c’est l’entrechoc de ces deux éléments que nous ne pouvons pas gérer encore. Naturellement, nous devons là où nous avons le pouvoir, dans les municipalités, au gouvernement et ailleurs, gérer la contradiction.
Mais si j’ose dire, nous ne pouvons pas la gérer, car comme à l’aube du mouvement ouvrier, il y a quelque chose qui surgit dans les rangs de notre société, et il faudra que nous y réfléchissions tous ensemble naturellement.
J’ai lu des contributions qui disent que le Parti devrait devenir le premier parti écologiste. La lutte aux petites formules, moi, je veux bien, mais pour moi, intellectuellement, cela n’a aucun sens ; c’est comme si les Radicaux, à la fin du 19ème siècle, avaient dit : nous serons le premier Parti Socialiste. C’est une réalité autre, naturellement concurrentielle, contre laquelle il faut lutter, mais qu’il faut respecter dans son identité si on veut faire une synthèse. Et, de grâce, pas de petit jeu sur les alliances politiques
Chers camarades, on les a faites, les alliances politiques, aux municipales ! Qui

n’a pas souhaité faire une alliance politique avec les écologistes ? J’entends ici et là qu’on pousse des cris d’orfraie, parce que ce serait une reconnaissance du fait écologique. Je connais beaucoup de camarades qui signent des contributions dans je ne sais quelles conditions pour quémander quelques voix aux écologistes. Alors, mes chers camarades, soyez honnêtes et sérieux !
J’en ai assez dit sur les écologistes...
(Applaudissements)
Une autre mutation très importante dans le fait politique, Henri Emmanuelli l’a évoquée tout à l’heure, Pierre aussi, c’est la mutation du RPR. Mes chers camarades, le RPR a effectué aux journées parlementaires - je ne sais pas où elles avaient lieu d’ailleurs, à Arcachon je crois - une unité idéologique, 78, le tournant libéral régalien, 88/89, le retour à une certaine source du gaullisme, sous l’influence d’ailleurs d’un théoricien, ex-membre du RPR. Je crois qu’au RPR, comme au PC, on reprend les idées des gens qu’on a exclus. C’est une petite remarque au passage.
Un autre sujet de préoccupation - j’allais oublier l’essentiel - ce sont les résultats électoraux, mais je ne vais pas débattre longuement sur le sujet. Le rapport de force électoral, moi je veux bien, mais la poésie, ce n’est pas la rigueur, la poésie, ce n’est pas la théorie, mais la poésie, elle est vertu, la rigueur aussi, l’analyse théorique aussi.
Cela dit, moi, je nous invite et je vous invite très collectivement, dans les mois et les années à venir, à avoir la même rigueur sur l’analyse électorale qu’en économie. Et je m’excuse, mon cher Gérard, mais il faut savoir analyser vrai, pour agir juste.
Je crois qu’analyser le fait électoral depuis un an de manière que je qualifierai pudiquement d’idéaliste, c’est intéressant, mais depuis quand un gouvernement qui est une coalition, une majorité de gauche qui est une coalition, même si elle ne se traduit pas politiquement, serait-elle mesurée à la seule aune du Parti Socialiste, quand bien même ce dernier, si on analysait bien les élections, serait à la hauteur des élections de références? Je ne me permets même pas ce débat ici, je l’ai esquissé à d’autres moments, je sais ce que cela a coûté mais au moins sur les critères de la Gauche.
Qu’on ne vienne pas me dire que les élections sont bonnes. Enfin, mes chers camarades, les élections municipales, je l’ai dit parce que j’ai le sens de la responsabilité - je ne l’ai pas dit le soir du premier tourdes élections municipales, je l’ai dit le soir du second tour - ce n’est pas meilleur qu’en 83 ! Certes, il y a le fait écologique, il y a tout cela... vous me ferez la grâce de comprendre que le système politique s’est éclaté, mais quand même, il y a le phénomène d’une gauche à 43% et aux européennes…
Cher Jean-Pierre Cot, cher Gérard, je vous ai lus avec attention dans "Le Monde". Je me permettrai au professeur Cot, avec qui j’ai travaillé à Paris-2 pendant de longues années, de mettre une fort mauvaise note sur le sujet. Je crois qu’il y a un phénomène de surplus de popularité dans l’opinion et un déficit électoral qu’on observe d’ailleurs dans les cantonales partielles, il faut être rigoureux, il ne faut pas tourner autour du pot, il ne s’agit pas de denoncer

quiconque. Mais je suis de ceux qui analysent le fait Socialiste avec naturellement l'Elysée, Matignon et le Parti. Je sais qu'il y a une perception globale du phénomène et une division du travail intelligente doit être faite entre nous, mais de grâce, au moins au niveau de l'analyse, évitons les facilités et les raccourcis d'analyse.
Mes chers camarades, en conclusion, moi je crois que le fond de l'analyse, c'est que nous sommes passés de la période, disons des vingt dernières années, d'une approche théorique un peu trop exigeante désormais, à un réalisme sans virages, d'un "tout politique" à une politique qui s'affiche modeste.
Nous sommes passés d'une approche théorique à une approche idéaliste. Nous sommes passés d'un excès d'idées à un excès de réalisme... je ne suis pas dogmatique. Ceux qui me connaissent savent que je suis iconoclaste, j'adore la discussion. J'essaie de m'appuyer sur des références... j'ai été réformiste et plutôt social démocrate si l'on entend bien, depuis 20 ans, y compris en mai 1968. Je ne suis donc pas suspect de dogmatisme théorique...

Pierre Carassus - On n'en a rien à faire, ce n'est pas notre problème !
Tu es bien gentil...

Gérard Le Gall - Tu n'es pas très intelligent... Cela donne un sens à ce que j'ai dit. Je ne t'interromps pas quand tu parles et il y aurait matière !

Le président - Gérard, je te demande de conclure.

Gérard Le Gall - La polémique n'était pas de mon côté. Je veux dire que la référence dogmatique - et Carassus est bien placé - n'est pas de nôtre côté. Nous devrions trouver une formulation idéologique au débat politique. Cela devrait aller dans le sens de tes vœux. Cela devrait remettre le Parti Socialiste, sur les bons rails, le bon méridien.
Le Premier Ministre est assez solide, le Premier secrétaire est assez solide, le président de l'Assemblée est assez solide, les présidents de groupes sont assez solides pour souffrir ici ou là quelques critiques dans l'organisation ou dans la politique du gouvernement, de la direction du Parti, du fonctionnement de l'Assemblée ou du fonctionnement du groupe.
Je crois qu'ils sont assez solides et doivent pouvoir supporter nos propositions et nos critiques.
C'était le sens de mon intervention... et excuse-moi, mon cher Carassus, de t'avoir insupporté.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Hubert Bicep, Premier fédéral de la Guadeloupe.

Hubert Bicep
Merci, Monsieur le président. Camarades, j'aurais aimé maintenant commencer

Collection Jean-Jaurès

le débat avec vous mais excusez-moi, je vais quand même peut-être vous infliger certaines choses sur la Guadeloupe. Je suis obligé de commencer par là.
Je suis un sinistré, les Guadeloupéens sont sinistrés. Je dis maintenant ici que j'ai été vraiment satisfait et très heureux de la solidarité de tous les Socialistes pendant ce moment difficile que nous avons connu. Je dois remercier Pierre Mauroy, Premier secrétaire, d'avoir su tout de suite mobiliser les Socialistes,... nous avions les Socialistes avec nous. Nous ne sommes pas seuls et je compte que pour le redressement économique de notre pays, vous allez continuer à apporter votre contribution.
Je dois remercier aussi le gouvernement en la personne du ministre Le Pensec, qui a tout de suite pris l'avion pour venir voir l'ampleur des dégâts en Guadeloupe et pris des mesures financières en conséquence.
Elles ne sont pas suffisantes, c'est vrai, mais je dois aussi remercier la délégation que Pierre Mauroy a envoyée en Guadeloupe, conduite par Jean-Claude Allard et Jean-Michel Rozenfeld.
Ils ont pris aussi la mesure des dégâts et je crois que le plus vite possible des mesures concrètes vont être dégagées.
J'avoue que dès le 20 septembre 1989 à 10 h 15, j'avais envoyé un message à Pierre Mauroy par lettre télécopiée, dont voilà la copie, dans laquelle je disais que "je suis touché d'apprendre que les municipalités se mobilisent pour venir en aide à la Guadeloupe" et je disais pour terminer cette lettre "que je souhaiterais que les municipalités entrent directement en contact avec des municipalités plus sinistrées en Guadeloupe de manière à permettre une reconstruction rapide".
Pour terminer cette première partie, camarades, je dépose sur le Bureau du Comité directeur - je ne sais pas si c'est le lieu mais c'est le moment qui m'est donné pour parler au nom de la Guadeloupe, pour parler des problèmes de la Guadeloupe - et je remets des propositions, des mesures à prendre.
Elles vont peut-être chatouiller le ministre du Budget, elles vont peut-être chatouiller le ministre des PTT mais je pense que ces mesures soulignent très bien l'ampleur des concessions budgétaires... actuellement le téléphone a été détruit, et vous le savez très bien, Monsieur le ministre, chers camarades et c'est pourquoi, je pense, que des mesures audacieuses doivent être prises.
Je fais ici un certain nombre de propositions. Il y a huit mesures concernant l'économie, les entreprises, les services, le commerce, de manière à aider à ce que la Guadeloupe se redresse et cela, je crois que les Socialistes le veulent.
Voilà, Monsieur le président, ce que je voulais dire.

Le président - Merci.

Hubert Bicep - Pour terminer, je voudrais dire que j'ai été invité au moment de la présentation des contributions. Aussi, j'aimerais dire une chose. Pierre Mauroy a, dans sa lettre, invité tous les Socialistes au débat. Je pense que nous sommes concernés dans ce débat, nous Socialistes de la Guadeloupe. Mais il ne s'agit pas de dire débat, s'il n'y a pas les conditions du débat.

Collection Jean Jaurès

Notre fédération, c'est un quart de fédération pour ne pas dire autre chose. Depuis que la fédération existe - et cela fait un bail - il n'y a jamais eu de débat.
On décide, on tranche, tous les responsables du Parti sont au courant de la situation, mais personne ne prend de décision de manière à ce que le débat démocratique puisse être possible dans la fédération Socialiste, et je dis pour terminer que si l'on veut le débat pour la Guadeloupe, si l'on considère les Guadeloupéens comme des Socialistes, alors le Parti doit dire clairement ce qu'il veut pour la Guadeloupe... quel Socialisme on veut pour la Guadeloupe et d'une manière générale dans la vie.

Le président - Merci.
La parole est à Charles Hernu. Oui, Paul Quilès, tu veux intervenir ?

Paul Quilès
Une phrase s'il te plaît... j'ai été interpellé par mon camarade sur un objectif... je voudrais dire, devant le Comité directeur, que pour des problèmes aussi importants, j'ai une obligation vis-à-vis d'un département sinistré... c'est pourquoi j'ai dégagé plus de 100 millions de francs pour refaire quasiment l'ensemble du réseau téléphonique. Par ailleurs, ont été prises des mesures d'urgence pour près de 10 millions permettant aux Guadeloupéens d'écrire rapidement... et puis aussi une réduction de 65% pendant un mois sur les communications téléphoniques. C'était une mise au point. Je crois que c'est assez lourd mais il était nécessaire de le faire.
(Applaudissements)

Hubert Bicep
Monsieur le ministre, vous avez pris des mesures conjoncturelles mais il y a des mesures structurelles sur lesquelles il faudra réfléchir.
Entre nous, les coûts de communication entre la France et la Guadeloupe, ou entre la France métropolitaine et la Guadeloupe sont de 370%... si Monsieur, le calcul est fait et sur vos propres critères au niveau des télécommunications.
On peut démontrer cela. J'ai un document, on peut en discuter... et je crois que c'est de cela dont il faut débattre.

Le président - Je propose que Paul Quilès et Hubert Bicep continuent la discussion ensemble, ce sera plus simple et plus clair. La parole est à Charles Hernu.

Charles Hernu
Chers camarades, sur l'intervention tout à l'heure de Pierre Mauroy, simplement, et rapidement, trois ou quatre réflexions sur des sujets qu'il a abordés et que vous avez abordés tous.
D'abord, les résultats des élections.
On a bien occupé le terrain. On a fait mention d'un certain nombre de sondages. Il faudrait citer tous les sondages, il faudrait que le Parti Socialiste tienne

Fondation Jean Jaurès

compte d'un fait qui ne peut pas nous échapper : c'est que les Françaises et les Français aujourd'hui ne sont intéressés complètement, intensément par deux seules élections.

- Les élections présidentielles.
- Et l'élection de leur maire et de leurs municipalités.

Il faut en prendre acte.

Quand je vois certaines contributions, dans certains propos que l'on voudrait, et que l'on voudrait à telle ou telle élection populaire, additionner d'autres élections qui le sont moins, je mets en garde pour qu'on sauvegarde bien ces deux élections populaires là.

Si on avait le temps de philosopher, on y trouverait d'ailleurs des liens communs dans la mesure où le maire d'une ville est de plus en plus considéré un peu comme le président de sa ville... tout comme le Président de la République serait le maire de tous les Français.

J'ajoute de ce point de vue, là encore, que nous devons prendre garde à ce qui se passe avec la décentralisation. Je trouve que j'appartiens à une région - la région Rhône-Alpes - qui après Paris est la plus développée, la plus universitaire, économiques et industrielles, mais au Conseil régional, au Conseil général, au Conseil des Communautés, nous sommes minoritaires et le langage libéral du président de la Communauté urbaine de Lyon - Monsieur Noir - le langage libéral entre guillemets du président du Conseil régional, Monsieur Millon, se double - et cela, à Paris, on s'en rend moins compte - d'une pratique qui est parfois une pratique, excusez-moi, fascisante. Ce sont les règlements de comptes,... et la décentralisation exploitée comme elle l'est par la Droite, devrait nous faire réfléchir au rôle exact que nous devons jouer, nous les élus de gauche, notamment dans les conférences d'agglomérations que nous devons tenir.

Peut-être faut-il modifier - et je ne sais pas si Joxe est là - la loi sur les communautés urbaines, sur leurs limites, leurs compétences et leur mode d'élection.

Je ne vois pas pourquoi elles ne seraient pas élues au suffrage universel. Il faut quand même le dire.

(Applaudissements)

Le deuxième point - c'est ce qu'a dit Pierre Mauroy et je suis d'accord avec lui - pose problème par rapport à ce qui préside une Commission importante. On parlera des problèmes internationaux et sans doute de sécurité. Je voudrais comme cela, avec prudence, dire "attention".

On parle beaucoup des rapports est-ouest. Moi, j'ai reçu pendant trois jours, à Villeurbanne, il y a quelques jours, Andrei Sakharov. Nous avons beaucoup parlé. J'ai reçu Elena Bonaire. J'ai reçu le maire d'Erevan. J'ai reçu une délégation des maires d'Arménie soviétique. J'ai reçu une délégation des maires d'Ukraine... Je vous donne mon sentiment, qui va peut-être choquer des camarades car il va à contre-sens : est-ce qu'on a conscience en France que la "perestroïka" et la "glasnost", pour le moment, sont stoppées en Union soviétique ? Elles sont stoppées là-bas ! M. Gorbatchev a tous les pouvoirs, il est Président de la République, il est Premier Ministre, il est Secrétaire général du

Parti Communiste, il est chef des armées, il a en main le KGB, il a plus de pouvoirs institutionnels que n'en avait Staline... et que se passerait-il si Gorbatchev devait stopper, puis reculer?
Pour ma part, ce qui se passe en Allemagne de l'est m'inquiète un peu et je dis : j'ai vu que des contributions dans le Parti, qui seront présentées ce soir à 17 heures, abordaient les problèmes de défense et de sécurité sous un angle absolument - entre guillemets - "antimilitariste". Je dis : faisons attention ! Que rien ne soit fait (l'expression est de Chevènement) en ce moment pour que la France baisse sa garde. Nous devons être très vigilants.
Nous savons bien que l'armée Rouge continue de recevoir une formation dans ses écoles - qui est une formation d'offensive, d'attaque de nuit...
Je voudrais dire, sur la "Gorby-mania", que nous devrions, au Parti Socialiste, regarder les choses avec intérêt et être très prudents, resserrer, tant qu'il en est temps, le plus possible nos liens avec la République Fédérale d'Allemagne, vis-à-vis de laquelle on peut se poser des questions pour l'avenir, et donc resserrer nos liens avec les camarades Socialistes allemands. Je voudrais aussi qu'un mot soit dit sur le Liban.
Je pense qu'on en parlera cet après-midi, qu'on retrouvera cela dans le texte final (je ne sais pas si Guidoni est là...), mais nous avons, nous Socialistes, un rôle à jouer, nous avons des choses à dire.
Nous ne pouvons pas négliger les milliers de franco-libanais qui vivent dans ce pays, qui sont chrétiens pour la plupart, quelquefois musulmans, et qui se désespèrent un peu de ne pas entendre notre voix au Liban. Ils ont besoin qu'on leur dise un certain nombre de choses.
Et puis, je crois qu'en tant que Socialistes nous devons, vis-à-vis d'Israël, aborder franchement les choses.
Il y a une espèce de pudeur pour ne pas en parler. Ce n'est pas parce que l'ambassadeur d'Israël à Paris est un extrémiste qu'il faut croire que tous les Israéliens sont comme lui !

Véronique Neiertz - Absolument !

Charles Hernu - Il ne faut pas croire qu'il n'y a pas des hommes et des femmes avec lesquels il faut discuter. Nous devons définir nos positions avec nos camarades Socialistes travaillistes - il va y avoir un Congrès chez eux aussi - et, pour ma part, je souhaite qu'on aborde franchement ce problème et qu'on dise quelle est notre voie, car nous savons bien que, si nous sommes pour le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, nous sommes, par la force des choses, pour le droit aux moyens d'exister de l'Etat d'Israël, et que vis-à-vis des Palestiniens nous avons donc un certain nombre de choses à dire. C'est pourquoi je ne voudrais pas (je sais que vie la vie interne, la vie du Parti, tout cela fait partie normalement du Congrès...) que les problèmes intérieurs à la France, que les problèmes intérieurs au Parti Socialiste, fassent qu'à Rennes on oublie les grands problèmes internationaux qui se posent à nous d'une façon tout à fait nouvelle dans le monde ; la France a un rôle à jouer et nous avons peut-être, du

Fondation Jean Jaurès

point de vue international, à redéfinir nos missions, y compris dans les contacts avec les partis frères, Socialistes, et aussi avec les responsables des différents pays.
Je souhaite que ces discussions puissent s'engager et qu'on puisse les mener parallèlement à ce qui est le débat interne français et le débat interne Socialiste.
On verra, chers camarades (on a déjà vu cela dans le Parti Socialiste) que lorsqu'on aborde les problèmes de sécurité, lorsqu'on aborde les problèmes internationaux, les clivages ne sont pas exactement ceux de telle ou telle contribution ou de tel ou tel courant ; ils sont en général plus larges.
C'est le souhait que je voulais manifester pour le moment et pour aujourd'hui.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Une brève intervention de Louis Mexandeau et nous allons suspendre. Je vous donnerai quelques indications sur les travaux de cet après-midi.

Louis Mexandeau
Deux mots concernant deux secteurs qui m'apparaissent essentiels, notamment celui de la formation, que j'ai en charge, un peu pour prolonger les propos de Pierre Mauroy.
Nous avons un certain nombre de propositions en vue du Congrès pour augmenter les effectifs ou du Parti lui-même, ou du Parti et de son entourage, de son accompagnement, bref de ce qu'on appelle les sympathisants ou les affinitaires, comme Pierre Mauroy les a appelés ce matin.
Moi, je ne suis pas du tout contre ce genre de démarche. Permettez-moi pourtant, par expérience déjà ancienne de vieux militant, d'être un peu sceptique... Je crois qu'il y a dans la sociologie française, dans l'histoire française, dans la tradition française, des limites qui sont rapidement atteintes quant au degré d'engagement politique dans les partis.
En revanche, ce qui m'inquiète d'une certaine façon, c'est le problème du qualitatif, c'est à dire du niveau de formation des camarades déjà inscrits, des militants ou des adhérents. Je crois que l'élévation de ce niveau de formation est une exigence, est une nécessité pour le Parti. Nous sommes dans une période où les conditions sont plutôt favorables, une période où la nécessité rejoint le désir.
L'ambition électorale est enfin retombée, après toute cette série qui a fait que le Parti Socialiste n'a été pratiquement qu'une machine à faire les élections. heureusement tout de même, qu'on le veuille ou non, c'est le résultat qui compte et je suis un peu moins pessimiste que Gérard Le Gall : nous les avons quand même largement gagnées, et:c'est bien, c'est un mérite et une preuve de notre vitalité. Après tout, c'est historiquement ce que le Parti Socialiste a le mieux réussi depuis sa naissance au début de ce siècle.
La préparation du Congrès, je crois, au travers du débat, doit nous armer d'une pensée politique en partie nouvelle, d'un renouvellement de nos idées, à la condition favorable aussi qu'au travers de la formation nous puissions répandre, en quelque sorte, ce débat.

Fondation Jean-Jaurès

Et puis, Pierre Mauroy l'a souligné, il a eu raison, l'attente est immense au plan international. Charles parlait de la prudence que nous devons avoir quant à ce qui se passe à l'est. Je suis d'accord avec lui sur la démarche quant à la défense. C'est une démarche d'Etat. Mais nous, Socialistes, au moment où aujourd'hui, en même temps que notre Comité directeur, le Parti Communiste hongrois, pratiquement, décide de disparaître, de se scinder en plusieurs partis dont l'un sera un véritable Parti Socialiste tel qu'il fonctionne dans des sociétés occidentales, eh bien, croyez-vous que nous n'avons rien à proposer ? Croyez-vous que nous n'avons rien à proposer au Parti polonais, à Solidarnosc, qui est certainement aussi un rassemblement éphémère, je le pense, et qui se fragmentera suivant des lignes de force ?

Le président - Tu as trois minutes...

Louis Mexandeau - Nous avons, de ce point de vue, un rôle historique. Je crois que nous sommes au moment, vraiment, où le débat ouvert au Congrès de Tours vient d'être tranché, ou est en train d'être largement tranché.
Voilà, c'est un appel supplémentaire.
Je conclus...

Le président - Oui, tu m'as dit : trois minutes...

Louis Mexandeau - Le deuxième point, je voudrais le dire au Comité directeur - il est lié d'ailleurs - c'est que je souhaite que le Parti, son Comité directeur ou le Congrès, aille au-delà de 1989 dans l'effort de commémoration, de célébration de la révolution française.
Nous comprenons très bien pourquoi un gouvernement, un Etat, est obligé de se cantonner dans une seule année, qui est 1989, mais il serait inconcevable que nous, Socialistes, nous soyons muets en 1990. Il s'agit quand même d'une grande fête de l'union de ceux qui étaient en train de bâtir un monde nouveau, c'était la fête de la fédération. Et l'on comprendrait encore moins bien que nous soyons muets en 1992, deux cents ans après la naissance de la 1ère République, la 1ère République Française, la première République européenne !
Alors moi, je souhaite que cela ne soit pas oublié et je relance l'idée, qui n'a pas pu se concrétiser cette année, d'une grande fête populaire, peut-être en 1990, peut-être en 1992, bien préparée, avec nos militants, avec nos élus. Ce sera, je crois, la marque de célébration des principales avancées, qui n'ont pas eu lieu en 1789, mais qui ont eu lieu parfois en 1791, en 1792, en 1793, ce sera aussi, je l'espère, la preuve que notre Parti, en face, peut organiser et réussir une fête populaire de plusieurs centaines de milliers de personnes. Sinon, on sera obligé quand même de lorgner avec envie du côté de la fête de l'Humanité !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je suspends la séance en vous rappelant que les Commissions

Fondation Jean-Jaurès

vont siéger à partir de 14 h 30 à l'Assemblée Nationale, dans les locaux suivants.
Les camarades qui sont inscrits pour la vie interne du Parti se retrouveront Salle Colbert.
Pour la situation sociale, 1er Bureau.
Problèmes économiques, 5ème Bureau.
Relations internationales, 8ème Bureau.
Et pour la Commission de travail sur le Congrès, c'est le 2ème Bureau... (murmures)... Evidemment, quand on parle du 2ème Bureau, cela fait toujours rire, mais il faut bien qu'il y ait des gens dans le 2ème Bureau !
Nous reprendrons les travaux ici à 17 heures pour la présentation des contributions. J'ai déjà, naturellement, plusieurs inscriptions pour la présentation des contributions. Comme je vous l'ai dit à l'ouverture de la séance, nous procéderons à ce moment-là au tirage au sort pour l'ordre de passage des présentations.
Si nous avons le temps après cette présentation, nous poursuivrons le débat général (pour lequel j'ai encore quelques inscrits), sans quoi nous le poursuivrons demain matin.
Donc, à 14 h 30 dans les Commissions, à l'Assemblée Nationale.
Merci.

Parti Socialiste
Comité directeur
7 et 8 octobre 1989

Séance du samedi 7 octobre 1989 (après-midi)

La séance est reprise à 18 h sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
Cet après-midi est donc consacrée à la présentation des contributions générales. J'ai reçu neuf demandes de présentation de contributions générales. Je vérifie qu'il n'y en a pas d'autres : Catherine Trautmann, Laurent Fabius, Lionel Jospin, Louis Mermaz, Pierre Guidoni, Jean-Marc Ayrault, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon et Olivier Stirn. Cela en fait donc neuf.
Il y a ici neuf papiers portant les noms des porte-parole de chacune des contributions. Nous allons donc tirer au sort pour l'ordre des intervenants. Je demande à chacun d'essayer de s'en tenir à dix minutes, et en tout cas, de ne pas dépasser quinze.
(Tirage au sort)
Laurent Fabius, Marie-Noëlle Lienemann, Olivier Stirn, Jean-Marc Ayrault, Jean-Luc Mélenchon, Lionel Jospin, Catherine Trautmann, Louis Mermaz et Pierre Guidoni.
Voilà donc l'ordre de passage.

Fondation Jean-Jaurès

Je donne tout de suite la parole à Laurent Fabius.

Laurent Fabius
Chers camarades, au fait, j'ai une seule chose à dire, mais cela prendra quand même quelques minutes. Ce que j'ai à dire, c'est la chose suivante : la parole est aux militants.
Pourquoi ? Parce que cela fait maintenant une dizaine d'années que nous n'avons pas eu, pour des raisons diverses que nous avons assumées tous collectivement, de débat approfondi à l'occasion d'un Congrès.
Or, dans la conception qui est la mienne, qui est aussi certainement la vôtre, du fonctionnement du Parti et de sa nature, je pense qu'il est indispensable qu'en de grandes occasions, c'est le cas d'un Congrès, la parole soit aux militants. C'est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que j'ai lu comme vous tous l'essentiel des contributions, le monde bouge d'une façon formidable, regardez ce qui se passe à l'est, quand on ouvre sa télévision le soir, c'est différent de ce que c'était la veille, c'est d'autant plus nécessaire que notre action gouvernementale, que ce soit lorsque Pierre Mauroy etait Premier Ministre, moi-même, et maintenant Michel Rocard, nous a appris à tous beaucoup de choses. C'est d'autant plus nécessaire qu'il y a des phénomènes qui existent dans la société qui sont très préoccupants sur le plan politique, je pense à l'abstentionnisme. C'est d'autant plus nécessaire que j'estime que le Parti Socialiste n'a jamais été aussi fort que lorsqu'il a débattu pour ses Congrès, le dernier débat en date ayant abouti à la victoire de 1981, c'était le Congrès de Metz.
Je pense qu'il y a une deuxième série de raisons pour lesquelles il faut rendre la parole aux militants, c'est que, dans cette préparation de Congrès, beaucoup nous disent : "mais cela n'a aucun intérêt, vos affaires, ce sont des questions de personnes", on entend sans cesse cela. Je ne dis pas que les questions de personnes dans la vie politique et dans la vie tout court ne sont pas importantes, mais si nous voulons nous débarrasser au maximum de cet aspect, il n'y a pas d'autre solution que de poser les questions de fond et de demander aux militants de donner leur opinion sur le fond.
J'ajoute qu'une question me soucie dans la préparation de ce Congrès, c'est qu'il faut d'autant plus que nous ayons un débat de fond qu'il ne faudrait pas que les six mois qui vont venir donnent le sentiment à la population française que nous vivons en vase clos et que nos préoccupations sont hermétiques. Or, ce risque existe, il est considérable.
Hier, je regardais la télévision, le journal de 20 heures, on présentait les uns et les autres en habits romains, et je disais hier à un certain nombre de camarades réunis dans une autre enceinte : "les Romains, il y en a dont les noms se prêtent plus facilement à cette présentation que d'autres...", mais enfin, nous étions tous en Romains, et on disait les numéros.
Si nous voulons éviter cela : débat de fond, parole aux militants.
Enfin, dernier point, qui n'est pas le plus mince, il faut que notre Parti progresse, il faut que nous sachions l'organiser, le gérer. Or, quand on regarde un petit peu la façon dont les choses sont organisées, nous vivons dans beaucoup de nos

travaux, et c'est vraiment surréaliste, sur les résultats du Congrès de Metz dont je parlais il y a un instant, revus Valence, corrigés Pau, rectifiés Toulouse, et encore j'en ai oublié certainement en route.
Ajoutons à cela que je crois que plus de 50% de nos camarades dans les sections n'étaient pas là au moment où la majorité de ces événements se sont produits.
Bref, j'aurai terminé sur ce point lorsque j'aurai dit ceci : je me demande si dans l'esprit d'un certain nombre d'entre-nous, peut-être d'ailleurs de la totalité, nous n'avons pas perdu de vue ce qui est la règle.
Nous ne votons plus dans des Congrès. Alors, c'est l'unanimité. Très bien. Mais je constate que tout le monde étant d'apparence du même avis, après le Congrès, pendant un an, pendant deux ans, les choses se passent parfois pas très facilement, et je me demande s'il ne vaudrait pas mieux demander, comme c'est notre règle, aux militants de s'exprimer, après quoi tout le monde serait effectivement uni.
Evidemment, c'est une façon de poser les choses qui est statutaire, régulière, qui n'est pas la pratique la plus récente, mais je me demande si ce n'est pas la plus saine.
Bref, vous m'avez tout à fait compris. Je ne suis partisan ni d'un débat contre, ni d'un débat "mais", je suis partisan de faire un débat pour et de donner la parole aux militants.
C'est pourquoi, par rapport à la question de la synthèse qui se pose, qui se posera, je pense qu'il faut dire clairement qu'il faudra la faire, mais qu'aucun d'entre nous aujourd'hui ne peut dire avec certitude qu'elle se fera à tel moment ou à telle heure. C'est aux militants de nous le dire.
De la même façon, je lisais comme cela, en trois minutes comme vous le dernier état des contributions et j'ai senti qu'il y avait un souffle de rapprochement. Tant mieux... De même que dans certaines contributions, orales que nous avons pu entendre... très bien, parfait. Simplement nous ne pouvons pas décréter, avant que le débat soit commencé, qu'il n'y aura de débat sur rien. Laissons encore une fois la parole à nos camarades.
Quant à la question plusieurs fois abordée de savoir si le Congrès sera décisif, on ne le sait qu'après. Alors si effectivement la parole, comme c'est notre règle, est donnée aux militants, sur quoi le débat peut-il porter ?
Sur tout ce que les militants choisiront et dans la contribution qu'avec un certain nombre de camarades je vais présenter, nous avons essayé, peut-être ne sommes-nous pas parvenus tout à fait à nos fins, mais nous avons essayé de partir de ces questions et nous en avons énuméré six... je ne vais pas les reprendre. Je n'en ai pas le temps en dix minutes ou un quart d'heure.
Première série de questions qui tombent sous le sens : quelle politique concrète ? C'est là-dessus qu'on nous interpelle, qu'on nous interroge lorsque nous sommes dans les sections, dans les entreprises, sur les marchés, partout.
Il y la des différences bien sûr, des distinctions qu'on peut opérer entre le gouvernement, et le Parti mais dans l'esprit public, c'est mélangé, on le sait bien et nous, en tant que Parti Socialiste, nous avons à dire quelle politique concrète nous souhaitons.

Fondation Jean Jaurès

C’est pourquoi, par rapport à ce que j’ai vu ici ou là, par rapport à certains disant "on ne se prononce pas sur la politique", évidemment je dirai moi que tout le monde se prononce sur la politique sinon de quoi voulez-vous qu’on parle dans un Congrès ?
Quelle politique concrète ? Nous partons de la constatation malheureuse mais réelle que malgré tous les efforts faits depuis 1981 notre pays reste très inégal, injuste, dans beaucoup de ses structures. Et donc nous proposions dans ce texte toute une série d’avancées politiques concrètes qui, dans les années qui viennent, pourraient être prises en charge par le gouvernement... Sur le plan économique et social, sur le plan de la démocratie politique, sur le plan de la démocratie éducative et culturelle, sur le plan de la démocratie internationale... la liste est longue et je ne vais pas la refaire ici, quand les contributions seront distribuées à toutes et à tous chacun pourra faire le point.
Je voudrais insister sur un point, en trente seconde : c’est que si l’on veut que cette politique concrète puisse être mise en œuvre, alors, chers amis, je ne sais pas si c’est un terrain de clivage entre nous mais je dis ma pensée, qui a toujours été telle : l’Etat moderne, oui, l’Etat fort pouvant intervenir, oui, prévoir, corriger le cas échéant, distribuer et répartir, moderniser… mais la mode qui a pu prévaloir un certain temps, y compris peut-être dans nos rangs consistant à dire,"chaque fois que je vois l’Etat", non, si l’on veut réduire les inégalités, corriger les injustices, avancer vers plus de démocratie, il faut un Etat qui joue véritablement son rôle. Sera-ce un sujet de débat entre nous ? Je n’en sais rien, mais en tous cas j’avance les thèses qui sont les nôtres.
La deuxième série de questions que nous posons, parce qu’elles… (illisible)… semble-t-il des problèmes et des militants, c’est tout ce qui concerne l’Europe. Quelle Europe ? Non pas le débat qui n’existe pas entre nous, il ne faut pas créer des débats, mais est-ce que, oui ou non, on va faire l’Europe ? Tout le monde est pour qu’on construise l’Europe, donc le débat n’est pas vraiment là. La question est de savoir quel contenu. C’est la seule question. Et de ce point de vue nous insistons beaucoup. Je suis rapide sur l’aspect social fondamental de la construction communautaire, et nous proposons - peut-être certains seront-il d’accord, d’autres non, c’est un beau sujet de débat - qu’en matière sociale la France propose à ses partenaires de passer de la règle de l’unanimité qui prévaut pour faire avancer toute une série de dispositions en matière de droit des travailleurs à la règle de la majorité, car, sinon, analyse faite, nous pensons qu’il sera extrêmement difficile d’avancer sur ce point. C’est un sujet de débat, il y en a beaucoup d’autres, mais lançons-le.
Troisième série de questions, peut-être la plus importante.
Pierre Mauroy ce matin, ou une autre fois, je ne sais plus, parlait de l’aspect idéologique de notre Congrès. L’idéologie, ce n’est pas un grand mot. Quelle vision avons-nous du Socialisme ? Un certain nombre d’éléments restent constants, d’autres ont changé. Faisons le point. Nous proposons de faire le point dans notre texte sur beaucoup de ces éléments, ceux qui sont restés constants, ceux qui ont changé.
Attirons l’attention sur des concepts qu’il faut que nous définissions en

particulier, parce qu'on n'a pas eu l'occasion de les définir : qu'est-ce que la société mixte ?
On ne peut pas revaloriser sans rénover et rénover sans revaloriser.
Quelle est la place de l'écologie ? Elle ne doit pas être construite comme un élément adventiste mais être au cœur de notre identité Socialiste.
Quatrième série de questions : quelles alliances électorales ?
Là aussi, il y aura débat. Il faut appeler un chat, un chat. Nous, nous disons : "pas question d'une alliance entre nous-mêmes et les partis du centre qui ont des positions de droite."
Est-ce que tout le monde sera de cet avis ? Est-ce que tout le monde voudra le dire ? Est-ce que tout le monde voudra l'écrire ? J'espère que oui. Dans ce cas-là, il n'y aura pas de débats; Ne créons pas de faux débats mais appelons les choses par leur nom.
Il faut bien sûr gagner des voix mais cela me ramène à la question "quelle politique concrète?" Car il faut d'abord gagner les nôtres et parfois même déjà les reconquérir.
Cinquième série de questions : quelles relations entre le Parti Socialiste et le gouvernement ?
Nous avons connu tous les cas de figure, majorité, opposition, cohabitation... l'heure est venue de montrer une certaine pratique du Parti Socialiste et j'espère qu'elle sera partagée par tous mes camarades.
Enfin dernière question, c'est là-dessus que je m'achemine: quel Parti Socialiste ?
Nous avons emporté beaucoup de succès et il ne s'agit pas de ne pas dire ce qui est. Mais en même temps, un Congrès ne servirait à rien s'il ne s'agissait que de se regarder benoîtement sans avancer.
Or il y a beaucoup de travail à faire et par rapport à ce travail à faire, nous proposons des changements concrets. Nous avons vu au fur et à mesure de la discussion - mais c'est la loi du genre - que ces changements concrets qu'il y a un an ou deux, on estimait impies, qu'on estimait il y la deux ou trois mois difficiles, il semble que maintenant on s'avance, et même parfois très rapidement, vers eux, et je dirai tant mieux, car ce qui est important, c'est que ces changements soient faits.
Cotisations, place de femmes, sympathisants... j'ai entendu des choses qui m'ont fait plaisir parce que c'est ce que je professe depuis pas mal d'années. Démocratie interne, transparence, vous savez, la question, 1 présent, 1 voix, formation des élus, Europe, et régions, Dom-Tom, là-dessus, chaque fois, nous avons des propositions concrètes et nous espérons que le maximum de nos camarades se retrouveront dans cette propositions en ajoutant que tout cela permettra de faire progresser le Parti.
J'aurai terminé, lorsque j'aurai dit ceci : Congrès décisif ou pas ?
Je n'en sais rien... en tout cas, Congrès très important : le Communisme totalitaire est en train d'échouer. Le capitalisme sauvage aussi. C'est donc une période décisive pour le Socialisme et il serait quand même paradoxal que dans une période décisive pour le Socialisme notre Congrès ne soit pas décisif.

Collection Jean Jaurès

Je termine par là où j'ai commencé : avançons fraternellement d'une façon ouverte en refusant tout sectarisme vers le débat puis vers la synthèse, selon quelle forme ? Je ne peux pas en préjuger. A quel moment ? Vous n'en savez rien et moi non plus, mais ce sont, en définitive, nos mandants, c'est à dire les militants qui devront s'exprimer et trancher.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Laurent Fabius et merci d'avoir tenu le temps.
La parole est à Patrice Finel, pour la motion Lienemann.

Patrice Finel
Chers camarades, le Congrès va avoir lieu je dirai enfin puisqu'il aura quand même une année de retard sur le délai statutaire.
Tout le monde veut débattre. Je dirai tant mieux mais ce débat doit permettre aux militants de se prononcer entre des choix clairs, et chacun doit assumer cette proposition et ne pas avoir peur de les soumettre au vote des militants.
Depuis le Congrès de Lille, beaucoup de choix politiques ont été effectués sans véritables échanges, débats et discussions avec les militants. Plus généralement, cela fait maintenant huit ans que François Mitterrand est Président de la République. Durant cette période, les actions françaises à la bourse ont augmenté de 400%, le SMIC seulement de 76.
La répartition du produit national entre le capital et les salaires s'est déséquilibré en faveur des revenus du capital.
Donc, malgré des réformes essentielles - et je ne referai pas ici la liste du bilan positif mais malgré tout cela, on constate que les inégalités se sont accrues. Cela nous interroge aujourd'hui.
Pour sa part, le Parti Socialiste a de fait renoncé aujourd'hui à être un parti de transformation sociale. Constatant l'inadéquation manifeste entre son ancien projet et les contraintes de l'action, nous avons en fait baissé les bras et renoncé aujourd'hui à changer la société.
Cette démission d'ailleurs a conduit certains à un repli compensatoire sur l'idéologie républicaine. C'est entendu, nous sommes tous républicains mais ce n'est pas une raison pour faire de la République, l'aboutissement du Socialisme.
Cette démission a conduit d'autres à récupérer le mot de "partage" tant décrié d'ailleurs par les mêmes il y a seulement quelques années. Mais le partage qui nous est proposé aujourd'hui est essentiellement conçu comme la redistribution des revenus. Cette idéologie du partage vient opportunément occulter notre renoncement à changer les règles du jeu en nous donnant bonne conscience.
En d'autres termes, aujourd'hui le Socialisme est en train de se réduire au traitement social du capitalisme et le gauchissement général que nous constatons tous, des discours et des textes à l'approche du Congrès, ne changent rien à cette réalité.
Pour noter part, nous ne pouvons nous satisfaire de cette situation. C'est pour cela que nous déposons une contribution dont le titre est : "redistribuer le pouvoir pour transformer la société" qui sera suivie en janvier, comme Claude

Fondation Jean-Jaurès

Estier le disait, d'une motion.

Le président - Ce n'est pas ce que je disais.

Patrice Finel - Je sais bien mais j'anticipe sur ta pensée.
Les différents mouvements sociaux actuels montrent l'échec du Parti Socialiste. En effet, la seule revendication aujourd'hui se fait sur le seul problème de la revendication des salaires. C'est à dire sur le point où probablement le gouvernement a le moins de marge. Ces Jacqueries, si je puis dire, se font sur ce thème parce que nous avons été incapables de proposer ou de mettre en œuvre des objectifs de transformation sociale sur d'autres points, tout aussi importants, c'est à dire du style de la baisse massive du temps de travail ou de la redistribution des pouvoirs.
La gestion de l'économie est marquée par des contradictions que nous n'ignorons pas. Nous devons faire de la redistribution des pouvoirs, de transformation sociale. Je me bornerai à quelques exemples car le temps nous est compté.
Dans l'entreprise : l'entreprise est le lieu de choix fondamentaux. Partage initial entre les salaires et les profits. Substitution des machines au travail, prix et nature des produits, organisation et répartition géographique de la production.
Ces décisions, en fait, conditionnent totalement la vie de ceux qui produisent et consomment. Or, la plupart sont exclues des choix.
Réduction de la durée du travail, nouvelle distribution des revenus, politique de l'emploi. Il n'y aura pas, sur ces points, d'avancées significatives sans une profonde redistribution du pouvoir de décision dans l'entreprise.
Nous faisons dans notre contribution des propositions concrètes sur ce point.
Pour les institutions, nous sommes frappés de constater que finalement le Parti Socialiste s'est moulé dans cette constitution de la 5ème République que le Président actuel, dans un ouvrage qui s'appelle le coup d'Etat permanent critiquait d'une manière qui me parait toujours actuelle.
Les institutions de la 5ème République doivent être transformées.
Elles confient aujourd'hui au Président une responsabilité trop importante, à l'exécutif un pouvoir exorbitant ; il faut revaloriser le pouvoir du Parlement, pouvoir d'initiative législative, fixation de ses ordres du jour, etc.
Il faut modifier aussi le système des décrets et circulaires d'application qui, de fait, affaiblissent la portée des lois votées.
Il serait utile, de ce point de vue, pour le Parti, de faire en son temps le bilan de l'application concrète du RMI, par exemple, ou du crédit formation.
Une réforme constitutionnelle est devenue indispensable ; la décentralisation a transformé et transmis un pouvoir quasi-féodal à de grands élus… (illisible)… que naissent de vastes mouvements de diffusion du pouvoir attendu : les citoyens sont restés sur le bord de la route de la décentralisation, l'Etat n'a pas engagé les mutations que la décentralisation promettait. Les associations ne sont toujours pas reconnues comme partenaires de l'action publique. Bref, les politiques aujourd'hui vivent et décident trop en vase clos, sans explication des

Fondation Jean Jaurès

enjeux et des choix, sans souci de veiller de façon permanente à la légitimité de leur pouvoir.
Est-il malvenu de se souvenir du slogan de 74 : "mon intention : vous rendre le pouvoir..."
Je prendrai un dernier exemple, celui de la politique de coopération : afin d'assurer un réel développement et non plus le maintien, notamment en Afrique, d'une dépendance paternaliste, il serait souhaitable de modifier ce qui se fait aujourd'hui dans ce domaine.
Je dirai deux mots sur l'évolution de la dette, ce cheval de bataille du Président de la République est une bonne chose, mais c'est loin d'être suffisant et ce n'est pas en soi une avancée progressiste.
En effet, c'est l'intérêt des créanciers, car comme au Monopoly, si on ne distribue plus de jetons, le jeu s'arrête. En fait, abolir la dette ne change rien au gaspillage scandaleux qui est fait par les gouvernements de pays pauvres.
Les réflexions de Mobutu et de Omar Bongo sont significatives, ils regrettent de ne pas avoir emprunté plus et cela ne change rien pour les millions d'êtres qui meurent de faim à travers le monde.
La première nécessité, pour accompagner l'abandon de la dette, est de dénoncer parallèlement les gaspillages improductifs : telle cathédrale à Yamoussoukro, tel palais des congrès inutile... et la corruption, l'aide au Zaïre doit-elle être placée en Suisse sur le compte de Mobutu ?
Cela m'amène à aborder la question de l'écologie et du mode de développement. La nature est devenue l'otage des rapports de force entre les hommes ; la question de l'écologie ne se limite pas à la défense de l'environnement, elle est la vision d'un équilibre sans cesse réinventé entre des activités humaines et la nature. L'écologie suppose un nouveau partage du pouvoir entre les hommes et entre les… (illisible).
Ces questions doivent, me semble t-il, être au cœur aussi de notre Congrès.
Aujourd'hui, la société française est confrontée à une vaste mutation, à une exigence de transformation sociale cela doit être l'occasion pour la Gauche d'une remise en cause profonde de sa pensée, de trouver enfin le réalisme de l'audace, qui redonne aux Français l'envie de lui faire confiance, qui fasse retrouver le chemin des urnes aux citoyens en leur présentant des choix lisibles et qui fasse apparaître le vote souvent pour ce qu'il est : un vote refuge des orphelins d'un projet Socialiste de transformation sociale.
Pour cela il ne suffira pas d'expliquer, comme Louis Mermaz lors d'un Comité directeur, que le Parti Socialiste a toujours été écologistes ou de raconter que depuis toujours l'écologie est comprise dans le Socialisme, une couche de peinture verte ne suffit pas.
Il faut mettre la barre très haut sur nos ambitions, sur des politiques défensives. Nous ne cesserons pas de perdre, si nous restons sur des positions défensives. Nous ne pouvons gagner que sur un projet transformateur ambitieux.
La France a besoin d'une gauche majoritaire, orientée concrètement vers la transformation de la société, vers le dépassement des structures actuelles, d'une gauche qui repose sur ses deux pieds : le champ politique et le champ sociétal.

Fondation Jean Jaurès

L'heure des choix est venue. Sachons gérer, évidemment, mais gérer le changement, aller plus loin ou aller nulle part, tel est notre choix qu'aujourd'hui nous avons à faire.
Je crois que notre Congrès doit permettre l'émergence d'une nouvelle alternative Socialiste.
Je ne m'étendrai pas sur les propositions de rénovation du Parti. Ceux qui suivent l'actualité des Congrès du Parti Socialiste depuis quelques années ont remarqué que très régulièrement je faisais des propositions d'amendements statutaires qui étaient régulièrement battues.
Je me félicite aujourd'hui, sans aucune acrimonie, mais vraiment sincèrement, qu'un grand nombre de ces propositions soient reprises par la direction du Parti. La nuit du 4 août, il n'est jamais trop tard pour la faire, en cette année du bicentenaire ! Je crois que l'ensemble des propositions qui se retrouvent dans plusieurs contributions, sur un homme, une voix, sur un meilleur fonctionnement des instances, sur le rôle des fédérations, des militants, nous les retrouvons évidemment dans notre contribution.
Voilà, donc, et je termine, le sens de cette contribution qui sera une motion au mois de janvier.
Notre Parti a besoin de nouveaux courants de pensée, de véritables pôles de propositions qui assurent un lien constant entre la théorie et la pratique.
Avec d'autres, bien sûr, puisqu'il n'y a aucune exclusivité, nous allons aborder ce Congrès avec l'intention de contribuer à la construction d'une nouvelle alternative Socialiste pour ce Parti et pour ce pays.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci également à Finel d'avoir tenu le temps imparti.
Je donne la parole à Olivier Stirn.

Olivier Stirn
Chers camarades, si j'avais dit, il y a dix ans, que je déposerais une contribution au Comité directeur du Parti Socialiste... (Applaudissements)... j'aurais probablement surpris !
Je ne le fais pas du tout aujourd'hui pour marquer une quelconque originalité. Je suis au contraire très heureux d'être un parmi les nombreux militants du Parti. Je le fais parce qu'il me semble que l'ouverture doit continuer et qu'elle peut continuer à l'intérieur du Parti.
Je ne conteste pas la nécessité qu'à côté du Parti Socialiste s'organisent ceux qui font partie de la majorité présidentielle, mais je crois que la première tâche du Parti Socialiste, avant un Congrès et pendant celui-ci, c'est de voir comment le Parti Socialiste peut s'élargir, augmenter son influence, aboutir aux 40% de l'électorat qui sont évidemment nécessaires si on veut dans l'avenir, et de manière durable, entraîner autour de nous une majorité.
Il me semble que cette ouverture vers le dedans pose en effet un certain nombre de conditions et doit susciter chez nos militants, chez nous tous, un certain

nombre de réflexions.
On voit bien que le monde change très vite, que même ce qui a rassemblé les Socialistes il y a 30, 40 ans, et notamment la nécessité de profondes transformations économiques pour aboutir à l'émancipation des travailleurs, ne sont plus aujourd'hui aussi vrais que cela l'était naguère, et que le dogme en matière économique a perdu beaucoup de sa nécessité, même de son prestige intellectuel, mais qu'en revanche il est indispensable, pour perpétuer l'idéal Socialiste et arriver à l'émancipation des travailleurs sans nécessairement sortir du pragmatisme de l'économie, de trouver un certain nombre de grands objectifs sociaux, d'objectifs de transformation de société dont nous devons être porteurs.
Par conséquent, cela implique à la fois la définition de nouveaux idéaux, en tous cas d'idéaux marquant un renouvellement dans l'expression et dans la finalité, et en même temps évidemment un changement aussi dans notre organisation.
A cette fin, j'ai d'abord proposé à titre d'exemple un certain nombre d'idées qui me paraissent de nature à poursuivre l'idéal de la Gauche et du Parti Socialiste, mais de nature aussi à rassembler plus largement.
L'Europe, qui se définit aujourd'hui à quatre vitesses, et pour laquelle il nous faut faire de nouvelles propositions. Au sein des 12, on voit bien qu'il y a déjà deux vitesses, une troisième avec les pays de l'association de libre échange, une quatrième aujourd'hui avec les pays de l'est, voire ceux du Maghreb ou même Israël, et donc, pour que ces vitesses se coordonnent, pour qu'elles continuent à aller de l'avant, il nous faut des propositions nouvelles.
S'agissant des rapports entre l'exécutif et le législatif, on voit bien qu'on a été trop loin et qu'il faut rétablir un certain équilibre, comme par exemple, d'autres l'ont dit, mais cela me parait évident et toutes les assemblées démocratiques dans le monde y sont arrivées, que l'Assemblée Nationale puisse au moins une fois par quinze jours ou par mois avoir ses propres propositions qui soient défendues, même si le gouvernement ne souhaite pas qu'elles le soient.
Une nouvelle définition des régions et des communes. Ce n'est pas parce que la Droite ne dit plus rien sur rien que le Parti Socialiste ne doit pas donner ses positions. Il est clair que le nombre des régions n'est plus adapté, il est clair aussi que le nombre de communes pose problème. Nous ne pouvons pas rester indifférents ou craintifs et par conséquent soit que nous proposions des communautés urbaines obligatoires, soit que nous les proposions en y ajoutant des communautés rurales également obligatoires, nous devons être présents.
La même chose pour le vote des émigrés, il nous faut souhaiter que celui-ci se fasse, comme beaucoup d'entre nous d'ailleurs le demandent depuis longtemps, dans toutes les élections locales et le mettre dans nos programmes de manière tout à fait claire.
De même une certaine redistribution sociale s'impose en effet, et il nous faut prévoir des réformes, par exemple, fiscales, comme une progressivité de l'impôt foncier.
De même l'écologie, qu'il faut intégrer dans nos propositions plus qu'hier sûrement, parce que cela devient une préoccupation constante de beaucoup de participants d'un idéal qui ne nous est pas étranger.

Fondation Jean Jaurès

Et puis il faut un certain nombre de réformes effectivement dans l'organisation du Parti Socialiste. Celui-ci reste encore tributaire d'une époque où les partis de Gauche étaient plus ou moins clandestins, où on n'osait pas s'affirmer, où on se réunissait un peu comme dans une franc-maçonnerie, dans des sections très restreintes et à moitié secrètes.
Aujourd'hui je crois qu'il faut aérer ce type d'organisation, intégrer, au moins quand nous avons des débats de fond, les sympathisants, faire en sorte que si 20% des militants demandent qu'un sujet soit débattu à un Comité directeur, à un Congrès ou à une Convention, eh bien, cela soit admis comme suffisant et qu'en effet le sujet soit inscrit à l'ordre du jour et en bonne place. Faire en sorte, pour limiter un peu les inconvénients qui résultent d'un trop grand nombre de divisions ou de courants entre nous, que par exemple un tiers du Comité directeur soit désigné par les fédérations et en dehors des courants. Les courants sont évidemment utiles, personne ne les conteste, mais ils n'ont pas nécessairement à être prépondérants dans tous les débats ou dans tous les systèmes qui organisent la vie du Parti Socialiste.
Il y a donc un certain nombre de réformes qu'il faut faire, et à l'évidence, un Congrès le permet, et je crois pour ma part que si nous sommes capables de nous entendre sur une espèce de rénovation dans notre organisation et d'une mise à jour de nos objectifs, alors effectivement nous trouverons, venant à nous très naturellement et nous rejoignant, non seulement un nombre de militants beaucoup pus considérable, mais probablement beaucoup de ceux qui votent pour la majorité présidentielle, qui votent aux élections principales Socialiste, pour les candidats Socialistes, mais qui s'interrogent, tout en considérant d'ailleurs que le Parti Socialiste est de loin le plus attractif de tous, pour savoir s'ils doivent y entrer, ou même qui étant entrés ont tendance à quitter en tous cas la vie active que tout militant devrait rechercher.
Je crois donc que c'est le moment, et qu'une bonne réussite, un bon Congrès, ce sera un événement qui est attendu non seulement par nos militants, mais bien au-delà, et que nous devons tous ensemble nous efforcer de répondre à ces interrogations.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Olivier Stirn qui tient la corde pour le temps de parole !
La parole est maintenant à Jean-Marc Ayrault.

Jean-Marc Ayrault
Chers camarades, la contribution que nous déposons à l'occasion de ce Comité directeur, avec Jean Poperen, Michel Debout, et beaucoup d'autres camarades, a été élaborée à partir de rencontres dont la première avait eu lieu à la Sorbonne, où beaucoup d'entre vous avaient participé, d'ailleurs, et puis ensuite ce texte a été soumis à beaucoup de camarades dans les régions au cours de rencontres qui ont permis peu à peu de l'améliorer.
Donc le texte qui sera déposé là est un texte qui tient compte de ce que les camarades, les militants Socialistes, ont dit et ont souhaité y voir figurer.

Fondation Jean Jaurès

Et après cette réunion du Comité directeur le débat va continuer jusqu'au Congrès. Et ce texte, donc, est soumis à la discussion, bien sûr, comme tous les textes, mais il évoluera.
Il continuera d'évoluer en fonction de l'apport des camarades. Ainsi nous pourrons dire que la motion que nous déposerons et qui sera soumis au vote des militants aura été élaborée démocratiquement. Car je crois qu'en effet il faut que les militants s'expriment et votent pour ce Congrès qui sera un grand Congrès.
Je crois que c'est le troisième grand Congrès depuis le Congrès d'Epinay.
Il ne s'agit pas de savoir si c'est décisif ou pas décisif. Je crois qu'il y a eu le Congrès d'Epinay, qui était fondamental, le Congrès du renouveau, de la reconquête. Et puis ensuite il y a eu le Congrès de Metz qui est le Congrès de la victoire aux élections présidentielles. Et puis, depuis 1981 où nous avons gagné les élections présidentielles, où la Gauche est venue au pouvoir, nous n'avons eu aucun Congrès pour nous interroger, pour faire le point sur ce que nous sommes devenus, sur le bilan de notre action. Aucun Congrès ne s'est vraiment penché sur cette question fondamentale.
Le Congrès de Rennes sera, j'en suis sûr, car c'est l'attente de tous les militants, mais bien au-delà de notre électorat, sera ce Congrès, ce Congrès qui est essentiel pour l'avenir, car aujourd'hui, chers camarades, il faut bien constater un certain décrochage politique, social, par rapport à ce que nous sommes.
Nous le sentons tous les jours, et ce n'est pas d'aujourd'hui, le phénomène du vote écologiste semble maintenant profond. Nous sentons l'abstention, sans parler du phénomène du Front National, qui s'est développé depuis maintenant une dizaine d'année.
Ce sont toutes ces questions qui se posent, qui se posent à nous en tant que grande force politique, et auxquelles il faudra apporter des réponses.
Car la prochaine échéance, mes chers camarades, ce n'est pas l'élection présidentielle, et ce Congrès ne sera pas celui de la désignation d'un candidat pour l'élection présidentielle mais sera le Congrès qui préparera l'élection législative de 1993. Et ce n'est pas seulement à la veille de cette élection que nous devrons nous interroger sur nous-mêmes et proposer une perspective politique aux Français. Non, c'est ce Congrès de Renne, et c'est pourquoi je crois qu'il est fondamental. Car en effet, aujourd'hui, la vérité ce n'est pas les sondages, et Gérard Lindeperg avait raison de dire ce matin que même si les sondages sont bons ce n'est pas forcément la traduction équivalente dans l'urne. Et je dirai même que nous sommes plutôt convaincus du contraire.
Aujourd'hui, disons-le franchement, la Droite est majoritaire dans ce pays. Ce n'est pas un sujet tabou, c'est une réalité. Alors, bien sûr, nous, nous disons : "La Droite est divisée". C'est vrai qu'elle est divisée, elle donne un triste spectacle d'ailleurs de la politique, l'élection d'Alain Poher au Sénat en est une illustration.
D'ailleurs, à ce sujet, prenons garde de ne pas retomber quelquefois dans les délices de la 4ème République en ce qui nous concerne.
Oui, je crois, chers camarades, qu'il ne faut pas en rester aux apparences et que la Droite refera son unité et qu'elle est en train d'y travailler. Car, c'est vrai, il y

a toutes les caricatures du Front National, mais enfin, regardons très précisément ce qui est en train de se passer avec le CNI, qui est un appendice du RPR, qui est manipulé par M. Pasqua, et dont le rôle justement consiste à récupérer une bonne partie des leaders, des animateurs du courant du Front National pour les faire revenir au sein de la Droite, dans le giron de la Droite, pour justement refaire cette unité de la Droite qui lui fait défaut pour gagner la prochaine échéance de 1993. Il faut que nous en soyons conscients.

Il faut que nous en soyons conscients parce que, trop souvent, on oublie cette échéance, ce qui veut dire que nous avons des devoirs que nous ne pouvons pas nous contenter de sondages, que nous ne pouvons pas nous contenter de cette division apparente, en tout cas momentanée.

Pour cela, il faut répondre aux questions de fond.

Le décrochage de notre base sociale et politique, mes chers camarades, oui, c'est la question du partage de la richesse nationale, du partage du profit, de la croissance.

Nous n'avons pas découvert la notion de partage. Ce n'est pas nouveau. Nous sommes tous pour le partage, nous sommes tous pour l'égalité, ou alors nous ne serions pas Socialistes. Mais la question qui se pose aujourd'hui, en 1989, se pose dans des conditions nouvelles.

C'est le comment. Comment partager ? Parce que nous sommes tous pour le partage, bien sûr... mais même M. Noir est pour le partage, le RPR maintenant en parle ! Il faut donc apporter une réponse d'une méthode et il est clair que nous ne pouvons pas répondre de la même façon que nous avons répondu en 1971, ou en 1979 ni en 1981.

Donc, la question aujourd'hui est principalement posée sur ce point-là, non pas que les autres questions soient annexes et secondaires, mais c'est ce qui fait le point central de notre contribution.

Nous voyons les limites de la politique de redistribution par le budget. Ce n'est pas nouveau. Nous voyons bien que la loi ne peut pas tout changer, qu'elle n'est pas le seul instrument de la transformation sociale.

Donc, la question du partage de la richesse, des profits, de la croissance, se pose en d'autres termes et c'est là tout le sens de notre proposition de négociation sociale, de contrat, qui non seulement permet à l'Etat d'agir par rapport au budget, par rapport à la loi, mais qui permet à l'Etat d'agir dans le cadre de l'économie mixte en créant les conditions d'une négociation sociale qui ne mette pas seulement face à face l'Etat et ses salariés, c'est à dire les fonctionnaires, mais qui mette autour de la table patronat, salariés, représentants des salariés et représentants de l'Etat.

Oui, c'est une démarche nouvelle, mais qui permettra de poser la question du partage réel des fruits de la croissance, car sinon, nous nous limitons essentiellement à un débat de distribution au sein du budget et je crois que nous sommes tous conscients aujourd'hui encore plus qu'hier des limites de cette action pour un gouvernement Socialiste.

Je ne veux pas développer davantage ce point.

Je crois que maintenant le débat est ouvert, chers camarades. Il y aurait

Fondation Jean-Jaurès

beaucoup de choses à dire, cela risquerait de nous entraîner au-delà des dix minutes qui m'ont été imparties... Mais ce que je voudrais souligner, qui me paraît essentiel et qui est, je crois, l'attente de l'ensemble des militants du Parti et, au-delà, de notre électorat, c'est que ce Congrès doit être exemplaire sur le plan de sa préparation et des conditions démocratiques de son déroulement. C'est essentiel. Nous devons donner de nous-mêmes une image pluraliste, tolérante, et donc décider dès ce Comité directeur, de façon claire - ce n'est pas maintenant que nous allons trancher ce débat des contributions sur le fond - que nous agirons sur les conditions démocratiques de déroulement du Congrès.

J'ai noté avec satisfaction qu'un certain nombre de camarades signataires de contributions, qui se sont exprimés ici avant moi, reprennent des propositions de modification des statuts que j'avais faites, et que je vous avais adressées en tant que membres du Comité directeur, au mois de juillet, avant l'été, notamment sur la question des cotisations, sur la question des mandats, des cartes, du calcul des mandats... Je me réjouis que ces propositions soient reprises par la plupart des contributions.

Mais, pour que tout cela soit crédible, ne serait-il pas souhaitable, chers camarades, de mettre tout cela en pratique dès maintenant ? Qu'est-ce qui nous en empêche ? Qu'est-ce qui nous empêche de le faire ? En tout cas, nous pouvons prendre un certain nombre de décisions tout de suite, de transparence, qui seront très appréciées de nos adhérents et de nos électeurs.

Il faut permettre en effet à tous les signataires de contributions de pouvoir se présenter, s'ils le souhaitent, devant toutes les sections, et je dis cela parce que, malheureusement, cela n'a pas toujours été la pratique ces dernières années. Je me souviens du débat sur les contributions au moment de l'adoption par le Parti de notre programme avant les élections législatives... Il n'était pas facile d'aller dans toutes les fédérations pour exprimer son point de vue. On n'allait dans certaines fédérations que si on y était invité...

Mes chers camarades, c'est un peu une entrave au débat démocratique. Il faut permettre la libre circulation des idées et des personnes à l'intérieur du Parti Socialiste. Je souhaite que notre Comité en décide maintenant.

(Quelques applaudissements)

Deuxièmement, proposition très concrète, c'est que tous les signataires des contributions puissent avoir accès au fichier, que le fichier ne soit pas un domaine réservé, pour qu'on puisse effectivement correspondre avec tous les camarades, parce que le fichier n'est pas la propriété d'une partie du Parti. Il faut que cette question soit abordée et que le Comité directeur se prononce aussi de façon claire avant demain midi sur ce point... (mouvements divers)... Non, non, ce n'est pas fait. Ce qui est fait, c'est le fichier des destinataires du "PS-Info responsable". Mais je parle du fichier général et, dans certaines fédérations, notamment c'est le cas de la mienne, tous les courants ont accès au fichier pour adresser leur correspondance, c'est une très bonne chose, mais dans d'autres fédérations, c'est réservé à certains... Alors, c'est injuste. Mettons tout le monde au même niveau, c'est possible si nous le voulons.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Et enfin, puisqu'il s'agit de donner de nous-mêmes une bonne image, encore une fois, je ne voudrais pas passer sous silence le cas d'une fédération dont il devait être question dans la Commission "vie interne du Parti". Michel Debout a posé la question, il lui a été répondu que c'était au Comité directeur que cette question pouvait être évoquée, Je le fais.
C'est le cas de la fédération des Bouches du Rhône.
En effet, je crois qu'il y a là un problème de crédibilité politique. Il ne s'agit pas de mettre en cause tel ou tel, il s'agit simplement de constater la situation dans laquelle nous sommes maintenant. Donc, le Comité directeur d'aujourd'hui, avant le Congrès, doit prendre une initiative tout de suite.
Puisque l'équipe fédérale n'est plus en mesure de façon crédible d'assumer pleinement la préparation démocratique et transparente du Congrès, nous proposons qu'un collectif de gestion représentatif de toutes les composantes du Parti qui se seront exprimées à travers les contributions soit constitué pour gérer la fédération jusqu'au Congrès et assurer la préparation démocratique du Congrès, y compris le contrôle de la délivrance des cartes.
Cela, c'est la première proposition concernant la fédération des Bouches du Rhône.
Et maintenant, je fais une seconde proposition, la proposition d'un mandat égale une voix, c'est à dire le vote des présents, qui nécessite sans doute une modification des statuts pour que ce soit généralisé à l'ensemble du Parti... sauf si nous en décidions ainsi, car si aujourd'hui nous décidions que c'est généralisé, la question serait tranchée. Mais puisqu'on m'a objecté qu'il fallait une modification des statuts, ce que je propose c'est que, dans les Bouches du Rhône, à situation exceptionnelle, soient appliquées des mesures exceptionnelles, c'est à dire que dans cette fédération, eh bien, le calcul des mandats (pour régler une fois pour toutes le problème de ces fameuses cartes) se fasse sur les présents.
C'est la deuxième proposition que je voulais faire à propos des Bouches du Rhône et que je vous soumets dans un texte qui doit vous être distribué maintenant.
Mes chers camarades, je crois que nous pourrions faire ainsi aujourd'hui, à ce Comité directeur qui lance le grand débat dans le Parti Socialiste, la démonstration que nous voulons que le Congrès de Rennes soit le Congrès de la libre parole et de la transparence.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Jean-Luc Mélenchon, ensuite à Lionel Jospin.

Jean-Luc Mélenchon
Chers camarades, je pourrais dire peut-être, plus ou moins autant que d'autres : le débat, enfin... puisque ce Congrès vient au moins avec un an de retard et que ce Comité directeur avait eu à débattre d'une proposition que je lui avait présentée de l'avancer.

Fondation Jean Jaurès

Il est bien possible que nous soyons d'accord pour dire toutes sortes de choses ensemble. Il est moins probable que nous soyons ensuite d'accord pour convenir que nous les faisons vraiment...
Je crois que la première des tâches que nous aurons à accomplir, c'est que ce Congrès devra prendre la mesure des rapports de forces dans la société française, qui en définitive déterminent ce que doit être l'action des Socialistes.
Nous ne l'avons pas fait à Lille, alors que nous venions de perdre les élections législatives.
Nous ne l'avons pas fait au lendemain de 1988, puisque le Congrès va seulement avoir lieu maintenant, alors que nous avions gagné.
Tant et si bien qu'il y a entre nous une espèce de question qui revient régulièrement : qui a gagné les élections? Je croyais qu'on avait tranché, il y a quelques Comités directeurs de cela... Elle revient aujourd'hui, sous la forme d'une réponse dans la bouche de Jean-Marc, à l'instant : la Droite est majoritaire dans ce pays, c'est donc que nous avons gagné par défaut.
Ceci, je crois, conditionne tout le reste de notre action.
Si bien qu'on entend dire des choses qui, en vérité, n'importe où et n'importe quand ailleurs dans le Parti auraient soulevé des tollés !
Etes-vous d'accord, chers camarades, pour dire qu'en 1981 et après nous aurions fait "sauter la caisse" ?
Eh bien, non ! Moi, j'ai collé des affiches en 1982 qui disaient : "Ensemble, nous marquons des points", et je le pense toujours. Je ne pense pas que nous ayons fait "sauter la caisse", je pense que le contexte international était tel que nous avons dû réviser à la baisse un certain nombre de nos objectifs en raison du contexte et que, dans ces conditions, nous avons engendré des frustrations qui se sont ensuite traduites par un certain refus par rapport à nous, par l'abstention et, en définitive, par une détérioration du rapport de forces.
Faut-il, à partir de là, théoriser et considérer que ce rapport de forces défavorable que nous avons constaté à ce moment-là est intangible, qu'il ne bougera plus jamais, qu'en définitive il n'y a plus de place pour l'action de conviction, pour l'action politique ?
Non, la Droite n'est pas majoritaire dans ce pays, elle ne l'est pas sociologiquement, elle ne l'est pas dans les mœurs, elle ne l'est pas dans les valeurs portées par la société.
Elle l'est, à différentes occasions, politiquement.
Eh bien, cela, c'est le champ d'action de la conviction et, dans le champ d'action de la conviction, nous ne croyons pas - c'est l'objet de la contribution - à ce qui a été baptisé la pédagogie du réel, la méthode du consensus, qui n'est en définitive, à nos yeux, que la société administrée, là où nous voudrions voir la société mobilisée.
Faut-il une conséquence pratique de cette méthode avec laquelle nous sommes en désaccord ? Eh bien, c'est la déclaration toute récente de notre camarade Michel Rocard à propos du droit de vote des immigrés. C'est clair, nous sommes en désaccord complet avec lui, car son analyse revient à épouser l'état actuel du rapport de forces de conviction dans le pays. Dans notre contribution, nous

pensons qu'un des éléments du nouvel élan démocratique dans ce pays c'est, entre autres choses, l'instauration dès à présent du droit de vote pour les immigrés dans les élections locales, comme un des éléments du redéploiement, du nouvel élan démocratique dans ce pays.
Chers camarades, notre contribution... (murmures)... Si vous ne savez pas le faire, laisser d'autres le faire !

Dans la salle - Explique-nous !

Jean-Luc Mélenchon - ... Notre contribution s'intitule "Un cours nouveau". Pourquoi demander un cours nouveau ?
La franchise consiste à dire qu'il y a un désaccord avec le cours actuel, avec ce qu'il a été convenu d'appeler la méthode Rocard et, donc, avec ce qu'elle induit pour l'action et la direction du Parti. Dans ces conditions, le texte propose non pas des réponses à toutes les questions qui nous sont légitimement posées, mais des réponses à un certain nombre d'entre elles pour fixer quels seraient les points d'appui pour un nouvel élan.
Quels points d'appui, étant entendu naturellement que, pour notre part, nous pensons que nous ne pouvons nous contenter de la coupure avec le mouvement social qui maintenant est devenue tout à fait éclatante et patente ? Chers camarades, je vous renvoie à cette scène lamentable que nous avons vécue à la sortie de nos journées parlementaires de Chartres ! C'est le monde à l'envers. En 1983, au Congrès de Bourg-en-Bresse, on était interrompu par les œufs pourris, les tomates et les cailloux des gens qui étaient contre le changement. Je dirai que, d'une certaine manière, le monde était à l'endroit. A Chartres, nous étions séparés par la distance physique et le "gel" qui était entre les grilles, les CRS et nous, et de l'autre côté, les agents des impôts ! Image spectaculaire. Bien sûr, elle ne résume pas toute la situation politique, mais reconnaissons qu'elle en indique quand même un élément sérieux. Donc, coupure avec le mouvement, coupure avec les citoyens du fait de l'abstention, abstention croissante dont tout le monde sait qu'elle est pour l'essentiel l'abstention des nôtres, des secteurs populaires (qui vit en ville est capable de s'en rendre compte au premier coup d'œil), enfin coupure qui est apparue à l'occasion de l'élection aux européennes et qui a commencé à se matérialiser à ce moment-là avec les couches nouvelles, qui généralement ont mis tous leurs espoirs en nous, c'est à dire les femmes, qui avaient voté majoritairement pour nous aux présidentielles, et une bonne partie des jeunes, qui s'est orientée vers le vote "vert". Tout le monde le sait également.
Donc, quels points d'appui trouver ? Dans la société elle-même, chers camarades, car cette société n'est pas porteuse de valeurs de droite, non. Les transformations sociologiques de ce pays, la concentration urbaine, la salarisation générale, font que les valeurs dominantes de notre pays, ce sont les valeurs du collectif et, dans la période de 1986 à 1988 pendant laquelle le gouvernement libéral a cru que ces valeurs pourraient passer, il s'est heurté à une opposition fantastique de la société, qui n'était pas une opposition politique

Fondation Jean Jaurès

au sens traditionnel que nous donnons à ce terme, mais une opposition culturelle profonde, venue des tripes, si je puis dire, par rapport aux valeurs que développait ce gouvernement.
Cette société n'est pas à droite. Elle a en elle-même la capacité d'imposer les valeurs du collectif. Ensuite les mouvements que nous constatons recouvrent la disponibilité de cette société pour le changement. Encore faut-il qu'un programme politique permette de répondre à cette attente de la formaliser, de lui donner une perspective, un calendrier, un horizon.
Deuxième point d'appui : dans la politique du gouvernement, maintenant, changement de mode. Il semble que soit venue l'idée de l'état volontaire, que ce soit une bonne chose, plutôt que l'Etat modeste. Eh bien tant mieux. Là aussi, il nous faut un point d'appui pour une nouvelle société et là, naturellement, ce point d'appui c'est naturellement de rompre avec l'idée... il faut faire court... ni ni... et et... tout le monde comprend ce que c'est.
C'est en se reposant ces questions-là, que nous pouvons donner à la planification une perspective et une signification car sinon pour l'essentielle, elle est privée des branches sur lesquelles elle pourrait être enchaînée.
Cela pose la question des moyens naturellement. Nous pensons que l'impôt sur le revenu est l'impôt le plus juste. Il doit être redéployé et organisé. Vous trouverez un certain nombre de choses dans ce domaine mais je crois qu'ils font clivage.
Enfin, naturellement, ce sont les équilibres internes du budget qui doivent être discutés.
Alors, chers camarades, n'en déplaise à ceux qui pensent que nous sommes unanimes et consensuels sur ce point. Nous exprimons des désaccords sur la question de l'importance et de la composition du budget et de la défense.
Troisième point d'appui : dans la démarche du rassemblent, alors il faut bien en parler... ce sera traité au prochain Congrès... ce sera juste avant les dernières élections.
A la dernière Convention sur le thème, il y avait un certain empêtrement conceptuel. Comment fallait-il appeler les listes de rassemblement, de progrès qui n'étaient pas de majorité présidentielle... elles n'étaient pas d'union de la Gauche...
Il faut qu'on dise, même avec un parti à 40%, - à supposer qu'on y parvienne parce qu'on compte arriver à 51% - il y a la question de la transformation, il faut un plan de transformation sociale.
Ca n'est pas une nouveauté... même si nous faisons alliance avec les verts pour la reconstituer. Les camarades qui disent non à cela, avec la suffisance que nous constatons dans ce domaine, peuvent nous dire… (inaudible).
Si on ne répond pas à la question sur la formulation d'alliance qui peut être majoritaire dans ce pays, on a beau jeu de dire qu'on ne s'alliera pas avec le centre, qui n'est que la Droite.
Le drame, c'est d'arriver au moment clé, sans biscuits, et d'être obligé de faire avec ce qu'on peut, c'est à dire avec M. Truc, Mme Machin, adhérents de telle ou telle formation populaire du centre.

Fondation Jean Jaurès

Comme je suis à 8 minutes, je vais être obligé d'accélérer.
Un autre point d'appui, c'est également l'organisation de notre démocratie. Il est extraordinaire de constater que nous avons d'innombrables idées sur de nouvelles formes de consultations démocratiques dans notre pays.
Le mode de scrutin sur lequel nous fonctionnons, le mode de scrutin majoritaire n'est pas un mode de scrutin démocratique. Nous l'avons dit, expliqué, et répété. Le seul auquel le Parti Socialiste est attaché dans ces programmes, le seul qui n'ait jamais instauré la proportionnelle évidemment.
Vous ne ferez aucune avancée démocratique tant que la démocratie dans notre pays sera défigurée par deux questions qui nous semblent chères.

- D'abord, le vote des immigrés. C'est un point d'appui. C'est une rupture démocratique importante.
- Et ensuite la sous-représentation des femmes dans les assemblées.

Nous pensons qu'il faut reprendre, ne fût-ce - puisque cela tombe sous la coupe de la réorganisation des pouvoirs publics - que sous la forme d'un referendum cette proposition... on peut proposer à ce pays ces deux avancées démocratiques.
Je pense que c'est le cas et le point d'appui d'un nouvel élan démocratique dans ce pays.
Dernier élément : c'est l'action du Parti. On a assez souvent dit à cette tribune qu'on ne fait pas un parti de transformation sociale si on n'est pas aussi le Parti du mouvement et des mouvements. Vous pouvez prendre le problème comme vous voulez. Le Parti du mouvement, il existe. C'est celui de nos camarades Socialistes qui sont dans l'action revendicative, dans les actions de combat... que nous voyons aujourd'hui, ou des actions d'un autre type, tel que SOS Racisme.
Le Parti Socialiste, et des mouvements, existe. Il doit avoir sa tradition et être pris en compte. Sinon, camarades, quel est le statut du militant Socialiste à l'intérieur d'une lutte ? Doit-il raser les murs, avoir honte, ou bien doit-il, comme c'est notre tradition historique, non seulement être dans la lutte mais à sa tête ?
J'achève en vous disant que je rejoins tout à fait Jean-Marc quand il dit que les grands projets que nous pourrions faire dans l'action de notre Parti, peuvent l'être sans faire de procès qui, en définitive seraient injustes par rapport à la longue tradition de la direction de ce Parti, car en effet, il serait injuste de l'accabler de tous les maux et de le rendre responsable de tous les disfonctionnements.
Nous voici à la veille d'un progrès à faire en matière de vote, en matière de circulation de débats dans le Parti. Je rejoins les propositions de Jean-Marc et je lui serai reconnaissant de bien vouloir considérer qu'elles ressemblent aux nôtres.
Voilà, chers camarades,... dans le passé, les Congrès du PS avaient à répondre à trois question : quel programme, quelle stratégie, quelle forme de Parti pour mettre cela en œuvre.
Notre contribution s'est efforcée d'y répondre et, comme vous le savez, si l'orateur est modeste, l'ambition collective sera grande.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - La parole st à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

Chers camarades, je dois présenter la contribution que je signe avec d'autres camarades. C'est un exercice nouveau au Comité directeur et que j'accepte bien volontiers car nos contributions ne prennent leur sens que par rapport au Congrès, qu'elles sont censées faire vivre, animer, au moins dans une phase préliminaire.

Alors comme j'avais employé cette expression que je ne renie pas surtout face à l'histoire, au sens modeste du terme là aussi, selon lequel le Congrès qui est devant nous, ne serait pas un Congrès décisif et qu'on y a fait allusion, je voudrais dire que sur ce point, naturellement, on verra, mais je ne voudrais pas laisser croire qu'on n'a pas discuté dans les Congrès du Parti Socialiste depuis 1981 et si on n'y avait pas discuté, ce serait aussi de votre faute.

A Valence, nous nous sommes interrogés sur les raisons pour lesquelles nous avions gagné effectivement. Nous ne faisions pas l'analyse des caisses vidées.

Bourg-en-Bresse, cela a été le Congrès du tournant. Il y a eu des discussions à ce moment-là, du tournant de la rigueur. Cela a été un vrai Congrès.

Lille, cela a été un Congrès qui s'est situé entre la défaite que nous venions de subir aux législatives et la victoire que nous espérions bien gagner à l'élection présidentielle.

Je ne suis pas sur au moment où nous sommes, mais peut-être que cela changera et il dépendra de chacun de nous qu'il en soit ainsi - sur la base de mon expérience et des militants eux aussi, car ils sont réalistes et ont les yeux bien ouverts - que le Congrès de Rennes nous permette en matière de bilan historique, de notre action, nous permette d'avancer beaucoup plus loin que d'autres Congrès. En tout cas, il pourra peut-être en dire un peu plus que ce qui a été dit jusqu'ici.

Les hommes existent, le pouvoir aussi... où qu'ils soient, mais je crois que nous ne voulons, ni les uns, ni les autres, en tout cas moi je ne veux pas d'un Congrès de conflits d'hommes et de pouvoirs.

Je préfère que le Congrès soit un Congrès d'idées et un Congrès de débats sur les problèmes auxquels nous sommes effectivement confrontés, à la fois les Socialistes mais je dirai aussi les Français, surtout quand ils sont à gauche.

Un Congrès d'idées... les idées, chers camarades, nous les avons beaucoup aimées... et puis nous les avons depuis quelques années, aussi négligées.

Je pense qu'au-delà des forces matérielles, au-delà des données et des évolutions économiques et sociales, l'idée contenue à joué dans le mouvement du monde un rôle décisif.

Je voudrais que nous revenions, à travers ce Congrès, un peu aux idées.

La crise Communiste dont on parle tant, ça n'est pas simplement une crise économique et une crise sociale. C'est la crise d'un modèle politique, c'est une crise idéologique. C'est parce que ce totalitarisme avait sa cohérence interne qu'il était plus solide que les autres.

Contribution Jean-Luc

Quand il perd sa cohérence, lorsque ses idées fondent, lorsqu'elles ne sont plus convaincantes, alors cette crise devient explosive, ou en tout cas, irrémédiable.
L'intégrisme religieux qui bat à nos portes, qui ensanglante, il est né naturellement de la misère de masse. Il est né de la caricature du modèle occidental que nous avons donné aux masses de ces pays, que ce soit en Iran ou ailleurs.
C'est aussi fondamental dans un courant d'idées... un refus du modèle occidental... la positivité héritée des lumières... ce sont des idées qui mettent en marche des millions d'hommes et parfois contre nous.
Le libéralisme, pour prendre un autre exemple, moi je pense qu'en 1986, par la victoire de François Mitterrand, nous avons battu le conservatisme en France à travers ces leaders mais nous n'avons pas battu le libéralisme.
Je pense que le libéralisme, en tout cas économique et social, est le courant d'idées dominant actuellement dans les milieux d'affaires, dans la presse économique souvent, dans la haute administration, chez les chefs d'entreprises et je pense que ce modèle pèse sur nous.
Si nous voulons nous poser une bonne question dans ce Congrès, sans polémique, sans arrière-pensée, sans viser telle ou telle gestion, et surtout pas la gestion de tel ou tel, nous devrions nous interroger tranquillement sur ce qu'est une politique économique et sociale de gauche maintenant.
Qu'est-ce que nous avons, nous, à apporter dans le domaine des idées, et derrière des idées, dans le domaine des pratiques, comme sur le plan des idées Socialistes pour une pratique économique et sociale ?
Cela me paraît un enjeu formidable.
Le courant extrémiste de droite est une bataille d'idées que nous devons conduire contre lui. Et le Socialisme démocratique, ce qu'il présentent comme courant, comme forme de valeur, ce qu'il représente comme modèle potentiel y compris pour les pays de l'est et en particulier la Hongrie, par exemple, est quelque chose de fondamental.
Congrès d'idées et Congrès de débats sur des problèmes qui sont devant nous...
Chers camarades, nous ne pouvons pas faire un Congrès exclusif ou un Congrès unilatéral. Un Congrès pour ou contre la politique du gouvernement serait proprement irréaliste. Mais un Congrès pour ou contre la direction du Parti serait alors, à mon sens, surréaliste.
Je pense que nous ne ferons pas des Congrès de ce type. Il faut que dans ce Congrès, avec les militants, nous abordions, de façon équilibrée, l'ensemble des problèmes qui se posent à nous et en tout cas les principaux. On les a évoqués les uns et les autres, que ce soit le Parti, sa stratégie, la politique économique et sociale,, ou que ce soit les équilibres écologiques, les rapports de forces internationaux.
Je ne crois pas que l'on puisse dérober les problèmes économiques et sociaux à la discussion du Congrès, cela n'aurait pas de sens, cela couperait le Congrès de la réalité. Ou alors c'est que nous sommes incapables de regarder autour de nous et parfois même d'écouter autour de nous ce qui s'y passe. Cela nous couperait des militants de base dans notre section. Ce sont ces problèmes d'abord que les

militants posent, c'est là-dessus qu'ils nous interpellent.
On peut le faire sans critiquer le gouvernement dans la gestion qui est la sienne, sans mener les procès d'intention.
Je crois que l'on doit au contraire offrir des perspectives, éclairer l'avenir, dire au gouvernement : "Vous agissez, tu agis, j'en suis". Voilà comment nous voyons les choses, soit pour après, ou dans telle ou telle inflexion.
Croire en tout cas qu'on peut escamoter ces problèmes serait pour les Socialistes une folie, ou alors une fatalité. Les grandes idées de la contribution, comme on manque de temps je crois qu'il n'est pas nécessaire que je les développe. Les textes ont déjà été diffusés, et de toute façon vous allez la lire, vous, les premiers.
Je pense que cette contribution essaie de maintenir l'équilibre entre ces différents thèmes, aucun ne devant céder le pas à l'autre.
Nous voulons faire un Congrès pour quelque chose et non pas contre quelque chose ou contre quelqu'un. Nous voulons, je l'ai dit, un parti qui soit orienté à gauche dans son axe central, dans sa stratégie, et non pas un parti qui dérive vers la Droite et qui, de ce fait, fait naître en son sein des courants de gauche, mais qui ne peuvent pas l'influencer suffisamment.
Nous voulons un parti pour gérer mais aussi pour transformer. Moi on me demande si le PS est un parti réformiste. Je réponds : oui, le PS est un parti réformiste et un parti réformiste qui fait des réformes, et donc il est nécessaire de faire des réformes.
Les grands thèmes, vous les connaissez : le partage, l'action pour la paix et le Socialisme démocratique, le rééquilibre dans les relations entre l'homme et la nature.
Notre stratégie de rassemblement est le Parti.
L'idée du partage, qui peut s'exprimer autrement, qui peut être reprise par d'autres, mais qui est dans la tradition Socialiste, c'est une continuité dans notre pensée, notamment dans la mienne. J'avais déjà exprimé ces choses il y a plus de deux ans sur le nouvel équilibre à Lille, j'avais employé la formule : ne laissez personne absent. Le partage reprend cette conception nécessaire qui n'est pas statique, qui ne s'oppose pas à l'idée d'une croissance ou d'un dynamisme : partage de l'emploi, partage des revenus et des patrimoines avec la réforme fiscale, partage entre public et privé, réhabilitation de l'action publique, partage du pouvoir. Je suis pour qu'on examine ce dossier. On dit que ce n'est pas possible. Examinons-le, même discrètement, je suis aussi pour que nous nous engagions sur le droit de vote aux émigrés. Partage du pouvoir, partage du savoir.
L'action pour la paix et le Socialisme démocratique, avec analyse, avec les problèmes de la sécurité, de la défense, un caractère offensif sur le problème du désarmement qui me paraît nécessaire, qui caractérise notre texte aussi.
Je ne parle pas des problèmes écologiques, ils seront dans le texte, ce n'est pas nécessaire. J'évoque notre stratégie de rassemblement pour dire que nous devons rassembler à gauche. Nous ne devons pas faire l'impasse sur le Parti Communiste, ni sur la sensibilité des Communistes en France. L'actualité

Fondation Jean Jaurès

politique le démontre. Nous ne devons pas nourrir le centre. Quant aux écologistes, je suis d'accord pour un dialogue avec eux, mais je pense qu'il serait maladroit de notre part de l'aborder d'abord de façon tactique ou électorale ou en terme d'alliance. C'est sur le fond qu'il faut leur proposer le dialogue.
Notre problème, enfin, n'est pas de rêver à la présidentielle mais il est de gagner la législative et pour cela, nous aurons besoin de la Gauche. Renforcer le Parti, mais d'abord pour cela le respecter. C'est aussi naturellement un certain nombre de thèmes que nous développons et sur lesquels je ne reviens pas.
Quels sont les signataires de cette contribution ? Quelle est leur approche et quelle est mon approche du Congrès ? Ce sont les deux derniers points sur lesquels je veux intervenir.
Ces signataires ne se sont pas regroupés autour d'un homme, au contraire, ils n'ont pas voulu amorcer la création d'un autre courant, d'un nouveau courant. Ils n'ont pas l'intention de ce fait de déposer une motion, ou plus exactement, ils n'ont pas l'intention de déposer une motion seuls, car il y aura forcément des motions, et ils seront donc forcément signataires d'une motion au Congrès de Rennes. Non. Je crois que c'est un rassemblement d'hommes et de femmes qui sont d'accord sur les orientations politiques et une certaine conception du Parti, et qui s'inscrivent pleinement dans l'actuel courant majoritaire dont ils souhaitent le maintien.
Quelle est leur approche et quelle est mon approche du Congrès ? Nous voulons d'abord avec vous tous, j'en suis sûr, faire vivre le débat à partir des contributions, puisqu'il y aura des contributions. De ce point de vue-là, je voudrais dire que nous ne souhaitons pas organiser des phalanges séparées, tellement séparées qu'on a peur, on se demande parfois si certains craignent la contamination des idées des autres, s'ils ont peur du dialogue. Nous souhaitons nous prêter à la confrontation et nous ferons volontiers avec tous ceux qui le souhaiteront ; d'ailleurs, je l'ai proposé, et je participerai à d'autres discussions.
Faire vivre le débat à partir des contributions sur des thèmes politiques sans procès d'intention, sans cortège de rumeurs.
Nous voulons aussi… (illisible). Je dis devant le Comité directeur tout entier, même si ce message peut apparaître comme particulier, mais parce qu'il me paraît concerner l'ensemble du Parti tel que je l'ai vu vivre, nous voulons rassembler le courant majoritaire mitterrandiste, parce que nous pensons que le Parti Socialiste a encore besoin d'un courant majoritaire, il a besoin d'un axe majoritaire, et que celui-ci qui l'a été peut l'être.
La synthèse de ce courant doit se faire avant le Comité directeur du 13 janvier, non pas pour des raisons de principe, ou plutôt non pas pour des raisons de respect d'une date, mais parce que cela est lié à la conception même de notre Parti, c'est à l'occasion des Comités directeurs que, devant les militants, par les orientations qu'on leur propose et sur lesquelles ils votent, se fondent les nouveaux courants.
Je ne parle pas de ceux qui existent et qui vivent sur les anciens. C'est notre tradition, mais c'est à l'occasion du Comité directeur de synthèse, par un texte

que l'on soumet au vote des militants, que l'on crée un courant, ce qui veut dire que la synthèse ne peut pas être faite après le Comité directeur, qui est d'ailleurs pour cela appelé Comité directeur de synthèse. Après, on peut faire des alliances entre des courants différents et nous l'avons fait pour des synthèses faites dans des Congrès, mais si l'on va au vote des militants, ce qui est parfaitement légitime, par là même, on crée un courant différent, et en tout cas, pour ce qui concerne le courant majoritaire, le faire c'est prononcer son acte d'éclatement.
C'est un point décisif, et qui intéresse tout le monde.
Nous voulons enfin examiner au Comité directeur de synthèse du 13 janvier la question de la synthèse avec les autres courants. Moi, ma démarche sera de contribuer à ce qu'avant le Comité directeur, nous reconstituions le courant AB, le courant majoritaire qui s'exprime dans des contributions différentes mais qui était encore réuni hier soir pour préparer ce Comité directeur selon la tradition et au Comité directeur de synthèse, je suis pour que nous examinions le problème de la synthèse avec les autres courants c'est à dire dans l'état actuel et passé du Parti, avec Socialisme et République, et avec ce qu'on appelle le courant rocardien.
Ensuite, chers camarades, ou enfin, il nous faudra faire un beau Congrès à Rennes et sur ce point, il dépend beaucoup de nous, autant heureusement de nos militants, que ce Congrès soit un Congrès de débat, un Congrès de rassemblement et un Congrès utile pour l'action.
Je vous remercie.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Catherine Trautmann, ensuite Mermaz.

Catherine Trautmann
Chers camarades, voici enfin venu le moment du dépôt des contributions. Il est de bon ton parfois de dire que les textes n'ont pas d'importance. Ils ont cependant ceci d'intéressant qu'ils obligent à préciser la pensée, permettant de voir s'il y a ou non une cohérence.
Nous avons entendu depuis cet été bien des petites phrases, bien des formules abruptes. Il est donc temps de mettre, si j'ose dire, textes sur tables pour juger ce qu'il en reste.
Pour notre part, nous avons élaboré une contribution qui part de la situation qui est la nôtre, celle d'un parti au pouvoir, qui en a les responsabilités, mais qui a aussi seul la tâche de la Gauche de réformer la société française.
Une action d'ampleur est déjà engagée. Le but de notre Congrès doit être de faire le point sur notre rapport au pouvoir, sur notre projet, enfin sur notre Parti.
Les années précédentes nous ont appris qu'il n'y avait pas de transformation réelle de la société sans une volonté tenace et une action durable. Acquérir une culture de gouvernement n'a pas d'autre sens que de prendre conscience de cette donnée simple, cela ne nuit nullement au débat. Il faut seulement toujours replacer dans cette perspective nos débats. Notre réflexion doit être attentive aux procédures, les grandes formules doivent avoir un effet mobilisateur et, à ce

Fondation Jean Jaurès

titre, ont une utilité indéniable, mais nous ne pouvons nous en arrêter là.
Nous avons voulu commencer notre réflexion par une rapide analyse des mutations qui déterminent notre situation. Sauvent, il s'agit d'un morceau obligé avant de passer aux choses sérieuses. Nous pensons qu'il en va tout à fait autrement aujourd'hui, car comme Socialistes, porteurs de la tradition du mouvement ouvrier, nous sommes interrogés sur les points fondamentaux qui ont fait cette tradition, la notion de travail productif, la nature de la redistribution, le rapport entre actifs et inactifs, la réalité du débat politique, enfin la place de l'Etat national. Si nous voulons redéfinir notre identité lors de ce Congrès comme le Premier secrétaire l'a souhaité, nous devons prendre en considération plusieurs faits.
Les mutations technologiques modifient de plus en plus la nature du travail. Les emplois directs de production reculent alors que se développent les emplois de communication, de surveillance, de contrôle, de service. Nous parlions, il y a plus de dix ans, de la société duale. En fait, nous sommes dans une société de plus en plus fragmentée où la notion de travail est à repenser. Il faut l'élargir en redéfinissant son rapport au temps, en réfléchissant à une nouvelle répartition du travail, formation, activité d'intérêt général, vie familiale et loisirs. Il faut reprendre le dossier de la réduction du temps de travail, en le plaçant dans la perspective d'un nouveau modèle de développement.
Cette intuition des années 1970 est juste. Toute la vie quotidienne pourrait en être changée.
Il en découle à l'évidence que nous ne pouvons pas continuer à fonder principalement nos mécanismes de distribution sur les seuls salaires. La répartition d'une part de plus en plus importante des revenus, en dehors du travail, constitue une tendance lourde. Par là même il faut élargir l'assiette des prélèvements sociaux à tous les revenus. Les mutations démographiques nous conduisent à préciser que la part des inactifs dans la population ne fera que s'accroître. Nos systèmes de solidarité ne pourront que s'adapter, non seulement parce qu'il faut que le droit à la prolongation de la vie dans la dignité soit assuré, mais encore parce qu'il faut repenser le rôle des personnes âgées dans notre société.
Qu'on ne s'y trompe pas, notre situation démographique pose directement un problème politique. Les risques d'un repliement conservateur sont réels, et en ce cas ce serait le droit des femmes, le droit des minorités immigrées qui seraient en cause.
L'autre aspect des mutations que nous vivons tient à l'internationalisation de l'économie et de la communication.
Le décalage entre organisation du pouvoir politique dans les limites de l'Etat nation et l'internationalisation des questions, des problèmes et des solutions constitue un grave facteur de déséquilibre. Il ne faut pas en déduire la nécessité d'un repliement car les aspects positifs existent pour le développement, pour la culture.
Nous avons besoin de règles et de normes. Jamais plus qu'aujourd'hui le devoir internationaliste n'a été plus important pour pouvoir maîtriser les grandes

évolutions qui se font jour. C'est à partir de là qu'il nous semble nécessaire de poser la question de notre projet et de notre identité.
Le Socialisme démocratique, dans la synthèse qu'il a su réaliser... entre la réforme sociale et la démocratie politique, la solidarité et la compétitivité, la liberté et l'organisation, le secteur public et l'entreprise privée, l'autonomie individuelle et la protection collective, a les ressources pour répondre à ces défis. Il lui faut pour cela d'abord redéfinir la notion même de progrès social en intégrant aux valeurs traditionnelles de mouvement ouvrier les attentes nouvelles, en termes d'exigence démocratique, de liberté individuelle, de qualité de l'environnement.
Ensuite nous devons nous attarder sur ce que doit être la démarche du Socialisme démocratique. Il nous parait, pour aller à l'essentiel, que le compromis est l'instrument de la transformation sociale. Seules les solutions négociées sont efficaces, elles sont la clé de la cohésion sociale.
Il faut pour cela respecter l'autonomie des acteurs sociaux; l'autonomie doit être un moteur. Dans une société où l'intelligence devient la force de production décisive, la démocratie est la condition de l'efficacité collective. Qu'on y réfléchisse. Les conflits sociaux récent trouvent pour partir leur source dans les difficultés des hiérarchies à exprimer l'aspiration des salariés à prendre leurs responsabilités.
Cela doit nous amener à veiller à la redistribution du pouvoir dans les entreprises et dans nos communes, à renforcer les moyens de contrôle, à conforter les syndicats et les associations.
Enfin, le Socialisme démocratique inscrit sa démarche dans la durée. Léon Blum avait déjà dit à Tours : seule la réforme est révolutionnaire parce qu'elle donne aux hommes le temps d'assumer leur propre changement.
Une telle démarche est parfaitement conforme aux valeurs qui sont les nôtres : la liberté pour tous, la vraie égalité des chances pour chacun - et elle reste à construire - la responsabilité et la solidarité, la laïcité.
Il est certain que notre Congrès doit permettre l'approfondissement de la politique de réforme que nous avions déterminée ensemble en janvier 1988 et dont François Mitterrand avait présenté les grandes lignes dans la lettre à tous les Français.
Aujourd'hui il nous parait qu'il faut donner sa pleine extension à l'idée de pacte de croissance proposée par Michel Rocard. Ce pacte ne doit pas être présenté de manière rigide à travers les négociations. Il faut affecter la croissance à trois grands types de dépenses.
La création d'emplois. Un tiers de la richesses supplémentaire, ce n'est pas trop.
La préparation de l'avenir ensuite, l'éducation, formation, recherche, investissement, car comment sinon parlerions-nous de modernisation ?
Enfin, notre troisième tiers devra être affecté au pouvoir d'achat. Passer ainsi de l'idée dangereuse de l'indexation des salaires sur les prix à l'idée nouvelle de l'indexation sur la croissance, c'est passer d'un cercle vicieux de l'austérité à un cercle vertueux, pour les salariés non seulement du secteur public, mais aussi du secteur privé.

La négociation contractuelle retrouvant un rôle majeur, le syndicalisme pourra jouer tout son rôle et au-delà. Nous faisons plusieurs propositions : la mise en place de fonds salariaux, l'instauration d'un véritable salaire minimum interprofessionnel de croissance indexé à la fois sur la croissance et l'inflation.
Pour donner au progrès social toutes ses dimensions, nous devons privilégier la solidarité avec les inactifs, réussir la deuxième phase du revenu minimum d'insertion, développer le logement social, protéger les retraités.
Dire cela implique que nous mettions en œuvre une réforme de nos mécanismes de redistribution ; beaucoup ont parlé de la fiscalité, le constat est clair : rien ne se fera de solide sans une réforme de l'impôt sur les successions, rien ne sera durable sans une fiscalisation partielle du financement de la sécurité sociale.
Les Socialistes ont déjà marqué leurs préoccupations pour le rééquilibrage du territoire ; ceci doit être renforcé car la décentralisation n'aurait pas de sens sans une politique volontaire.
L'éducation et la formation constituent des priorités, cela a été dit et fait même au-delà des promesses de 1988.
Mais aujourd'hui, il s'agit de faire entrer en application, d'une part la loi d'orientation, d'autre part, les dispositions du crédit formation.
Nous sommes, contrairement aux apparences, dans la phase la plus décisive ; une intention et une mobilisation de tous les Socialistes seront nécessaires : la crise du service public est patente ; elle est le résultat des années 1986 à 1988, mais aussi, reconnaissons-le, le poids des retards accumulés et la rigidité d'une organisation qui n'a que peu été modifiée depuis la libération.
Changer l'Etat, disions-nous, il y a quelques années, et nous sommes maintenant au pied du mur. La démarche a été entamée depuis plus d'un an, il s'agit, pour l'essentiel, de reconnaître aux fonctionnaires le droit d'être responsables, d'introduire les préoccupations d'efficacité, de corriger les blocages liés au système hiérarchisé du pouvoir, de développer la formation, donner les perspectives de carrière.
Tout ceci est essentiel pour notre crédibilité et suppose la confiance. Nous devrons donc marquer les priorités nécessaires aux yeux de la nation en termes de moyens et d'effectifs.
La vie quotidienne, dit le Premier Ministre en juin 1988, doit être au centre de nos préoccupations. Ce n'était pas par goût du paradoxe, pour parler sur un terrain où on ne l'attendait pas, mais humainement, car il n'y a pas de Socialisme sans souci de la dignité de l'homme politiquement, car trop de catégories populaires se sentent abandonnées.
L'environnement est la pierre de touche d'une vraie politique de gauche ; il faut élargir la notion écologique, il s'agit de protéger la nature, mais aussi de protéger la vie, de construire pour l'homme.
En priorité, notre contribution s'attache à définir les conditions d'une croissance écologique.
Enfin, la dimension internationale, espace européen : le développement, la paix, doivent être plus que jamais partie prenante de notre identité. Il serait paradoxal que le Socialisme, né sous la bannière de l'internationalisation, laisse le

capitalisme réaliser la véritable internationalisation.
Michel Rocard a déjà eu l'occasion d'indiquer que nous étions engagés dans une réelle bataille pour l'organisation de la planète. Les difficultés du monde Communiste, l'effacement en tout cas de l'espérance qu'il a pu représenter font qu'une course de vitesse s'est engagée entre le capitalisme et le Socialisme démocratique.
Nous devons en prendre pleinement conscience, la construction d'un espace européen plus indépendant, pôle de prospérité économique, est une condition indispensable pour affronter les défis de l'heure.
Avec quelle stratégie ? Quel instrument pourrons-nous assumer toutes ces tâches ?
Il nous parait que les Socialistes ont une responsabilité majeure, d'abord celle de demeurer unis.
La direction du Parti Communiste ne veut plus de l'union, elle est entraînée par une spirale du déclin et laisse, et laissera, de plus en plus en déshérence toute une sensibilité politique importante.
Les droites ne sont d'accord sur rien et n'offrent aucune perspective, la tentation du populisme d'extrême droite est vivante et présente.
Il nous faut donc convaincre et entraîner.
Ne faisons pas de faux clivages. Il n'y a pas d'un côté les Socialistes partisans d'une politique d'accompagnement et ceux d'une politique de transformation d'autre part. L'immense majorité Socialiste s'inscrit dans la logique du Socialisme démocratique, celle du compromis, de l'autonomie et de la durée.
Le partage, nous préférons dire la justice, sont au cœur de notre conviction et nous savons tous que rien ne vaut la croissance, alors ne feignons pas de l'ignorer.
A cette condition, nous pourrons avoir le rayonnement que la fragmentation politique de la société française nous impose.
Notre capacité de majorité ne pourra que se construire dans une dynamique en rassemblant autour de nous le Parti. 40% est un objectif qui, nous le savons joue un rôle pour le moment de mythe mobilisateur... mais en 1987, c'était le chiffre de 30% qui jouait ce rôle.
De toutes les manières, il faut nous placer en situation la plus forte possible pour rassembler au moment décisif. Il serait vain de raisonner autrement. Cette manière de voir nous amène directement à notre Parti.
Bien entendu, il faut le renforcer. Que disons-nous d'autres d'ailleurs depuis Epinay ? Mais il faut éviter autant que possible toute démagogie en cette matière.
Notre contribution présente toute une série de propositions pour l'application de la règle : un suffrage militant - un mandat, pour l'abaissement des cotisations sur les catégories de revenus, pour la place des femmes en évitant toute surenchère, car à quoi cela servirait il de voter des mesures qui ne seraient pas appliquées par exception ?... pour le statut des élus, pour l'organisation des sympathisants, la réforme des organismes centraux pour tirer au niveau du Parti toutes les conséquences de la décentralisation.

Fondation Jean Jaurès

Mais il ne faudrait pas que les jeux tactiques nous fassent oublier deux points fondamentaux.
D'abord, notre unité a été rendue possible par l'instauration de la représentation proportionnelle... les courants, pour plagier Churchill, sont évidemment la pire des choses à l'exception de toutes les autres formes d'organisation, car il n'y a pas de plus mauvaise méthode que celle qui consiste à faire désigner les minorités par la majorité.
La SFIO a connu ce système, on ne peut pas dire qu'elle soit devenue un parti de masse.
Dans ce même esprit, nous disons ensuite que le plus simple est de respecter les règles à tous les niveaux du Parti ; la confiance militante trouve sa force dans ce respect.
Voilà, chers camarades, l'esprit de notre contribution. Alors, débattons, mais ayons à l'esprit que plutôt de jouer la différence des formules, nous devons ensemble par rapport à la Droite faire la différence au niveau des actes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Louis Mermaz, ensuite à Pierre Guidoni.

Louis Mermaz
Chers camarades, un Congrès, c'est toujours un peu un désir de faire bouger les choses. Je ne voudrais pas que le Parti Socialiste devienne une sorte de parti susceptible, car, après tout, on a le droit de réfléchir sur son propre parti, on a le droit de faire des critiques, de souhaiter que les choses changent, et on a le droit de discuter de la politique d'un gouvernement, surtout quand il s'agit d'un gouvernement qui nous doit son existence et qu'on soutient avec force et conviction.
Alors, à quoi sert le Congrès ?
Personne ne conteste qu'il tombe à pic, il est tout à fait utile. Le Congrès sert à s'occuper du Parti, à mettre nos idées en ordre, à essayer que le Parti marche mieux, sans faire pénitence sur le dos de personne, bien entendu. Et le Congrès sert aussi à dire ce que nous attendons du gouvernement.
Alors, c'est vrai que dans cette période préparatoire, on s'observe amicalement, fraternellement. Les contributions s'enrichissent de toutes idées qui circulent ici ou là, et c'est à qui ne laissera perdre aucune idée pour la mettre dans son texte. Et puis il y a une espèce de chasse aux hommes qui s'organise, et certains attrapent parfois deux fois le même; c'est signe de conjonction, et déjà de synthèse.
Et puis certains font penser à des athlètes, comme au temps de l'antiquité, qui sont enduits d'huile, à tel point qu'on n'attrape rien ni personne. Donc c'est compliqué.
L'unité du Parti, l'unité du courant AB, c'est bien, d'ailleurs je vous signale que Pierre Guidoni, qui parlera dans un instant, est porteur d'une cravate qui comporte ces lettres AB...
(Rires)

Fondation Jean Jaurès

Je suis observateur...

Pierre Guidoni - Modeste contribution à la synthèse !

Louis Mermaz - ... L'unité du courant AB, c'est bien, l'unité du Parti, c'est mieux et nous sommes tous d'accord pour dire que nous sommes tous animés par une ambition collective.
Nous devons donc veiller, et nous l'écrivons dans notre texte, à ne pas laisser le Parti éclater en équipes rivales.
Le Parti s'est construit avec François Mitterrand autour d'une histoire et d'un projet qui étaient collectifs, nous savons aujourd'hui que quelques hommes, et peut-être un jour des femmes, au Parti Socialiste, sont ou seront demain en situation d'affronter l'élection présidentielle. Je ne sais s'il y a des présidentiables au Parti Socialiste, je l'espère, mais ce que je sais, c'est qu'avant il y a certainement déjà des entourages présidentiels.
Le moment du choix viendra, mais soyons calmes, parce que si je peux vous prendre un pari, c'est que le jour du choix, un homme ou une femme s'imposera à nous de telle façon que nous n'aurons pas d'hésitations.
Alors, cela veut dire que le Parti sera bien fatigué si nous ne sommes pas capables, à ce moment-là, de distinguer celui là.
Rassemblons-nous autour d'idées, des idées, des courants des hommes qui auront eu les idées et des équipes se construiront.
A cette phase de notre histoire, il est très important que nous considérions le Parti comme la chose essentielle et surtout que les choses importantes et vivantes ne se passent pas en dehors du Parti.
La succession de François Mitterrand n'est pas ouverte, nous le savons, nous le disons, et je crois que de ce point de vue, on fera la synthèse facilement, et nous avons pour devoir de ne pas la laisser s'ouvrir prématurément et, comme on l'a dit avant moi, je crois que c'était Jean-Marc Ayrault, mais tout le monde le sait, l'échéance décisive, ce sera celle de 1993 et, pour gagner 1993, il nous faut un parti fort, vigoureux et imaginatif.
La situation aujourd'hui, nous la connaissons : un gouvernement qui a fait des réformes - je parle du gouvernement de Michel Rocard, après ceux de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius - et cependant, dans l'opinion, même si les cotes du Président de la République, du Premier Ministre, des membres du gouvernement sont bonnes, des interrogations, des frustrations et, tout au long des élections, depuis dix-huit mois, une montée des abstentions.
Il y a une certaine morosité et comme l'expliquait Gérard Le Gall, quand les Français ne distinguent plus très bien ce qui fait la différence entre nous et les partis conservateurs, cela doit, comme on aurait dit au PSU, commencer à nous interpeller.
La situation économique se redresse. Elle n'est pas extraordinaire, il faut faire attention, il faut penser bien sûr, et nous le savons, aux équilibres, mais les inégalités sont là, les statisticiens expliqueront même qu'elles ont tendance à se creuser. Et pendant ce temps-là, dans toutes les contributions, vous le verrez, les

inégalités se développent et parfois se creusent, elles sont apparentes, elles sont voyantes, si bien qu'il faut crever les tabous et il n'y a pas de question qui doit être interdite au Parti Socialiste. Il paraît que c'est blasphématoire d'oser se poser la question : une autre politique est-elle possible ? C'est là l'abomination de la désolation.

Mais je viens de répéter lourdement, et ce sera dans toutes les contributions, qu'il faut respecter les grands équilibres et qu'il y a un déficit profond de la balance commerciale, et que cela, cela ne se règle pas avec quelques paroles.

Mais serions-nous encore des Socialistes si nous n'avions pas la volonté d'être fidèles à ce qui faisait le fond de notre pensée dans les années 80, avant la victoire de François Mitterrand, quand nous parlions d'autre politique ?

Nous avons largement commencé à mettre en valeur, à réaliser une autre politique. Heureusement, parce que qu'est-ce que nous ferions depuis huit ans ? Mais aujourd'hui nous avons presque peur de reconnaître que nous avons déjà largement fait une autre politique que la Droite sur le plan du quantitatif et du qualitatif.

Est-ce qu'il est fou, insensé, de se dire que nous devrons aller peu à peu, progressivement, en assurant le pas, vers un autre modèle de croissance ? Cela me semble une évidence.

Alors si nous le pensons, n'ayons pas peur de le dire, et dans notre texte nous essayons d'ouvrir quelques pistes dans ce sens là.

Dire cela, c'est essayer de définir ce qu'est en France, ce qu'est au niveau de l'Europe, ce que peut être au niveau d'autres peuples dans ce grand débat planétaire qui s'instaure, le Socialisme démocratique. Le Socialisme démocratique, c'est un Etat soutenu par des institutions, et on a bien raison de parler du rééquilibrage des institutions sur lequel doit se fonder un authentique dialogue entre le gouvernement et le Parlement, entre le gouvernement et sa majorité. C'est cela, l'esprit démocratique.

Je passe sur les propositions que nous faisons pour le Parti Socialiste démocratisé - on peut toujours progresser, cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas le plus démocratique de tous les partis en France - dynamisé, développé.

Notre stratégie ? L'ancrage à Gauche. Nous sommes tellement convaincus de la nécessité de cet ancrage à Gauche que nous n'avons pas éprouvé le besoin - mais je crois que les signataires de notre texte ne sont pas suspects, pas plus que les autres, d'ailleurs, d'y être obligés - de dire qu'on ne fera jamais d'alliance avec les centristes. Cela ne se pose pas, pour nous d'ailleurs on l'a dit avant les élections de 1986. Pas d'alliance avec les centristes, cela ne servirait strictement à rien.

Soyons simplement sensibles au fait que le climat unitaire de l'ensemble de la Gauche existe chaque fois qu'il y a des élections, au moins au niveau des électeurs, sans cela on n'aurait pas gagné les élections et François Mitterrand n'aurait pas été élu Président de la République, et il existe à l'Assemblée Nationale une majorité de Gauche qui, si un jour les Communistes cessaient de critiquer en tout temps et n'importe comment le Parti Socialiste, pourrait peut-

être un jour servir à quelque chose. Mais en attendant, il faut faire avec ce qu'on a, et la majorité relative permet au gouvernement de faire des réformes.
Nous proposons pour la France cinq objectifs. Là je vais aller très vite parce que je ne veux pas faire un catalogue que nous avons d'ailleurs évité d'établir.
Premièrement, faire reculer les inégalités. Quelques exemples, il faut dire des choses précises, il ne suffit pas de dire qu'on veut faire reculer les inégalités. Donnons-nous en certains secteurs névralgiques et là où c'est nécessaire la maîtrise des sols. Ce sera, je vous assure, un sacré changement !
Rendons à l'Etat son rôle d'impulsion et d'arbitrage et sachons réactualiser ou inventer des procédures d'arbitrage et de médiation qui permettront aux partenaires sociaux de profiter pleinement de l'état de la législation en France.
Réformons la fiscalité, réformons la sécurité sociale dans le sens de plus de justice, et revenons à la progressivité des impôts et des cotisations qui tend à s'estomper peu à peu derrière la simple proportionnalité, ce qui n'est pas alors réducteur d'inégalité.
Sachons aussi que la réduction des inégalités, cela passe - on s'en occupe - par l'Education nationale et cela passe aussi par toute une série de mesures qualitatives ou bien réelles en direction des femmes, en direction du 3ème âge, en direction des immigrés : droit de vote pour les immigrés, pour les élections locales bien entendu. Je crois que le Parti est très partagé.
Donc fiscalité, sécurité sociale, investissements sociaux, nouveau statut des personnes. Rechercher l'efficacité économique à travers la cohésion sociale qui est un investissement premier. L'aménagement du territoire, et nous essayons de définir ce qu'est l'économie mixte, et nous disons notre fierté qu'il y ait en France de grandes entreprises publiques. Nous y avons contribué en 36, à la libération, en 1981. Nous revendiquons cette réforme et nous disons que le moment viendra, d'ailleurs, où il faudra se préoccuper, par delà le "ni... ni..." - tout le monde m'a compris... - de faire en sorte qu'elle puisse se muscler et avoir accès au marché financier pour être de taille européenne et de taille mondiale.
Dire tout cela, n'est-ce pas réfléchir et se donner peu à peu les moyens d'un autre modèle de croissance ?
Une société plus solidaire, la précarité, le 3ème âge, les exclus. Des hommes et des femmes plus responsables, les droits des salariés, le statut de l'élu, le statut de l'élu social également qui joue un rôle de plus en plus important. Pas de démocratie sans liberté. La décentralisation, c'est notre œuvre, mais elle a aujourd'hui des effets pervers. Il faut qu'il y ait équilibre entre nation, région, département.
Réforme électorale : on le dira plus gentiment, mais il n'est pas normal que dans une France à 50-50, 73 conseils généraux sur 100 soient détenus par les conservateurs...
Réforme hardie pour les départements et les territoires d'Outremer au sein de la République française, mais pour faire en sorte qu'ils prennent pleinement en main leurs affaires, qu'ils bénéficient de la solidarité nationale, et qu'ils soient mis dans une situation d'aborder les grandes échéances européennes.
Dernière partie, qui n'est pas la moindre, et j'en ai fini, une France active et

Fondation Jean Jaurès

solidaire dans le monde, c'est à dire que nous revendiquons le rôle mondial de la France, le seul pays qui en Europe occidentale, qui en Europe alors en dehors de l'Union soviétique, parce qu'elle a une politique d'indépendance par rapport aux deux plus grandes puissances, a son autonomie, sa liberté, son indépendance. Et c'est parce que la France est précisément indépendante qu'elle peut jouer un rôle significatif en direction du tiers-monde : rôle de Mitterrand dans la diminution des dettes publiques dont souffre le tiers-monde.
Construction de l'Europe qui pour nous, d'une façon pacifique, doit être une manière de porter plus loin la puissance française à travers l'espace européen dans le cadre de la réciprocité, puisque c'est un développement pacifique.
Donner à la France, donne au génie français, donner aux entreprises françaises une dimension, une échelle de la fin de ce siècle, pour que ce qui fait toute la force de la France se trouve transporté, amplifié par ce cadre européen qui est nécessaire.
Enfin nous terminerons par une proposition de chantier d'avenir pour la France d'ici l'an 2000, un appel aux générations futures.
Et vous me direz maintenant : synthèse ou pas synthèse ? On en reparlera, mais bien sûr que nous la souhaitons ! Nous ferons tout pour qu'elle se réalise, en sachant - je l'ai entendu en lisant certains articles, en écoutant les camarades qui ne sont pas dans ce monde AB - que personne n'est propriétaire du Parti Socialiste. Le Parti Socialiste, il est à tous les militants. Tous les militants sont égaux. C'est vrai qu'il faut qu'il y en ait un certain nombre qui se rassemblent pour que les autres les rejoignent. Il y a des mises en perspective, mais je pense que tout impérialisme n'est pas forcément de saison, et que puisqu'on parle de partage, il faut être capable de partager au sein des Socialistes.
Il faut que sur des idées, il faut que sur des propositions, on soit capable de faire bouger les choses. Le Parti ne doit pas être figé, parce qu'après tout on vous dirait, et au Parti cela s'appliquerait magnifiquement, que tout le monde a été, est ou sera Mitterrandiste. J'espère que c'est vrai au-delà des frontières du Parti, mais il faut un peu de liberté, un peu de mouvement. Ne disposons pas des militants avant que le débat ait eu lieu.
Je crois que ce Congrès va faire apparaître énormément de choses. Je crois qu'il n'y a pas aujourd'hui, au sein du Parti - excusez l'expression - d'électorat captif, il y a beaucoup de disponibilité, et qu'avec honnêteté et loyauté, lorsque nous aurons fait ce recensement, nous prendrons des dispositions très sages pour que finalement, eh bien, la responsabilité l'emporte dans ce Parti !
(Applaudissements)

Le président - Dernier présentateur de contribution, Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni
Etre le dernier, à un moment où peut-être l'attention des membres du Comité directeur est un peu moindre qu'au début, cela peut être ennuyeux. Mais après tout, ces présentations se suivant l'une l'autre, c'est assez passionnant pour retenir jusqu'au bout l'attention de chacun d'entre nous.

Collection Jean Jaurès

En effet, chers camarades, ce que nous ouvrons aujourd'hui ici, c'est le débat des militants. C'est la discussion qui va se dérouler dans les sections et les fédérations et se poursuivre jusqu'au Congrès de Rennes, jusqu'au mois de mars, avec des étapes, bien sûr; elles sont figées par nos statuts.
Mais il paraîtrait étrange, et je crois qu'il paraîtra étrange finalement à chacun d'entre vous, que tant de paroles aient été prononcées, tant d'encre employée, pour qu'à un moment donné, et sans qu'on sache très bien quel est l'événement miraculeux qui provoque l'interruption, la discussion tout à coup s'arrête ou perde une grande partie de son sens.
Si j'ai bien compris, tous ceux qui se sont exprimés avant moi à cette tribune croient suffisamment au débat, à la nécessité de la discussion, à la nécessité d'ouvrir cette discussion le plus largement possible, pour souhaiter avec moi qu'elle aille jusqu'au bout et que la synthèse - nous savons tous le sens de la responsabilité qui est celle du Parti dans la période que nous traversons - soit le résultat des sentiments, des idées qui auront été exprimées par les militants et qui auront enrichi nos textes.
Vous sentez bien, mes camarades, que dire cela, c'est dire que cette synthèse doit être telle que personne n'en soit exclu, et j'ajoute que pour notre part, nous n'en excluons personne. Tous ceux qui se sont exprimés avant moi ont dit des choses, chacun à sa manière, dans lesquelles nous pourrions nous retrouver. J'approuve le souci exprimé de poursuivre la rénovation nécessaire dans notre Parti. Je comprends, et je la rejoins, la préoccupation, l'interrogation qui est la nôtre sur : quelle politique économique et sociale digne de nos principes et de nos valeurs, conforme à notre idéal ?
Je m'explique : que l'on veuille que nos votes et nos structures soient à la fois plus efficaces et plus transparents, j'approuve l'exigence de justice sociale exprimée par les uns, le souci de partage exprimé par les autres, sachant que tout cela finalement va dans le même sens, et d'une certaine manière, la synthèse serait déjà faite si ces préoccupations n'étaient pas dispersées pour l'instant dans des textes différents. Alors, il s'agit de les réunir et de trouver la logique qui les réunit et qui donne sens à tous ces sentiments.
Mais cela suppose qu'on lève une question préalable et qu'on se demande d'abord de quoi nous parlons. Sommes-nous encore un parti politique ? C'est une vraie question.
Mes chers camarades, j'ai entendu l'appel un peu pathétique, un peu désespéré de notre camarade Gérard ce matin, nous disant : est-ce que quelqu'un peut s'opposer à cette idée qu'il n'y a qu'une seule politique possible ?

Dans la salle - A Gauche !

Pierre Guidoni - A Gauche ou à Droite, peu importe, c'est la même. C'est la même !
S'il n'y a qu'une politique possible à gauche ou à droite, c'est pour une raison très simple, c'est parce que la contrainte internationale, la situation de notre pays dans la construction européenne, le poids sur nous des grands équilibres

Collection Jean Jaurès

mondiaux, obligent à faire telle ou telle chose, empêchent de faire telle ou telle chose, limitent les choix, contraignent notre action.
Et si c'est vrai, mais alors, c'est vrai pour tout le monde ! Et cela explique qu'on ne puisse pas, en réalité, distinguer dans ce domaine entre une politique de gauche et une politique de droite, cela explique - c'est un sentiment rappelé malheureusement par un récent sondage - que 61% de Français ne voient plus très bien la différence. Cela aussi, c'est un fait objectif.
Mais, dire qu'il n'y a qu'une seule politique possible, c'est dire qu'il n'y a plus de politique du tout, parce que la politique, c'est la délibération, c'est le choix, c'est peser les avantages et les inconvénients.
On me dirait : "C'est la meilleure", d'accord. Cela se défend.
On me dirait : "Nous la préférons parce que nous pensons qu'elle est bonne", pourquoi pas? Je suis prêt à en débattre.
Mais on ne peut pas, et je le dis amicalement, calmement - on n'en a pas fait un élément de polémique dans ce débat du Parti, et encore moins dans notre texte - on ne peut pas, en tant que Socialistes, s'appuyer sur ce seul argument.
Il faut aller plus loin et il faut regarder entre nous quelles sont, aujourd'hui, les marges de jeu dont dispose encore notre pays, où se situent les clivages décisifs, comment nous pouvons éventuellement les faire bouger et les faire avancer.
Alors, bien sûr, nous commençons - c'est la première partie de notre contribution - par l'Europe, parce que nous sommes convaincus qu'aujourd'hui la conception que l'on se fait de la construction européenne décide de tout, décide de l'essentiel et que c'est de la manière dont la construction européenne sera orientée au cours des prochaines années que dépendra la politique que nous pourrons faire en France même, la politique que notre Parti et le gouvernement qu'il soutient pourront essayer de mettre en œuvre de façon sérieuse et réaliste.
Qu'on ne me dise pas - parce que cela, c'est une position qui n'est pas celle de véritables européens - que nous n'y pouvons rien ou que notre influence est nulle.
En réalité, les choix existent et nous pouvons peser.
D'autres ne s'en privent pas. J'ai là sous les yeux le discours prononcé le 21 septembre par M. Genscher. Rassurez-vous, je ne veux pas dépasser mon temps, je vous en lis de très brefs passages, mais ils sont significatifs :
"En République Fédérale d'Allemagne, les forces déterminantes du monde politique et social sont d'accord dans une large mesure en ce qui concerne le cadre politico-économique à réaliser.
Nous voulons que la Communauté européenne soit une communauté de stabilité.
Sur la base de ces conclusions et de ces recommandations, la politique de la Bundesbank, en tant que garante de la stabilité, doit être poursuivie à l'échelle européenne et c'est sur cette base que peuvent être réalisés les objectifs de croissance et de stabilité au sein de la Communauté."
Et un peu plus loin : "Peu importe le nom qui sera donné à la monnaie européenne, il faudra qu'elle soit stable. Une future union monétaire ne saurait donc... (incompréhensible)... Seul le rôle stabilisateur des monnaies les plus fortes peut être l'objectif à viser. Au sein du système monétaire européen, le

Fondation Jean Jaurès

Deutschemark joue un rôle central de monnaie directrice et de monnaie de réserve, semblable au rôle que joue le dollar à l'échelle mondial. Le Deutschemark est le point d'ancrage qui garantit la stabilité du système et, par conséquent, la stabilité de la Communauté".

Eh bien, camarades, qu'en pensons-nous, nous Socialistes français ? Qu'en pensons-nous par rapport à tout ce que j'entends dire sur la justice, l'égalité, le partage, la transformation sociale, que sais-je encore ? Qu'en pensons-nous lorsque se met en œuvre, sans obstacle si nous ne disons rien, au 1er juillet prochain, la directive sur la libre circulation des capitaux, sans que nous ayons pour l'instant aucune contrepartie, ni sociale, ni fiscale, aucun accord qui puisse nous garantir des conséquences inévitables de ce genre de décision ?

Alors, mes chers camarades, ce n'est pas la fatalité, ce n'est pas la contrainte, c'est quelque chose de beaucoup plus profond, c'est ce que rappelait ce matin notre Premier secrétaire, c'est le poids sur nous, le poids psychologique, le poids intellectuel, le poids moral de ce que Pierre Mauroy appelait "des années de libéralisme arrogant et dominant".

Quand tu disais ce matin, Gérard : "Il suffirait, pour mettre en péril le franc, d'une apparence (et tu as souligné, je dis bien une apparence) de laxisme...", qui définit le laxisme ? Est-ce que c'est nous, ou bien est-ce que ce sont les marchés financiers internationaux ? Est-ce que c'est nous, ou bien est-ce que ce sont les opérateurs sur le marché des changes ? Qui définit ce qui est laxiste dans une politique et ce qui ne l'est pas ? Est-ce que ce n'est pas, par hasard, l'idéologie libérale à l'œuvre à l'échelle mondiale, mais à l'œuvre aussi dans notre propre pays ?

Fermer cette parenthèse - oh ! Nous savons que cela prendra du temps, nous savons que cela ne se fera pas en un jour, nous savons que ce n'est pas simplement une de ces formules qu'on jette au moment d'un Congrès et qu'on oublie le lendemain - fermer la parenthèse libérale, repartir du bon pied, sur nos objectifs, nos valeurs, nos principes de Socialistes, eh bien, nous croyons que cela peut être un point d'accord pour le Parti Socialiste tout entier, et au-delà.

Mais, vous sentez bien que le libéralisme, ce n'est pas uniquement une affaire économique et sociale, vous sentez bien qu'il a imprégné aussi nos lois, nos mœurs. Une politique opposée au libéralisme, clairement opposée au libéralisme - ce que nous appelons, nous, une politique républicaine, c'est à dire fondée sur la laïcité et sur la citoyenneté - cela vaut aussi, bien sûr, pour l'intégration des immigrés.

Le droit de vote aux élections locales, sans doute, nous n'y sommes pas opposés, il exprime une revendication juste, mais vous sentez bien qu'il faut aller très au-delà et que la vraie solution dans un pays où la nationalité s'identifie avec la citoyenneté, où il n'y a pas d'autre définition d'un Français que d'être un citoyen de la République Française, la vraie solution, c'est une politique massive, systématique, rapide, de naturalisation. Mais cela s'organise et se finance et on ne peut pas dire à ce moment-là qu'il n'y a pas lieu d'avoir une politique particulière en direction des immigrés.

La laïcité, la citoyenneté, c'est vrai pour l'école, je n'y insiste pas, c'est vrai

Fondation Jean Jaurès

pour les institutions, c'est vrai d'une façon un peu différente pour l'écologie, avec la manière dont nous, Socialistes, nous serons capables de réintégrer dans l'ensemble de notre problématique la préoccupation écologiste, en n'oubliant pas qu'au fond le vote écologiste n'est que partiellement un vote de défense de l'environnement et que le vote "vert", aujourd'hui, c'est d'abord celui d'électeurs qui croient (comme ils se trompent !) que nous avons renoncé à changer la vie.
Enfin, il y a le Parti.
Mes camarades, nous avons fait un certain nombre de propositions que vous lirez dans notre contribution.
Elles rejoignent souvent les propositions faites par d'autres camarades. Il y en a une qui est centrale et sur laquelle je veux insister, c'est tout simplement le respect de nos statuts. Mais le respect de nos statuts, cela veut dire qu'on les comprend.
Nous sommes un parti fondé sur les courants de pensée. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela ne veut pas dire qu'il y a des courants d'un côté, et puis les militants de l'autre. S'il y a des courants qui ont vécu comme cela dans le passé, je le regrette profondément pour ceux qui en faisaient partie, mais ce n'est pas notre cas et je pense que ce n'est pas le cas de beaucoup de ceux qui sont ici. Dans nos statuts tels qu'ils sont, tout militant ayant voté au moment du Congrès (et, au moment du Congrès, tous les militants votent) fait partie d'un courant et, par conséquent, tous sont représentés au Comité directeur. Seulement, ils sont représentés sur une base politique, ils ne sont pas représentés sur la base des féodalités électorales...
Moi, j'ai connu la représentation directe des membres du Comité directeur par les militants, j'ai connu cela au temps de la SFIO. C'est un système. Ce n'est pas le nôtre et je ne souhaite pas qu'on y revienne, parce que je sais trop où il mène et à quel type de fonctionnement il conduit.
Chers camarades, nous avions comme simple rôle d'ouvrir le débat, exercice un tout petit peu académique. J'espère que les uns et les autres nous avons pu l'animer suffisamment pour que vous y preniez plaisir.
Devant nous, il y a maintenant la discussion. Je crois qu'elle doit être menée de façon à nous enrichir mutuellement, qu'elle doit être menée avec tolérance, avec déjà, dès le début, l'esprit des synthèses futures, avec le respect réciproque, avec la conviction que nous sommes tous des militants Socialistes, chacun cherchant sa part de vérité, chacun cherchant non seulement le bien de notre Parti, mais cherchant à servir du mieux possible le pays qui est le nôtre.
C'est le fond de la question. Nous disons quelque part dans notre contribution que, parce que nous sommes des Socialistes, nous sommes des patriotes et, après tout, dans un débat de Congrès, dans un débat Socialiste, lorsque nous sommes au gouvernement, lorsque nous avons la responsabilité des affaires du pays, ce qui se joue, ce n'est pas seulement nos petites affaires de sièges ou de pourcentage, ce qui se jouent, c'est aussi l'avenir de la France !
(Applaudissements)

Contribution Jean Jaurès

Le président - Camarades, je crois que l'exercice n'était pas seulement académique, il me semble que nous venons de vivre un moment important et intéressant du Comité directeur et je remercie tous les camarades qui sont intervenus de s'être tenus dans le temps de parole que je leur avais proposé.
Nous allons maintenant lever la séance.
Nous avons, demain matin, encore un ordre du jour chargé. Je vous demande donc d'être là à 10 heures précises pour entendre d'abord le rapport des quatre Commissions et, ensuite, la fin du débat général ; parallèlement à cela, il y aura l'enregistrement de l'ensemble des contributions.
Je vous communique que la Commission de préparation du Congrès se tiendra demain, à 9 h 30, au 2ème Bureau, à l'Assemblée Nationale.
Bonne soirée et à demain matin.

Parti Socialiste
Comité directeur
7 et 8 octobre 1989

Séance du dimanche 8 octobre 1989.

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
La séance est ouverte. Je demande à ceux qui sont dans le hall de rentrer le plus vite possible et de s'asseoir.
Nous allons commencer par les rapports des quatre Commissions qui ont travaillé hier après-midi. Je donne la parole à Gérard Fuchs, rapporteur de la Commission sur les relations internationales.

Gérard Fuchs
Chers camarades, nous avons donc tenu, pour la deuxième fois, depuis que cette décision figure dans notre règlement intérieur, de faire fonctionner le Comité directeur en Commissions, nous avons donc procédé de la sorte et il s'est réuni, parmi les quatre Commissions, une Commission internationale.
Nous étions quinze, ce qui n'est pas exceptionnel et je me permettrai même de dire - ce qui est regrettable compte tenu de l'importance du sujet dans la période... mais je garde espoir que si nous devons poursuivre, comme je l'espère, l'expérience à d'autres Comités directeurs, dans les prochains mois, nous aurons plus de monde. C'est en tout cas l'appel que j'adresse à ceux d'entre vous qui s'intéressent, au moins, de temps en temps, à ces sujets.
Je serai bref : nous avons discuté d'un certain nombre de thèmes. Je crois qu'il est ressorti un sentiment d'insuffisances d'informations sur les problèmes internationaux de la part des camarades qui étaient là. Cela nous renvoie à d'autres débats sur la nécessité d'une information sur les problèmes du rôle de tel ou tel support d'information interne au Parti. Bref, nous avons - Pierre

Fondation Jean-Jaurès

Guidoni et moi-même qui animions ce carrefour - donné quelques informations que je ne vous retransmettrai pas sur ce qui se passe à l'Internationale Socialiste, ce qui se passe à l'intérieur des Partis Socialistes de la Communauté avec notamment la mise en place d'un groupe de renforcement des instructions et d'amélioration du fonctionnement des Unions, je vais vite...! Certains camarades ont souhaité un débat que nous avons eu sur la montée des intégrismes religieux dans le monde, avec un mélange curieux et compréhensible de situations polonaises, et de situations sud-méditerranéennes.
Nous avons eu une information de Guidoni sur la situation du Cambodge. Nous avons eu une information de ma part sur les négociations en matière de désarmement.
Je voudrais concentrer l'essentiel de mon compte rendu au sujet autour duquel nous avons le plus longuement discuté à la demande notamment de Gilles Martinet, qui est celui de l'évolution de la situation en Europe de l'est.
Ce sujet a retenu notre attention et nous avons décidé - l'expérience montrera si c'est utile ou non - de proposer un communiqué de prises de position au... au niveau du principe, c'est une bonne idée. Si nous devons nous réunir en Commission, une des utilités de ce type de travail serait de revenir, devant le Comité directeur, avec un bout de texte, soit à usage interne, ou externe, qui concrétise notre travail de Commission, qui concrétiserait notre travail de Commission et parce que vis-à-vis de l'extérieur, par rapport à telle actualité, ce serait la traditionnelle expression qui serait la nôtre, sur des sujets de politique générale.
Plutôt que de vous résumer là aussi des échanges de vues, je vais vous lire le texte qui sera proposé pour notre débat, et éventuellement s'il y a des réactions, je peux peut-être commenter ce texte... je crois que c'est la façon la plus rapide et la plus efficace de procéder.
Ce texte a trois paragraphes.
Premier paragraphe : il consiste à dire que nous observons ce qui se passe ; le deuxième, que cela va poser des problèmes... et le troisième... (inaudible).
Je vous lis le développement plus littéraire.
"La remise en cause accéléré des mécanismes du Communisme bureaucratique et totalitaire, est observée avec intérêt et sympathie par le Parti Socialiste. L'histoire donne raison à ceux qui ont toujours tenu bon sur les idéaux du Socialisme démocratique".
Deuxième paragraphe :
"Les évolutions en cours engendrent cependant de nouvelles contradictions qui seront difficiles à maîtriser : contradictions nationales, contradictions sociales naissant de la coexistence de germes de démocraties et d'une situation économique désastreuse."
Troisième paragraphe :
"Le risque majeur serait néanmoins que s'arrête le processus engagé. Le Parti Socialiste apportera son soutien à toutes les forces qui, à l'est, veulent conduire avec responsabilité la mutation de leur pays, vers des sociétés démocratiques et solidaires. Il appelle le gouvernement et les institutions européennes à renforcer

Fondation Jean Jaurès

leur action politique et économique dans ce même sens". On peut éventuellement commenter ce texte... je pense que des observations peuvent m'être proposées...

Le président - Est-ce que sur ce texte, il y a des observations ou des demandes de relecture ?

Dans la salle - Oui, relecture.

Gérard Fuchs - Je demande au président de séance de pouvoir reprendre la parole.
"La remise en cause accélérée des mécanismes du Communisme bureaucratique et totalitaire, est observée avec intérêt et sympathie par le Parti Socialiste. L'histoire donne raison à ceux qui ont toujours tenu bon sur les idéaux du Socialisme démocratique".

Louis Mexandeau - C'est la remise en cause des mécanismes et des fondements...

Dans la salle - Il faut ajouter "en Europe de l'est"...

Gérard Fuchs - ..."remise en cause accélérée en Europe de l'est des mécanismes et des fondements". C'est un peu optimiste...

Gérard Le Gall - ... fondements, c'est mieux que mécanismes.

Gérard Fuchs - Pas d'autres observations sur le premier paragraphe ?
On passe au deuxième.
"Les évolutions en cours engendrent cependant de nouvelles contradictions qui seront difficiles à maîtriser contradictions nationales, contradictions sociales naissant de la coexistence de germes de démocraties et d'une situation économique désastreuse".
Sur les contradictions nationales, nous avons eu un long échange de vues sur ce thème. Je ne rentre pas dans le détail. Certains ont évoqué l'Europe d'avant 1914 et certains autres, des tensions...
Contradictions nationales, on n'a pas jugé utile de commenter davantage, nous avions des relations avec certains de ces mouvements et il y a des côtés politiques.
Je poursuis la lecture :
"...contradictions nationales, contradictions sociales naissant de la coexistence de germes de démocraties et d'une situation économique désastreuse."
Je pense que c'est clair.
Pas d'observations ?
Voici le dernier paragraphe.

Fondation Jean-Jaurès

Louis Mexandeau - ... sur la situation économique désastreuse, il y a des nuances à apporter. La situation est désastreuse en Pologne, elle est préoccupante en Hongrie... elle n'est pas désastreuse. Je crois qu'il faut quand même nuancer cela.

Gérard Le Gall - Moi je reprendrai la formule "bilan globalement négatif."
Elle a un sens politique interne. Je crois qu'il faut avoir la dimension internationale de la perception d'il y a 10 ans, par le Parti que l'on sait...

Gérard Fuchs - Puis-je dire "situation économique dont le bilan est globalement négatif ?

Gérard Le Gall - Très bien...

Gérard Fuchs - Je passe au troisième paragraphe.
"Le risque majeur serait néanmoins que s'arrête le processus engagé. Le Parti Socialiste - et je demande là votre oreille musicale - apporte son soutien à toutes les forces qui, à l'est, veulent conduire avec responsabilité la mutation de leur pays, vers des sociétés démocratiques et solidaires. Il appelle le gouvernement et les institutions européennes à renforcer leur action politique et économique dans ce même sens".

Dans la salle - C'est le "néanmoins" qui est un peu faible.

Henri Fiszbin - Je ne sais pas si on définit très exactement le risque majeur. Je ne crois pas à la possibilité que cela s'arrête. S'arrêter, cela veut dire rester en l'état... je ne crois pas... ou bien cela continue à avancer, ou cela régresse vers le retour et peut-être empire, par rapport à ce qui a été connu. Je ne crois pas que le processus puisse se bloquer et régresser à ce point de départ.

Gérard Fuchs - Il y a notre analyse et ce qu'on dit à l'extérieur. Je suis pleinement d'accord avec toi, ou cela continue ou cela recule...

Henri Fiszbin - Cela créé des illusions.

Gérard Fuchs - ... que s'inverse le processus engagé.

Henri Fiszbin.-... que s'inverse le processus engagé, que disparaisse, ou que s'annule, ou que s'efface... en fait, le risque, c'est que le processus de démocratisation disparaisse. C'est cela, le véritable risque. Et dans ce cas, il y aura de fait régression qu'on n'est pas obligé d'analyser...

Gérard Fuchs - ... que le processus engagé soit stoppé... ça n'est pas le bon mot mais d'accord !

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président - Sous cette réserve, vous êtes d'accord avec ce texte ?
Quels sont ceux qui sont d'accord ?
Avis contraires ?
Abstentions ?
Le texte est adopté à l'unanimité. Merci, Gérard Fuchs.
(Applaudissements)
J'appelle maintenant Michel Charzat pour le rapport sur la Commission qui a étudié la situation générale.

Michel Charzat
Cette Commission était un peu plus fréquentée, mais pas tellement, ce qui relativise semble-t-il l'intérêt que les membres portent à l'actualité, pourtant très fournie dans le monde social.
Je vais donc rapporter les travaux qui nous ont réunis hier après-midi. Il y a eu une vingtaine d'intervenants. Je me fais également l'interprète de Gérard Collomb qui a participé à cette réunion.
Quatre thèmes ont été mis en évidence.

- Le premier, c'est l'analyse du climat de la rentrée.
- Le second, l'analyse des conflits sociaux en cours.
- Le troisième, l'analyse des relations entre le PS et le mouvement social.
- Et enfin, quatrième thème : la nécessité de recomposer le mouvement social.

Le climat de la rentrée.
Nous avons mis en évidence le fait que les salariés ont le sentiment d'une sorte de crise, un peu à l'image de ce qui s'était produit en… (illisible), au lendemain du plan. Les attentes sont nombreuses ainsi que les frustrations. Ces frustrations sont nourries du constat de l'écart entre l'évolution du pouvoir d'achat des salariés et l'évolution des revenus non-salariaux.
De même, le constat du maintien du au niveau du chômage ; c'est un élément qui pèse sur le climat social. De même que l'impact limité de la législation, notamment des lois Auroux sur les conditions concrètes de vie des salariés dans les entreprises.
Aussi, certains appels au civisme économique ne passent plus chez les salariés. C'est le cas notamment de ce raisonnement qui tendrait à opposer les chômeurs à leurs revendications du pouvoir d'achat, la nécessité d'aller contre le chômage à la revendication du pouvoir d'achat. Cette opposition ne passe plus à l'évidence dans le salariat. Il en est de même d'un certain discours sur la modernisation du service public lorsqu'elle n'est pas accompagnée de mesures concrètes, lorsqu'il n'y a pas de grain à moudre pour accompagner la nécessaire revalorisation des méthodes du service public, et cela d'autant plus, chers camarades, que la Gauche est au pouvoir, cela a été noté, depuis sept ans, depuis 1981, la Gauche est au pouvoir gouvernemental, ce qui limite par la même la marge de confiance dont nous étions investis auprès des couches salariales.
La Commission n'a pas fait de pronostic sur l'extension des conflits actuels, mais elle a établi un diagnostic à peu près unanime à savoir que le monde du

Fondation Jean Jaurès

travail s'interroge de plus en plus sur les courbes de la popularité de nos responsables qu'on constate une grève des électeurs populaires.
Deuxième thème qui a retenu notre attention, celui des conflits en cours.
Nous avons dit très clairement qu'il ne fallait pas se tromper d'analyse. Les conflits en cours sont des conflits circonscrits, il n'y a pas de généralisation, tout au moins chez Peugeot, ce sont deux sites, ce n'est pas le groupe, ce n'est pas l'automobile, ce sont des conflits durs et médiatisés. Néanmoins, les possibilités de généralisation peuvent exister, notamment dans la fonction publique, avec un effet d'entraînement. Il y a une espèce de jeu de taquets qui peut entraîner aujourd'hui, après les impôts, demain les PTT, après-demain la santé, chaque groupe, chaque profession peut être entraînée par la satisfaction relative des revendications de tel ou tel groupe.
Ces conflits font apparaître deux grandes exigences. La première porte sur le pouvoir d'achat, la seconde porte sur le renouveau des relations contractuelles.
Première exigence : le pouvoir d'achat. A cet égard, nous avons fait plusieurs remarques.
Première remarque : on ne peut pas opposer comme la Droite le fait, la compétitivité de l'économie et le niveau des salaires, le niveau élevé ou l'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires. La France, à l'intérieur de la Communauté européenne, est très nettement en dessous des autres pays, notamment l'Allemagne Fédérale, pour ce qui est du coût global du salaire, c'est à dire le salaire direct et le salaire indirect. C'est, en effet, une vision anachronique de la compétitivité qui fait peser sur les seuls salaires la recherche d'une meilleure compétitivité. Vous savez comme moi que, de plus en plus, la compétitivité se mesure hors pris en fonction de la qualité du produit, de l'adaptation à la demande en fonction du positionnement sur les marchés.
Deuxième remarque : il est clair que le problème des salaires ouvriers, le problème des salaires des cols bleus par rapport aux cols blancs, est posé très crûment en France avec ces conflits. 25% des salariés français gagnent moins de 5000 F par mois et parmi ceux-ci un très grand nombre d'ouvriers, parfois qualifiés.
Troisième remarque : cela est d'autant moins accepté et inacceptable que des marges de manœuvre existent avec le regain de la croissance. Un point de pouvoir d'achat dans le groupe Peugeot, cela représente 260 MF, à comparer aux 8 milliards de résultat que le groupe enregistrait en 89 et aux 10 milliards qu'il va enregistrer en 1990, ce qui nous conduit - c'est la quatrième remarque - à mettre en évidence la nécessité d'inventer des formes de sortie de la rigueur salariale, dans le privé, à travers la négociation par branche et par entreprise, mais aussi à travers la mise en œuvre d'un certain nombre de techniques de salaires différés, je pense aux fonds salariaux qui méritent d'être étudiés comme une formule permettant de lier la nécessité macro-économique à la satisfaction du pouvoir d'achat. De même dans la fonction publique, on a parlé, bien sûr, du pacte salarial proposé par le Premier Ministre et par le gouvernement pour la fonction publique, une formule contractuelle doit être mise en place, à condition qu'elle soit appliquée avec cohérence et qu'elle renvoie à d'autres problèmes.

Deuxième grande exigence qui apparaît à la lumière des conflits actuels, c'est celle de combler ce vide social qui résulte de la carence des acteurs, des partenaires. L'Etat, les pouvoirs publics ne remplissent pas aujourd'hui assez le vide qui est créé par la défaillance tant des syndicats ouvriers que du patronat.
Ce vide social est d'abord celui du syndicalisme qui continue à connaître une crise très grave. Il a été rappelé à titre d'exemple que Monsieur Calvet à Peugeot n'aurait sûrement pas eu la même attitude s'il s'était trouvé face à un mouvement syndical puissant et unifié.
Une référence : en Allemagne, le syndicat unique des travailleurs de la métallurgie, l'IG METAL, regroupe 2 800 000 syndiqués, alors qu'en France, toutes organisations syndicales confondues, on a à peine 150 000 salariés syndiqués. De même, de l'autre côté, si je puis dire, du côté patronal, il est clair que l'arbre Peugeot, cette espèce de gestion brutale, ne doit pas cacher la forêt des autres entreprises dans lesquelles la gestion sociale demeure marquée par le paternalisme ou la répression.
En fait, le patronat français, dans sa majorité, n'a pas su accompagner la modernisation économique et technologique d'une modernisation sociale. Il n'a pas su dé-tayloriser le mode de produire, il a très largement continué à méconnaître la nécessité du dialogue social, nous avons donc aujourd'hui des conflits comme Peugeot qui sont des conflits de type non pas archaïque, mais de type intermédiaire. Cela a été remarqué chez Peugeot, on a très bien et très rapidement modernisé, mais de manière capitaliste, on a supprimé 10 000 emplois, on a fait recours à l'intérim de manière très importante, on a robotisé, mais l'on n'a pas dé-taylorisé et mis en place une mutation qualifiante du travail. Les salariés ont été mis devant le fait accompli, les salaires demeurent dramatiquement insuffisants et les syndicats ont été maîtrisés, si bien qu'un certain discours, celui qui sacralise l'entreprise, un discours sur l'entreprise du troisième type, sur l'entreprise moderne dans laquelle les problèmes de relations sociales sont évacués par le consensus spontané des acteurs, ce discours est aujourd'hui très largement remis en cause par des conflits de ce type, des conflits qui mettent en évidence le fait que le patronat n'a pas réussi à accompagner la mutation technologique d'une mutation sociale.
Dans ce contexte, il nous est apparu que l'Etat, que les pouvoirs publics demeuraient trop neutres, trop passifs par rapport à ce vide juridique, par rapport à cette carence des acteurs sociaux. Chez Peugeot, l'initiative tardive a été prise, il est à souhaiter qu'elle connaisse un heureux aboutissement, je vous proposerai tout à l'heure une résolution du Comité directeur à ce propos.
Dans le secteur public, nous avons aussi remarqué que l'Etat ne donnait pas toujours le bon exemple d'une gestion intelligente des relations sociales, d'une gestion permettant d'éviter des conflits ou d'éviter qu'ils ne perdurent, qu'il ne se durcissent et qu'ils proposent des problèmes très graves tant à la collectivité qu'aux salariés ; je pense notamment au conflit en cours aux impôts.
En ce qui concerne ce conflit qui laissera des traces très graves, non seulement des questions de pouvoir d'achat, des questions indiciaires sont posées, mais aussi des questions portant sur la revalorisation du service public, sur sa mission

qui semble avoir été un peu négligée lorsque l'on a ouvert les négociations avec les syndicats. De même, à l'occasion de ce conflit, il est apparu un manque de cohérence dans la méthode de la négociation.
Dans un premier temps, les ministres ont mis en évidence la nécessité d'une démarche liée aux ministères, une démarche limitée à la modernisation et à la négociation au sein de la DGI. Puis, dans un deuxième temps, les ministres se sont retranchés derrière une méthode globale que le gouvernement a décidé de privilégier depuis quelque temps.
Nous avons reçu hier les représentants de la CFDT qui nous ont fait cette remarque que je vous livre sans commentaires : nous avons l'impression d'être baladés entre le gouvernement, le ministère et la direction. Il y a pour le moins là un manque de cohérence que la Commission a relevé. De toute façon, il est clair, et cela a été reconnu unanimement, que la modernisation nécessaire des missions du service public aura un coût important, et qu'il importe donc que le Parti Socialiste rappelle au gouvernement qu'il faut, dans les années à venir, prévoir les moyens de payer les coûts sociaux et les coûts indirects de la nécessaire revalorisation des missions du service public dans notre pays. C'est un enjeu social, mais c'est aussi un enjeu politique, car il y a un fait de société dans le problème de la revalorisation des missions de l'Etat et des services publics.
Troisième thème qui a été abordé par notre Commission: c'est le thème des relations entre le Parti Socialiste et les mouvements sociaux en cours.
Faudrait-il craindre un réveil du social ? A cette question une majorité de camarades a répondu non, c'est bon pour le Parti Socialiste. Le Parti Socialiste n'est pas neutre, le Parti Socialiste a besoin de s'appuyer sur sa voie sociale, et le gouvernement, pour ce qui le concerne, ne peut pas être soumis aux seules pressions des forces conservatrices ou des forces libérales.
D'autres camarades ont mis en évidence le risque de corporatisme de certains des conflits en cours et ont mis l'accent sur la nécessité d'une pédagogie pour éviter des simplifications abusives, notamment des simplifications qui mettent un principe d'équivalence entre le revenu de l'entrepreneur et le revenu de l'entreprise.
Enfin, d'autres camarades ont souhaité élargir la réflexion, montant, selon eux, la nécessité d'articuler le social et l'économique.
Lorsque les contraintes de compétitivité sont mises en avant pour limiter la satisfaction des revendications, ces camarades ont considéré qu'il fallait aussi élargir la réflexion à la stratégie économique qui est choisie et suivie depuis quelques années, et notamment à la stratégie de la construction de l'Europe, C'est un débat que nous aurons au Congrès pour ces camarades une construction de l'Europe qui met l'accent d'abord sur la libération des capitaux, sur l'harmonisation fiscale, sans contre-partie industrielle, économique et sociale, ne peut avoir que des conséquences très lourdes sur notre plan social.
Cependant, notre Commission s'est retrouvée unanime pour constater que le Parti Socialiste, au cours de la dernière période, a perdu beaucoup de ses points de repère, dans son rapport au monde du travail, qu'il ne sait plus très bien

comment s'adresser aux salariés de ce pays d'une manière simple, qu'il n'est plus entendu, qu'il n'est pas assez entendu, qu'il n'est pas assez compris et que l'un des grands enjeux que notre Congrès prochain sera de retrouver nos marques, sera de redéfinir un projet pour la France de demain, et notamment pour la paix sociale qui est la nôtre.
Cela me conduit à aborder mon quatrième thème qui sera ma conclusion.
L'ensemble de nos analyses et de nos remarques a comme facteur commun la nécessité pour notre Parti de participer à la nécessaire recomposition du social dans notre pays, à la nécessaire recomposition dudit social et des méthodes qui permettent d'établir le dialogue social, le partage de la croissance.
Il nous apparaît que le moment est venu pour notre pays de faire le choix suivant, en arbitrant entre deux alternatives qui sont possibles.
Premier thème de l'alternative : c'est le modèle ou l'anti-modèle néo-libéral à la Thatcher qui pèse sur les salaires, qui parie sur la perte d'influence des syndicats et qui accélère les mutations en précarisant le salariat et en utilisant d'une manière brutale des technologies.
Une autre voie qui est possible est celle que nous devons privilégier : c'est celle d'une stratégie économico-sociale novatrice qui recherche une gestion négociée et qualifiante des mutations, qui a donc besoin de partenaires sociaux forts et donc de puissants syndicats, et qui recherche à valoriser la condition ouvrière et à partager de manière équitable les fruits de la croissance retrouvée.
Cela nous a conduits à évoquer d'une manière allusive les grands thèmes qui doivent être ceux du Parti Socialiste tant en relation au monde du travail, à savoir la réforme de l'entreprise, le renouveau de l'unité syndicale et le renouveau de l'intervention publique.
La réforme de l'entreprise : il est clair que les salariés ne doivent plus être absents des choix économiques que la réforme de l'entreprise passe par une participation conflictuelle des salariés et de leurs représentants aux choix de l'entreprise.
Renouveau syndical : il est clair que le Parti Socialiste ne peut pas être neutre à l'égard du mouvement social et notamment du mouvement syndical et qu'il doit favoriser toutes les initiatives qui participent du renouveau syndical.
Enfin, renouveau de l'intervention publique : dans une économie mixte, ouverte, complète, il est clair que l'Etat doit pallier les carences de certains acteurs, doit pallier le vide juridique qui empêche parfois de négocier, c'est le cas à Peugeot où, à l'évidence, il faudra faire une avancée pour imposer que les partenaires sociaux se retrouvent autour d'une table pour négocier lorsque l'un d'entre eux ne le veut pas.
De même que le conflit Lip avait permis une avancée considérable dans le domaine de la législation de la faillite, de même Peugeot doit permettre une avancée comparable en matière d'initiative pour imposer une négociation quand un des partenaires est défaillant.
Je conclurai par cette formule qui sera, je crois, au cœur de notre Congrès : notre responsabilité par rapport au monde du travail dans les années à venir est bien d'inventer un système productif socialement performant dont la démocratie sera

le modèle.
(Applaudissements)

Le président - Sur le rapport de Michel Charzat, y a t-il des observations ?
Il n'y en a pas.
Merci.
Nous passons au rapport de la Commission sur les problèmes économiques, Jean Le Garrec.

Jean Le Garrec
Cher président, chers camarades, cette Commission a été assez peu fréquentée. Il n'y avait qu'une vingtaine de camarades mais de qualité, c'est évident, dont plusieurs ministres, et en particulier le ministre de l'Economie, ce qui n'est pas sans importance.
C'est une gageure de rendre compte d'une Commission où les problèmes qui ont été abordés, l'ont été du général au particulier, du monde à la région, de la macro-économie à la micro-économie, où ce sont surtout exprimées des interrogations, des réflexions mais on voit bien aussi qu'à travers ce débat s'amorce la nécessité d'une réflexion sur ce que Michel disait, il y a quelques instants : la nécessité de trouver des repères.
Les quatre mots qui permettent éventuellement de rendre compte de ces travaux peuvent être : le monde, l'Europe, la France, la région.
Le monde : une réflexion générale qui devient aujourd'hui banale mais qui a été faite et que je me dois de rapporter : c'est d'une part le formidable échec de l'économie planifiée, et comme disait Henri Fiszbin il y a quelques instants, le fait que nous sommes là devant un chaudron où tout bout, sans qu'on voit très bien ce qu'il en sortira, puisqu'il y a un mouvement dont la force, la rapidité, la dynamique sont sans précédent historique.
En même temps, la très grande capacité d'adaptation, de pugnacité, de l'économie de marchés, de l'économie libérale, mais aussi avec une certaine manière, l'apparition de plus en plus nette des drames de cette économie libérale en particulier dans les déséquilibres qu'ils soient inter-régionaux, qu'ils soient régionaux ou qu'ils soient simplement individuels.
Donc, le cheminement nécessaire d'une affirmation d'un projet social démocratique, d'une social-démocratie, et en particulier la nécessité d'approfondir la notion d'économie mixte qui, nous le sentons bien tous, est un point majeur... qui incontestablement, demande à être précisée.
Deuxième thème : l'Europe. Large débat autour de ce thème et on voit bien que malgré le débat nécessaire à la préparation des élections européennes, nous ressentons tous le besoin d'approfondir notre démarche et que nous n'en sommes pas encore au bout. Beaucoup de questions, beaucoup d'interrogations sur le rythme de la construction européenne, sur les difficultés et les contradictions qui apparaissent à travers la construction monétaire, et la libération des capitaux, sur la place de la France et le rôle de la France dans cette construction européenne, sur le risque qui n'est plus tellement un risque

Fondation Jean Jaurès

d'affirmation de ce que serait une zone mark avec une Allemagne super-puissante dominant l'ensemble de cette construction.
Il y a là un ensemble de thèmes qui ont été largement abordés et il a été posé très clairement la question de la place de la France dans cette construction, la manière dont la France peut aider à faire apparaître un projet différent sur le plan européen et éventuellement même la nécessité de savoir engager, lorsque cela est nécessaire, un rapport de forces sur des problèmes très clairs, qu'ils soient le problème de la construction sociale européenne, qu'ils soient le problème de la politique industrielle européenne, le développement de ce qu'Edith Cresson appelait les projets en grands réseaux, notamment de transport de l'énergie. On voit bien là qu'il y a une démarche tout à fait importante tout en sachant très bien, me semble-t-il, qu'il y a un consensus entre nous, que le problème du remède monétaire n'en est plus un, et que le problème de ce que nous appelions il y a un certain temps, dans les débats que nous avons eus, le projet de la dévaluation compétitive, n'était pas non plus une réponse qui apparaissait crédible.
On voit bien le champ de la réponse avec une question de fond qui a été posée avec une référence historique à la construction de la CED : est-ce que le préalable de la réponse politique est une nécessité, mais quelles sont les conditions possibles de cette réponse ? Nous pouvons avoir quelques doutes sur cette construction... Ou, au contraire, est-ce que le cheminement à travers la construction monétaire, à travers l'affirmation de projets communs ne débouche pas inévitablement vers une réponse politique ?
C'est une question qui nous est posée, que nous nous posons nous-mêmes, à laquelle, à l'évidence, aucun d'entre nous ne peut affirmer avoir des réponses définitives.
Une remarque au passage, elle est d'importance : des études ont été faites à travers des modèles, études faites notamment par le SEPI, et à travers ces modèles apparaît un problème qui est pour nous une réponse très angoissante, c'est que quelles que soient les politiques économiques développées, quelles que soient même les solutions préconisées, y compris parfois extrêmement hardies et difficiles concernant aussi bien les politiques d'évaluation d'une certaine partie de partis européens qu'une politique de relance, nous restons, concernant les pays de l'Europe du sud et de la France, dans une situation, à l'horizon 93 d'un chômage dont le pourcentage varie entre 10 et 11%.
On voit bien là qu'il y a pour nous, France, mais aussi pour l'Italie, pour l'Espagne, pour le Portugal, une situation spécifique extraordinairement spécifique que nous n'avons pas le droit de ne pas prendre en compte, même si sur les réponses, il y a incontestablement la nécessité d'une réflexion approfondie sur la manière dont nous pouvons saisir ce problème.
Troisième mot : la France, ses forces, ses faiblesses, le talon d'Achille que constitue pour nous la nature des échanges industriels fait qu'une fois de plus nous allons aller vers un déficit probable de 70 milliards de francs dans nos échanges industriels, l'existence d'une situation industrielle qui a assurément besoin encore de beaucoup de temps pour poursuivre l'effort de désendettement,

de dotation de fonds propres. Je dirai, pour un Socialiste cela peut paraître bizarre, c'est pourtant une réalité, que nous avons un tissu industriel qui en partie est faiblement capitaliste.
Donc, voilà la situation telle qu'elle se présente en France.
Celui qui présidait cette réunion, Dominique Strauss-Kahn, parlait du couple "accumulation/répartition". Il disait que toute politique économique peut se réduire au jeu de ce couple "accumulation/répartition", que nous n'avons pas de gros désaccords entre nous sur la nécessité d'affirmer ce couple "accumulation/répartition", sur la nécessité d'une politique économique de transport de déficit, etc. et qu'incontestablement nous avions entre nous un débat engagé sur la composante du couple "accumulation/répartition" et la nécessité, comme cela apparaît à travers beaucoup de textes, d'un meilleur partage, que ce soit sur les salaires ou indirectement sur la maîtrise pour se faire de la fiscalité.
Voilà un certain nombre de remarques qui ont été faites, qui posent question, d'une part sur la politique de l'épargne. Il faut bien voir que c'est un problème qui est une de nos préoccupations. Nous sommes passés, sur ces dix années, d'un taux d'épargne de 17% environ à 12,6. Comment mobiliser ce taux d'épargne, sachant - et c'est une deuxième remarque fondamentale - que si on regarde les dix dernières années nous avons une augmentation du pouvoir d'achat net des salaires d'environ… (illisible), mais nous avons une augmentation des retombées sociales d'environ 50%.
Dans ce débat que nous avons eu, aucun d'entre nous n'a remis en cause les grandes orientations de la politique économique menée actuellement par le gouvernement et la nécessité d'aller plus loin dans une affirmation d'une politique de l'épargne.
Les questions qui étaient posées étaient : quelle justesse dans cette politique de l'épargne ? Est-ce que la création d'un plan d'épargne populaire répond à un souci de justice sociale en ce qui concerne l'épargne ? Est-ce qu'il n'est pas nécessaire d'affirmer plus fortement nos priorités sur ce grand problème qu'est celui de la justice fiscale ? Et il est apparu un accord général, en présence du ministre responsable, sur l'augmentation de la taxation sur les plus-values spéculatives, ce qui est quand même une avancée extrêmement importante et qui nous amène dans le droit fil des débats que nous avons actuellement au groupe... enfin une zone de débats qui a été assez bien précisée, tournant autour de l'impôt sur les sociétés... je dirai : tournant autour de : quelle politique pour soutenir l'effort de capitalisation, l'effort d'investissement de l'entreprise.
Aucun des participants ne remettent en cause la nécessité de cette politique, je dirai même mieux, son effet de masse, mais s'interrogeant sur les meilleurs moyens d'avoir une efficacité dans la politique. C'est un débat qui a lieu actuellement, sur lequel il y a des zones de discussion très sensibles avec le gouvernement.
Deuxième grand problème sur lequel il y a aussi interrogation : c'est celui, non pas de la justice fiscale à travers la taxation des plus-values spéculatives, mais celui de la maîtrise de la taxation de ce qu'on pourra appeler "le capital", et "le capital transmissible".

C’est tout le débat que nous avons à l’heure actuelle, y compris avec le gouvernement, sur l’impôt solidarité, sur les grandes fortunes, sa hauteur, son assiette, même si on voit très bien qu’en l’état actuel des choses, il est peu possible de revenir sur cela, mais aussi, ce qui est apparu assez nettement, et dans nos travaux, et dans la Commission, la nécessité d’une réflexion sur la transmission de l’accumulation, c’est à dire, pour parler plus simplement, sur les successions.
Il y a là une réflexion qui est aussi engagée.
Enfin, dernière remarque sur ce que j’appellerai la politique hexagonale. On voit très bien qu’à travers la discussion que nous avons sur la DGF, où je dis très clairement que là aussi est apparue une volonté de refus de ce que serait la proposition du gouvernement, même si le débat doit s’engager pour trouver le mécanisme adéquat; la nécessité d’une mise à plat de l’ensemble du système fiscal et de l’ensemble des prélèvements sociaux apparaît chaque jour un peu plus indispensable.
C’est assez clair à travers le rapport concernant la fiscalité locale, mais on voit très bien que ce n’est qu’un petit bout du problème et qu’il nous faudra très vite aller plus loin. On ne peut pas en permanence considérer que ce problème est toujours devant nous. Il faudra bien qu’un jour nous ayons le courage de l’attaquer.
Enfin dernière remarque pour conclure, président, ce que j’ai résumé sur le mot région, plus justement ce que devrait être une politique micro-économique. On voit très bien qu’étant donné les contraintes européennes, les forces et les faiblesses de l’économie française, la dimension de la micro-économie au sens fort du terme n’est pas une dimension suffisamment explorée, tant sur le plan des politiques industrielles plus énergiques, tant sur le plan des politiques d’aménagement du territoire où incontestablement il y a une critique assez forte qui s’exprime à tous les niveaux, que sur la nécessité de remettre en place une approche de la négociation avec les régions plus proche de celle qui a été engagée en 1984, que de celle qui est faite aujourd’hui, que sur la nécessité aussi de redéfinir des politiques sectorielles qui ont été un peu abandonnées.
Il apparaît à travers les réflexions que nous avons eues que le rôle de l’Etat à travers ces mécanismes non seulement ne doit pas être abandonné, mais au contraire doit être renforcé et doit retrouver un cheminement qui soit plus clair, plus pertinent, plus volontaire que dans les années 1981 à 1986.
Je crois qu’il y a là aussi un débat important, et je dirai d’ailleurs qu’à travers ce débat là, nous amorçons une manière de donner un contenu à ce que nous appelons la notion d’économie mixte.
Voilà, avec cette gageure qui était de rendre compte de débats difficiles, importants et touchant à de multiples problèmes, un effort pour essayer de dire quelle a été la nature de la discussion. Cela montre bien que s’il y a un accord entre nous assez général sur de très grandes orientations politiques et économiques, demeurent des zones d’exploration de ce que doivent être nos projets, tant sur le plan européen que sur le plan de l’économie mixte et de la politique que doit mener notre gouvernement, avec cette donnée clé que nous ne

devons jamais oublier que quels que soient les modèles que nous projetons, nous sommes dans une situation où le rythme de croissance n'est plus une réponse suffisante au problème capital, crucial, qui est celui du chômage.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean.
Sur le rapport de Le Garrec, y a-t-il des observations ?...

Dans la salle - Remarquable !

Le président - C'était une observation. Il n'y en a pas d'autre ?...
Merci, Jean Le Garrec.
Il nous reste maintenant deux rapports de Commission à entendre, et, je suppose, un certain nombre d'interventions qui vont s'y agréger : d'une part le rapport de la Commission sur la vie interne du Parti, d'autre part la Commission de travail sur le Congrès.
Le premier rapport sera présenté par Claude Bartolone, après quoi Henri Emmanuelli présentera le rapport sur la préparation du Congrès.

Yvette Roudy - Je rapporte également.

Le président - Alors vie interne du Parti, Bartolone et Yvette Roudy, bien sûr.
Claude Bartolone a la parole.

Claude Bartolone
Chers camarades, cette Commission en partie idéologique a amené bon nombre de camarades à s'y intéresser, et la Salle Colbert était pleine de gens qui ont souhaité participer à la séance de travail de cette Commission, qui se déroule donc au cours de ce CD, mode de travail qui avait été décidé en théorie il y a deux ans.
Nous avons donc examiné la vie interne du Parti. Vaste sujet ! Par la force des choses, vous l'imaginez, nous avons, mes chers camarades, quelque peu tâtonné pour élaborer un ordre du jour satisfaisant dans le laps de temps qui nous était imparti. Les thèmes qui ont pu être abordés dans le fil de la discussion et sous la contrainte de l'horloge ne peuvent évidemment pas, dans de telles conditions, se substituer aux nécessaires débats qui en tout état de cause n'épuisent pas la discussion.
Toutes les interrogations liées au fonctionnement interne n'ont pu être abordées, et les participants à cette Commission se sont engagés sur cinq pistes qui ne sont pas exhaustives : questions statutaires et fonctionnement, place des femmes dans notre organisation - sujet sur lequel va intervenir Yvette tout à l'heure - rôle des experts, perspectives de création d'une fondation du PS, finances et cotisations.
Questions statutaires d'abord.
Comme l'a rappelé notre camarade Pierre Mauroy, le Congrès de Toulouse avait ouvert une porte qui n'a pas été refermée à Lille et qui statutairement autorise le

Fondation Jean Jaurès

prochain Congrès de Rennes, s'il le souhaite bien entendu, à procéder à une modification de notre déclaration de principe. Dans ce cadre, il sera prochainement proposé à chacune des sensibilités de se réunir autour du Premier secrétaire afin de procéder à une relecture de cette déclaration. Ceux qui le souhaitent pourront proposer de modifier la déclaration de principe.
Du point de vue des modifications statutaires, toute proposition dans ce sens pourra être soumise au vote des militants à partir du 15 décembre dans le Poing et la Rose.
Toute proposition de modification des statuts devra être déposée selon la règle trois mois avant l'ouverture du Congrès. C'est au cours de la première journée du Congrès de Rennes, parce que ce jour là nous siégerons en Congrès ordinaire, que ces questions seront débattues et finalement tranchées.
La Commission a débattu d'une proposition concernant une éventuelle modification de la composition du Comité directeur. Là, on était à la marge entre Commission et déjà débat de Congrès, mais enfin nous avons entendu des points de vue différents, certains étant pour l'adjonction à cette instance de secrétaires fédéraux; ce point a entraîné bien entendu de nombreuses remarques favorables pour ceux qui y trouvaient une meilleure manière de communication avec les fédérations, de même que de nombreuses objections contre la remise en cause en réalité de la règle de représentation proportionnelle et contre un Comité directeur à géométrie variable.
Un groupe sera constitué afin de débattre de l'ensemble de ces questions liées aux statuts, et qui relèvera du Congrès, bien entendu, qui sera tranché au moment du Congrès.
Ensuite, place des femmes. Ce point, vous le comprendrez, je ne le traiterai pas puisqu'Yvette va certainement dire des choses importantes concernant ce point de nos travaux.
Le rôle des experts : notre camarade Allègre s'est livré à un commentaire sur le groupe qu'il anime. Plus de la moitié des personnes intégrées, en raison de leur compétence, au groupe des experts n'appartiennent pas au Parti Socialiste. Une décision a été prise il y a quelques mois, il faut aujourd'hui travailler pour régionaliser le groupe des experts.
Allègre souhaite que les camarades se mobilisent et l'aident en ce sens. Yannick Bodin, dans son intervention, a estimé que cette régionalisation posait la question des structures politiques du Parti au niveau régional, pour avoir une discussion avec ce groupe des experts régionalisés.
Le quatrième point portait sur la création d'une fondation. Un groupe de travail a été installé, il y a deux ans, sur cette question. Les camarades ont rencontré les Allemands, la Fondation Hebert et les socio-démocrates suédois.
La création d'une telle structure suppose une mobilisation de moyens financiers considérables, point sur lequel est intervenu Henri Emmanuelli, et je pense que tout à l'heure il aura quelques mots à nous dire là dessus.
De ce point de vue, nos camarades allemands sont largement subventionnés par l'Etat. Yvette Roudy juge, à partir du travail discret et réel de l'ISER, qu'on peut trouver l'embryon d'une telle structure. Quant à notre Premier secrétaire, il

Fondation Jean Jaurès

estime que nous avons un second outil qui fait aujourd'hui un travail considérable et sur lequel il faudrait s'appuyer, c'est solidarité internationale.
Notre trésorier national est intervenu sur la question du montage financier de l'opération, ce qui lui a permis de trouver la transition avec le dernier point abordé, celui des finances et du montant des cotisations.
Faut-il baisser la part nationale du volet des cotisations ? Faut-il avoir une règle plus acceptable dans l'ensemble des fédérations ?
Selon notre camarade trésorier national - mais je le laisserai peut-être développer plus longuement ce point pour ne pas alourdir mon propos - cela entraînerait dans le cadre d'une situation financière difficile pour le Parti Socialiste un manque à gagner très important.
D'autres camarades sont intervenus, eux, en soulignant à quel point le montant des cotisations pouvait être entre autres un facteur qui peut constituer un obstacle à l'adhésion.
Chacun s'est accordé pour considérer qu'il fallait être offensif en ce qui concerne le financement par l'Etat des organisations politiques.
Voilà, mes chers camarades, les différents points que nous avons abordés. Je pense qu'en ce qui concerne les femmes, Yvette pourrait prendre la parole, et Henri Emmanuelli pourrait peut-être donner plus de précisions sur un sujet qui lui tient à cœur, ou au portefeuille, comme vous voudrez.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Yvette Roudy.

Yvette Roudy
Mon cher président, mes chers camarades.
Je dois donc rapporter ici sur la question des femmes.
Dans le groupe qui s'est constitué hier, on n'a pas jugé bon de créer un sous-groupe, nous sommes restés dans le groupe élargi de la vie interne, et je crois que c'est une bonne chose.
J'ai été beaucoup aidée dans la présentation du sujet par la Commission Femmes du Parti qui s'était réunie quinze jours avant, qui avait eu le temps d'élaborer des propositions que j'ai pu présenter.
Cette Commission est importante, je veux que vous le sachiez, elle travaille énormément, et pas d'aujourd'hui, et elle est composée non seulement de femmes qui s'intéressent à la question et qui sont membres du Parti, mais il y a aussi, faisant office en quelque sorte, je dirai presque, à certains moment, de secrétariat, d'un collectif à la proportionnelle des courants... bref, ce sont des femmes Socialistes qui peuvent représenter tout à fait légitimement ce qu'on peut appeler "les femmes Socialistes", dont j'ai pu présenter hier en Commission ce qu'elles souhaitent, dans un texte qui va d'ailleurs être à votre disposition et qui sera déposé sous forme de contribution et où on retrouve des signatures de tous les courants de pensée.
Dans un premier temps, le constat sur la situation des femmes en général, qui

Fondation Jean Jaurès

n'est pas très bon, et la situation des femmes dans le Parti, qui est à l'image de ce qui se passe dans la société, comme c'est le cas bien souvent, d'une manière générale.
On peut dire que dans certains secteurs il peut y avoir quelques petites avancées dans la société, mais ce qui est grave, et on a insisté là- dessus, c'est la question du chômage qui ne recule pas ; le chômage des femmes ne recule pas, il augmente. S'il y a 10% de taux de chômage général, 12% est le taux des femmes et 8 celui des hommes. Donc il y aurait là quelque chose à faire et des recommandations sont prévues dans le texte pour remédier à cet état de chose.
Le deuxième constat montre qu'au regard des élections cela ne va pas très bien. Nos électrices sont éloignées de nous, elles sont plutôt tournées vers les Verts, elles se sont beaucoup abstenues récemment.
Les législatives montrent que nous avons un recul des femmes Socialistes. Nous avons moins de femmes à l'Assemblée Nationale aujourd'hui qu'en 1986 ou 1981, ce qui est tout à fait regrettable. 6,13% aujourd'hui à l'Assemblée Nationale. Aux régionales : 11,4%. Cantonales : 4,7%. Cela va un tout petit peu mieux pour les européennes où l'on maintient tant bien que mal 30% depuis 1979, mais du premier rang en 1979 nous sommes passés aujourd'hui au 4ème parce qu'entre temps d'autres partis sont passés devant nous.
Quant au Sénat, on a bien failli frôler le zéro sidéral ; nous avons une femme sénateur nous devrions en avoir deux.
On m'avait promis, et je pensais que cela allait se faire, que nous devions avoir deux femmes entrant au Sénat. C'est encore possible de faire entrer la deuxième. C'est là qu'on s'aperçoit qu'il y a dans bien des cas une question de volonté, qu'on trouve ou qu'on ne trouve pas.
J'ouvre une parenthèse sur le Sénat : c'est moi qui le dis, ce n'est pas la Commission, mais la Commission le reprend.
Au Comité directeur, constat, hélas, d'un recul pour ce qui concerne la représentativité des femmes : en 1981, 20,7% de femmes. C'était Valence.
En 1983, 18,6%. C'était Bourg-en-Bresse.
En 1985, 17%.
Et en 1987, 18,8%.
Donc, il y a là, on le constate, un recul.
La Commission fait des propositions, à la fois pour le gouvernement et pour le Parti.
La première des choses qu'elle demande pour le Parti (puisque c'est du Parti dont on parle, vous trouverez les propositions pour le gouvernement dans le texte qui est déposé), c'est d'appliquer les décisions qui ont été prises à la Convention de Châtellerault, qui s'est tenue en 1987, une vraie Convention où l'on a discuté, débattu, voté à la Commission des résolutions. Il suffit de les appliquer, elles n'ont pas à être re-débattues. Appliquons Châtellerault, dit avec force la Commission, et notamment un point de Châtellerault dont on a entendu parler, je crois le savoir, hier (merci, Pierre Mauroy), à savoir la mise en place d'une Commission.
Sur la mise en place de cette Commission, qui ne pourra être statutaire qu'à

partir du prochain Congrès, se dégagent deux positions.

- Il y a ceux qui disent : "Attendons pour la mettre en place le Congrès pour qu'elle soit vraiment complètement statutaire".
- Et il y a ceux qui disent : "Mettons-la en place tout de suite, pour que le travail soit préparé".

Donc, là -dessus, il faudra trancher.
Moi, j'ai le sentiment qu'on peut toujours essayer de la mettre en place... à condition qu'on lui donne les moyens. Cela, on le verra tout à l'heure...
La pire des "tuiles", ce serait qu'on fasse une Commission "à la Clemenceau" : on va faire une Commission, enterrer le sujet, elles vont se tenir tranquilles et on aura la paix !
Donc, là-dessus, on n'a pas à en re-débattre, c'est décidé. Reste à savoir ce qu'on va en faire.
Dans le débat, hier, un camarade a dit une chose que j'ai entendu répéter très souvent : cela sert à quoi, les quotas, si on ne peut pas les appliquer ?
Cela, c'est un argument que j'ai très souvent entendu, et là, c'est moi qui interviens, ce n'est plus la Commission, parce qu'hier j'ai répondu à ce camarade et je lui ai dit : évidemment, avec un argument pareil, on ne va pas très loin ! J'ajoute ici aujourd'hui, réflexion faite, que cet argument me paraît quelque part - si jamais il devait par contagion se répandre dans le Parti - être extrêmement démobilisateur d'une manière générale.
A quoi cela sert, si on ne peut pas les appliquer? A quoi cela sert de se fixer des objectifs si on n'est pas capable de les tenir ? Moi, j'ai le sentiment que si on devait développer ce type d'esprit dans le Parti, ce n'est pas avec cela qu'on formerait beaucoup de troupes de conquérants ! On pourrait peut-être former des gérants, mais sûrement pas des conquérants ! Or, je crois que nous avons besoin de conquérants.
Je vais ajouter une chose pour ce qui est des quotas, puisqu'on en parle régulièrement et que je peux peut-être développer un argument qui pourrait nous débloquer le débat, car j'ai le sentiment, au vu de la présence des femmes au Comité directeur, qu'il est un peu bloqué...
A quoi cela sert, si on ne peut pas les appliquer ?... Du coup, on ne peut pas, évidemment, parce qu'on n'a pas essayé !
Moi, je n'ai pas la religion du quota, mais j'ai la passion du progrès et, ce que je sais, c'est que quand on veut améliorer des situations, on peut. Quand on ne veut pas, on a vite fait de s'abriter derrière un certain nombre d'arguments.
Au moment des municipales, des camarades ont cherché vraiment à mettre des femmes sur leurs listes, et ils en ont trouvé. Moi, je n'étais pas dans une ville très facile (ce n'est pas la région parisienne, croyez-moi), mais j'ai voulu trouver 40% de femmes, et on les a trouvés. Ce n'est pas moi qui les ai trouvés, ce sont les camarades. 40% à Lisieux, il faut le faire, croyez-moi, surtout quand on a trois mois pour le faire ! Ce ne sont pas des féministes qui les ont trouvés, ce sont des camarades qui ont fait la campagne avec moi, et ils les ont trouvés parce qu'ils ont compris que c'était bon pour le Parti, que c'était bon pour la campagne. Marie-Noëlle Lienemann me fait des signes... je sais que, de son

Fondation Jean Jaurès

côté, elle a fait la même chose, et comme elle est partie avant moi, je crois qu'elle a même eu un meilleur résultat. Quand on a la proportionnelle, quand on est au plus proche des habitants, quand on est dans une municipalité, si on veut, on peut.
Ce que je voudrais ajouter sur cette question, c'est que la féminisation du personnel dans les entreprises (et le Parti, d'une certaine façon, est une sorte de grande entreprise) est quelque chose qui est maintenant devenue générale partout.
Dans de très grandes entreprises (et je le sais parce que je reviens d'une mission sur l'égalité professionnelle) on a une politique de féminisation du personnel, on a une volonté, et il y a des personnes qui ne font que cela, qui ont pour mission de recruter et de chercher des "têtes de femmes", si j'ose dire ! Des "chasseurs de têtes" sont également chargés maintenant de trouver absolument des têtes qui ne soient pas forcément masculines, parce qu'on s'est aperçu que, pour ce qu'il y avait à l'intérieur, de ce côté-là le sexe n'avait rien à voir !
Donc, j'ai rencontré, au Québec notamment, un chef d'entreprise absolument hostile au principe du quota. Simplement, il avait une formidable politique de féminisation de son personnel. Il exigeait chaque année de son personnel recruteur toujours plus de représentation féminine à l'intérieur de son entreprise et, en cinq ans, il est arrivé à 40%.
Moi, je vous le dis ici : si nous prenons la décision et si nous avons la volonté, au prochain Congrès, sérieusement, c'est à dire en se donnant les moyens - j'en dirai un mot brièvement tout à l'heure - d'avoir tout de suite 30%, partout où la proportionnelle le permet, dans deux ans, 35 et dans quatre ans, 40%, c'est parfait et on aura mis en place une mécanique et une dynamique. C'est possible, cela se fait ailleurs.
Mais, pour cela, il faut des moyens, dans deux domaines.
Des moyens politiques, et cette Commission qui sera statutaire au Congrès peut en faire partie. Il faut qu'elle réfléchisse (des détails sur sa constitution seront proposés au Parti par les femmes du Collectif, il ne faut pas que ce soit une Commission "à la Clemenceau") pour mettre en place une politique volontariste, par objectifs, avec des résultats qui seront rapportés chaque année, avec des instructions et avec des sanctions si on n'a pas les résultats, et avec des moyens matériels, c'est à dire la possibilité de travailler ; un secrétariat avec une assistante et une secrétaire, c'est nettement insuffisant, je dois le dire tout de suite !
Dans les autres propositions qui ont été faites, il y avait celle de l'association. Je crois que cela, c'est un débat pour le Congrès.
Nous, nous pensons (les femmes de la Commission) qu'il serait bon qu'il y ait une association qui puisse recruter dans la société, pour avoir des personnes qui ne soient pas encore Socialistes mais qui soient sympathisantes ; ce serait un vivier, ce serait une passerelle.
Il y a encore beaucoup de propositions sur lesquelles je ne m'étendrai pas. Je me suis cantonnée à l'essentiel. Je veux dire simplement, pour conclure, parce que c'est une chose à laquelle je tiens beaucoup, qu'il faut la volonté et les moyens,

Fondation Jean-Jaurès

sans quoi on n'y arrivera pas, et surtout changer d'attitude, arrêter d'être résignés et redevenir conquérants. C'est vrai pour la question des femmes et, je dirai plus, c'est vrai pour l'ensemble du Parti.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Yvette Roudy.
Sur les rapports de Bartolone et d'Yvette Roudy, y a-t-il des observations ? Je rappelle que nous aurons ensuite le rapport d'Emmanuelli sur la préparation du Congrès.
Nicole Bricq ?

Nicole Bricq
Je reprendrai une remarque générale que j'ai faite hier en Commission sur toutes les propositions qui nous ont été exposées.
Je me suis étonnée, alors que nous avons un débat de Congrès qui s'est ouvert, alors que les grandes contributions de politique générale qui ont été déposées ont repris beaucoup de choses concernant la vie interne du Parti, je me suis étonnée - je le dis devant le Comité directeur en séance plénière - du fait qu'hier on se saisisse de cela dans une Commission, même si c'était intéressant de parler de la vie interne et si cela a été une "première" réussie. Mais c'est le débat du Congrès qui a été ouvert dans les sections et qui doit se poursuivre.
C'est la première observation que je tiens à faire, de manière générale.
Sur le deuxième point qu'a évoqué Yvette Roudy, je ferai aussi une observation générale.
Je pense qu'on aurait pu arriver à avoir un texte commun pour voir ensemble, au niveau politique qui est le nôtre, comment on peut penser l'avenir des femmes dans ce Parti. Je crois qu'on n'y est pas arrivé et je pense que la méthode d'élaboration des textes est en elle-même critiquable.
Je crois qu'on ne peut pas fonctionner dans le Parti comme un lobby - cela pose un véritable problème - qui auto-proclame ses textes (je ne le signerai pas, du reste, Yvette) et qui tourne un petit peu sur lui-même.
La dernière remarque que je ferai concerne la Commission qui découle de la Convention de Châtellerault, qui doit être mise en place après le Congrès et qui doit être préparée auparavant.
Moi, je demande que le Comité directeur prenne la décision de la mettre - sa préparation, son fonctionnement et sa composition - sous l'autorité du Bureau exécutif, parce que je crois qu'elle ne peut pas être issue uniquement des propositions de la Commission nationale Femmes. Toutes les femmes qui participent au Comité directeur, et qui n'y sont pas forcément avec une étiquette féministe, ne peuvent pas s'en trouver exclues, et cela concerne aussi tous les camarades qui ont une activité politique et pour lesquels ce problème fait partie de leur horizon Socialiste.
C'est donc ma demande : que le Bureau exécutif la prenne sous sa responsabilité pour qu'elle puisse être proposée au prochain Congrès.

Collection Jean Jaurès

Le président - Daniel Vaillant ?

Daniel Vaillant
Il me semble qu'il faut que les choses soient bien claires.
Cette Commission de promotion des femmes dans le Parti est une décision d'une Convention ordinaire. Donc, je crois qu'il faut effectivement la mettre en place.
C'est vrai que, comme elle n'a pas de caractère statutaire (je ne reviens pas sur ce que j'ai dit au Bureau exécutif), je crois que c'est la bonne méthode que suggère Nicole Bricq, à savoir que cette Commission se mette en place dès à présent, parce que je pense qu'on a déjà, d'une certaine manière (et pas que d'une certaine manière...) perdu du temps et qu'elle soit placée, à ce stade, en tout cas jusqu'au Congrès qui aura à en délibérer, sous l'autorité du Bureau exécutif.

Le président - D'accord ? Pas d'autre observation ?...
Pierre Mauroy ?

Pierre Mauroy
Je voudrais dire un mot sur ce point.
Cela me paraît tout à fait logique et c'est pourquoi il faut adopter cette proposition, qui n'est d'ailleurs pas une proposition nouvelle.
Nous avons une Convention qui a décidé de mettre en place une Commission. Très bien. Elle l'a appelée une Commission statutaire. Elle n'est pas dans nos statuts. Seul le Congrès peut intervenir en ce qui concerne les statuts. Si le Congrès le décide (pourquoi pas ?), elle deviendra statutaire, avec des gens élus, qui le seront par le Parti. Ils ne vont pas s'autoproclamer comme cela "Commission statutaire" ! Donc, elle sera soumise à une élection du Parti. Cela, c'est le Congrès et, sur ce plan-là, je ne veux pas préjuger de la décision qui sera prise par le Congrès.
Ce qu'il y a de vrai, c'est que le Parti doit mettre en place cette Commission, puisqu'une Convention du Parti l'a décidé. Elle n'est pas statutaire, elle est donc une Commission qui ne peut pas échapper à la direction du Parti, au Bureau exécutif, cela me paraît évident. On peut en changer de nature après le Congrès, en en faisant une statutaire et en précisant que les membres de cette Commission seront élus dans telle, telle et telle conditions, mais cela, on ne peut pas en décider maintenant.
C'est une Commission importante et si j'ai proposé de la mettre en place, c'est pour qu'elle puisse travailler, mais je crois que Nicole a raison de préciser que ce sera sous l'autorité du Bureau exécutif, comme d'ailleurs l'ensemble des Commissions du Parti.
Nous sommes d'accord, Yvette ?

Yvette Roudy
Je demande à préciser une chose, si tu le permets, très rapidement...
(Murmures)

Fondation Jean-Jaurès

Je ne vais pas entamer de polémique avec Nicole, on en parlera... Je veux dire que la Commission est très ouverte. Tu as des camarades qui sont au Collectif, que tu as désignées... je t'ai déjà répondu, ce n'est pas de leur faute si tu n'y vas pas, mais tu as des camarades, ici... (protestations diverses)... Je ne polémique pas, je peux aussi faire autre chose, si vous voulez !... (murmures)... oui, largement, et j'ai donné beaucoup ! C'est trop facile de venir après... On laisse les gen s "ramer", et puis... (murmures)...
Ce que je veux dire, sur cette Commission, c'est qu'elle a été décidée depuis un moment... tu as raison... il faut que cela passe au Bureau exécutif... tout doit passer d'ailleurs au Bureau exécutif sinon cela n'a pas de valeur. Ce serait, sinon, une Commission à la "Clemenceau". On veut qu'elle soit au Bureau exécutif, il y a des camarades qui pourraient élaborer les détails, mais je pense que cela dépendra de la composition effectivement du groupe qui les élaborerait... groupe qui sera une émanation, qui émanerait du Bureau exécutif. Sans cela, évidemment, cela n'aura aucune valeur. Là-dessus, je n'ai rien à dire. Je dis simplement, mais c'est important, qu'il faut des moyens.
S'il n'y a pas de moyens, c'est du discours !

Le président - Nous sommes d'accord, je crois.
D'autres interventions sur ces deux rapports ?
Il n'y en a pas. Je donne la parole à Henri Emmanuelli pour la Commission de préparation du Congrès, mais avant, si tu permets, de te donner la parole je voudrais en complément du rapport qu'a présenté Michel Charzat, sur la situation sociale, vous soumettre un petit texte sur le conflit Peugeot.
"Le Comité directeur du Parti Socialiste renouvelle son soutien aux travailleurs de Peugeot, et salue leur lutte pour la reconnaissance de leur dignité. Il se félicite que les initiatives du conciliateur, nommé par le gouvernement fassent sur l'espoir d'un dialogue. Il se propose d'étudier les moyens juridiques permettent d'ouvrir le dialogue lorsque la carence d'un ou des parties crée une situation sociale dangereuse."
Vous êtes d'accord sur ce texte ?

Lionel Jospin - Si j'ai bien entendu, je ne trouve pas la dernière phrase très claire. Il me semble qu'elle passe du cas particulier de Peugeot, à une proposition d'attitude générale. On le devine... on en a déjà parlé... et ça n'est pas, à mon sens, clair dans le texte... je préconiserais que ce passage soit introduit plus clairement.
On croit qu'on continue à parler de Peugeot, alors qu'on pense à la suggestion d'un mécanisme législatif.
On pourrait dire : "les Socialistes réfléchiront aux moyens juridiques ou législatifs."

Le président - Tu feras la correction.
Pas d'autres observations ?
Merci.

Fondation Jean Jaurès

La parole est à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli
Chers camarades, tous les mercredis matin, la Commission se réunit, dans laquelle sont représentés les différents courants, sensibilités, ou sous-sensibilités... cela devient plus compliqué... pour examiner les modalités de préparation du Congrès. Nous avons donc réuni ce matin une Commission qui était en fait une séance un petit peu particulière.
Il y a beaucoup de choses à traiter, à examiner, mais nous nous sommes limités à des problèmes qui se posaient pour les contributions et qui étaient mises à l'ordre du jour par les différents camarades présents.
Cela ne veut pas dire que nous ayons épuisé, vous l'imaginez, tous les problèmes que posent l'organisation du Congrès.
Je dis cela parce que nous avons beaucoup à faire encore. Qu'avons-nous décidé ce matin ?
Nous avons décidé - et ce n'est pas très original d'ailleurs - que les différents signataires avaient jusqu'à mardi matin pour remettre à Françoise Seligmann la liste des signataires.
Je vous le rappelle, ce nombre est de 250 pour les contributions dites générales... et nous souhaiterions, pour des problèmes de classement, qu'il y en ait une trentaine pour les contributions thématiques.
Il va de soi que si telle ou telle contribution thématique, parce qu'elle est à représentation d'une Commission nationale, ou parce qu'elle a beaucoup de succès, devait dépasser ce chiffre, nous n'irions pas censurer les unités.
Le classement des contributions, entre contributions générales et contributions thématiques, se fera mercredi dans une réunion de cette fameuse Commission.
Le tirage au sort pour la présentation du "Poing à la Rose" se fera comme à l'ordinaire au Bureau exécutif mercredi soir. C'est tout le côté pratique, très imprimeur, si j'ose dire.
Il y a ensuite les questions qui ont été posées sur la qualité du débat. Je répète qu'il s'agit des contributions. Nous sommes convenus d'envoyer aux fédérations une circulaire pour leur rappeler, avec force, une chose simple : celle de l'égalité des traitements. Il y a 7 ou 9 contributions... 9 me dit Claude Estier... il va de soi que les moyens des fédérations sont inégaux. Il serait difficile de fixer depuis le Comité directeur, des règles strictes du genre : il faut envoyer tant de lettres par contribution, parce qu'une lettre à contributions, cela fait 9 lettres, à tous les adhérents... 9 lettres, cela fait 12 lettres à tous les adhérents. On n'a pas voulu entrer dans ces détails. Ce n'est pas notre rôle.
On insiste pour que dans toutes les fédérations, il y ait égalité de traitement et pour que cette égalité de traitement soit respectée, alors, on demande que se crée, dans toutes les fédérations, une Commission fédérale pour veiller justement à l'égalité de traitement.
Il faut aussi que ce qui est fait pour une contribution, soit fait pour toutes. C'est le premier point.
Le deuxième point : il faut que cette Commission fédérale veille à ce que la

Fondation Jean-Jaurès

liberté de circulation des personnes soit entière. On ne prétend pas résoudre les multiples problèmes qui peuvent surgir a priori. Nous avons souhaité le dispositif suivant : il y aura donc une contribution, ou du moins, une condition fédérale dans chaque département, où sera représenté un mandataire de chaque contribution forcément.
C'est cette Commission qui veillera à l'égalité de traitement et si cette Commission constate des choses anormales, elle saisira la Commission nationale qui prendra une décision.
On n'a pas voulu aller plus dans le détail. On rentre alors dans des discussions absolument surréalistes.
De toute façon, elles ont toutes l'inconvénient de vouloir régler a priori des problèmes des sections qui ne marchent jamais.
Voilà pour l'essentiel.
Ensuite, a été évoquée à la Commission, le problème d'une fédération... je n'en nommerai aucune. Nous nous sommes contentés de dire que dans cette fédération, comme dans les autres, il y aurait une Commission fédérale qui veillerait... dans toutes les fédérations, cela fonctionnera de la même manière.
Pour le reste, s'il y a d'autres problèmes, je crois qu'il appartient alors à chacun de les évoquer devant le Comité directeur, ça n'est pas à une Commission de préparation des modalités du Congrès de régler les problèmes qui sont politiques.
Nous sommes là pour veiller à l'égalité de traitement, pour définir des modalités. S'il y a d'autres problèmes, ce n'est pas à la Commission de décider ou à prendre des orientations sur l'évolution ou les mesures à prendre dans telle ou telle fédération.
Pour conclure, je voudrais revenir, comme m'y invitai Bartolone, sur l'affaire des cotisations.
Je ne voudrais pas qu'il y ait des malentendus. Je ne dis pas - et il l'a fait fidèlement d'ailleurs... je me suis contenté de dire en fait ceci : "quand on parle du problème des cotisations, on parle notamment du problème de la baisse des cotisations, mais on ne pose pas le vrai problème. Plus exactement, on ne pose le problème comme il faut."
Il y a aujourd'hui, comme vous le savez, ici j'espère tous, dans la cotisation payée par les adhérents, une part nationale qui est de 145 F, et qui inclus 20 F d'abonnement à l'hebdomadaire Vendredi. Et ensuite, il y a les cotisations fédérales. Alors là, on a énormément de différences puisque cela peut aller de 120 F à plusieurs milliers de francs.
Je ne donne pas de pourcentage parce que cela varie. On passe du simple, non pas au double, mais au 30ème ou au 50ème... c'est là, je crois, qu'il faut faire attention. C'est comme cela. Ce sont de ces sommes-là que vivent les fédérations. Si on pose le problème de la baisse des cotisations, en fait il faut dire : "le problème que nous posons est celui de la recherche des ressources de substitution".
On peut parler de baisse des cotisations mais je crois qu'on ne peut le faire sérieusement que si dans le même temps, on propose des ressources de

substitution. Sinon, moi je veux bien qu'au national, on baisse un peu plus la cotisation nationale, mais je ne crois pas que ce soit les 145 F du national qui fassent problème.
Si c'est la part fédérale, les fédérations vont répondre : nous on veut bien mais avec quoi on va vivre ?
Il y a aujourd'hui des recherches, des pistes... il y a un financement public.
Moi je coudrais dire simplement que si les moyens budgétaires affectés au financement public, sont adéquats, alors il n'y a pas de problèmes.
On peut imaginer qu'une partie du financement public redescende sur les fédérations et leur permette de baisser les cotisations à condition d'ailleurs que cette re-descente soit bien utilisée à baisser les cotisations et pas à autre chose. C'est une première piste.
L'autre piste qui est très sérieuse, qu'a évoquée Bartolone, et je partage son sentiment, c'est que quand même, il faudrait avoir une grille nationale dans le Parti
Je pense que ça n'est pas sain qu'il y ait des fédérations où la carte soit à 250 F, et d'autres où la carte est à 3 ou 4000 F.
Il faudrait qu'on arrive, je pense, à mettre en place une grille nationale.
Cela, je vous propose de vous faire des propositions après avoir réuni les camarades qui sont concernés, dès le prochain Comité directeur à la fin du mois de novembre, ou début du mois de décembre.
Nous allons avoir le problème immédiat de la fixation du montant des cotisations au 1er janvier 1990. Voilà comment je vois les choses. Je n'ai pas d'à priori sur le reste, sur le fait de savoir s'il faut les baisser ou pas.
Je suis plutôt pour les baisses. En tant que trésorier je dirai : attention, il ne suffit pas de dire : "Il faut baisser les cotisations", il faut dire : "Voilà par quoi on remplace." C'est comme à l'Assemblée Nationale, il y a le fameux article 40. Je vous demande simplement d'avoir, en tant que militants et dirigeants du Parti, la même rigueur que celle qu'on exige des députés dans la Constitution de le 5ème République.
Merci.

Le président - Je crois avoir compris qu'il y a des demandes d'intervention sur ce rapport ?... Michel Debout?

Michel Debout
Sur le rapport d'Emmanuelli j'aurai une question, qui d'ailleurs est reprise dans les propositions déposées par Jean-Marc Ayrault.
D'abord je me félicite de l'accord sur ces Commissions départementales de préparation du Congrès de façon à assurer l'égalité de traitement à chaque contribution et la libre circulation des porteurs d'idées pour animer les débats.
Je crois que c'est un point positif qu'il faut souligner. Jean-Marc Ayrault a parlé hier de la possibilité d'un changement de statut selon la formule "un homme, une voix". Cela a été repris dans un certain nombre de contributions. Nous vous proposons dès aujourd'hui de le mettre en œuvre pour le prochain Congrès.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Je crois que si tout le monde est d'accord, et puisqu'il y a une tendance qui se fait jour dans cette voie-là, il faudrait que dès aujourd'hui on puisse se prononcer sur cette proposition qui deviendrait la règle de notre fonctionnement. Donc le Comité directeur se prononce là-dessus.
Et enfin, troisième chose, Emmanuelli a dit, avec beaucoup de pudeur, "une fédération", dont vous avez compris qu'il s'agissait des Bouches du Rhône ; je ne vois pas pourquoi on en parle comme cela. Si j'ai bien compris, le Comité directeur s'était séparé en Commissions, et lorsque nous étions en Commissions nous étions toujours du Comité directeur, et il y a là une continuité du débat. Je ne vois pas pourquoi on fait des subtilités. On a parlé des Bouches du Rhône et on a continué à en parler. Effectivement nous considérons qu'il y a dans ce département un problème politique. Il ne s'agit pas de se jeter à la tête d'untel ou d'untel, ou de dire que tel Premier secrétaire fédéral est un mauvais Premier secrétaire fédéral. En tous cas le Premier secrétaire fédéral que je suis connaît la difficulté du métier. Il ne s'agit pas de cela, il s'agit d'observer qu'il y a un problème politique, que la direction fédérale actuelle des Bouches du Rhône n'est pas en capacité de bien préparer... (hors micro)...
Si vous êtes d'un avis contraire, vous pouvez vous exprimer, nous sommes là dans une assemblée politique qui prend des décisions politiques, et je parle de politique. Parlons calmement. Nous considérons, je considère que la situation est exceptionnelle et qu'elle demande un traitement exceptionnel. Le traitement exceptionnel, la réponse que nous vous proposons, c'est la mise en place d'une Commission de gestion de la fédération d'ici le Congrès, qui aura pour tâche politique, entre autres, d'assurer une meilleure préparation du Congrès possible dans les Bouches du Rhône en faisant en sorte que chacun puisse participer au débat qui s'ouvre. Quand je dis que chacun puisse participer au débat qui s'ouvre, je pense à ceux qui sont actuellement membres du Parti, et je pense à tous ceux qui ont été et qui redeviendront membres du Parti, et qui ne peuvent pas actuellement participer au débat.
C'est une proposition que nous faisons... (mouvements divers)... une proposition exceptionnelle, étant donné qu'il y a une situation exceptionnelle. Enfin, camardes, tout ce qui a été décidé dans la dernière période par le Bureau exécutif, concernant notamment la préparation des sénatoriales... collectivement, nous avons considéré que, dans ce département, il y avait un problème politique particulier ; alors, ayons le courage de le dire, ne faisons pas comme si les choses allaient bien. Puisqu'il y a une situation exceptionnelle - c'est une deuxième proposition que nous faisons - c'est qu'en tout état de cause, pour le département des Bouches du Rhône, on applique la règle que je vous propose pour tous, mais qu'on l'applique en tout cas dans les Bouches du Rhône, c'est à dire un homme une voix.
Voilà la proposition précise et politique que nous faisons, en souhaitant que le Comité directeur se prononce dessus.

Le président - Merci. Yvon Deschamps.

Yvon Deschamps
Moi, je voudrais, à la suite du rapport de la Commission de préparation du Congrès, faire quelques brèves remarques.
D'une part, pour regretter ce principe de suspicion généralisée qui semble devenir la règle dans le Parti. J'ai eu l'occasion de lire dans la presse régionale du Rhône que telle ou telle section de ma fédération serait en situation de pratiquer des ouvertures sélectives, ai-je lu ; d'autres camarades d'autres horizons laissent entendre qu'on pratiquerait de façon plus ou moins bureaucratique, ou je ne sais quoi... et sans débat dans les instances de ma fédération. Et quand je demande une explication aux camarades présents, à ces moments, ce ne sont jamais ceux qui ont dit ces mots-là qui sont présents en face de moi, bref, calomnions, calomnions, comme vous le savez, ça court, et ça peut toujours bien faire dans le décor !
(Applaudissements)
Je voudrais ajouter, s'agissant toujours des modalités de préparation du Congrès : la libre circulation des hommes. Moi, j'avais le sentiment qu'on était au Parti Socialiste, et pas en République Démocratique Allemande. Il semble qu'il faille se donner des règles particulières pour permettre à nos camarades de venir débattre.
Camarades, qui tenez à cette libre circulation, je me suis amusé au petit calcul suivant. J'ai dans la fédération 65 sections, 9 contributions. Il me revient donc d'organiser dès lors que les militants auront reçu les textes, il n'est pas question qu'ils débattent sans avoir pu les lire, il me revient d'organiser 585 réunions, soit une réunion tous les cinq jours en période utile. Moi, je le veux bien. Je ne procéderai pas comme cela dans ma fédération, parce que je ne veux pas écœurer les militants quant au contenu et à l'objectif que poursuit notre Parti.
Enfin, s'agissant de ce que disait à l'instant Michel Debout, dans la fédération des Bouches du Rhône, sans doute y a-t-il problème, mais où est le problème ? Ces camarades ont mené une liste aux municipales, ont mené une liste aux sénatoriales. Que je sache, investie par le Parti, en accord avec le Parti. Nous avons mené une liste municipale, nous en avons mené une à Lyon, on en a mené chez Michel Debout, à Saint Etienne, et pas plus à Paris qu'à Lyon, à Marseille ou à Saint Etienne, nous n'avons gagné...
(Applaudissements et mouvements divers)
Je pense que la situation dans ces grandes villes que nous n'avons pas su gagner nécessite un traitement particulier.
(Applaudissements)

Le président - Michel Pezet.

Michel Pezet
Chers camarades, dans un Comité directeur où on dépose nos textes préparatoires au Congrès idéologique de Rennes, que la fédération des Bouches du Rhône à nouveau devienne un temps fort de notre Comité directeur, c'est intéressant. Je sais bien que, pour beaucoup, vérité politique, c'est antagoniste,

Contribution Jean Jaurès

mais effectivement, depuis plusieurs mois, ces relents, ces déclarations, c'est venu dans notre fédération régulièrement, par voie officielle. S'il y a un camarade dans cette fédération représentatif d'une sensibilité ou d'une sous-sensibilité qui ait été régulièrement invité, c'est bien Jean Poperen. Qu'il y ait débat à Aix en Provence, deux manifestations dans le département, Tarascon et Marseille, régulièrement Jean y a été invité, il a pu y rencontrer ses amis, exposer ses idées, sans que cela n'emporte la moindre critique de la part de la fédération. Bien. Mais c'est la dernière visite, dans un moment déterminé, qui a posé tout de même question.

Alors, est-il venu en cachette ? Pas du tout. Est-il venu en prenant simplement son fichier de militant ? Pas du tout. Puisqu'il a eu accès quasiment à tout le fichier de la fédération, et dieu sait si nous avions reçu des lettres, une à l'en tête du ministère, nous indiquant que le ministre était là, qu'il fallait donc qu'il y aille, d'autres avaient des tracts, je les ai tous ici, imprimés superbement, annonçant un dîner-débat. Fort bien. On comprend, on est en période de préparation du Congrès, on peut venir avancer ses idées devant les militants mais que s'est-il passé, et quel est le contenu de cette réunion à Marseille ?

Je reprends le journal local qui est celui que l'on connaît bien à Marseille... on s'amuse, on l'appelle un peu "la Pravda". C'est le Provençal... dans lequel il était indiqué que Jean Poperen a pu venir s'expliquer devant de nombreux représentants de carrefours Socialistes, c'est à dire ceux qui nous ont quittés, et il a pu présenter toutes les critiques contre la fédération des Bouches du Rhône. Très bien. Alors puisqu'il faut qu'on aborde ce sujet abordons-le pleinement et dans ses deux aspects : l'aspect de la gestion de cette fédération et l'aspect, plus général, du problème posé par ce type de propositions, de revendications et de critiques.

A la fédération des Bouches du Rhône, il semblerait que c'était formidable, que tout marchait très bien jusqu'en 1979, où là, catastrophe, tout ne marche plus. C'est ce que j'entends. Or, en 1979, l'équipe de camarades qui à la suite de débats est devenue majoritaire dans cette fédération s'est retrouvée avec une fédération sans local, un tiers de permanents, - on peut le dire ici maintenant, c'est prescrit - non déclarés, pas de ressources, quasiment pas de fichiers, et quelques sections qui effectivement faisaient 2000, 2500, 3000 membres.

Nos camarades de la sensibilité Rocard connaissent d'ailleurs quelques constats d'huissiers qui avaient été dressés à une époque où quelques sacs postaux étaient entreposés chez eux pour nous les sortir à des moments déterminés. Très bien. On a connu cela.

Donc en 1979, on essaie vaille que vaille de monter une fédération. On commence par trouver un local, par avoir des permanents, on commence à envoyer des copains à Paris suivre des stages, ils s'inscrivent dans les Commissions, ils rapportent, ils travaillent dans chaque Commission nationale du Parti, où nous nous sommes efforcés d'avoir des militants capables d'apporter les idées qui sont aussi les nôtres, celles de cette fédération.

1979, on a essayé non sans peine, non sans difficulté, de faire que celles et ceux qui se retrouvent dans telle ou telle sensibilité puissent venir travailler à la

fédération. Dans l'organe du Parti " le Poing et la Rose" qui s'appelait l'Unité, et grâce à Claude Estier, on a fait un numéro spécial de l'Unité sur l'ensemble de la région, on leur disait : venez réunir vos courants au siège de la fédération, c'est votre droit. Cela commençait à se faire, et mon dieu, la démocratie commençait à s'installer dans notre fédération.

Après, on a eu, bien sûr, des batailles électorales. 1979. C'est cette équipe qui a fait les élections sénatoriales de 1979 et qui a fait qu'en 1979, nous avons pu obtenir sept sénateurs désignés par les militants dans un referendum fédéral. C'était la première fois que cela se faisait, depuis des dizaines et des dizaines d'années comme cela. On a commencé à travailler, on a commencé à mettre des équipes en place, à casser des sections. Et alors, là, cela a été la première difficulté, lorsque nous avons dit : nous ne voulons pas qu'il y ait de trop grosses sections, il faut qu'elles essaient de se mouler dans le cadre des quartiers de Marseille. On y est arrivé. On n'a pas fini. On a monté les sections d'entreprises, on n'a pas terminé. On a bien conscience qu'il y a un vaste travail à faire, mais tout cela, au fur et à mesure du temps, on a essayé de faire avancer ainsi les travaux de notre fédération.

Plusieurs élections se sont passées et je prendrai simplement les dernières élections législatives de juin 1988. Vous vous rappelez ces élections de 88 : Le Pen, Stirbois, Mégret, tous dans le département des Bouches-du- Rhône, en disant : on aura des sièges. Tout le monde était là. Qu'est-ce qui s'est passé ? Marius Masse bat Le Pen, Henri Catillaud bat Stirbois, Yves Vidal bat Mégret. Philippe San Marco bat Roussel. Janine Ecochar - une femme député, il y en a dans les Bouches du Rhône - bat Domenech. Je bats Arrighi. Et qu'est-ce qu'on lit dans la presse ? On lit : la fédération des Bouches du Rhône a empêché Bernard Tapie d'être député. Car c'est ce qu'on a lu. On n'a pas lu qu'on avait gagné, on a lu qu'on avait fait battre Bernard Tapie. Il a fallu un article du Conseil Constitutionnel pour dire que si Bernard Tapie avait été battu, c'est parce que son candidat de droite avait fait dans les 300 ou 400 fausses inscriptions, pour se rendre compte que ce n'était pas la fédération qui avait fait battre Bernard Tapie.

Et quand Bernard Tapie, sur l'élection qui a suivi, a été élu, qu'est-ce qu'on a entendu ? On n'a pas entendu : c'est la fédération qui l'a fait élire. On a entendu : c'est Charles-Emile Loo qui a fait élire Bernard Tapie.

Cela ne vous pose pas question ? Que, depuis des lustres et des lustres, et plus spécialement, disons depuis la mort brutale de Gaston Defferre, l'ensemble des médias, soutenues par le groupe dominant de ce département, passe son temps à essayer de démolir les Socialistes de ce département ? Qu'il y ait des campagnes reprises, développées, la calomnie, comme le disait Deschamps, sans arrêt, sans arrêt la calomnie, sur ce qui se passe dans la fédération. Je vois effectivement des camarades responsables venir dire sur place les mêmes choses, n'importe quel journaliste entendu dans les couloirs, c'est toujours sur la fédération... et maintenant, directement à la tribune, ici, mettre en cause directement la fédération, sur quoi ? Sur rien. Je dis, camarades, que c'est un peu fort, que c'est un peu énorme!

Ah oui ! On a gagné les élections législatives de juin 1988 neuf mois après. Oui. Certainement. Que nous autres, moi-même, je me suis peut-être trompé sur l'analyse pour Marseille, mais le Secrétariat fédéral, la Commission exécutive de cette époque, elle ne s'est pas trompée sur Aix, elle ne s'est pas trompée sur Salon, elle ne s'est pas trompée sur X municipalités dans ce département que nous avions gardées, que nous avions acquises. Là, on ne s'est pas trompé.
Et quand je vois le maire de Salon de Provence ou d'ailleurs dire : aujourd'hui, on conteste cette fédération, mais elle était bonne, cette fédération le jour où elle leur a donné l'investiture, c'est à dire six mois avant, là, ils applaudissaient, elle était très bien, cette fédération, mais six mois après, elle n'est plus bonne ! Pourquoi ? Parce qu'on s'est trompé sur Marseille ? OK. On s'est trompé. Que le Parti nationalement, que le Bureau exécutif, que le Secrétariat ait décidé sur ce problème politique de dire : il faut peut-être modifier, il faut réfléchir... et c'est ce qui s'est passé, le Secrétariat, le Bureau exécutif, à la majorité, tout le monde ayant voté, sauf nos camarades du CERES, mais tout le monde ayant voté... et il a été proposé au mois d'avril une nouvelle composition, il faut peut-être un peu plus de telle sensibilité, un peu moins de telle autre... et on a constitué ainsi une nouvelle équipe fédérale que Louis Mermaz, dans une Convention à Aix-en-Provence, est venu présenter. Très bien. On a applaudi, ceux qui étaient contents ou ceux qui n'étaient pas contents ; c'était comme ça, on s'est incliné sur la décision du Parti. Parfait.
On appelle ça le collectif, comme vous voulez, mais on a appliqué la décision majoritaire qui était celle du Parti. Et puis on a continué à préparer effectivement les élections sénatoriales, et on prend l'argument des élections sénatoriales mais, allons donc, soyons tout de même sérieux ou sait bien qu'il y avait une situation particulière...Vigouroux, qu'est-ce qu'il fait ? Personne ne savait ce qu'il allait faire... Allait-il faire une liste unique ? On était pour. Il y a eu des entretiens, cela a duré, cela a été long parce que Vigouroux, avant qu'il dise trois mois, c'est long, on le sait, mais il a fini par dire trois mots, et trois jours avant le premier tour ça a été "non". Et l'on nous a dit : allez-y, il faut faire une liste.
Cette liste, le Premier secrétaire de la fédération l'a découverte sur un message téléphoné par le directeur de cabinet sur son répondeur téléphonique. On lui disait : voilà la liste retenue par le Bureau exécutif du Parti. Parfait !
Mais c'est qui le responsable ? C'est la fédération ? C'est vrai que cela cache quelque chose d'autre, et cela cache quoi ? Cela cache qu'on se demande comment tirer... je ne sais pas, moi, un bon lot... car c'est cela l'intérêt de la chose. Et lorsque je lis, effectivement, toujours dans le journal, les reproches qui nous sont faits à la fédération, par Charles-Emile Loo, le nouveau rénovateur, celui qui nous annonce comme étant capables de fédérer toute la fédération... formidable !... eh bien, je vais vous dire ce qu'il reproche à la fédération, il nous reproche, tenez-vous bien, le contrôle des cartes du Parti, la vérification des bulletins de salaires qui font partie de ces méthodes anormales qui ont précipité l'éclatement de la fédération... On croit rêver... On croit rêver !
Qu'est-ce que j'entends sur la fédération ?
Il y a eu des fausses cartes ? Qu'est-ce que c'est, les fausses cartes ? On s'en

était déjà expliqué, c'est quoi ? C'est qu'à un moment déterminé il y a tel ou tel candidat, tel ou tel responsable de sensibilité ou de sous-sensibilité qui, voyant arriver un Congrès ou une désignation, je ne sais pas, se met à regarder des listes et puis, en face, il pointe. Là, peut-être que celui-là... mais, ma cousine a toujours été membre du Parti, en tous cas moralement, donc je l'appelle et je lui dis : "Ma cousine, viens adhérer, viens au Parti"...

Ces façons de faire se multiplient... Il parait qu'il n'y a que chez nous, camarades... j'en suis convaincu et je demande à ce qu'une Commission de Socialistes puissent tourner dans les autres fédérations pour nous expliquer comment les autres évitent ce genre de chose.

S'ils y arrivent nous nous inclinons par avance et ferons nôtres les conclusions de cette Commission qui pourrait être ainsi créée. Alors, on nous a dit : ces cartes qui sont en l'air et qui sont dangereuses, il faudrait les vérifier. Fort bien. On l'a décidé, on a créé une Commission fédérale qui examine toutes les semaines, carte par carte, fiche par fiche... pour les nouveaux militants, c'est normal, mais aussi les anciens militants qui doivent déposer une fiche avec leur nom, leur identité, la photocopie du bulletin de salaire... Entre nous, camarades, c'est l'application de l'article 13... je pense que cela se fait partout, même à Meyzieux... j'en suis persuadé, sinon je serais moi aussi appelé à déposer un petit texte d'amendement pour demander que tout le monde applique les dispositions de l'article 13 des statuts, que nous appliquons, puisque, je vous le répète, toutes les semaines une commission, avec tous les représentants de toutes les sensibilités, passe son temps à pointer les fiches, les chèques, la réalité.

Aujourd'hui ils en sont, je crois, à 3000 ou 3002 cartes homologuées. Il y a 3000 cartes en attente, nous dit-on. Très bien. Ils travailleront deux, trois jours par semaine, et les procès-verbaux de cette Commission seront à la disposition de tout le monde.

Tu as d'ailleurs un représentant de ta sensibilité qui siège dans cette Commission. Aucun problème donc, sur la réalité de cela.

Où la question devient plus délicate, c'est lorsqu'on essaie de nous dire : très bien, il y a des militants Socialistes, ils sont encartés, c'est parfait. Ce qu'il faut maintenant c'est étendre à ceux qui ont été exclus, et avec raison, puisqu'on a gagné la municipalité de Marseille.

Mais, mes camarades, ont été exclus par le Bureau du Parti les candidats, et uniquement les candidats. Celles et ceux qui ont tenu des bureaux de vote contre nous, celles et ceux qui ont fait campagne contre nous, à aucun moment nous n'avons demandé à ce qu'ils soient exclus du Parti, et s'ils veulent reprendre leur carte ils ont parfaitement la possibilité, je dirai juridique, de la redemander. Pour nous cela ne souffre pas de difficulté.

Par contre, ce qui souffre difficulté, c'est d'entendre dire et de lire que celles et ceux qui ont rejoint Carrefour Socialiste devraient pouvoir venir dès demain matin à la fédération, en bloc, sans aucun contrôle, avec simplement comme référence la propre déclaration de Charles-Emile Loo nous disant : surtout, pas de vérification des bulletins de salaires... on connaît la mécanique. Et, alors là, ils auront payé la carte 50 F. ou je ne sais quelle société coopérative les aura

Fondation Jean Jaurès

aidés... et, à partir de là, il n'y aura aucune difficulté pour que, prenant les cartes du Parti, ils représentant un homme, une voix.
Là, la réponse, elle est : non... elle est : non... Il y a des statuts, appliquons-les.
Qu'au lendemain du Congrès il y ait, et tout le monde le ressent, un besoin de réunification de tous les Socialistes des Bouches du Rhône, on en a bien conscience, nous sommes d'accord, mais aujourd'hui, considérer que ceux qui, parce qu'ils ont gagné sur la municipalité de Marseille... permettez-moi une simple parenthèse d'ailleurs... mais qu'aujourd'hui on sache bien, même si la presse je ne dis pas, que les secrétaires qui ont été les nôtres, les chauffeurs qui ont été ceux des élus, sont traités de façon invraisemblable sur des postes, n'importe lesquels, on les change tous les huit jours, ils n'existent plus, que celles et ceux qui sont restés membres du Parti se voient quasiment tous les jours contrôlés sur leur façon de travailler, que la fédération des clubs Léo Lagrange, sous prétexte que Frédérique Rosmini et le président Paoli étaient sur nos listes, voit aujourd'hui les… (illisible)… tombées, de paiement par la municipalité, rejetées... Tout cela, au nom de rien du tout, mais çà, on n'en parle pas. Je ferme la parenthèse.
Mais je dis : comment celles et ceux qui sont là, aujourd'hui, à Carrefour Socialiste, pourraient demain matin être sur le même pied d'égalité que ceux qui sont restés fidèles au Parti ? Ce n'est pas possible.
Et c'est la question plus globale qui est plus inquiétante, la question effectivement que l'on entend de ci de là : les électeurs ont toujours raison, seul le résultat compte.
Alors, camarades, si on en est là, c'est grave, c'est très grave, car cela signifie quoi ? Cela signifie le Prince Napoléon, cela signifie les pays voisins au moment les plus durs de notre histoire, cela signifie que nous nous sommes sérieusement trompés à l'occasion de précédentes élections législatives, présidentielles. C'est cela la question qui est posée : est-ce que sous prétexte qu'il y a un résultat mathématique ce sont ceux qui l'emportent qui ont raison ? Camarades, si le Parti devait en arriver là, il y aurait un véritable problème, un vrai problème idéologique et je comprends que c'est un des problèmes du Congrès de Rennes qui sera l'objet d'une belle discussion.
Donc je me résume et j'en termine : si c'est d'un seul coup essayer d'avoir je ne sais pas... la victime expiatoire... tout le monde il est bon, il n'y en a qu'un qui est méchant, c'est la fédération des Bouches du Rhône, et parfois la caricature à l'intérieur de la fédération des Bouches du Rhône de celui qu'on considère comme le plus mauvais, bien, mais on a suffisamment joué, on n'a plus du tout l'intention de continuer à jouer les Caramantran !
Permettez simplement un peu de réflexion, un peu d'analyse, simplement un peu de regard sur l'évolution qui a été celle de notre fédération, difficile, lourde, qui certainement a encore beaucoup de choses à faire, mais qui aujourd'hui, je le dis, se met dans le moule général de toutes les fédérations... si ce n'est qu'en plus on a ces Commissions, si ce n'est qu'en plus on a cassé les grosses sections... il y a bien sûr encore du travail à faire, de la formation à faire, mais que demain Paris nous dise : voilà la règle, pour voter "un homme, une voix",

Collection Jean Jaurès

pourquoi ?, Un homme pour cinq, pourquoi pas ? Nous sommes d'accord, nous n'avons jamais voulu sortir des normes du Parti, nous.
Mais c'est vrai qu'il y a des moments, camarades, où on aimerait, non pas avoir des jeux subtils de pré-Congrès, de post-Congrès, ou tout ce que l'on veut... on aimerait de celles et de ceux qui se disent et sont des responsables du Parti ou qui sont des ministres de ce gouvernement, nous soutiennent comme nous nous les soutenons.
(Vifs applaudissements)

Le président - Y a-t-il d'autres interventions ?
Philippe San Marco...

Pierre Mauroy - Mais on ne va pas continuer le Comité directeur avec Marseille, ce n'est pas courtois...

Philippe San Marco
Camarades, on m'a dit d'aller à une Commission hier pour parler de Marseille, on donne la parole à certains et, au moment où je dois la prendre, on me dit que ce n'est pas le lieu. J'aimerais que pour une fois on donne la parole à des camarades du Parti qui depuis des années s'expriment de manière différente, qu'on n'a jamais entendus, dont on n'a pas suivi les conseils qu'ils donnaient...

Le président - Tu as la parole.

Pierre Mauroy
Ecoutez, nous sommes en Comité directeur, nous avons un ordre du jour, on greffe le problème de Marseille. Si on fait cela il est tout à fait légitime que tu puisses parler, même que d'autres puissent parler. Il est parfaitement claire que dans une discussion de ce genre on puisse s'expliquer, mais les heures vont tourner, il est 12 h 28,; nous n'avons pas terminé le Comité directeur. Or, très franchement, nous avons eu un Comité pas tout à fait comme les autres, et je crois que beaucoup d'entre vous sont satisfaits du travail en Commission, je pense qu'il faut prendre des dispositions et savoir si vraiment on doit consacrer beaucoup de temps à ce problème... je demande au président d'aviser, ou alors ce sont des interventions rapides et on ferme la parenthèse de Marseille, ou on a un grand débat pour Marseille, et alors, permettez-que je m'inscrive dans le débat lorsqu'on aura entendu toutes les parties, mais dans ce cas nous pourrions peut-être terminer le Comité directeur et d'inscrire la question de Marseille. Je suis à votre disposition.

Lionel Jospin - Un point d'ordre sur la discussion. Puisqu'il y a deux inscriptions, je propose que Philippe San Marco et Jean Poperen s'expriment rapidement et qu'on en termine avec ce point.

Le président - C'est ce que j'allais proposer.

Fondation Jean-Jaurès

Lionel Jospin - Si on veut poser ce problème on le posera dans une instance.

Philippe San Marco

Si on considère qu'on a perdu à Marseille et ailleurs, on ne va pas demander les comptes ailleurs, et si cela signifie qu'il ne s'est rien passé d'anormal à Marseille, on continue comme cela, c'est ce que tu voulais dire ? Ce qui se passe à Marseille est grave, depuis longtemps j'en ai parlé avec Lionel, on ne peut pas faire l'économie de ce débat, sans pour autant tomber dans l'excès inverse qui est de dire : malheur aux vaincus, etc.

On vient de voir à cet égard que Michel Pezet - cela fait toujours plaisir - va bien, mais je voudrais quand même que dans des réunions politiques de notre Parti on ne refasse pas ce qu'on a déjà vu à Lille. Nous n'avions jamais demandé, avec mes amis, qu'on fasse attention au problème des cartes, qui n'était pas nouveau, qui était très ancien, mais il était nouveau que Defferre ne soit pas là, et il était nouveau qu'il faille se compter. Donc, attention ! Et voilà que dans une formidable plaidoirie, Michel, une fois de plus, a retourné la salle.

Cela s'est traduit par quoi ? Par le fait que partis de Marseille 1800, ovation de Michel, nous sommes comptabilisés, répertoriés pour 14 000 au niveau national, sans que d'ailleurs l'argent ait été remboursé, ou plutôt il y a eu un crédit sur les cartes à venir... Mais par contre on nous dit, alors que les 14 000 sont comptés - pourquoi 14 000 ? Pourquoi pas 13 000 ? 12 000 ? Débrouillez-vous entre vous, comptage interne, 18 000 si vous voulez !

Je signale qu'au Congrès précédent, c'était l'inverse. On était 15 000, il y avait 5000 votes, on a dit : Oh ! Là là ! Attention, vous vous comptez, 10 000. Mais à Toulouse, huit jours après, on est 15 000 !

Alors en effet, il y a discrédit sur le mode de comptage, et Robert Vigouroux aura, lui, tout lieu d'être heureux...

Moi, je n'accepte pas.

Camarades, ce qui se passe est grave, et nous avons besoin du Parti pour nous en sortir, nous avons besoin de tout le Parti. Moi je me suis suffisamment exprimé contre depuis longtemps la direction fédérale, en toute amitié, d'ailleurs. Les relations avec les hommes et les femmes n'ont jamais été altérées. Mais je n'ai jamais été écouté.

Alors qu'on ne vienne pas nous dire aujourd'hui que toutes les décisions ont été prises à l'unanimité, ce n'est pas vrai ! Dans le referendum qui nous a été imposé, qu'on n'a jamais demandé, en tous cas pas à ce moment là, je n'ai pas voté pour Michel. Après vous dites qu'il est majoritaire. Eh bien qu'est-ce que vous voulez qu'on fasse ? Qu'on parte ?

Oui, certains l'ont fait. Lors de la Convention d'Epinay, Henri Emmanuelli, tu t'en rappelleras, tu m'as même demandé comment je pouvais marcher à reculons. Evidemment, quand on vous envoie au casse-pipe et à la mort certaine, ce n'est pas réjouissant ! Nous avons tiré toutes les sonnettes, nous n'avons jamais été entendus.

Ce n'est pas une raison non plus pour en rajouter en sens inverse tout à coup

dans la perspective d'un Congrès dont je ne sais pas s'il sera décisif ou pas. En tous cas à l'évidence, chacun est obligé d'adopter une posture pour éventuellement être à même de se compter.
Alors merci, Lionel, merci, Laurent, merci, Louis, merci, Jean, de votre débat fraternel. Il est clair que si ce n'est que cela, on va retomber dans la même ornière.
Et les critiques tout à coup qui apparaissent... moi j'aurais été content d'avoir votre écoute à ce moment là. On va au casse-pipe parce qu'un tout petit groupe dirige cette fédération. Je crois que c'est Pierre qui disait hier : depuis Metz on ne se compte plus. Mais la fédération des Bouches du Rhône, pour des raisons que nous assumons tous, elle ne s'est même pas comptée à Metz puisqu'il y avait la motion D qui a été arbitrairement répartie. On est tous solidaires de cela. Alors après, il ne faut pas laisser un petit groupe décider tout seul !
Alors quand on dit aujourd'hui : avant 79 c'était très bien, ce n'est pas vrai ! Moi je suis de ceux qui ont participé au changement de 79. Avant de commencer à jeter la pierre, le succès de juin 88, il se trouve que Michel en a parlé, ce n'est pas une raison pour laquelle je n'en reparlerais pas, nous en sommes très fiers, et je remercie Laurent d'avoir été un de ceux, avec d'autres, qui ont fait que cette fédération se soit apaisée dans l'été 87. Les problèmes de municipalité, les problèmes de Congrès, c'est bien, mais nous, nous étions comptables devant vous tous et devant tout le pays d'avoir Le Pen maire de Marseille, et à ce moment là on parlerait peut-être d'autre chose aujourd'hui. Et c'est parce que nous avons réussi à apaiser cette fédération pendant l'été 87, parce que nous avons été au coude à coude, que nous avons gagné.
Je demande, d'ailleurs, qu'on note qu'aucun de ceux qui aujourd'hui ont la lourde charge de la municipalité - et je leur souhaite de réussir - n'a participé à ce moment là à ce combat. Aucun !
Et lorsqu'on a sauté tous les obstacles, après une bataille formidable, lorsque vous nous imposez un referendum quinze jours après pour des raisons que j'ignore, il est difficile après tout à coup de dire : Ah ! Mais non, nous on a été solidaire du combat principal, alors pour le reste, on commence à se retirer ! Il y a là une question de dignité.
Si on commence un peu à se réveiller, eh bien mieux vaut tard que jamais !
Camarades, ne recommençons pas les mêmes erreurs. Essayons de faire en sorte que cette fédération soit prête à l'occasion du Congrès prochain. Si elle est prête, elle y participera. Si elle n'est pas prête, on avisera à ce moment là. Je souhaite que tous ceux qui s'émeuvent maintenant de la manière dont les choses se passent prennent l'engagement de continuer à veiller à ce qui se passe, de ne pas s'arrêter au lendemain d'un Congrès, et de ne pas faire simplement de la manière dont ils auront traité le problème à l'occasion de ce Congrès la manière dont ils auront à réagir pendant les mois qui viennent !
Je crois qu'il faut essayer de panser les plaies. Il faut essayer de garder un minimum de dignité, et moi je ferai quelques propositions.
Je pense qu'il n'y a pas de remède miracle, et ce n'est pas un vote aujourd'hui ou demain, ce n'est pas une décision prise comme cela devant une situation

mauvaise qui va arranger quoi que ce soit, changer quoi que ce soit. C'est un long processus. Nous sommes malades, très malades, et nous avons besoin de temps.
Si on considère que tout va bien, alors tout va bien...
Première proposition, je crois en effet qu'il faut changer un certain nombre de responsables. Ce n'est pas le plus important, mais c'est le plus visible, c'est le plus lisible. Nous avons un problème de crédibilité par rapport à l'opinion publique, c'est à elle que nous nous adressons, aux militants, à nos concitoyens. Nous l'avons déjà dit en mai dernier, on s'est retrouvé avec le même trio, le responsable principal, le responsable au département, le responsable de Marseille. Bon, très bien, continuons !
Le plus important, autre proposition, changer les méthodes, parce que si c'est pour changer Michel, Yves, par Patrick et François, ce n'est pas la peine. Si c'est pour faire en sorte qu'un petit groupe à l'occasion d'un Congrès s'empare de la chose, et qu'à Paris on trouve que tout va bien et qu'on se débarrasse du problème, non !
Aujourd'hui, merci à tous ceux qui ont déposé des contributions séparées, souhaitons que cela continue le plus longtemps possible. La fiction du petit groupe hégémonique et majoritaire à lui tout seul, c'est terminé. Personne n'est jamais hégémonique dans cette fédération, et donc la direction qui doit se mettre en place ne doit pas s'exprimer parce qu'il y a un petit groupe hégémonique. Changer les méthodes, c'est garantir à chacun d'entre entendu.
Troisièmement, à l'évidence, entamer un processus de repositionnement par rapport à Robert Vigouroux, parce qu'il est là. Alors on peut se battre dans la cabine téléphonique, il n'a aucune carte et il est devant nous ! Alors à tous ceux qui renouvellent leurs anciennes amitiés de ci de là, moi je dis que finalement c'est lui qui a gagné et personne d'autre.
Alors on parle de cartes... attention, est-ce qu'au moins tous les anciens Socialistes sont dans le carrefour ? Patrick, ce n'est pas Albert, Albert ce n'est pas René, l'addition des trois, ce n'est pas Robert. Attention, ne mettez pas les pieds dans des terrains minés !
Enfin, par rapport à Robert Vigouroux, cela veut dire quoi, le repositionnement ? Cela veut dire à l'évidence le cessez-le-feu immédiat, immédiat ! Pas par moralisme, mais d'abord parce qu'on va perdre encore tous les combats qu'on veut mener. On lui sert de faire-valoir. Nous sommes tellement discrédités qu'il a besoin que nous ne changions pas.
Tu as bien fait, Pierre, même si cela fait mal, même si on doit en avaler notre chapeau, de dire que pour les prochaines élections législatives on proposera de ne pas s'associer à lui. Cela va gêner, croyez-le bien, parce que c'est bien pour l'électorat de Gauche... Il est majorité présidentielle, cela, personne ne dit quoi que ce soit là dessus. Alors on peut donc voter pour Robert Vigouroux sans trahir la Gauche. Et puis pour les électeurs de Droite, il est exclu, il a le PS contre lui, on peut voter pour lui !
Il faut arrêter de lui servir comme cela sur un plateau des victoires ! Il faut cesser le feu, il faut cesser de le servir.

Il faut aussi cesser de l'agresser. Il est maire de Marseille, il doit réussir. Il doit réussir ! S'il a besoin d'aide, qu'il le demande. Ma foi, mon téléphone, il le connaît. S'il ne demande rien, il n'aura personne. Mais peut-être que cela va changer maintenant. Le pouvoir, il l'a, il a gagné dans la ville, le département, laissons-le travailler, et s'il veut nous demander de l'aide, on la lui donnera.
Moi, je l'ai déjà dit, j'ai envoyé une lettre à tous les électeurs dès le lendemain des élections municipales.
Alors lui, il est comptable de la mairie de Marseille, lourde charge, beau succès. Nous, nous sommes comptables du Parti et de l'avenir. Mais évidemment, se repositionner par rapport à l'opinion, car pour ce qu'on pense mutuellement les uns des autres, c'est assez secondaire, cela revient au point précédent, le changement des hommes.
La fédération est naturellement menée par des gens qui sont dans le Parti actuellement - si c'est simplement pour opérer une action de revanche, cela ne fera qu'aggraver la situation - et par des gens qui ont une capacité de dialogue crédible.
Je termine par ce qui à mon avis est pour nous le plus important, ce qui est à la fois l'objectif et la mesure de toute notre action, c'est de faire en sorte que le Parti Socialiste rassemble tous les Socialistes. On ne peut pas laisser la division qui s'est installée perdurer, et je souhaiterais qu'on ait à cet égard une réponse politique et non pas administrative.
D'abord, avant de parler des exclus, parlons des non-exclus. Il y a des milliers de gens en effet, des camarades, qui ont leur carte 88, et qui tardent à prendre leur carte 89. Je suis content que tu l'aies dit, Michel, cela n'a pas toujours été le cas. Ils sont les bienvenus, ils viennent quand ils veulent.
Evidemment, ils campent en dehors, pour l'instant, et si on veut qu'ils reviennent, il faut évidemment qu'on envoie des signaux. Et on revient aux points précédents, 1, 2, 3. Changement des hommes, changement de méthodes, positionnement différent par rapport à Vigouroux, parce qu'on ne peut pas leur demander de venir et de participer à un combat contre un homme vis à vis duquel ils ont un devoir de loyauté que nous devons respecter.
Cela signifie qu'effectivement il ne faut pas les accepter en supplétif, en harki. Tous ceux qui voudront venir seront les bienvenus
Il ne faut pas se tromper à cet égard sur la mauvaise querelle : faut-il entrer avant le Congrès ou après le Congrès. Est-ce que cela veut dire qu'on se met d'accord entre nous dans les cabines téléphoniques, qu'on se répartit les postes pour les deux ans qui viennent, et après, ceux qui veulent prendre les strapontins sont les bienvenus ? Non, il faut payer le prix. Ce n'est pas rigolo, mais c'est comme cela.
Et puis enfin, pour terminer, les exclus : ils sont peu nombreux, mais ils sont politiquement symboliques.
Moi je vous le dis, camarades, ce sera ressenti comme une revanche inacceptable si quelque chose est décidé... je ne dis pas avant le Congrès, je n'en sais rien, mais je souhaite qu'un processus se mette en place, et je l'avais demandé au mois de mai dernier, que nous prenions l'initiative des assises du

Socialisme pour parler officiellement avec eux. Moi je n'ai pas besoin de quoi que ce soit pour parler amicalement et officieusement avec eux tous les jours, mais il faut leur parler officiellement, pour réapprendre à vivre ensemble.
Avant le Congrès, on a quatre, cinq mois. C'est long et c'est bref. Si on a réussi tout cela, eh bien après, si le contenu politique de leur réintégration est positif, ce sera bien, si ce n'est pas simplement une géométrie variable : un jour vous avez tort, un jour vous avez raison, ceux qui sont restés dedans ont eu tort. Et pas seulement dans les Bouches du Rhône.
Voilà ce que je voulais dire, camarades. Il faut considérer que nous sommes bien malades, mais qu'on peut s'en sortir, il faut s'en sortir ! On va s'en sortir, on a le temps. La Gauche, elle existe.
Vigouroux croit qu'il a et la Gauche et la Droite. Déjà à l'occasion des prochaines élections législatives, essayons de l'aider à comprendre que la Droite, elle existe et qu'il l'a vraiment contre lui, et qu'il a aussi besoin, comme tout maire, d'un relais politique dans cette ville. Il n'a pas de relais politique. Il se trouve que certain de ceux qui sont avec lui veulent revenir, c'est une chance. Pas tous. Je crois qu'il faut pour cela qu'on ne s'installe pas dans la division.
Il faut refuser la crispation du statu quo et le besoin de vengeance. Un Comité directeur où je me sens coincé entre une déclaration de quelqu'un d'extérieur le samedi matin et un texte intérieur l'après-midi, cela ne me plait pas ! Je demande qu'on tienne compte de la réalité qui ne doit pas être sacralisée, mais pour la dépasser, et qu'enfin, camarades, il y ait un minimum de dignité entre nous, parce que sinon, il n'y aura plus de Parti Socialiste. Personne ne voudra aller au combat dans 18 mois si on accepte le label d'un Parti Socialiste discrédité chez nous comme il l'est, face à un Robert Vigouroux qui sera soutenu par Paris, et finalement ce seront ceux-là qui seront ovationnés lorsqu'ils arriveront devant l'Assemblée Nationale. Ce n'est plus possible, on ne pourra pas tenir !
Moi je crois qu'il est toujours temps de se ressaisir. On peut repartir du bon pied, on peut être prêt pour le Congrès. Si on ne l'est pas, tant pis.
Je souhaiterais que l'attention de tous ceux qui se manifestent à l'occasion de cette préparation de Congrès se manifestent même s'il n'y avait pas danger pour la fédération des Bouches du Rhône.
Je pense qu'on peut refaire le grand parti de la Gauche, la fédération peut rassembler tout le monde. Evidemment il va falloir payer le prix, mais je crois, camarades, que cela nécessite un minimum de dignité parmi nous maintenant.
(Applaudissements)

Le président - Jean Poperen.

Jean Poperen
Comme le Premier secrétaire nous y a invités, aussi vite qu'il est possible (car nous avons d'autres choses à terminer), j'interviendrai sur les deux points que je veux aborder.
D'abord, je voudrais constater à mon tour que le travail de la Commission

Collection Fondation Jean Jaurès

qu'animait Henri Emmanuelli a permis, sur ce que j'appellerai les conditions générales, nationales, de préparation du Congrès, d'avancer, et vraiment, moi, je souhaite que cet aspect des choses soit intégré à un des secteurs de notre réflexion préparatoire à ce Congrès.
Nous avons tous dit et répété depuis plusieurs années : nous avons changé, il faut changer un certain nombre de choses. Cela est vrai aussi de notre pratique politique. Le constat d'un décalage entre les structures politiques (et d'ailleurs aussi les structures syndicales, les structures en général) et puis les mouvements d'opinion, nous le faisons tous.
Alors, à partir de là, essayons, sans crispation particulière (mais comme c'est lié à des choix de Congrès, c'est difficile, j'en conviens), de faire avancer les solutions.
Je crois que c'est dans cet esprit que les propositions avaient été faites, c'est dans cet esprit qu'est faite celle qui n'a pas, pour le moment, été retenue, mais à laquelle j'ai l'impression que beaucoup de gens sont attachés ; je vois même, dans le journal qui paraît le dimanche, que la paternité de cette proposition (disons un vote = une voix) a changé... C'est un autre camarade, peut-être plus illustre, qui aujourd'hui en apparaît le premier auteur. Je ne le querellerai pas là-dessus, je suis heureux de cette rencontre, et apparemment beaucoup d'autres.
Alors, s'il y a tellement d'engouement pour être le père de cette proposition, je pense que cela ne devrait pas faire grand problème dans ce Comité directeur !
Voilà donc, sur le premier point général et l'esprit dans lequel, à mon avis, il faut l'aborder, ce que je voulais dire.
Il faut essayer de l'appliquer aussi au cas précis que nous avons eu et que nous avons. C'est vrai, Emmanuelli, je te comprends - étant rapporteur de la Commission - mais pourquoi appliquerions-nous en cette circonstance ce qu'il nous arrive malheureusement, de temps à autre, d'appliquer quand il y a une difficulté particulière, c'est à dire qu'on en parle, j'allais dire, un peu partout., non ! On en parle partout, sauf là ?
Vois-tu, Michel Pezet, je comprends que tu m'aies particulièrement interpellé, alors que, Michel, au lendemain notamment des sénatoriales, il me semble qu'il y a eu tout un florilège de déclarations et que, par conséquent, je n'étais pas le seul... Mais je tire quelque fierté du fait que tu m'ais interpellé, car cela veut dire que tu sais que je suis de ceux - je ne veux être blessant pour personne - qui, tenant à une idée ou une proposition, se battent "pour" jusqu'au bout et essayent de la justifier, ce que je vais essayer de faire maintenant.
D'abord, j'espère que tu m'a en effet bien lu dans les comptes rendus qui ont été donnés de mon passage, il y a une semaine, à Marseille et que, dans les relations qui t'ont été faites - puisque tu m'as dit : "On avait des amis dans la salle...", c'est vrai d'ailleurs qu'il y avait beaucoup de monde, donc il y avait des amis d'un peu tout le monde, c'est pour cela que c'était sympathique ! (rires) - on t'a dit - en tout cas, c'est ce que j'assume et que je répète ici - que les propositions que nous faisons ne doivent être le procès de personne et que, dans les structures que nous proposons (c'est déjà une nuance... il y en a quelques autres, même s'il y a des points d'accord avec San Marco), nous, nous ne proposons pas que qui

que ce soit soit écarté.
Donc, au niveau des hommes, des équipes, de ceux qui ont eu, à un moment ou à un autre, dans cette histoire, à être partie prenante - et opportunément il y a eu un rappel, à l'instant, qui, je crois, n'est quand même pas inutile ; puisqu'on cite certains noms, il est bon de savoir comment certaines majorités - moi, je mets les pieds dans le plat ! - se sont dégagées à tel ou tel Congrès sur les dix dernières années... donc, certaines pudeurs d'aujourd'hui me paraissent un peu incongrues... - personne d'écarté. Mais personne, c'est personne, donc la diversité que nous sommes.
Et où est-elle ?
Alors, c'est là le vrai problème de fond et le problème de structure.
Quand on nous dit : peut-être qu'il aurait fallu voir cela à un autre moment... je dis : chers camarades, ce n'est pas dans l'organisme dirigeant du Parti, le Comité directeur, qu'on parle d'un problème politique, car c'est un problème politique ?
Je comprends vos réactions tout à l'heure, notamment celle des Secrétaires fédéraux, mais ce n'est pas l'institution secrétariat fédéral qui est en cause, mais dans l'assimilation qui a été faite, Yvon, entre des résultats que nous aurions, en effet, souhaités meilleurs, tous, dans un certain nombre de villes, notamment de notre région, et puis la situation de Marseille, tu sais bien où est la différence.
C'est là que nous avons - d'ailleurs, il vient d'être évoqué et Michel lui-même ne l'a pas escamoté - un problème politique, et quand vous dites que la Direction nationale y est pour quelque chose, j'imagine bien que personne de la Direction nationale, donc celui qui vous parle - puisque, d'une certaine façon, il en est même, même actuellement, compte tenu de ses autres responsabilités, naturellement - n'est hors de cause.
Le problème, quel est-il ? S'il est vrai qu'il y a eu un rebondissement après l'élection sénatoriale, c'est que nous avons tous senti confirmation de ce fait grave qui ne nous atteint pas nous seulement, et c'est là que je rejoins mon propos du début : il y a bien un problème de rapport entre les structures politiques et leur expression, et ce que ressent largement l'opinion du pays.
Si vous le permettez, je ne fais pas d'assimilation, mais je montre qu'il y a là un problème d'ensemble dans la société politique française. Qui peut soutenir ici qu'il y a dix ans Jarry aurait fait le résultat qu'il a fait au Mans et le candidat officiel de son parti 5% ? Vous savez tous qu'il y a dix ans, cela aurait été le contraire. Donc, il se passe quelque chose. Alors, vous me direz qu'il est plus accentué, compte tenu de la dégénérescence de cette formation politique et nous, nous sommes une formation non pas dégénérescente mais montante, mais c'est un peu de cela qu'il s'agit...

Gérard Le Gall - Et Monnier ? Et Angers ?

Jean Poperen - Président, est-ce qu'une fois je pourrais intervenir sans que Le Gall ne m'interrompe ? Il parlera après, s'il le désire !
(Rires)

Nous sommes devant cette situation et vraiment, San Marco, tu as raison de dire que les problèmes de direction de cette fédération, de fonctionnement, nous sommes un certain nombre (dont moi-même) à ne pas les avoir posés avec l'intensité dont d'autres (dont toi) ont fait preuve.
Par contre, dès le lendemain des élections municipales, ce problème, que je viens d'évoquer, je l'ai, pour ma part, développé, ici je crois, en tout cas dans un bulletin, dans une feuille dans laquelle j'écris en général chaque quinzaine. J'ai dit : "Là, il se passe quelque chose, là, nous devons y être attentifs".
C'est donc, si vous voulez bien, à partir de là que nous devons mener notre réflexion sur ce qu'il convient de faire chez vous.
Est-ce qu'il s'agit de dire : c'est l'âne de la fable ? Non, sûrement pas. Il y a là une situation particulière qui s'est créée, qui vient de se trouver confirmée, contrairement probablement à ce que beaucoup pensaient, lors d'une consultation qui n'était plus l'élection municipale et même si vous aviez marqué des points au moment de l'élection municipale.
C'est de cela qu'il s'agit. Cela veut dire : comment faire pour que tous ceux qui, aujourd'hui, représentent, au sens le plus large, le mouvement (je dis le mouvement) Socialiste dans ce département et dans cette ville, puissent, dans les meilleurs délais, se retrouver ensemble pour l'action ?
Nous sommes devant cela. Et alors, en effet, il ne faut pas seulement le poser par rapport à l'instance que nous allons avoir au mois de mars, cela, c'est vrai... mais c'est vrai dans les deux sens.
En effet, si tu dis, comme tu l'as dit vers la fin de ton intervention : "Naturellement, seulement après le Congrès..." Ah ! C'est évidemment un choix ! Cela veut dire qu'on intègre cela une fois qu'on a délibéré politiquement.
Nous, nous avons le sentiment que, dans la mesure où c'est un sujet important, il convient d'avancer là-dessus dès maintenant. Aujourd'hui, cela aurait été mieux. Si ce n'est pas possible...

Michel Pezet - Tu permets juste une interpellation ?...

Jean Poperen - Je t'en prie.

Michel Pezet - S'il n'y avait qu'un Congrès fédéral qui concerne uniquement une discussion interne des Bouches du Rhône, dire : "On va faire les états généraux avant", cela apparaissait une logique à laquelle on pouvait se rallier. Mais nous allons discuter, dans un débat national, sur des motions qui sont des motions nationales et dire, à ce moment-là, à celles et ceux qui à un moment n'ont pas voulu suivre notre chemin : "Revenez avec nous pour discuter sur un débat national", il faut bien voir que les militants qui sont restés fidèles au Parti n'y comprennent plus rien !
Donc, tout à fait d'accord pour, dès le processus du Congrès national terminé, enclencher le processus des états généraux dans les Bouches du Rhône, et je dirai que nous sommes tout à fait preneurs.

Fondation Jean-Jaurès

Jean Poperen - Donc, tu le vois bien, je crois que tout le monde avait compris, il y a là, effectivement, un point de désaccord.
En effet, le Congrès va justement être amené à considérer ces questions, ces situations, et à apporter la réponse au problème que j'évoquais à l'instant. Comment le faire sérieusement si, dans une fédération importante, on n'a pas, disons, maîtrisé la situation ? Et la seule appréciation que nous avons portée, que j'ai porté pour ma part dimanche dernier, que je renouvelle ici, c'est que, compte tenu de tout ce qui s'est passé, compte tenu de l'analyse sur laquelle j'ai eu le sentiment que nous étions assez d'accord, la direction fédérale actuelle n'avait pas les moyens politiques, telle qu'elle est, d'assurer la préparation du Congrès dans de bonnes conditions.
C'est la question que je pose au Comité directeur. Si, après tout ce qui s'est passé, après ce que nous vivons, après même les explications qui viennent d'être données, vous avez le sentiment contraire, très bien, mais que chacun dans cette affaire (je dis bien chacun, et donc, puisque nous sommes dans ce processus de Congrès, chaque signataire de contribution) prenne ses responsabilités.
Nous sommes en effet devant un choix qui concerne, à mon avis, ce que va être la vie du Parti dans les prochaines semaines et dans les prochains mois.
Alors, cela se traduit concrètement comment ? Le contrôle des cartes... Tu as dit : à mes yeux... Alors là, mille fois d'accord...

Michel Pezet - D'accord, je veux bien.

Jean Poperen - Aucun problème, je t'invite, d'ailleurs à la fois pour le contrôle et pour le débat. Pas de problème. Je le dis d'ailleurs à d'autres, qui quelquefois me disent : "Ah ! Mais Poperen, il s'amène là, il n'est pas tellement invité..." Bon... Tu vois, Yvon Deschamps, c'est cela... c'est pour qu'on soit invité !
Moi, je dis : mais venez ! Si vous ne voulez pas que j'aille débattre chez vous, venez débattre chez moi !

Gérard Le Gall - D'accord !

Jean Poperen - Mais, Le Gall, tout à fait !
(Rires)
Tout à fait ! Ce sera un très bon moment !

Gérard Le Gall - Je n'en doute pas. Et je te parlerai d'Angers !

Jean Poperen - Voilà, absolument. Donc, le premier point, c'est cela, c'est que nous ayons la possibilité du contrôle partout, et à ce propos, quand tu dis : les éventuelles entrées sans aucun contrôle, et quand tu me cites d'autres personnalités - disons même des camarades, mais qui ne sont pas actuellement dans le Parti - ... eh bien, moi, je n'assume pas.
A aucun moment il ne peut être imaginé que qui que ce soit entre ou rentre dans l'organisation sans contrôle, puisque des mécanismes ont été mis en place il est

Fondation Jean Jaurès

bien évident qu'ils sont valables pour tout le monde.
Mais là n'est pas le cœur du débat. Est-ce que nous pouvons avoir à partir de maintenant, et naturellement d'un commun accord - s'il n'y a pas d'accord, bien sûr, cela veut dire que les choses continuent d'aller comme elles vont - est-ce que nous pouvons avoir une structure qui ait non seulement à connaître des adhésions, à connaître du contrôle des cartes, mais bien des conditions d'ensemble de la préparation du Congrès, représentatif de toutes les composantes ?
Et là, nous avons un sujet précis. Je laisse de côté le cas de ceux dont on a constaté qu'ils s'étaient mis hors du Parti, qui auront à faire leur demande. Là, la Commission de contrôle appréciera, nous sommes bien d'accord ? La Commission de contrôle appréciera dans chaque cas, c'est de sa responsabilité, je crois.
Mais pour les autres, il me semble aussi que la question de leur représentativité, de leur représentation est posée afin qu'on ne se limite pas dans les structures actuelles, avec les difficultés qu'elles connaissent, mais qu'on voie les choses ensemble, d'autant que nous avons une échéance très proche.
Là, Pierre Mauroy, tu as donné une réponse, San Marco vient de s'y référer.
Je crois que cela illustre bien la difficulté dans laquelle nous sommes et dans laquelle nous ne pouvons pas rester très longtemps... une élection partielle.
Alors pour éviter que nous nous trouvions une troisième fois dans une situation comme celle que nous avons connue deux fois en 6 mois, et dont j'ai essayé de donner les raisons politiques, à mon avis, on dit cette fois "on n'ira pas à la consultation en tant que Parti Socialiste".
Cela peut être une formule. Je ne la condamne pas en soi. Est-ce quelle sera le résultat d'une discussion, d'un débat avec ceux qu'on laissera seuls en piste, pour nous représenter, alors qu'ils ne sont pas membres du Parti... c'est quand même bien le problème posé. Sinon ça veut dire quoi ?
Ca veut dire que nous ne nous sentons pas en état d'éviter que le candidat du Parti, soit distancé par un candidat qui se réclame de la majorité présidentielle, et qui sera candidats, alors on retire notre candidat.
Mes chers camarades, vous sentez bien qu'il y a quelque chose là qui ne colle pas. Nous sommes devant une situation particulière, qui tient à ce qui s'est passé ces dernières années.
Ce qui serait sérieux, c'est qu'on aille en discussion avec ces forces là... San Marco l'a dit... on ne peut pas les ignorer... s'il doit y avoir candidat qui n'est pas membre du Parti, et que nous soutenons, il ne faut pas qu'il y ait notre démission par notre retrait à priori, mais il faut que ce soit le résultat d'un débat politique avec eux, qui implique qu'un certain processus soit mis en route, mes chers camarades. J'en termine par là.
Si nous faisons cela à l'occasion de cette législative partielle, comment pouvons-nous dire entre ceux qui sont actuellement membres du Parti, et ceux qui n'y sont plus ou pas encore, ceux qui attendent, qui ont demandé ou pas demandé, il y a une espèce de mur... non, il n'y a pas une espèce de mur, puisque l'hypothèse, c'est un candidat commun et je pense que du pont de vue de la

tactique, c’est souhaitable.
Cela doit être le résultat d’une négociation politique, d’un accord politique, mais s’il y a un accord politique, comment peut-il être sans conséquence sur la vie de l’organisation, y compris dans la préparation du Congrès ?
C’est là qu’il y aurait un petit tour de passe-passe politiquement... on serait ensemble mais pour le Congrès, il y aurait les bons et ceux qui ne le sont pas... ce n’est pas possible.
C’est pourquoi la proposition, même corrigée, telle que faite, je souhaite qu’elle soit prise en considération.
C’est un premier pas... tu as dit, San Marco, "aucun processus"... naturellement, on ne peut pas être réglé aujourd’hui, personne ne le demande. Il faut que, dès aujourd’hui, un signe soit fait, une direction soit donnée qui permette - on a déjà employé le mot - une recomposition tout de même dans ce département.
On sait ce qu’il représente, cette ville, on sait ce qu’elle représente. Il y a quand même un fait acquis, chers camarades.
Vous avez contribué à stopper la vague, Le Pen, c’est très bien. Je suis bien placé pour savoir ce que cela signifie. En même temps, ce qui s’est passé au printemps, a permis de casser le risque qui était grand, de voir Gaudin à la mairie. Alors les uns ont fait cela, et les autres autre chose... tous ensemble pour refaire le Socialisme dans les Bouches du Rhône, à Marseille.
Notre volonté est celle-ci... moi je ne suspecte personne mais qu’au moins ces propositions soient prises en compte.
Je vous assure que nous n’avons pas beaucoup de temps pour faire cette démonstration car après le Congrès, ce sera trop tard.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Henri Emanuelli.

Henri Emmanuelli
Michel Debout, je n’ai pas cité le nom d’une fédération... ce n’est pas par pudeur. C’est parce que je pense qu’en tant que rapporteur, j’ai à traiter tout le monde avec égalité. C’était le sujet de notre Commission. C’est parce qu’aussi, je le dirai tranquillement, je considère qu’on parle beaucoup trop des Bouches du Rhône.
Je ne suis pas persuadé que ce soit par la mise sur la place publique d’un certain nombre de choses qu’on va aider collectivement à faire avancer les choses. Nous savons bien qu’il y a des processus qui doivent, dans leur nature, se dérouler sur la place publique. Cela permet de les voir évoluer rapidement. D’autres, en revanche, c’est l’inverse.
Je crois que dans ce genre de situation, il faut voir le cas unique par son ampleur, mais pas isolément en cas d’espèce.
Nous avons reçu, dans d’autres circonstances, et traité, avec beaucoup de discrétion, d’autres sujets. Je me souviens au moment des investitures pour les municipales... certains sujets, y compris toi et tes amis demandaient de ne pas trop les aborder, parce qu’il valait mieux que cela se passe discrètement pour

Collection Jean-Jaurès

tout le monde... voilà la raison pour laquelle je n'ai pas cité les Bouches du Rhône.
Je regrette un petit peu que tu aies eu l'air de penser que j'esquivais le débat.
Simplement, dans la Commission, j'ai dit, et à ma connaissance tout le monde sauf toi a reconnu, que ça n'était pas un sujet de notre Commission et que si quelqu'un souhaitait aborder cette affaire, il fallait le faire en Comité directeur, ce qui a été fait.
Ce qui m'inquiète sur le fond, c'est que je vais me perdre dans les structures. Si j'ai bien compris la proposition de Jean, il s'agit de nouvelles structures... Or, et là je me tourne vers vous, on ne sait plus comment faire... au mois d'avril ou de mai, on m'a demandé, le Premier secrétaire, m'a demandé de réunir à plusieurs reprises l'ensemble des groupes marseillais... je ne vous dis pas des factions, mais des groupes, avec de surcroît un représentant de grande sensibilité du Parti.
Nous l'avons fait à trois reprises. Cela s'est bien passé d'ailleurs... Beaucoup mieux entre Marseillais que lorsque d'autres leur en parlent. Je n'en dirai pas plus. J'étais surpris. Je m'attendais à présider un camp retranché et pas du tout. Une rondeur, propre au sud-est et nous étions convenu à ce moment-là, qu'il fallait faire bouger les choses, comme l'avait souhaité le Premier secrétaire.
Nous avons discuté d'un certain nombre de modalités. Je dois reconnaître - et je l'ai fait dans la Commission - que San Marco n'était pas d'accord avec les conclusions. Il l'a toujours dit. Il a dit : "je ne veux pas, nous ne souhaitons pas non plus être ceux qui empêchent les choses de bouger, si elles peuvent bouger".
Donc ça n'était pas un ralliement mais un accord implicite... toi tu l'as fait et cela me rassure.
C'est à l'occasion de ces réunions qu'on avait mis en place cette première Commission, exceptionnelle, dans notre Parti, qui vérifie les adhésions, les feuilles de paye, et je ne sais quoi encore, les quittances de loyers, etc.
Bref, cela devient très compliqué. Cette structure existe. On a proposé ce matin de mettre en plus des Commissions fédérales pour vérifier que les Congrès se passent normalement. Cela va faire une deuxième structure.
Si je comprends bien, Jean propose, lui, qu'on remplace la direction fédérale par une coordination... peut-être que le mot n'est pas approprié, une autre Commission ou en tout cas, un groupe collectif qui gère la fédération.
Cela ferait quand même bien trois choses.
C'est pour cela que je vous dis qu'on voit s'accumuler les structures. Je ne suis pas persuadé que ce soit une affaire de structure. Je pense que peu de gens dans cette salle doivent penser ou être convaincus qu'il s'agit d'une affaire de Commission ou de structure.
Il y a un problème politique qui a été évoqué. Je ne vais pas le ré-évoquer. Les causes diverses ont été défendues avec talent. Il y avait de l'avocat dans l'air...
et tout la été dit !
Moi je crois qu'il faut poser la vraie question. Il faut savoir ce qu'il faut faire avant ou après le Congrès quand même... moi je lis la presse, je vous ai bien écouté... quel est le problème d'une adhésion en bloc d'une certaine organisation ?...

J’ai cru comprendre que ce à quoi était opposée la fédération, c’était à ce qu’une association puisse adhérer en bloc... je dois dire que de ce point de vue là, je ne comprendrais pas que la transparence ne soit pas faite.

Jean Poperen - Moi j’écarte tout à fait cette interprétation... le contrôle, il doit être individuel... cas par cas. Evidemment pas entre nous, c’est dérisoire. S’il en vient 500 en 8 jours, comment tu l’interprètes ?... moi je dis cas par cas.

Henri Emmanuelli - Je ne l’interprète pas dans les Bouches du Rhône, c’est dangereux.
Louis Mermaz ne souhaite pas être appelé, Louis Mermaz des Bouches du Rhône... il est évoqué dans cette affaire. Il n’a fait que rapporter un soir dans une assemblée ce qui était la position du Bureau exécutif, mes chers camarades. C’est là que je ne comprends plus.
Cette décision, nous l’avons prise ensemble au Bureau exécutif. Nous avons demandé à la fédération des Bouches du Rhône, et de la mettre en place... ça veut dire que certaines estiment que ce qui a été dit, décidé au mois de mai, soit ne convenait pas, ou soit n’est pas suffisant.
Il ne faut pas dire que rien n’a été fait qu’après les élections... aucune initiative n’a été prise pour essayer de faire évoluer la situation dans les Bouches du Rhône.
J’étais resté sur l’idée, qui paraît dépassée pour certains, que ce qui était essentiel, c’était qu’on puisse assurer la transparence des adhésions, et ensuite la transparence des votes.
A partir de là, de ce moment-là, nous serions devant une situation qui ferait que nous n’aurions qu’à souhaiter revenir à la normale... chacun sachant qu’il est représenté, et en tout cas appliquant tout simplement les règles du Parti pour créer une direction fédérale.
Voilà ce que j’avais compris et toujours compris d’ailleurs, et c’est ce qui se passe me semble-t-il dans les Bouches du Rhône actuellement, et si ça n’est pas le cas, il faut en saisir le Bureau exécutif.
Je regrette, et je dis franchement, qu’il est regrettable que l’affaire resurgisse une fois de plus par voie de presse, d’une façon polémique.
Je ne crois pas que cela aide à faire évoluer les choses. Moi je reste sur la position qui a été la nôtre. On avait décidé un processus. S’il ne convient pas, on en ressaisit le Bureau exécutif. Je vois mal, pour ma part, le Comité directeur, jeter publiquement, je dis bien publiquement l’anathème sur la fédération des Bouches du Rhône.
Permettez-moi de vous dire qu’il y aura désormais un collectif pour gérer la fédération des Bouches du Rhône... cela veut dire qu’on écarte la structure fédérale actuelle. Je ne suis pas pour cette méthode là.
Sur l’autre affaire qu’a évoqué Jean, 1 homme, une voix, qui effectivement semble aujourd’hui bénéficier de paternités diverses... plus un enfant a de pères, et mieux il risque d’être élevé, je ne pense pas que cela puisse poser problème, ah, vous voyez, vous n’êtes pas d’accord

Je ne l'ai pas dit au hasard.
Chers camarades, nous n'avons pas abordé, ce sujet en Commission. Personne ne l'avait fait... il est évoqué devant le Comité directeur.
Nous l'avions, en revanche, c'est vrai, abordé dans d'autres réunions, il y a une quinzaine de jours. Marie-Noëlle Lienemann a posé le problème d'ailleurs du décompte des voix dans le Parti. On comprend que Marie-Noëlle l'ait posé puisque dans un dernier Congrès, il y avait eu un problème. Elle estimait qu'en voix, elle dépassait les 5%,... tu ne peux pas dire que c'est à cause d'eux, à cause des Bouches du Rhône... en tout cas, je voudrais rappeler qu'à cette époque, il y a eu un arbitrage politique pour dire que sa représentativité est connue et le Congrès l'a fait.
Il y a beaucoup de confusions dans les esprits à l'heure actuelle. Les journalistes, la presse ont compris - ce qui a nécessité certaines mises au point parce que ces sujets sont abordés sans précautions dans des articles de pré-Congrès - que certains étaient partisans du vote par procuration et d'autres pas.
Cela a toujours été interdit dans le Parti... les votes par procuration. Il faut le dire clairement.
On a eu, ici ou là, les deux thèses en présence. C'est un faux débat. Le vrai problème est celui du calcul des mandats.
Il y a dans le Parti, et nous en avions fait l'expérience dans cette Commission, des situations très inégales., il y a grosso-modo... et Daniel Vaillant me reprendra si je me trompe, un tiers de fédérations avec un mandat par vote.
Un homme par mandat, non, ça n'est pas comme cela... il y a donc des situations inégales. Il y a des endroits où il faut faire un mandat 25 voix, d'autres, un mandat où il faut 5 voix... et il y en a aussi ou avec une voix on a un mandat... dans les sections, je parle là des sections.
Alors, ce sont des choses qui sont définies par les fédérations, qui font partie des statuts de chaque fédération, et les statuts de toutes ces fédérations ont été entérinés par des Congrès.
Moi je pense que la discussion peut avoir lieu et qu'il n'est pas effectivement interdit de bouger pour assurer soit une meilleure représentativité, soit une meilleure transparence, mais je ne suis pas certain que cela puisse se faire comme cela et que ce soit le Comité directeur qui puisse modifier d'un seul coup les statuts d'à peu près 95 ou 100 fédérations dans le Parti.
Moi je pense que c'est dans le débat du Congrès, et qu'il n'y aura pas de grandes difficultés, mais je pense que cela mérite tout de même réflexion parce que nous fonctionnons depuis dix-huit ans de cette manière-là. Je ne l'avais jamais entendu remise en cause, sauf par Marie-Noëlle Lienemann la dernière fois. Il semblerait que cette fois-ci il y ait d'autres points de vue, qui paraissent tout à fait légitimes, d'ailleurs, mais je ne suis pas sûr, je le répète, que le Comité directeur, par un vote, puisse se substituer à tous les Congrès qui ont entériné les statuts de ces fédérations. Voilà ! Je ne tranche pas sur le fond.

Le président - La parole est à Daniel Vaillant.

Fondation Jean Jaurès

Daniel Vaillant
Juste une minute, pour qu'il n'y ait pas de faux débat qui s'engage.
Notre Parti, avec ses statuts, prévoit bien que dans les assemblées générales de vote, seuls les présents votent, qu'il n'y a pas de procuration. Et ne mélangeons pas la question des cartes entachées d'irrégularité éventuelle. Cela, je pense que c'est un débat que nous devons avoir. S'il y a des statuts il faut qu'ils soient appliqués, comme le disait Poperen, l'adhésion est individuelle et volontaire, elle doit être effectuée par paiement individuel, sous contrôle du trésorier. Tout le monde et bien d'accord, il faut condamner toute autre attitude, celle dite "des fausses cartes".
Les présents votent et la proportionnelle qui nous régit - et je souhaite qu'elle continue de nous régir - s'effectue sur les votants, sur les présents. Il n'y a pas d'ambiguïté et je souhaite que s'il y en a, elle soit levée dès maintenant pour éviter que le Congrès ne démarre sur cette question. La proportionnelle est faite sur les votants présents.
Où il y a peut-être divergence - mais là ce sera éventuellement le débat du Congrès - ou différence d'appréciation, c'est sur le fait de changer la nature de notre représentation c'est à dire de changer profondément la nature du Parti.
Sur ce que vient d'évoquer Emmanuelli, l'harmonisation de calcul des paiements fédéraux, je pense que c'est une bonne idée, qu'il nous faudra, en dépit de ces statuts fédéraux contradictoires, veiller à l'harmonisation. Cela ne joue pas sur les grandes masses, mais à la marge, c'est vrai. Les petites motions peuvent être quelque peu laminées, et je crois que la question de Marie-Noëlle, qui avait été posée à Toulouse, qui avait été tranchée par le vote du Congrès de Toulouse dans le sens d'un refus, peut être reposée, et il faut travailler avec les fédérations à cette harmonisation.
Donc il n'y a pas de fermeture là-dessus. Où il peut y avoir débat c'est sur la question de savoir si on remet en cause dans ce Parti la notion de représentativité départementale, c'est à dire que ces mandats sont, au 31 décembre, calculés, publics, transparents, et que l'on sait politiquement où on va au niveau des fédérations, sinon, camarades, cela veut dire qu'on ne pourra plus fixer la représentation des sections et des fédérations à un instant T, mais qu'à tout moment, au gré d'une assemblée générale de militants, les mandats de la section varieront, et j'ai l'impression que cela va ressortir plutôt au fonctionnement de la CNR qu'au Parti Socialiste que nous avons fait avec François Mitterrand à Epinay.
Voilà la question posée. Il faudrait peut-être d'ailleurs aussi, quand on veut, et on le veut tous, construire un parti de masse, s'interroger sur cette nature profonde et regarder aussi du côté des syndicats comment les choses s'organisent.
Donc cela peut faire l'objet d'un débat du Congrès sur la nature du Parti, mais qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur les présents votes, seuls ces votes sont pris en compte pour le calcul de la proportionnelle. La question est de savoir si pour une section de 100 membres à jour de leurs cotisations, et s'il n'y a que 90 présents, la proportionnelle est ramenée à 100 ou si elle est faite sur 90. Si elle est faite

sur 100, c'est à dire entre deux Congrès, c'est notre règle, et je pense que c'est la nature du Parti qui nous impose de garder cette règle. Si le débat fait évoluer cela, au Congrès, ne soyons pas fermés sur cette question, le Congrès pourra changer les statuts pour une autre application, et là, je le dis, mais ce sera le débat du Congrès, ce serait le débat du Congrès mais ce serait un changement de nature profonde du Parti, avec quelques surprises, car il y a des fédérations avec des histoires diverses, et ce ne sont pas à mon avis les plus nombreuses en termes de mandats qui sont finalement les plus à mettre en cause... Et là, on connaît les grosses fédérations, il n'y a pas que les Bouches du Rhône, il y en a d'autres et je pense pour ma part que ce n'est pas la bonne manière d'appréhender le problème, mais le débat du Congrès nous le fera trancher. Mais encore une fois, pas d'ambiguïté, il n'y a pas ceux qui voudraient, d'un côté, faire voter les malades ou faire voter... parce que çà, çà n'existe pas, mais la question est de savoir comment nous nous représentons, notamment dans un grand parti que nous voulons tous de masse. En tous cas le débat du Congrès nous montrera si tout le monde le veut ou si on veut changer la nature.

Le président - Camarades, il est maintenant 13 h 20. Le Premier secrétaire, comme il est normal, devrait conclure. Je dois à la vérité de dire que, dans l'éventualité d'une reprise du débat général, j'avais encore cinq ou six camarades inscrits dans la discussion. Il ne serait pas raisonnable que nous reprenions ce débat général maintenant, et je demande à ces camarades s'ils sont d'accord pour renoncer à la parole.
Ils sont d'accord. Bien.
Je donne donc la parole à Pierre Mauroy pour conclure.

Pierre Mauroy
Chers camarades, je voudrais conclure à la fois sur les questions qui étaient à l'ordre du jour et sur celles importantes qui s'y sont greffées. Il y en a deux : l'une : un homme, une voix, l'autre Marseille.
Ensuite, on reviendra à l'ordre du jour normal du Comité directeur, encore qu'un homme, une voix, c'est lié à la réforme statutaire.
Qu'est-ce que nous voulons sur un homme, une voix ? D'abord, je pense qu'il faut faire attention. On parle beaucoup de communication. Le Parti Socialiste pourrait être attentif aussi à sa propre communication. On ne peut pas sans cesse reprendre éternellement le problème de Marseille une fois qu'il est en passe de se régler politiquement sur le plan municipal dans ses relations avec le Parti à Marseille, cette fois faire rebondir la question pour que ce soit Marseille à l'intérieur du Parti... on n'en sortira pas ! Et la mauvaise image qui s'est dégagée à Marseille, elle risque cette fois-là de nous concerner tous. Alors, attention à la façon dont nous posons un certain nombre de problèmes.
De même, le problème des fausses cartes. Certains maires, un homme une voix, ce ne sont pas ceux qui ont exprimé ce souhait dans la motion, mais j'entends des journalistes parler du problème des fausses cartes. Ecoutez, il ne faut pas généraliser en ce qui concerne les fausses cartes. Vous ne pouvez pas donner

l’impression que ce Parti Socialiste, depuis toujours, a été une immense tricherie... Nous le savons tous, que chacun prenne ses responsabilités, c’est comme cela depuis Epinay, vraisemblablement, c’était aussi comme cela avant, mais je pars d’Epinay, les Bouches du Rhône, cela n’a jamais été la régularité parfaite. Voilà.
Je le dis d’autant plus que ceux qui en ont peut-être le plus pâti, c’est la fédération du nord, puisque vous savez bien comment cela s’est passé, ce n’est pas la peine de se raconter des histoires ! Les Bouches du Rhône ont cette singularité de prendre leurs cartes au début de l’année ; ils n’arrivent à les comptabiliser qu’à la fin ; donc, à la fin, ils arrivaient à un nombre de cartes et chaque année, c’était une conversation que j’avais avec Gaston, ils demandaient à savoir combien la fédération du nord avait pris de cartes. Eh bien, dans les Bouches du Rhône, on arrivait toujours à prendre le même nombre de cartes...
(Rires)
Mais oui ! Mais oui !
Et comme la représentation se fait sur la base de 12 timbres, ceux qui ne trichent pas savent qu’on n’arrive jamais à avoir les 12 timbres, il y a ceux qui prennent leurs timbres au début de l’année, qui oublient, et la moyenne, c’est 9, 10 ou 11, cela varie suivant, les petites fédérations font mieux que les grosses sur ce plan-là, si bien que nous étions battus naturellement et que la fédération des Bouches du Rhône a toujours été considérée comme la première, mais c’était un titre qui a toujours été usurpé. Cela, c’est la réalité. Permettez au Premier secrétaire fédéral du nord de vous le dire si vous ne le saviez pas ! Oui, mais c’est comme ça, que voulez-vous !
Alors, ce n’est pas la peine tout de même de faire remonter toujours les mêmes histoires !
Par ailleurs, je connais bien la fédération des Bouches du Rhône. J’y ai beaucoup d’amis. Il y a eu beaucoup de péripéties, et c’est vrai sans doute que vous ne pouvez pas traiter les problèmes de cette fédération - je ne le dis pas pour ceux qui sont ici, je ne le dis pas pour sans doute quelques centaines et peut-être davantage de militants que nous avons dans les Bouches du Rhône, mais la relation qui s’établit dans les Bouches du Rhône entre le militant et le Parti, ce n’est pas faire injure à nos camarades marseillais et, en particulier, à Marseille, de dire qu’ils n’ont pas la même façon de l’établir qu’à Lille, à Lyon ou dans d’autres villes. Vous savez bien que, dans une grande ville méditerranéenne, l’adhésion au Parti incontestablement est très liée au centre et personnalisée ; comment pourrait-il en être autrement ? Je ne voudrais pas en dire davantage sur ce terrain difficile. J’ai tout compris.
J’ai dit un jour à Gaston : mais écoute, à propos du football il y avait 2000 spectateurs, c’est lamentable. OM de Marseille ? 3000 spectateurs... Il me répondait "A Marseille, c’est simple à comprendre, on aime les vedettes". Cela veut dire qu’il y a une personnalisation qui est peut-être plus forte qu’ailleurs en ce qui concerne les problèmes du Parti, je ne dis pas cela pour l’ensemble de la fédération, mais je dis cela particulièrement pour Marseille, et tous ceux qui savent la composition de Marseille, le caractère méditerranéen de Marseille

comprendront que c'est une illusion de penser que nous allons faire une Commission des sages pour régler à jamais avant le Congrès les problèmes de Marseille.
D'ailleurs, toutes ces propositions seraient agréables à entendre, et sans doute nous serions-nous donné quelque temps pour les résoudre s'il n'y avait pas un peu de suspicion dès lors qu'elles sont faites à six mois du Congrès.
Soyons raisonnables. A Marseille, il n'y a plus de problème politique, et je me suis toujours considéré, comme Premier secrétaire, comme un peu responsable de ce qui se passait là-bas, comme le Bureau exécutif, et comme devant faire des propositions pour essayer de régler les problèmes. Il n'y a plus de problème politique. Vous pensez bien que si je rencontre Robert Vigouroux dont j'ai été l'ami - nous avons été amis pendant de longues années, vous le savez, et je pourrais rappeler, pour montrer la complexité du problème, Michel, tu t'en souviens, dans quelles conditions je m'opposais à Robert Vigouroux, pour être maire de Marseille... Bon, c'est dire que tout ceci a été vraiment compliqué, il faut maintenant en sortir - si donc je rencontre Robert Vigouroux, ce n'est pas uniquement pour parler football ! L'honneur est sauf, puisque Lille a gagné ! (rires) Mais on en arrive tout de même à ce point politique précis, c'est que le maire et la municipalité de Marseille sont une municipalité amie, une municipalité de majorité présidentielle qui, par conséquent, doit établir avec la direction du Parti et avec la fédération des rapports qui sont ceux que nous avons finalement avec tous ceux qui sont dans la majorité présidentielle, et qui établissent avec nous des rapports que l'on sait.
Sur le plan politique, vraiment, il ne peut plus être question d'ouvrir une guerre ou de la prolonger, il ne peut plus être question de rouvrir la plaie, il ne peut plus être question même de l'agrandir, ça suffit comme ça. Maintenant, nous cicatrisons. Que cela demande un certain temps, oui, ce n'est pas si facile que cela à régler, ce sont des problèmes de personnes, mais nous cicatrisons et je dois dire que, du côté de Robert Vigouroux comme du nôtre, les esprits sont à cela, tout en sachant que cela demandera quelques années. Robert Vigouroux n'est pas si pressé que cela de rentrer au Parti. Je lui dis, peut-être avec le sourire : la chance que tu as, c'est que cela se soit passé comme ça. Sans doute, on aurait perdu Marseille ; chacun sait bien le glissement politique qu'il y a eu, quelle est la majorité qui est derrière cette municipalité ; certes, il y a des Socialistes, certes, il y a notre électorat, mais nous savons bien qu'avec Gaston lui-même, la ville était très difficile à reconquérir, qu'elle était pratiquement perdue, et c'est vrai qu'au milieu de toutes nos gesticulations, je ne dis pas que cela a été bien, mais on a abouti à ce phénomène extraordinaire qu'une partie de l'électorat centriste et de droite a glissé sur la liste de Robert Vigouroux, assurant la victoire et permettant à Marseille d'être de majorité présidentielle. Cela, c'est une réalité.
Cela, c'est une réalité, c'est à dire, mes amis, si vous connaissez la composition de la municipalité de Marseille que ceux qui la soutiennent, et nos camarades d'hier étaient au Parti Socialiste, y avaient des responsabilités, ne sont pas prêts de sitôt de revenir au Parti.

Je ne les accuse pas de ne pas être Socialistes quelque part, mais ils se sont lancés dans une aventure, ils sont majorité présidentielle, ils ont une relation avec la ville et avec leur électorat qu'ils ne peuvent absolument pas renier, car cela mettrait en péril la majorité présidentielle de Marseille, et dire : nous allons tous venir au Parti Socialiste, vous n'avez rien compris, nous étions une municipalité Socialiste !
Mais ce n'est pas si simple que cela, quand vous parlez des cartes de Carrefour… (illisibile)… connais bien Charles-Emile Loo, mais je sais aussi que quand il était au Parti, il souhaitait une politique centriste et avait mis en place un organisme dans des conditions irrégulières pour avoir un dialogue avec des centristes et avoir une autre politique que la politique officielle du Parti.
Cela, çà pose aussi un autre problème de faire venir des camarades à un débat national sur des positions qui n'ont pas été défendues ici, au Comité directeur. Ce serait extraordinaire que, finalement, ces camarades qui sont sur une position centriste, qui la font, car c'est la réalité de Marseille, puissent émettre leur suffrage sur ceux qui se disent les plus à gauche dans le Parti pour une opération de réintégration dans le Parti… (rires)... cela parait impossible !
Permets-moi, Jean, de te dire, puisque je suis impliqué, je suis à la direction du Parti, mais j'ai d'autres fonctions, qu'il m'arrive de penser que tu devrais te tenir davantage à tes fonctions de ministre entre le gouvernement et le Parlement et peut-être ne pas prendre un certain nombre d'initiatives... (mouvements divers)... Mais oui, c'est une autre réalité... Quand j'entends Philippe, qui est partie prenante, et l'a toujours été, c'est une chose, mais en ce qui concerne ta sensibilité, je me permets de te dire qu'à Marseille... écoute, je connais bien la situation de Marseille, depuis des années... je n'ai pas entendu parler de beaucoup de poperenisme... par contre, j'ai toujours entendu parler de Socialisme et République... mais oui...

Dans la salle - Cela change !

Pierre Mauroy - ... Ecoute, tu vas voir que la proposition que je vais faire, tu pourras l'accepter : ce que je souhaite, c'est que, politiquement, nous soyons tout d'accord pour considérer qu'il y a une municipalité "majorité présidentielle", amie et, comme telle au-delà de tous les problèmes personnels, les choses se renouent et se renoueront.
Ensuite, je ferai personnellement, en ma qualité de Premier secrétaire, une lettre aux militants des Bouches du Rhône pour leur dire : nous avons un débat national, il importe qu'en responsabilité, les militants des Bouches du Rhône participent à ce débat national, qu'ils choisissent en conscience finalement la motion et, en votant pour la motion, ils voteront pour les dirigeants.
Il n'y a pas d'autres moyens de remettre en place la fédération des Bouches du Rhône, à condition, naturellement, que la libre circulation des idées et des personnes se fasse.
Je suis d'accord, Jean, et tu ne m'as jamais pris en défaut sur ce point là, pour souhaiter que les sections reçoivent les uns et les autres, fassent des réunions, tu

seras le bienvenu dans les Bouches du Rhône, tu défendras tes idées. S'il y a des militants des Bouches du Rhône qui te suivent, c'est bien et ce n'est pas moi qui dirai le contraire.
Je pense que nous pourrions, les uns et les autres, tous ceux qui seront porteurs de motions, faire en sorte de veiller à ce que dans ce département il y ait effectivement l'exposition des différentes thèses, c'est d'ailleurs ce qui se fait et ce sera facile.
Si nous faisons cela, les camarades des Bouches du Rhône choisiront, il y aura automatiquement des responsables mis en place à partir de cette réalité.
Les camarades qui ont soutenu Vigouroux sont mis en dehors du Parti pour une durée de deux ans ; la jurisprudence établit qu'après un an, nous pouvons peut-être envisager, dès lors qu'ils en font la demande individuelle, de les réintégrer et, compte tenu de ces réintégrations - je ne veux pas anticiper sur ce qui se fera après le Congrès - je pense que le Congrès sera bien avisé de dire que pour ce département il y aura mise en place de la fédération au lendemain d'un Congrès dans les normes habituelles, et que s'il y avait une mesure de réintégration, en se donnant un délai raisonnable, il pourrait y avoir un Congrès extraordinaire administratif, au niveau de la fédération pour régler les problèmes par rapport à tous ceux qui viendront de l'extérieur, c'est à dire de la majorité présidentielle, vers nous.
Je crois que ces propositions, Philippe, sont de nature à vous permettre de jouer le rôle qui était le vôtre, à côté de Michel et des autres et à Jean de prendre sa place dans ce débat, d'y jouer un rôle dès lors qu'il y aura des militants des Bouches du Rhône qui voteront de cette manière.
J'en vois d'autres qui lèvent la main...

Le président - Le débat est clos.

Pierre Mauroy - Je pense que ce sont des propositions raisonnables, car moi je suis attentif à un argument qui a été donné : quand il y a des élections législatives, municipales, ou autres, ceux qui se présentent contre les candidats du Parti se mettent en dehors du Parti et s'y mettent pour deux ans ; si l'on ne prenait pas ces mesures disciplinaires, qui sont indispensables, le Parti ne serait pas ce qu'il est, et nous n'aurions pas l'implantation que nous avons eue aux municipales en mars dernier.
Il y a eu des camarades qui n'ont pas suivi la règle du Parti et il faudrait les réintégrer avant le Congrès ? Enfin, de quoi aurions-nous l'air ! Nous avons pris des décisions à l'unanimité et, permettez-moi de dire - je le dis au Comité directeur - que le mercredi avant les élections sénatoriales... vous savez que j'avais vu Vigouroux et combien j'étais partisan d'une liste commune, combien j'ai tout fait pour l'avoir, et vous savez combien j'aurais souhaité qu'on ait la liste commune... vous m'avez dit : non, ce n'est pas possible, et vous me l'avez dit unanimement. J'étais le seul sur ma proposition et vous avez fait plus, vous avez dit ; même Vale il faut le mettre à la porte... Ceci se passait le mercredi avant les sénatoriales, vous l'avez tous dit, et j'étais le seul à dire non, je ne le

ferai pas, on attendra...

Pierre Guidoni - Je n'étais pas contre !

Pierre Mauroy - Oui, c'est vrai, Pierre, tu n'étais pas de ceux-là.
Surtout, ne prenons pas des mesures de circonstances, nous sommes en train de traiter, et de traiter correctement, le cas de Marseille. Politiquement, c'est en voie de règlement et je pense que si tout le monde sur la base des propositions que je viens de faire, veut bien être de bonne volonté, on ne parlera plus de Marseille et ce sera excellent pour le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Mes camarades, au cours de ce Comité directeur, nous avons fait l'expérience de tenir des Commissions, j'ai parlé avec les uns, avec les autres, je pense que le Comité directeur a été satisfait de cette expérience ; peut-être faudra t-il l'améliorer pour les horaires, mais je pense que, dans l'ensemble, nous pouvons être satisfaits.
Ce sera quelque chose à reprendre et à continuer.
En ce qui concerne la présentation des contributions, je crois que nous avons assisté à un débat de qualité. Il est trop tard pour faire des commentaires. J'insiste pour que sur le plan de la déclaration de principes et des statuts, on suive les recommandations de la Commission.
J'accepte de présider ces deux Commissions, d'en être le rapporteur lors du prochain Comité directeur qui se tiendra le dernier dimanche de novembre ou le premier de décembre... on décidera de la date au Bureau exécutif, et nous pourrons alors, dans les meilleures conditions, aborder le problème de la déclaration de principes.
Sur le plan de cette déclaration de principes, il est trop tard pour faire un développement politique et pourtant au moment où le Parti Communiste se saborde, en Hongrie pour devenir un Parti Socialiste, au moment où le Communisme international s'affaiblit, au moment où le Socialisme, notre Socialisme, répond à une aspiration non seulement en France, non seulement en Europe, mais dans le monde entier, je pense qu'au niveau de la déclaration de principes, nous avons des choses à intégrer, des choses nouvelles à dire.
La déclaration de principes, il faut la garder pour l'essentiel, mais il y a nécessairement des adaptations et, en 1989, alors que nous avons fêté le bicentenaire de la révolution, on mesure mieux maintenant qu'on se trouve vers la fin du siècle, comment, à côté de l'admirable synthèse faite par Jaurès de tous les éléments constitutifs du Socialisme, la révolte ouvrière du 19ème siècle, et maintenant un des éléments de la synthèse, mais nous en sortons avec un nouveau modèle industriel et incontestablement la recherche d'un nouveau modèle de développement, comme Louis Mermaz l'a souligné, et comme beaucoup le souhaitent ici.
Au-delà de cet état de la révolte ouvrière, avec tout ce qu'elle a eu comme conséquences : la création des syndicats, la création des partis politiques, mais aussi son ambiguïté, puisque cette révolte a mené à la fois au Socialisme, qui est

Fondation Jean Jaurès

le nôtre, mais aussi au Communisme, au moment où le Communisme s'affaiblit et où nous, nous allons continuer notre marche, je pense que nous avons sur le plan de la déclaration des principes manifestement quelque chose à dire.
C'est sur cette base que nous vous ferons des propositions lors du prochain Comité directeur. Si nous sommes unanimes, on rapportera unanimement pour le Congrès ; sinon, il appartiendra à ceux qui auront des éléments de thèses minoritaires, de les reprendre dans leur motion et je crois que là nous serons au cœur de notre débat idéologique.
En ce qui concerne les statuts, on fera de la même manière : on vous présentera toute une série de propositions, de suppressions d'articles ou de propositions en fonction de ce qui est dit dans les contributions, en fonction des propositions faites par les différents courants représentés dans cette Commission et on essaiera de faire une proposition de l'ensemble des modifications statutaires.
Si nous sommes tous unanimes, on présentera unanimement un texte. S'il y a des propositions ici ou là différentes et qu'on ne soit pas tous d'accord, chacun l'indiquera dans ses motions et on aura un Congrès ordonné, qui permettra de régler nos problèmes doctrinaux, politiques et statutaires.
J'en termine en vous disant que dans l'état actuel des comptes, tel qu'il a pu être réalisé sur place par le secrétariat, nous avons reçu :

- 9 contributions collectives nationales de caractère général,
- 11 contributions collectives nationales à caractère thématique,
- 7 contributions fédérales,
- 6 contributions de sections,
- 1 contribution régionale,
- 41 contributions individuelles,
- 3 propositions de modifications statutaires,
- 68 contributions déposées par des membres du Comité directeur, pour l'essentiel, thématiques.

Au total, 146 textes que nous allons nous efforcer de diffuser au niveau des sections et des fédérations.
Mes camarades, je pense que l'ampleur des textes qui sont déposés et la manière dont nous allons assurer la démocratie de notre débat, montrent que nous ne sommes pas un parti comme les autres.
Ce qui se passe à droite en ce moment est significatif d'ailleurs sur la nature de ces Partis de droite : l'UDF, machine de guerre mise sur pied par Giscard pour les législatives de 1978 ne se relève pas, décidément pas, de cette échéance, pas plus que le Parti républicain qui n'a pu survivre à la victoire de 1974.
Ces Partis, ces fédérations de Partis ne sont que des appareils de circonstance, des systèmes de seule prise de pouvoir.
A la télévision, Giscard d'Estaing tentait d'argumenter pour sa nouvelle tentative de rassemblement d'opposition jeudi soir en se situant toujours par rapport à nous - je ne sais pas si vous l'avez vu à la télévision par rapport à notre présence prédominante dans la vie politique du pays.
Que disait-il à ses amis ?
Face au Parti Socialiste, nous devons nous rassembler ou disparaître... Les

Collection Jean Jaurès

Socialistes mènent un débat, constituent une force politique et nous devons réagir.
A cette occasion, je n'hésite pas, d'ailleurs, à donner raison à Giscard. Je vous dis, mes camarades, que quand j'écoute Giscard et que je l'entends se situer par rapport au Parti Socialiste comme il l'a fait, avec la référence au Parti Socialiste, eh bien, j'y ai pris un certain plaisir et j'imagine que vous aussi !
Non, décidément, nous ne sommes pas un parti comme leurs partis, et nous ne sommes pas un parti comme les autres. Notre place exceptionnelle, nous la devons à nos forces militantes, à nos combats menés ensemble, à notre action, a tous nos postes de pouvoir d'Etat, en tous cas nos nombreux postes, certes, mais aussi aux idées qui nous rassemblent.
Le Socialisme résulte des principes qui forgent notre idéologie commune. Encore nous faut-il vivre ce grand mot, ce grand concept, au moment où notre pays évolue, au moment où, je le disais tout à l'heure, la Hongrie vient de donner naissance à un Parti Socialiste, au moment où les pays d'Amérique latine rêvent à une social-démocratie qui les rassemblerait, alors qu'ils sont dans des conditions naturellement très différentes.
Mes camarades, les législatives de 93, les présidentielles de 95 nous concernent bien sûr au plus haut point, et tous ensemble nous saurons nous mobiliser pour gagner. Mais notre mission, notre devoir commun demeure celui de faire vivre nos idées, de continuer à leur donner une dimension pour les années qui viennent.
Le Socialisme est né des combats sociaux, des luttes contre les oppressions, des avancées pour les libertés.
Soyons en dignes et n'oublions pas qu'en face de ce qui s'est passé en 1920, où la majorité des Socialistes sont devenus des Communistes, ceux qui sont restés avec Léon Blum, c'était pour constituer un parti du débat, un parti de la pluralité, un parti de la démocratie.
Eh bien bon débat, avec la perspective d'un bon Congrès !
Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Mélenchon, tu demandes la parole, c'est pour quoi ?

Jean-Luc Mélenchon - C'est à propos de la proposition que nous avons déposée hier...

Le président - Ecoutez, cette proposition implique une modification des statuts. Le Comité directeur n'est pas habilité à modifier les statuts. Je ne pense même pas qu'on puisse imaginer mettre cette proposition aux voix.

Jean Poperen
Ce débat est délicat. Je n'ai pas voulu répondre, Pierre peut le dire, à certaines attaques et aussi à certaines appréciations sur ceux qui mettent en œuvre ou ne mettent pas en œuvre les principes de la Gauche... On va avoir ce débat, croyez-

Fondation Jean Jaurès

moi ! On l'aura, et devant les militants !
Mais je vous en conjure, n'échappez pas à ce vote ! Nous demandons que ce vote ait lieu devant le Comité directeur. Je serai le seul à voter pour, mais je le demande, parce que cela engage beaucoup des pratiques et du climat...
(Protestations dans la salle)
Ecoutez, les militants, moi je sais ce qu'ils en pensent. Alors je demande ce vote.

Pierre Mauroy
Jean, s'il te plait ! Dès lors que tu donnes cette coloration à ce vote, alors cela devient grave. Il n'y a pas ceux qui votent pour cette proposition, et les autres qui ont des fausses cartes, qui trichent, qui ont un débat truqué.
Nous avons une organisation de parti. On a toujours voté individuellement dans les sections, et chacun le sait, aussi bien pour désigner nos élus que pour prendre nos décisions politiques, et on commettrait une mauvaise action en laissant croire le contraire à l'extérieur. Ce serait commettre une mauvaise action que de vouloir un vote où il y aurait ceux qui seraient pour et ceux qui seraient contre, ce qui est la règle de la libre démocratie dans notre Parti.
J'estime tout de même que sur ce plan la, vous exagérez un peu !
Je pense que vous faites une proposition qui est une proposition statutaire, elle sera par conséquent reprise dans le cadre de l'élaboration de nos statuts, mais qu'il appartient aujourd'hui à ce Comité, sur la base des indications que j'ai données pour l'organisation du Congrès, de débattre et de ne pas poser des problèmes qui finalement ne se posent pas aujourd'hui.

Jean-Luc Mélenchon - On a demandé un vote, c'est tout !
(Protestations)
Il y a eu une discussion entre nous... (inaudible) Il faut peut-être tenir compte des observations faites par les camarades.

Pierre Mauroy - Je demande que le Comité directeur vote sur la recevabilité de cette proposition...

Jean-Luc Mélenchon - Ce Congrès doit être un Congrès de réunification Socialiste !

Le président - S'il vous plait !

Jean-Luc Mélenchon - Il faut que le texte soit mis aux voix !

Le président - Je l'ai dit et cela a été répété à l'instant par le Premier secrétaire, le Comité directeur ne peut pas se prononcer sur le vote d'une modification des statuts. Si vous demandez un vote, ce vote ne peut avoir lieu que sur la recevabilité de votre proposition.

Fondation Jean Jaurès

Jean-Luc Mélenchon - C’est un vote politique, alors.

Le président - Mélenchon, tu n’as pas la parole !
La parole est à Pierre Guidoni.

Pierre Guidoni
Chers camarades, Philippe San Marco a rappelé tout à l’heure, dans une intervention qui, je crois, a atteint l’ensemble du Comité directeur à la fois par son souci de responsabilité et par le fait qu’elle ait été prononcée par quelqu’un qui depuis le début des discussions sur Marseille ou la fédération des Bouches du Rhône, a pris pleinement ses responsabilités, y compris dans les batailles électorales après avoir lancé tous les avertissements nécessaires, les propositions qui sont les siennes, qui sont les nôtres, et depuis plusieurs mois, pour introduire dans cette fédération le climat du nécessaire rassemblement.
Nous n’avons pas voulu, nous ne voulons pas en faire un argument facile de polémique dans la période préparatoire du Congrès. Nous n’avons pas voulu, nous ne voulons pas que cette situation et les solutions qu’on peut lui apporter soient brandies par les uns ou par les autres comme des arguments pour mettre en cause l’ensemble de la démocratie du Parti et du fonctionnement démocratique du Parti. Nous n’avons pas voulu, et nous ne voulons pas que l’on s’appuie sur une situation dont nous sommes convaincus qu’elle est malsaine et qu’il faudra lui porter remède, pour devant le Comité directeur, et dans une fin de Comité directeur, cliver les bons, ceux qui voteraient pour telle proposition en sachant très bien qu’elle ne sera pas appliquée, et les mauvais, ceux qui voteront contre, pour des raisons qui sont d’ailleurs diverses et qu’on pourrait analyser différemment.
S’il y a un vote, soit sur la recevabilité, soit sur le texte lui-même, je voudrais que notre position soit bien comprise.
C’est depuis Lille que nous avons posé ce problème, depuis le Congrès de Lille... (applaudissements)... et ensuite, semaine après semaine, mois après mois, nous avons dit ce que nous en pensions.
Quand on dit : les votes ont été acquis à l’unanimité, sans nous ! Quand on dit : telle décision a été prise, contre nous !
Alors aujourd’hui, mes chers camarades, nous continuons à dire et à faire dans les Bouches du Rhône ce qu’il faut dire et ce qu’il faut faire pour arriver au rassemblement des Socialistes.
S’il y a un vote, soit sur la recevabilité, soit sur telle ou telle mesure improvisée, rapide, de replâtrage, eh bien nous n’y prendrons pas part.
(Applaudissements)

Une intervenante - Je demande la parole...

Le président - Nous n’allons pas rouvrir le débat maintenant !

L’intervenante - Ce n’est pas sur le débat...

Collection Jean Jaurès

Le président - Tu n’as pas la parole !

L’intervenante - On veut discuter... (inaudible)

Le président - Il n’y a ici que des Socialistes qui respectent les statuts du Parti. Les statuts du Parti disent ceci :
"Article 27 : pour le calcul du nombre de mandats et de délégués dont elle dispose, chaque fédération a droit à une représentation proportionnelle au nombre de ses membres cotisants. Les mandats sont calculés sur les cartes et timbres au 31 décembre de l’année précédente."
L’article 88 dit ceci : "la modification des statuts est de la compétence exclusive du Congrès national ordinaire. Aucune préposition de modification ne peut être soumise à la délibération du Congrès sans avoir été adressée aux sections et aux fédérations trois mois au moins avant la réunion du Congrès national ordinaire."
Ce que je demande, en tant que président du Comité directeur, c’est qu’on respecte les statuts. Le Comité directeur n’a pas à se prononcer sur ce qui n’est pas de sa compétence.
(Applaudissements)
La séance est levée...

Jean Poperen - Tu ne peux pas faire cela, Claude !
Tu dois faire voter sur la recevabilité !

Pierre Mauroy - Reste calme !

Le président - S’il vous plait !
Laurent Fabius veut prendre la parole.

Laurent Fabius
Merci beaucoup, Claude. J’avais levé le doigt il y a une dizaine de minutes, mais dans le brouhaha qui s’est installé, il était difficile de me voir.
Comme le climat devient un petit peu désagréable, je crois qu’il faut le ramener à plus de sérénité. Nous avons eu un Comité directeur utile, je ne souhaiterais pas qu’il se termine... je ne voudrais pas dire mal, cela ne se termine jamais mal, mais dans un climat qui n’est pas agréable.
Je voudrais dire juste une ou deux choses par rapport aux dernières propositions qui ont été faites, étant entendu que nous n’avons pas voté.
D’abord sur la question des Bouches du Rhône, c’est désagréable pour les camarades qui se sentent toujours sur la sellette. Le débat a eu lieu, très bien. A partir du moment où un certain nombre de camarades ne souhaitent pas que les statuts soient modifiés maintenant, par accord entre nous, il n’y a pas de problème, c’est évident. C’est contraire aux statuts. On peut dire : c’est, bien, c’est mal, mais c’est comme cela. Si nous n’avions pas été d’accord entre nous, je veux dire à l’unanimité, pour appliquer cette règle nouvelle, peut-être que cela

Fondation Jean Jaurès

aurait été plus facile. Personnellement j'en suis partisan. Mais à partir du moment où un certain nombre d'entre nous disent non, on se heurte à l'article qui a été lu. C'est peut-être malheureux, mais c'est comme cela.
Les uns et les autres se sont exprimés... peu importe.
Une autre question qui a été posée, mais Pierre l'a réglée implicitement dans son propos, c'est comment préparer le Congrès partout, et notamment dans les Bouches du Rhone. Moi je ne sais pas s'il faut créer des Commissions supplémentaires, mais en tous cas, ce qu'il faut, et nous y veillerons au plan national, c'est que toutes les sensibilités soient associées pour décision à tout ce qui concerne la préparation du Congrès.
Donc, je ne sais pas si les instances actuellement prévues le permettent (il se peut qu'elles soient complétées, je n'en sais rien...), mais c'est cela l'objet, et il faut non seulement que ce soit l'objet, mais que ce soit ratifié comme cela.
On nous dit que c'est le cas. Très bien. Si certains pensent que ce n'est pas le cas, vérification sera faite et j'imagine qu'au Bureau exécutif nous verrons l'application concrète.
J'élimine cela...
Dernier point de cette courte intervention : à partir du moment où nous venons de dire (ce que je viens de rappeler et il n'y a pas d'opinion contraire, me semble-t-il) que seul le Congrès peut se saisir de la question de la modification des statuts, cette règle vaut pour tout, évidemment, y compris pour les autres modifications statutaires...

Dans la salle - Bien sûr !

Laurent Fabius - … ce qui veut dire que ni le Comité directeur d'aujourd'hui, ni celui de décembre, n'aura la capacité de modifier ces statuts...

Daniel Vaillant - Absolument.

Laurent Fabius - … ce qui veut dire aussi, je complète mon propos, que c'est aux militants qu'appartient (le débat peut être préparé, sans doute il doit être préparé) par l'intermédiaire de nos contributions, de nos motions le cas échéant, le soin de se prononcer sur les statuts, de même qu'à mon avis sur la déclaration de principe. Je ne dis pas qu'il ne faut pas un travail de débroussaillage, mais il faut appliquer la même règle dans les deux cas : si nous ne sommes pas compétents sur les statuts, nous ne le sommes ni aujourd'hui, ni le mois prochain, ni dans deux mois. On peut préparer le travail, mais ce n'est pas au Comité directeur à se prononcer sur les statuts, pas aujourd'hui et pas demain.
Voilà. Ce n'est peut-être pas très satisfaisant pour tout le monde... (murmures)...

Dans la salle - Si ! Si !

Laurent Fabius - … non, ce que je viens de dire !... mais, ayant précisé tout à fait ma position, ayant dit qu'à propos des Bouches du Rhône il faudra qu'une

Fondation Jean Jaurès

vérification soit faite pour que la matérialité de l'égalité soit respectée, je pense que cela permet de quitter ce Comité directeur sur un climat serein, qu'il ne devrait jamais cesser d'avoir.
Merci beaucoup.
(applaudissements)

Le président - Lionel Jospin, puis Gérard Lindeperg et Marie-Noëlle Lienemann... Je vous demande d'être très brefs.

Lionel Jospin
Comme Laurent Fabius, je voudrais contribuer à la sérénité de ce Comité directeur, ceci d'autant plus que ce Comité directeur a été, à mon sens, un très bon Comité directeur, qu'un certain nombre d'initiatives d'organisation des débats ont été pertinentes et que je trouverais dommage qu'on ne termine pas dans ce climat et sur cette impression à l'intérieur, ni naturellement dans les échos qui en seront donnés à l'extérieur.
C'est ma première remarque.
Ma deuxième remarque est pour dire que je pense, comme beaucoup d'entre vous, qu'il y a un problème politique majeur qui est posé pour nous, Parti Socialiste, nationalement et fédéralement, dans la fédération des Bouches du Rhône et à Marseille.
Ce problème politique majeur, nous devons l'analyser.
Tout à l'heure, c'est pour ne pas changer le cours du Comité directeur que je ne me suis pas inscrit dans la discussion. Certains en ont profité largement... Moi, à ce moment-là, si on ouvre ce débat politique sur la situation dans les Bouches du Rhône, j'ai envie de m'exprimer, rétrospectivement et pour l'avenir, parce que je pense que j'ai des choses à dire, éventuellement des choses utiles à dire.
C'est pourquoi je souhaiterais que le débat soit ouvert à tous et qu'on ne prenne pas aujourd'hui, sur l'initiative de certains, des décisions hâtives sur des propositions qui se discutent, qui sont positives ou qui ne sont pas positives.
Ce point n'était pas à l'ordre du jour. Il a été abordé, d'autres ont envie de s'exprimer là-dessus (notamment moi) et, donc, je propose que, soit au Bureau exécutif, soit plus vraisemblablement au prochain Comité directeur, on s'exprime politiquement sur cette affaire. On pourra en parler, en tout cas ce sera à la direction du Parti d'organiser cela.
Par conséquent, moi, je ne veux pas qu'il y ait discussion ou vote alors que certains n'ont pas pu s'exprimer sur ce sujet.
La troisième chose que je voudrais dire concerne la proposition qui nous est faite.
Si la proposition qui nous est faite (qui, si elle était seulement dans l'ordre politique, pourrait se discuter... est-ce qu'il faut à nouveau trouver un nouvel organisme de direction ? Cela peut se discuter) est une proposition qui est contraire aux statuts, elle ne peut pas être mise au vote, et non seulement elle ne peut pas être mise au vote mais il ne peut même pas y avoir de vote sur la recevabilité de cette proposition !

Fondation Jean Jaurès

Louis Mexandeau - C’est évident.

Lionel Jospin - Sinon, cela signifie qu’une majorité politique éventuelle, ou de circonstance, dans le Comité directeur, peut décider de violer les statuts ! C’est impossible !
Donc, on ne peut pas voter non plus sur la recevabilité ou l’irrecevabilité, c’est tout à fait impossible.
(Vifs applaudissements).
D’ailleurs, le seul point sur lequel j’ai un désaccord avec l’intervention de Laurent Fabius, dont je partage à la fois l’esprit et, j’ai cru comprendre, les conclusions, c’est quand Laurent dit : "Encore, si on pouvait unanimement être d’accord, on pourrait décider de changer la règle et de modifier les statuts..."
Laurent, pour un juriste de formation comme toi, je trouve cette proposition un tantinet baroque ! C’est comme si le Parlement, à l’unanimité, pouvait décider de modifier la Constitution française ! Non !

Une intervenante - ...(inaudible)...

Lionel Jospin - C’est autre chose. Je ne te rappelle pas à la politique, ma chère, je te rappelle au droit : le Parlement, réuni en Congrès, ne peut pas (sauf certaines conditions, mais il ne peut pas par un vote simple) décider de modifier la Constitution. Qu’il vote à l’unanimité n’y change rien.
Donc, on ne peut pas le faire.
Par contre, là où je rejoins à nouveau Laurent, c’est qu’à partir du moment où on dit : "On ne peut pas modifier la règle des statuts autrement que par un Congrès", cela s’applique à toutes les dispositions statutaires, et si, parmi les propositions qui nous ont été faites de modification d’un certain nombre de choses, il y en a qui relèvent des statuts, elles ne pourront pas être mises en œuvre avant que cela ait été débattu par le Congrès.
C’est clair, sur ce point je te rejoins tout à fait, parce que là tu retrouves la règle de droit qui s’impose.
Voilà, chers camarades, pourquoi je pense qu’il convient maintenant de terminer ce débat.
Que certains, comme Jean, ne se sentent pas frustrés, car moi, je suis disponible, avec eux, pour essayer de trouver les solutions politiques pour aider... (rires)... Je ne vois pas ce qui te fait rire, Yvette !... je suis disponible pour essayer de trouver les solutions politiques pour aider la fédération des Bouches du Rhône non seulement à maîtriser le problème politique face auquel elle est, mais aussi à organiser son Congrès et à réintégrer les militants qui, individuellement, le veulent, dans des conditions dignes de nos statuts. Qu’on décide quand on a cette discussion, sur quoi elle débouche, et qu’on renonce à cette idée de faire voter sur un texte qui ne peut pas être recevable et dont nous ne pouvons pas nous-mêmes décider la recevabilité.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Gérard Lindeperg ?

Gérard Lindeperg
J'ai eu également le sentiment, tout à l'heure, que le contenu et le ton de ce débat n'étaient pas tout à fait à la hauteur de nos responsabilités et de l'image que nous devons donner dans le pays et dans l'opinion. Par conséquent, je me réjouis que nous puissions terminer ce Comité directeur sur un ton différent.
Quel était le problème qui était posé ?
Des camarades ont posé un problème, pour faire en sorte que, dans une fédération, mais au-delà, le débat du Congrès se déroule dans les meilleures conditions d'expression de tous et de régularité.
Une proposition a été faite. Il s'avère (et cela a été démontré à la Commission) qu'elle n'est pas recevable pour des raisons statutaires qui ont été exposées.
A la Commission, tout à l'heure, j'ai fait une proposition qui m'a semblé rassembler l'unanimité des camarades qui étaient là et je ne comprends pas que cette proposition n'ait pas été mise aux voix de manière très explicite il y a un instant pour éviter un certain nombre de confusions...
Quelle était cette proposition ?
Elle visait à mettre en place dans chaque fédération une Commission d'organisation des débats du Congrès (s'il y a 9 textes, il peut y avoir 9 camarades ou 18 camarades) exactement à l'image de celle que nous avons mise en place au niveau national, et à faire en sorte que, s'il y a un problème dans une fédération, cette Commission départementale saisisse la Commission nationale qui tranchera, en liaison avec le Bureau exécutif, et apportera des arbitrages.
Par conséquent, je crois que le Comité directeur peut voter de manière très explicite sur cette proposition de façon qu'on puisse partir sur un vote positif et qu'on ait créé, à travers une institution reconnue, les meilleurs moyens du débat.
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle ?

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, on trouve toujours de bonnes raisons pour ne jamais avoir à voter !

Gérard Le Gall - La règle de droit !

Marie-Noëlle Lienemann - Je vais m'en expliquer Gérard.
Que ce soit pour les militants comme pour le Comité directeur, ce n'est jamais le bon moment et il faudrait qu'on baigne dans le consensus que, par ailleurs, on décrit dans la société, pour qu'on soit amené à voter.
Dans n'importe quelle autre organisation démocratique des partis Socialistes d'Europe, on fait des relevés de conclusions à la fin des Comités directeurs et on les soumet au vote. Pierre Mauroy, dans son propos de conclusion, en a fait un, à

Collection Jean Jaurès

sa manière...
Je prends des exemples qui ne sont pas dans les Bouches du Rhône, pour vous montrer la complexité des choses.
Il indique : pour la déclaration de principe, ou on sera d'accord et cela fera le tronc commun, ou bien, s'il y a des désaccords, chacun les mettra dans les motions.
J'ai cru comprendre, au groupe de travail, qu'il avait été retenu la possibilité qu'il y ait, sur la question de la déclaration de principe, des options alternatives qui pourraient être proposées, déconnectées des motions. Or, je me permets de dire, Pierre, qu'il ressortait de tes propos que ce serait dans les motions, c'est à dire qu'il n'y avait pas une déconnexion du vote de la déclaration de principe et du vote des motions.
Je dis qu'il revient au Comité directeur de préciser ces choses.
De la même manière, pour les statuts, il est clair que s'il y a des troncs communs, tant mieux. La modification des statuts est prévue par les statuts du Parti et, de toute façon, chacun pourra en proposer, même si ce n'est pas dans les motions.
Troisième cas, celui des Bouches du Rhône.
Je pense qu'il faut voter sur la recevabilité de la proposition Poperen et je vais expliquer pourquoi il me semble important de le faire.
Quand on considère que notre camarade Vallet, dans les Bouches du Rhône, ne doit pas être exclu, nous n'appliquons pas les statuts à la lettre puisque, dans la lettre des statuts, ce camarade s'est mis hors statuts du Parti ! Je suis désolée !
Pour des raisons politiques que, finalement, j'approuve plutôt (car politiquement j'approuve l'arbitrage qui a été fait), on a considéré que nous ne nous en tenions pas à la lettre des statuts. Mais je trouve tout à fait normal qu'un camarade qui estime que, pour des raisons politiques, dans le cas particulier de la fédération des Bouches du Rhône, un autre article des statuts puisse ne pas être retenu, soumette cette proposition au Comité directeur et, donc, je vous demande...

Didier Motchane - Alors, il n'y a plus de statuts !

Marie-Noëlle Lienemann - Tu constates la situation de fait ! Je suis, comme toi, à regretter que les statuts ne soient pas appliqués de façon homogène, mais à partir du moment où il y a dérogation, le droit à dérogation doit être soumis à la délibération collective, donc au Comité directeur.
Pour ma part, j'estime, par conséquent, qu'il est normal que le Comité directeur mette au vote la recevabilité de la proposition Poperen concernant "un homme = une voix".
Je n'engagerai pas ici le débat sur ce point. Je l'ai engagé à Bourg-en-Bresse et je l'ai toujours fait avec un grand sens des responsabilités concernant les Bouches du Rhône, qui est pourtant une fédération où j'estime que les idées que je représente ont été particulièrement maltraitées par les mécanismes mis en place... Je vois tout le monde se précipiter, essayer de voir comment, avec les mêmes joueurs, se répartir autrement les cartes ! Pour ma part, j'estime que le

Fondation Jean Jaurès

point fondamental dans les Bouches du Rhône c'est que, de toute façon, nous étions dans un déclin politique engagé depuis longtemps, et que ce déclin politique engagé depuis longtemps était lié à cette fermeture des acteurs politiques qui faisaient la vie de cette fédération. Aujourd'hui, pour moi, l'essentiel est notre capacité collective à ouvrir le jeu à l'ensemble des joueurs de cartes et à faire en sorte qu'ils soient beaucoup plus nombreux à se sentir concernés par la vie réelle de cette fédération.
Donc, sur le fond, j'aurai l'occasion de reparler au Congrès de cette histoire "un homme = une voix" (et je ne partage pas l'analyse selon laquelle cela modifie fondamentalement le Parti), mais votons sur la recevabilité de la proposition Poperen.
(Applaudissements)

Le président - Mélenchon ?

Jean-Luc Mélenchon
Je vais être très bref.
Je souhaite également qu'on ne se sépare pas dans une ambiance qui, en définitive, n'a rien à voir avec tout le reste du déroulement de ce Comité directeur, dont on s'est plu à reconnaître qu'il était bien organisé et fraternel.
Chers camarades, nous avons parfaitement entendu ce qui a été dit jusqu'à présent et nous en tenons compte dans la proposition que nous faisons.
Compte tenu du fait qu'on nous dit qu'il n'est pas possible de voter aujourd'hui la modification que nous proposons, et dont nous pensons, nous, que nous pourrions la voter aujourd'hui (compte tenu de l'argumentation qui vient d'être développée par Marie-Noëlle Lienemann, à laquelle nous souscrivons parfaitement), mais en même temps pour ne rien enlever de l'analyse que nous faisons de la situation dans les Bouches du Rhône et parce que notre appréciation est que le Congrès dans les Bouches du Rhône doit être un Congrès de réunification Socialiste (il y a une situation exceptionnelle, c'est maintenant qu'il faut réunifier les Socialistes, et c'est parce qu'ils vont discuter maintenant que c'est le bon moment, et pas après), eh bien, nous retirons toute la première partie de notre proposition (qui était de décider aujourd'hui même "un homme = une voix"), nous ne maintenons que la deuxième partie de notre proposition et nous demandons qu'elle soit mise aux voix, c'est à dire que dans les Bouches du Rhône, parce que c'est une situation exceptionnelle, deux choses seront mises en place.

- Un collectif de préparation politique du Congrès, représentatif de l'ensemble de ceux qui ont une contribution... (mouvements divers)... laissez-moi parler, s'il vous plaît, parce que cela a déjà été extrêmement pénible tout à l'heure...
- "Un homme = une voix" dans les Bouches du Rhône...(protestations diverses)... Laissez-moi terminer ! Moi, je suis prêt à le proposer pour ma fédération, comme une sorte de laboratoire.

Camarades, cela y est, maintenant chacun pense ce qu'il veut... Au moins, j'ai

Contribution Jean-Jaurès

eu la possibilité de dire ce que je voulais dire...

Dans la salle - Et les statuts ?

Jean-Luc Mélenchon - Inutile de me relire les statuts...

Gérard Le Gall - Tu t'assois dessus !

Jean-Luc Mélenchon - C'est cela, notre proposition. Vous pouvez penser qu'elle vous déplaît, nous, nous demandons un vote, après quoi chacun fait ce qu'il veut et on ne s'en voudra pas mutuellement si on ne fait pas ce que nous proposons.
Par contre, je veux dire solennellement à Henri Emmanuelli que nous n'accepterons jamais d'être traités comme il le faisait tout à l'heure ! Si chacun doit rappeler d'où vient chacun, la liste va être longue ! Chers camarades, c'est parfaitement déloyal.
(Applaudissements).

Yves Vidal
Camarades, on parle des statuts et je vois des camarades qui commencent à sourire quand les militants de la fédération des Bouches du Rhône montent à la tribune ; effectivement, cela fait de nombreuses années que lorsque des camarades de la fédération montent à la tribune, on sourit... et la fédération n'était pas un laboratoire à l'époque.
Le sentiment que nous avons, je le dis très franchement - et je pense parler au nom de toutes les sensibilités - c'est peut-être que, compte tenu des problèmes nationaux, des enjeux dans les années à venir, les problèmes que nous vivons, d'autres fédérations les ont vécus ou pourront les vivre, des élus les ont vécus ou pourront les vivre, on se sert un peu de ce qui se passe dans notre fédération pour régler d'autres comptes que des comptes fédéraux et propres à la fédération des Bouches du Rhône,
Je le dis très franchement et très sereinement : je ne sais pas la décision que vous allez prendre, mais sachez qu'elle engagera la totalité du Parti, qu'elle engagera l'avenir et qu'il faudra que vous y donniez une explication, car, à quel moment, je l'ai dit hier, je le redis aujourd'hui calmement, n'avons-nous pas appliqué les statuts ? A quel moment n'avons-nous pas été dans la ligne du Parti ? A quel moment avons-nous été en contradiction avec l'ensemble du Comité directeur, sensibilités, courants, tout ce que vous voudrez ?
Si la décision que vous voulez prendre va dans un certain sens, prenez la, mais dans les modifications des statuts mettez : article 1er, l'électeur a toujours raison. Article 2 : lorsque vous êtes battu, vous avez tort et vous n'êtes plus Socialiste !

Le président - Henri Emmanuelli ?

Henri Emmanuelli
Quand j'ai rapporté au nom de la Commission, je pense que je n'ai pas été très

Collection Jean-Jaurès

bien entendu et c'est probablement regrettable.
Je n'ai pas dit "un homme - une voix", non, cela c'est toujours le cas, le problème, c'est "une voix - un mandat", et ce n'est tout de même pas pareil, parce que si on dit "un homme - une voix" on a l'air de faire croire à l'extérieur que dans le Parti Socialiste, c'est différent de ce qui se passait avant.
Alors, camarades, je vous demande de faire attention au vocabulaire, parce que cela peut donner des dérapages dans les commentaires.
Ce n'est pas "un homme - une voix", c'est "un homme - un mandat". Cela change tout, camarades... et un homme présent, bien entendu, pas par procuration.
J'ai dit que sur le fond j'étais ouvert, mais je faisais observer que c'est statutairement qu'on ne pouvait pas se prononcer. Il n'y a pas ceux qui seraient pour ou contre. Moi, pour ce qui me concerne, je demande à réfléchir, parce que je crois que cela implique des transformations assez fortes dans la manière dont a été dirigé le Parti depuis Epinay, et surtout cela présente un inconvénient qui n'est peut-être pas à écarter ou à mettre sur le devant, qui est effectivement qu'à partir de là on ne sait jamais à la veille d'un vote ce qu'est la représentativité dans le Parti.
On peut en discuter, décider autrement... Je n'ai pas pris position sur le fond, j'ai dit que statutairement on ne pouvait pas se prononcer aujourd'hui, et plus on relit les statuts, plus c'est clair, puisqu'ils énumèrent le lien entre les votes et les mandats...

Dans la salle - Bien sûr !

Henri Emmanuelli - ... Sur l'interpellation de Mélenchon, moi je dirai simplement que j'étais au Parti Communiste avant d'être ici et... en plus, je crois que je me suis trompé de mouvement en ce qui te concerne... je n'ai pas honte... Je vais avoir une réaction très tranquille, je ne vais pas me fâcher, ce n'est pas une tare d'avoir été ailleurs, que ce soit là ou là...

Pierre Mauroy
Ecoutez, mes camarades, je crois qu'on a eu un bon Comité directeur, il faut maintenant le terminer.
Je rejoins l'intervention de Fabius et de Jospin, chacun s'est expliqué, on a décidé que je prenais la tête de la Commission des statuts ; cette Commission sera mise en place, vous allez désigner un représentant de chacun des courants, on se mettra au travail et on commencera par là.
Moi, je ne peux pas me prononcer : un homme - une voix, cela me parait normal... et puis nous verrons, mes amis... on sait bien que c'est un débat qui dure depuis un siècle et la thèse des minorités agissantes c'est bien connu aussi dans l'histoire du Socialisme et dans l'histoire du siècle... on connaît çà par cœur, nous sommes ici quelques uns à connaître tout cela par cœur !
Alors, pas de commentaire et surtout pas verbal au Parti en disant qu'il y a une majorité qui refuse le débat démocratique. Nous voulons le débat démocratique,

Fondation Jean Jaurès

nous sommes un parti où chacun est appelé à voter individuellement, que ce soit pour désigner les élus, que ce soit pour désigner les responsables, que ce soit pour désigner les orientations politiques. Cela c'est la réalité.
Quant aux modalités, il y en a quelques unes... si on veut en changer, pourquoi pas ? Rendez-vous autour de moi pour voir ce que l'on peut faire, puis Comité directeur et Congrès pour décision définitive.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Maintenant, la séance est levée.

Coll. Fondation Jean-Jaurès